

ACADÉMIE DES SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES  
INSTITUT D'ÉTUDES SUD-EST EUROPÉENNES

# REVUE DES ÉTUDES SUD-EST EUROPÉENNES

**TOME XIX-1981. N° 1 (Janvier-Mars)**

Relations politiques

Relations linguistiques

EDITURA ACADEMIEI  
REPUBLICII SOCIALISTE ROMÂNIA

## Comité de rédaction

Rédacteur en chef: M. BERZA

Rédacteur en chef adjoint: ALEXANDRU DUȚU

Membres du comité: EMIL CONDURACHI, AL. ELIAN,  
VALENTIN GEORGESCU, H. MIHĂESCU, COSTIN  
MURGESCU, D. M. PIPPIDI, MIHAI POP, AL. ROSETTI,  
EUGEN STĂNESCU

Secrétaire du comité: LIDIA SIMION

La REVUE DES ÉTUDES SUD-EST EUROPÉENNES paraît 4 fois par an. Toute commande de l'étranger (fascicules ou abonnement) sera adressée à ILEXIM, Departamentul Export-Import Presă, P. O. Box 136—137, télex 11226, str. 13 Decembrie, n° 3, R—79517 Bucaresti, România ou à ses représentants à l'étranger. Le prix d'un abonnement est de ₸ 50 par an.

La correspondance, les manuscrits et les publications (livres, revues, etc.) envoyés pour comptes rendus seront adressés à l'INSTITUT D'ÉTUDES SUD-EST EUROPÉENNES, 71119 București, sectorul 1, str. I.C. Frimu, 9, téléphone 50 75 25, pour la

### REVUE DES ÉTUDES SUD-EST EUROPÉENNES

Les articles seront remis dactylographiés en deux exemplaires. Les collaborateurs sont priés de ne pas dépasser les limites de 25 —30 pages dactylographiées pour les articles et 5—6 pages pour les comptes rendus.

EDITURA ACADEMIEI REPUBLICII SOCIALISTE ROMÂNIA  
Calea Victoriei n° 125, téléphone 50 76 80, 79717 București—România

# REVUE DES ÉTUDES SUD-EST EUROPÉENNES

TOME XIX

1981

janvier-mars n° 1

## SOMMAIRE

### *Relations politiques*

DUMITRU TUȚU, Aspects de la politique étrangère de la Roumanie dans le Sud-Est européen entre les deux guerres . . . . .	3
BISTRA A. CVETKOVA (Sofia), Die Feldzüge Wladislaw III. Jagiello und Ianku de Hunedoara (1443—1444), der Südosten Europas und die Bulgaren . . . . .	17
IOAN SCURTU, Relationships of the Peasants' Party of Romania with the agrarian parties of Central and South-East Europe (1918—1926) . . . . .	31
NESTOR CAMARIANO, Rhigas Velestinlis. Complètement et corrections concernant sa vie et son activité. II . . . . .	41
MICHAEL UNDERDOWN (Melbourne), Die kleinen Staaten auf der Genfer Abrüstungskonferenz . . . . .	71
NICOLAE DASCĂLU, The Economic Little Entente. An attempt at setting up a European Economic Community (1922—1938) . . . . .	81

### *Relations linguistiques*

DAMIAN P. BOGDAN, L'originalité des inscriptions, manuscrits, documents et livres roumains rédigés en slave . . . . .	97
DORU MIHĂESCU, La plus ancienne synthèse roumaine des chronographes néo-grecs vénitiens du XVII <sup>e</sup> siècle. II . . . . .	109
ELENA SCĂRLĂTOIU, Romanian Lexical Elements in Macedonian and Serbo-Croatian	133
ERIC P. HAMP (Chicago), Latin <i>dextrata</i> and Indo-European * <i>deksi-no</i> . . . . .	141
V. FRĂȚILĂ, Gustav Weigand und die Balkanonomastik . . . . .	147

### **Chronique**

ANCA GHIAȚĂ et CONSTANTIN IORDAN-SIMA, Les jours de l'AIESEE au XV <sup>e</sup> Congrès International des Sciences Historiques (Bucarest, 10—17 août 1980)	169
ELENA SIUPIUR, Publications périodiques parues à l'occasion du XV <sup>e</sup> Congrès International des Sciences Historiques . . . . .	170
II. MIHĂESCU, <u>EQREM ĆABEJ</u> . . . . .	172

## Comptes rendus

VASILE CRISTIAN, Istoriografie generală ( <i>C. Iordan-Sima</i> ); <u>STYLIANOS PELEKANIDIS</u> , Studien zur fruhchristlichen und byzantinischen Archäologie ( <i>P. Diaconu</i> ); DEMETRIOS J. GEORGAKAS, Ichthyological terms for the sturgeon and etymological of the international terms botargo, caviar and congeners ( <i>H. Mihăescu</i> ); ZOË MOUROUTI-GHENAKOU, Ὁ Νικηφόρος Θεοτόκης (1731–1800) καὶ ἡ συμβολὴ αὐτοῦ εἰς τῆς παιδείαν τοῦ γένους ( <i>Andrei Pipidi</i> ); GERALD J. BOBANGO, The Emergence of the Romanian National State ( <i>Gh. Platon</i> ); Memoriile Secției de Științe Istorice ( <i>Alexandru Barnea. Ștefan Vilcu</i> ) . . . . .	175
<b>Notices bibliographiques</b> . . . . .	191
<b>Livres reçus</b> . . . . .	209

## ASPECTS DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE LA ROUMANIE DANS LE SUD-EST EUROPÉEN ENTRE LES DEUX GUERRES

DUMITRU TUȚU

Après la Première Guerre mondiale, la Roumanie a poursuivi systématiquement une politique de bon voisinage et de paix en Europe. Une telle politique s'avérait capable d'assurer l'intégrité territoriale de l'Etat qui était issu de la volonté de la nation entière. Cette orientation est mise en relief autant par la présence active, la permanence d'action et d'effort de la Roumanie visant la solution des problèmes de cette zone par la voie de la bonne entente et de la collaboration, que par les fréquentes initiatives ayant pour but d'entretenir et de développer les relations sur divers plans entre les Etats de la zone balkanique : l'Albanie, la Bulgarie, la Grèce, la Yougoslavie, la Turquie<sup>1</sup>.

En ce qui concerne l'approche des problèmes posés par les relations entre les Etats de cette région de l'Europe, la Roumanie s'est orientée d'après la prémisse que l'espace géographique Sud-Est européen constituait, d'une manière objective et naturelle, une zone de collaboration multilatérale entre plusieurs peuples. La possibilité de leur coexistence dans une atmosphère de compréhension et d'entre-aide avait été et l'est encore démontrée par un riche passé de luttes et de victoires communes, par le dépassement des vicissitudes des temps de jadis. Au temps de dures épreuves, le territoire de la Roumanie a constitué non seulement un refuge mais il a offert l'hospitalité à tous les défenseurs de la liberté qui y cherchaient appui et abri. Le journal albanais « Besa » montrait, dans son numéro du 14 septembre 1931, que « la Roumanie a été le premier Etat balkanique où les réfugiés albanais ont trouvé appui et abri ». De la même compréhension ont bénéficié : en 1880, la Société Drito (La Lumière); en 1887, la Société Deturia (La Culture), puis Bashkini (l'Union); les comités nationaux les plus actifs de cette période ont été créés en Roumanie<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Parmi les ouvrages de spécialité dans lesquels sont abordés les problèmes de politique étrangère de la Roumanie, parus après le 23 août 1944, mentionnons : I. M. Oprea, *Nicolae Titulescu*, Ed. științifică, Bucarest, 1968; Eliza Campus, *Mica Înfelegere*, Ed. științifică, Bucarest, 1968; Cristian Popisteanu, *România și Înfelegerea Balcanică*, 1<sup>re</sup> édition, Ed. științifică, Bucarest, 1971; Viorica Moisuc, *Diplomația României și problema suveranității și independenței naționale în perioada martie 1939 — mai 1940*, Ed. Academiei, Bucarest, 1971; *Probleme de politică externă a României 1919 — 1939*, Ed. militară, Bucarest, vol. I, 1<sup>re</sup> édition, 1971, et vol. II, 1977; Milan Vanku, *Mica Înfelegere și politica externă a Iugoslaviei 1920 — 1938. Momente și semnificații*, Ed. politică, Bucarest, 1979.

<sup>2</sup> Archives du Ministère des Affaires Etrangères (ci-dessous Archives M.A.E.), fonds 71/Albanie, dossier 26, p. 155.

La presse et les documents albanais de l'époque relèvent aussi qu'en 1914 plus de 300 jeunes volontaires roumains d'origine albanaise sont partis pour l'Albanie afin de défendre l'indépendance « que leurs parents avaient défendue comme une question nationale »<sup>3</sup>. Il est à remarquer, également, la contribution de Nicolae Iorga, dont l'ouvrage *Scurtă istorie a Albaniei*, paru en 1914, avait servi aux travaux de la Conférence de Paix de Paris pour l'attestation des droits de la nation albanaise, droits contestés sans pitié par les grandes puissances<sup>4</sup>.

Le journal « Riliniga Shpiptura » mentionnait, lui aussi, dans son numéro du 25 février 1918 que « nous ne pouvons pas renier — et l'histoire non plus — que la Roumanie, en tant que premier pays délivré de sous la domination étrangère a ouvert aux autres opprimés les portes de sa maison qui est devenue le nid de la libération de tous les autres frères des Balkans <... > La nation albanaise et la jeunesse non plus n'oublieront jamais que ces faits ont beaucoup aidé notre nation »<sup>5</sup>.

Nous trouverons les mêmes éloges dans les documents et la presse bulgare de l'époque. Par exemple, le président du Conseil des ministres de la Bulgarie a déclaré en 1934 aux journalistes roumains que « l'amitié qui lie nos pays est de longue date, elle est consolidée par faits et souvenirs qui tiennent à l'histoire et ses bases psychologiques doivent être vraiment très solides »<sup>6</sup>. Le journal « La Bulgarie », dans son numéro du 25 janvier 1934 écrivait : « les rapports entre la Roumanie et la Bulgarie persistent depuis longtemps. Les tombeaux des soldats morts en 1877, éparpillés sur les collines de Plevna et de Grivitzza en sont un éternel témoin »<sup>7</sup>.

La presse grecque de l'entre-deux-guerres a publié de nombreux articles qui faisaient l'éloge de l'aide accordée par la Roumanie au peuple grec dans la lutte pour son indépendance. Ainsi, le journal « Imerisios Kynix » du 20 octobre 1933 montre que « nous sommes liés à la Roumanie par des luttes et des aspirations communes et nos deux peuples ont été baptisés dans le même bain de sang... Les Grecs ont toujours trouvé chez le peuple roumain une hospitalité fraternelle »<sup>8</sup>.

Les structures économiques similaires des pays du Sud-Est européen ont rendu assez difficile l'échange des produits et, par conséquent, les marchés des pays voisins sont devenus moins accessibles.

La participation de la Roumanie, avec ses produits, sur le marché sud-est européen était assez faible. Du volume total de ses importations, la Roumanie a importé, entre les années 1929—1938, d'Albanie, de Bulgarie, de Grèce, de Yougoslavie et de Turquie entre 11,2% et 19,4% en 1938 (ce pourcentage a été un peu plus bas pendant la crise), et du total des marchandises exportées, la Roumanie n'a exporté sur le marché de ces cinq pays que quelque 9%.

<sup>3</sup> *Ibidem*.

<sup>4</sup> *Ibidem*.

<sup>5</sup> *Ibidem*, p. 34.

<sup>6</sup> *Ibidem*, fonds dossiers spéciaux, vol. 187/1.

<sup>7</sup> *Ibidem*.

<sup>8</sup> Archives M.A.E., fonds F 1/Grèce, dossier 85, p. 82.

Par exemple, du total de 1 101 992 t importées en 1929, seulement 123 269 t /produits provenaient du marché sud-est européen. En 1938, du total de 820 602 t importées, seulement 160 062 provenaient du marché sud-est européen. Du total de 7 064 619 t exportées en 1929, seulement 736 991 t/produits ont été exportées dans les cinq pays du Sud-Est européen. La situation est presque identique en 1938 : de 7 409 084 t/produits exportées seulement 827 193 t ont pris le chemin des pays sud-est européens<sup>9</sup>. La collaboration économique entre les pays du Sud-Est européen s'imposait comme garantie d'une politique d'indépendance et de souveraineté nationale de chaque pays. Les accords et les conventions commerciaux encourageaient et favorisaient les échanges entre la Roumanie et les autres États de la péninsule, mais on n'a pas réussi à fructifier toutes les possibilités conduisant à un développement des relations économiques interbalkaniques, conforme aux conditions existantes. Comme nous l'avons déjà mentionné, toute une série de facteurs ont contribué à la diminution de cette possibilité ; parmi ces facteurs il faut souligner la position dominante du capital occidental dans l'économie de tous les pays balkaniques<sup>10</sup>. Cette présence du capital étranger a freiné le développe-

<sup>9</sup> *Anuarul statistic al României 1939 și 1940*. Bucarest. 1940. p. 601, 605.

A la fin des années '30 — début des années '40, la Roumanie avait conclu une série d'accords commerciaux avec les pays du marché Sud-Est européen. En 1927 a été conclu un arrangement commercial provisoire pour la réglementation des relations commerciales entre la Roumanie et l'Albanie basé sur la clause de la nation la plus favorisée. En 1930 a été conclu un accord entre les deux États fondé sur les mêmes principes. Le 27 septembre 1930 la Roumanie et la Bulgarie ont conclu un arrangement commercial sur la base de la clause de la nation la plus favorisée resté en vigueur jusqu'en 1941. Sur les mêmes principes, en 1930 a été signé avec la Yougoslavie un arrangement commercial et le 13 mai 1937 un Traité sur le commerce et la navigation entre la Yougoslavie et la Roumanie. Avec la Grèce, la Roumanie a conclu en 1927 un arrangement commercial et a signé en 1931 une Convention commerciale. Les relations commerciales roumano-turques ont été réglementées pendant une certaine période par la Convention militaire signée à Lausanne en 1924. La Roumanie et la Turquie ont conclu en 1924 une convention commerciale sur la base de la clause de la nation la plus favorisée.

<sup>10</sup> La Banque Nationale de l'Albanie avait son siège à Rome et fonctionnait sous le contrôle financier de quatre banques italiennes dont le capital s'élevait à 90%, le reste de 10% revenant à l'État albanais. L'économie albanaise se trouvait sous le contrôle du capital italien. La Société A.S.I.P. détenait le monopole sur les extractions et le raffinage du pétrole de l'Albanie. En 1936 l'État albanais a été obligé d'importer de sa propre production du pétrole extrait et raffiné par les sociétés pétrolières, de l'essence et d'autres dérivés pour la somme de 1 600 000 francs/or (Archives M.A.E. fonds 71/Albanie, dossier 14, p. 168) ; 40% des échanges commerciaux de l'Albanie étaient dirigés vers l'Italie (*Statistisches Jahrbuch für das Deutsche Reich*, 1939/1940).

Dans l'économie de la Bulgarie, le capital investi par les monopoles occidentaux s'élevait à 1582 300 000 leva, à savoir : capital belge 601 800 000 leva : suisse 508 100 000 leva : français 247 700 000 leva : américain 236 700 000 leva : italien 214 700 700 leva. etc. (conf. à « La parole italienne » — *Revue des Archives M.A.E.*, dossier 42, p. 120). Le capital autochtone dans l'économie était de 1 667 300 000 leva, c'est-à-dire 51,3% de l'entier capital investi dans l'économie bulgare. En ce qui concerne les relations commerciales, approx. 60% de l'import-export de la Bulgarie s'effectuait, en 1938—1940, sur le marché allemand. Les rapports économiques avec les autres grandes puissances (Angleterre, France, Italie, États-Unis) s'élevaient à peine, en leur ensemble, à 12% (*Statistisches Jahrbuch für das Deutsche Reich*, 1939—1940, Berlin, 1941, p. 152, 168).

En 1938, le capital étranger investi dans l'économie de la Yougoslavie s'élevait à 6 215 742 896 dinars, à savoir : capital français — 1 066 162 687 dinars : anglais — 873 636 369 dinars ; tchécoslovaque — 741 237 943 dinars : suisse — 707 365 346 dinars : italien — 498 035 342 dinars ; américain — 424 779 826 dinars : autrichien 366 186 026 dinars : belge — 247 064 367

ment de l'industrie nationale des Etats sud-est européens. Les pays du Sud-Est européen étaient, en général, fournisseurs de matières premières et de produits agro-alimentaires et importateurs de machines et d'installations industrielles, fait qui déterminait en bonne mesure leur dépendance des marchés des grands pays industriels; les économies des pays balkaniques ont subi pendant l'entre-deux-guerres, surtout en 1933, une pression économique particulièrement habile, concertée avec une pression politique, exercées par l'Allemagne. A la veille de la Seconde Guerre mondiale les pays sud-est européens étaient étroitement liés au marché allemand, les marchés des autres pays occidentaux étant difficilement accessibles aux produits exportés par la Bulgarie, la Grèce, la Yougoslavie, la Roumanie et la Turquie; l'accélération de la course aux armements, sur le plan général européen, a créé des possibilités pour des options politico-économiques, favorisées par des conditions géographiques du type de l'espace balkanique.

La fin de la quatrième décennie et le début de la cinquième ont marqué l'instauration de la domination hitlérienne dans la plus grande partie du territoire balkanique, domination qui a interrompu pour une certaine période le cours normal du développement économique des Etats du Sud-Est européen.

★

Dans sa politique extérieure la Roumanie a cherché à établir des relations politiques et militaires avec tous les Etats désirant garder l'indépendance nationale. Ce principe a guidé la diplomatie roumaine aussi dans ses rapports avec les Etats sud-est européens.

---

dinars; canadien — 238 166 914 dinars; suédois — 111 472 953 dinars; hollandais — 109 917 753 dinars; allemand — 105 257 810 dinars, etc., tandis que le capital autochtone ne montait qu'à 4 730 985 936 dinars. Donc, 56% du capital investi dans l'économie yougoslave était étranger et seulement 44% autochtone. Les relations commerciales les plus développées dans les années 1929—1940 étaient surtout celles avec l'Allemagne (depuis 15,6% en 1929 à 53,7 % en 1940) (*Statistisches Jahrbuch* . . . , p. 124). Pour la Grèce nous ne sommes pas en possession de données relatives au capital étranger investi dans son économie mais en ce qui concerne le marché, il était dominé par l'Allemagne (9,4% en 1929 et 19,9 en 1939; en baisse à 23,5% en 1940) et par l'Angleterre (12,7% en 1929; 11,1% en 1939; 9,7% en 1940). En 1940 se fait remarquer une intensification des relations commerciales entre la Grèce et les États-Unis (4,3% en 1937; 11,4% en 1939; 16,5% en 1940). Les exportations sont aussi orientées vers l'Allemagne, les États-Unis et l'Angleterre (Allemagne: 23,2% en 1929 et 37,8 en 1940; États-Unis: 17,1% en 1938 et 25% en 1940; Angleterre . en baisse de 20,4% en 1930 à 7,4% en 1940).

Pour la Turquie, de même, nous ne disposons pas de données nécessaires sur le capital investi dans l'économie. Les relations commerciales ont été plus amples avec l'Allemagne, jusqu'en 1938 (13,3% en 1929; 42,9% en 1938; en baisse progressive à partir de 1939, pour tomber brusquement, en 1940, à 8,7%).

Au début de l'année 1939, le capital étranger dans l'économie de la Roumanie s'élevait à plus de 16 000 000 000 lei (anglais — 6 679 000 000 lei; français — 4 620 000 000 lei; américain — 2 887 000 000 lei; italien — 1 539 000 000; allemand — 295 000 000 lei). La plus grande partie du capital était investie dans l'industrie pétrolière — 12 222 000 000 lei (capital anglais 4 milliards; français 3 500 000 000 lei; belge 1 milliard; hollandais 2 800 000 000; américain 900 millions et allemand 22 millions). Environ 38% du capital investi dans l'économie roumaine était étranger. En ce qui concerne les relations commerciales, tout comme dans le cas des autres Etats du Sud-Est européen, dans le commerce extérieur roumain prédominaient les relations avec les grandes puissances (Allemagne, Italie, France, Angleterre, États-Unis) de 50% en 1929, jusqu'à 70% en 1940.

L'Albanie, qui a obtenu son indépendance nationale en 1912, après la défaite de la Turquie dans la première guerre balkanique, indépendance reconnue par les grandes puissances à la Conférence des ambassadeurs tenue à Londres en mai 1913, a bénéficié de l'appui diplomatique de la Roumanie. Dans le pro-mémoire présenté à la Conférence le 14/27 mars 1913, le gouvernement roumain a exprimé sa satisfaction quant à la création d'un Etat albanais indépendant. Le gouvernement roumain compte parmi les premiers qui ont établi des relations diplomatiques avec l'Albanie, événement marqué par la nomination, le 18 décembre 1913, de son premier représentant à Durazzo, en tant qu'envoyé extraordinaire et plénipotentiaire auprès du gouvernement albanais. Pendant la Première Guerre mondiale, suite à la situation créée dans la Péninsule balkanique, les relations entre la Roumanie et l'Albanie demeurent stagnantes. Les représentants des grandes puissances à la Conférence de paix ont élaboré un plan qui, en fait, préconisait la liquidation de l'indépendance de l'Albanie. Mais, grâce à la lutte héroïque du peuple albanais, l'indépendance du pays a été sauvée. En 1924, la Roumanie était l'un des premiers Etats à reconnaître la République Albanaise proclamée le 1<sup>er</sup> janvier 1925. Depuis 1924 jusqu'au 15 août 1939 les relations diplomatiques entre la Roumanie et l'Albanie se sont maintenues au niveau de légation. Le 15 août 1939, quatre mois après l'occupation italienne de l'Albanie, la légation roumaine a été transformée en consulat.

La Roumanie visait le maintien des relations amicales avec la Bulgarie, sa voisine du sud. En 1919, furent reprises les relations diplomatiques interrompues pendant la guerre. Lors du gouvernement d'Alexandre Stambolisky les rapports roumano-bulgares ont été particulièrement cordiaux. La rencontre qui a eu lieu en 1922 entre Ion I. C. Brătianu, Premier ministre de la Roumanie, et A. Stambolisky, Premier ministre de la Bulgarie, a suscité de nombreux commentaires favorables publiés dans la presse bulgare. Le journal indépendant « Utro » mentionnait dans son numéro du 16 avril 1922 que le principal problème discuté par les deux hommes d'Etat visait l'établissement d'étroites liaisons économiques entre la Bulgarie et la Roumanie.

Après le coup d'Etat du 9 juin 1923, les relations de la Bulgarie avec la Roumanie, la Grèce et la Yougoslavie se sont affaiblies. Le nouveau gouvernement bulgare représentait la couche la plus révisionniste et la plus chauvine de la bourgeoisie<sup>11</sup>.

Pendant les événements de Bulgarie en 1923, à Rome se déroulait une activité fébrile. Le gouvernement fasciste visait à jouer un rôle déterminant dans les affaires de la Bulgarie<sup>12</sup>. Pour éviter l'ingérence de l'Italie dans les affaires intérieures de la Bulgarie, le gouvernement roumain a conseillé au gouvernement yougoslave de « ne manifester à l'égard des voisins de l'est (la Bulgarie — n.a.) aucune méfiance et aucune hostilité, car l'Italie n'attend que ce moment pour conclure une alliance grâce à laquelle ses aspirations vers Fiume et la Dalmatie deviennent encore plus concrètes »<sup>13</sup>. Peu à peu, la Bulgarie est entrée dans la

<sup>11</sup> D. Kossev, Gh. Christov, D. Anghelov, *Précis d'Histoire de Bulgarie*, Sofia, 1963, p. 334.

<sup>12</sup> Archives M.A.E., fonds 71/Bulgarie, dossier 69, p. 18.

<sup>13</sup> *Ibidem*, p. 6.

sphère d'influence de l'Italie. En 1924, le ministre des Affaires étrangères de la Bulgarie a effectué une visite à Rome afin d'obtenir l'appui du gouvernement fasciste pour la révision du Traité de Neuilly<sup>14</sup>. L'extension de l'influence de l'Italie dans les Balkans était appuyée aussi par l'Angleterre, au détriment de la France. Dans l'économie de la Bulgarie le capital anglais était presque inexistant, raison pour laquelle l'Angleterre ne s'opposait guère à l'affermissement des positions du capital italien à la défaveur des capitaux belge, suisse et français. Dans son numéro du 6 octobre 1926 le quotidien « Westminster Gazette », organe de la grande finance anglaise, affirmait que « L'Angleterre s'intéresse plutôt à Tanger et à la Méditerranée occidentale et que là-bas elle s'intéresse surtout à l'attitude de l'Italie. Pour l'Angleterre les Balkans ne présentent qu'un intérêt secondaire »<sup>15</sup>.

L'entrée de la Bulgarie dans la sphère d'influence de l'Italie était favorisée tant par les intérêts divers et contradictoires des grandes puissances occidentales que par les forces internes, révisionnistes et fascistes. Ainsi, le groupe « L'Union des fascistes bulgares » dans son hebdomadaire « Le fasciste bulgare » de juin 1929 écrivait, se rapportant à la France, qu'« aucune âme honnête attachée aux sentiments bulgares n'oubliera l'attitude méprisante et hostile des troupes françaises d'occupation, ainsi que celle bienveillante, fraternelle même, des troupes italiennes »<sup>16</sup>. En Bulgarie il y avait, toutefois, des forces sociales qui s'opposaient au fascisme, ce qui a déterminé le maintien d'une atmosphère amicale des relations de la Bulgarie avec les pays occidentaux et voisins.

À la Conférence de Paix de Paris (1919—1920) la Roumanie et la Grèce ont eu un point de vue commun dans beaucoup de problèmes à caractère international. Du procès-verbal du 5 juin 1919 il résulte que Brătianu et Venizelos ont déterminé les grandes puissances à renoncer à l'adoption d'une décision dictatoriale<sup>17</sup>. Depuis 1919—1920 on discutait déjà d'une alliance balkanique. En septembre 1920, Eleuthérios Venizelos, président du gouvernement, ministre grec des Affaires étrangères, écrivait à Tache Ionescu, ministre roumain des Affaires étrangères, que « le moment est venu de passer immédiatement à la conclusion d'une alliance défensive entre la Roumanie, la Yougoslavie et la Grèce »<sup>18</sup>.

Durant la guerre gréco-turque de 1920—1922, la Roumanie ne s'est pas mêlée à ce conflit. De même, la Roumanie a considéré les mouvements qui ont eu lieu en Grèce — qui ont conduit à l'abdication du roi — comme des problèmes internes de cet Etat, même si la famille royale roumaine était apparentée au monarque grec détroné. À la demande d'un groupe de 40 officiers monarchistes, exclus de l'armée par les républicains, qui offraient leurs services au gouvernement roumain, le chargé d'Affaires

<sup>14</sup> *Ibidem*.

<sup>15</sup> *Ibidem*, dossier, 59, p. 57.

<sup>16</sup> *Ibidem*, p. 109.

<sup>17</sup> Archives M.A.E., fonds 237, dossier 617, Tome III, 1918—1920. Le télégramme n° 17573/25 novembre 1919 adressé au roi de l'Italie, signé par Ferdinand I et Mișu, ministre des Affaires étrangères de la Roumanie.

<sup>18</sup> Archives de la Bibliothèque Centrale d'État, section manuscrits, fonds Saint-Georges. Lettres reçues par Tache Ionescu. Voir aussi C. Iordan-Sima, *La Grèce à la fin de l'année 1920. Autour d'une mission roumaine à Athènes*, RESEE, XVII, 1979, 2, pp. 283—296.

de la Roumanie à Athènes répondit que le gouvernement roumain n'était pas en mesure de donner une réponse favorable car « il est décidé d'observer la plus stricte neutralité en ce qui concerne les événements de Grèce. Accepter au service de l'armée roumaine d'anciens officiers de l'armée grecque serait de la part du gouvernement roumain une sorte d'écartement de la ligne de conduite adoptée »<sup>19</sup>.

L'unique mesure prise par le gouvernement roumain pendant les troubles de Grèce fut de rappeler son ministre plénipotentiaire. I. G. Duca, ministre roumain des Affaires étrangères a justifié cette mesure en déclarant, le 25 mai 1924, que « la Roumanie n'est intéressée qu'à la paix dans la Péninsule balkanique /.../. En réalisant ses desiderata nationaux, la Roumanie veut vivre en paix avec tous les peuples »<sup>20</sup>. La légation roumaine d'Athènes n'a été privée de son titulaire que pendant quatre mois car, le 4 septembre 1924 Langa-Răscanu arriva à Athènes comme représentant du gouvernement roumain accrédité auprès du président de la République Hellène. Le ministre grec des Affaires étrangères a déclaré à l'époque que la Roumanie a été parmi les premiers Etats à reconnaître le régime républicain de Grèce.

Les bonnes relations des deux pays ont été consacrées par le Pacte de non-agression et d'arbitrage signé le 12 mars 1928 à Genève. Le préambule de ce Pacte stipulait que les deux parties — la Roumanie et la Grèce — s'engageaient à « maintenir l'état de choses établi par les traités et à suivre, dans toutes les circonstances, une politique d'entente et de paix, tout en considérant que l'observation fidèle des procédés pacifiques conduira à la réglementation de tous les différends internationaux, sans recours à la force, et qu'il leur incombait de contribuer à la mise en pratique de ce principe, tenant compte des relations de cordiale amitié et de confiance réciproque, ainsi que de la communauté d'intérêts et des idéaux de paix qui ont toujours existé entre les deux pays »<sup>21</sup>. Les deux Etats étaient intéressés au maintien du *statu quo* territorial.

Les relations diplomatiques roumano-grecques ont connu un cours ascendant. En novembre 1929, aux festivités organisées à l'occasion du 100<sup>e</sup> anniversaire de la libération de la ville de Giurgiu de sous la domination ottomane avait participé aussi le représentant de la Grèce. De même, la Roumanie a été parmi les premiers Etats invités aux festivités organisées lors du centenaire de l'indépendance de la Grèce.

En 1931, le gouvernement roumain a accordé une attention particulière à la visite effectuée du 19 au 21 août par Eleuthérios Venizelos, président du Conseil des ministres de Grèce. Nicolae Iorga, président du gouvernement roumain, accompagné de son ministre des Affaires étrangères, l'avait accueilli personnellement à la frontière, pour souligner une fois de plus l'importance que la Roumanie accordait à l'amitié avec la Grèce.

<sup>19</sup> Archives M.A.E., dossiers spéciaux, vol. 31. G. 16, p. 235.

<sup>20</sup> *Ibidem*, p. 249.

<sup>21</sup> *Ibidem*, fonds 71/Grèce, dossier 84, p. 172.

En décembre 1918 fut constitué le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes<sup>22</sup>. La formation de l'Etat unitaire des peuples de la Yougoslavie a été un événement d'une importance décisive pour leur existence. Pour la première fois, ils ont été englobés dans un Etat unitaire, fait qui a créé de nouvelles possibilités à la sauvegarde de leur liberté et indépendance nationales et au développement économique, socio-politique et culturel plus rapide.

La création de l'Etat indépendant de la Yougoslavie a été favorable à la situation politico-militaire de la Roumanie. La politique étrangère des deux Etats poursuivait des buts communs, notamment la consolidation sur le plan international de leurs Etats, ainsi que la défense de l'intégrité territoriale et de l'indépendance nationale contre la politique révisionniste.

Les Traités de paix de Paris comprenaient tant les prémisses de la collaboration que les éléments susceptibles de soulever des contradictions. Les deux pays étaient intéressés à empêcher la révision des Traités de paix par les Etats révisionnistes et l'ingérence des grandes puissances dans leurs affaires intérieures. Dès les négociations du Traité de paix de Trianon, la Roumanie a souvent agi de concert avec la Yougoslavie et la Tchécoslovaquie pour combattre certaines thèses politico-territoriales de la bourgeoisie hongroise. Ces manifestations et ces intérêts communs ont jeté les bases de l'alliance politico-militaire, la Petite Entente<sup>23</sup>, fondée sur des conventions bilatérales et ayant des textes identiques. Le 14 août 1920 a été conclue une Convention entre la Tchécoslovaquie et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, le 23 avril 1921, une Convention similaire entre la Roumanie et la Tchécoslovaquie; ensuite, le 7 juillet 1921, une autre Convention entre la Roumanie et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

Le 23 janvier 1922, la Roumanie a signé à Belgrade une Convention militaire par laquelle les deux Etats s'engageaient à s'accorder l'aide militaire mutuelle dans le cas d'une attaque non provoquée<sup>24</sup>; le 14 septembre 1923, la Roumanie, la Yougoslavie et la Tchécoslovaquie ont signé une Convention militaire comprenant les prévisions des conventions militaires bilatérales conclues entre les trois Etats au cours de l'année 1921.

Sur le plan politique, les deux Etats alliés ont collaboré contre la politique révisionniste et revancharde, tant dans le cadre de la Société des Nations, que dans d'autres organismes régionaux ou internationaux. Après l'accord de Locarno (octobre 1925), les deux pays se sont rendu compte du danger représenté par le militarisme allemand qui commençait à se manifester en Europe. A la réunion de la Petite Entente à Bled, en 1926, la Roumanie et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes ont protesté contre l'admission du représentant de l'Allemagne au Conseil

<sup>22</sup> *Compendiu de istorie a Ligii Comuniștilor din Iugoslavia*, Ed. Libertatea, Panciovo, 1965, p. 27. Le 3 octobre 1929 le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes change de dénomination en Royaume de la Yougoslavie.

<sup>23</sup> Voir Eliza Campus, *Mica Înfelegere*, Ed. științifică, Bucarest, 1968; Dumitru Tuțu, *Aspecte ale politicii externe a României în anii 1919—1933*, dans « Acta Musei Napocensis » Tome X/1973, pp. 351—371; Dumitru Tuțu, *Alianțe militare ale României 1921—1923*, dans *Probleme de politică externă a României 1918—1940*, Tome II, Ed. militară, 1977, pp. 108—162.

<sup>24</sup> Archives du Ministère de la Défense Nationale (ci-dessous: Arch. M. Ap. N.), dossier 63.

de la Société des Nations. La visite effectuée à Belgrade en 1928 par Nicolae Titulescu, ministre roumain des Affaires étrangères, a joui d'un chaleureux accueil. Dans son discours, Vojislav Marincović, ministre des Affaires étrangères du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes évoqua l'amitié des peuples roumain et yougoslave, « qui n'ont jamais eu de conflit au cours de leur voisinage de plus de douze siècles »<sup>25</sup>.

Après 1929, l'activité des états-majors des pays de la Petite Entente devint plus intense, comme réaction à l'intensification de la propagande révisionniste au centre de l'Europe et au danger présenté par l'instauration du nazisme en Allemagne. En mai 1929 a eu lieu la première réunion des représentants des Grands états-majors des trois pays alliés visant l'élaboration de certains plans d'action à même de repousser en commun une éventuelle agression de l'extérieur. Jusqu'en 1937 ces réunions des chefs d'état-major ont eu lieu presque chaque année<sup>26</sup>. Dans cette période on a élaboré une série de plans d'actions, en 18 variantes, poursuivant la défense en commun de l'intégrité territoriale et de l'indépendance nationale. Le Petite Entente a eu un caractère défensif et a milité d'une manière active pour la sauvegarde de la paix et de la sécurité des Etats constituants.

Pendant la Première Guerre mondiale la Roumanie et la Turquie se trouvaient dans des camps adverses. Mais, pendant la révolution déclenchée en 1919 et puis au cours du conflit gréco-turc de 1920 — 1922, la Roumanie a gardé la neutralité, tout en observant de près le fil des événements. « Nous avons déploré, dès le premier moment, le conflit gréco-turc — disait I. G. Duca dans une interview accordée à l'officieux « Le Temps » — mais nous ne sommes pas intervenus, laissant aux grandes puissances la responsabilité de leur œuvre, tant qu'on pouvait espérer que le Traité et l'objectif de la lutte seront localisés en dehors de l'Europe »<sup>27</sup>. A la Conférence de Lausanne, du 20 novembre 1922 au 24 juillet 1923, la Roumanie a été représentée par I. G. Duca, ministre des Affaires étrangères. La Roumanie était intéressée à la réglementation des problèmes orientaux conforme aux intérêts des Etats de cette zone. L'Etat roumain désirait que tous les détroits soient libres pour tous les navires commerciaux et militaires, sans aucune restriction ou limitation. Le Traité de Lausanne a constitué une occasion de resserrer les relations roumano-turques. La Turquie a reconnu les stipulations des traités conclus après la guerre portant sur la sanction des frontières de l'Etat national roumain. Une Convention commerciale, annexe au Traité de Lausanne, a été signée le 24 juillet 1923 par les représentants de l'Angleterre, de la France, de l'Italie, du Japon, de la Grèce, de la Roumanie et de l'Etat des Serbes, Croates et Slovènes, d'une part, et par la Turquie, de l'autre; elle réglait aussi les relations commerciales roumano-turques.

En 1924 la Roumanie a reconnu la République Turque<sup>28</sup> et a renouvelé les relations diplomatiques, rompues pendant la Première Guerre

<sup>25</sup> Arch. M. A. E., fonds 71/Yougoslavie, dossier 49, p. 80.

<sup>26</sup> Voir Dumitru Tuțu, *Ahanțe militare ale României 1918—1940*, Tome II, Ed. militară, Bucarest, 1977, pp. 108—163.

<sup>27</sup> Cf. le quotidien « Universul » du 21 septembre 1922.

<sup>28</sup> Le 29 octobre 1923 l'Assemblée nationale turque a supprimé le sultanat, proclamant la République Turque — Président Mustafa Kémal.

mondiale. Le représentant de la Turquie en Roumanie a présenté ses lettres de créance en juin 1924. A cette occasion, Ismet Inonu, président du Conseil des ministres de la Turquie a souligné dans son allocution prononcée à la Chambre des députés en juin 1924 que « . . . partout, nos représentants ont été mal accueillis. Il n'y a qu'un seul Etat qui a réservé un accueil amical à notre envoyé : c'est la Roumanie »<sup>29</sup>.

Pendant l'entre-deux-guerres, les relations diplomatiques ont connu un cours ascendant et amical. Le ministre des Affaires étrangères de la Turquie, Tewfik Rüstü Aras (1925—1939) remarquait en 1937 que « nos relations avec la Roumanie se trouvent dans la meilleure phase et jamais elle n'a manifesté de déloyauté en cherchant à s'ingérer dans nos affaires, et quant à nous, nous procédons de manière identique »<sup>30</sup>. En automne 1933, Nicolae Titulescu, ministre des Affaires étrangères de la Roumanie a effectué une visite officielle en Turquie, où il fut cérémonieusement accueilli. A cette occasion a été signé à Ankara « le Traité d'amitié et de non-agression, d'arbitrage et de conciliation entre la Turquie et la Roumanie ». Parmi les principales stipulations du Traité mentionnons : « Art. 1. Il existe et il existera toujours une paix inviolable et une amitié sincère et perpétuelle entre le Royaume de la Roumanie, la République Turque et leurs peuples. Art. 2. Fidèles aux engagements déjà assumés de ne jamais recourir, l'une contre l'autre, ni à la guerre, en tant qu'instrument de politique nationale, ni à l'agression, telle qu'elle fut définie par les conventions signées les 3 et 4 juin 1933 et s'engageant de ne pas participer à un acte d'agression commis par un tiers, les deux hautes Parties s'obligent en même temps de condamner toutes les agressions et participations à une agression, toute tentative d'un tiers, ainsi que tous les accords à caractère agressif dirigés contre l'une ou l'autre des deux Parties »<sup>31</sup>.

Le traité conclu pour une période de dix années est entré en vigueur le 7 avril 1934, avec la possibilité d'être prolongé, par reconduction tacite, pour des périodes de cinq ans, à condition de ne pas être dénoncé six mois avant l'expiration ou de la dernière prolongation. La presse roumaine et la presse turque ont particulièrement apprécié ce traité. Le journal roumain « Facla » considérait, dans son numéro du 19 octobre 1933, que par la conclusion du pacte, le 17 octobre, « un pas en avant est réalisé, tout en étant condamné non seulement l'agression mais aussi tout accord agressif dirigé contre la Roumanie ou la Turquie ».

Au début des années '40, grâce aux efforts de tous les Etats du Sud-Est européen, dans cette zone géographique fut créée une situation favorable à la collaboration et à l'entente entre tous les pays. A ce résultat a contribué une série de personnalités telles que V. V. Pella, Ștefan Ciceo Pop, dr. Nicolae Lupu, I. Brătescu-Voinești (Roumanie), Leonida Natachi, Mehmet Konitza (Albanie), Iordan Trifonov, Ianko Sakăzov, Gheorghî P. Ghenov, Grigore Vasiliev (Bulgarie), Alexandros Papanastassiou, Joannis Spiropoulos, Alexandros Svolos, Andreas Bacalbasis,

<sup>29</sup> Arch. M.A.E., fonds 71/Turquie, dossier 58, p. 63.

<sup>30</sup> *Ibidem*, dossier n° 1, p. 134.

<sup>31</sup> Arch. M.A.E., fonds 71/Turquie, dossier 58, p. 5.

(Grèce), Milan Jovanović, Lazar Marković, Mehmet Sahović (Yougoslavie), Hassan bey, Tevfik Rüstü Aras, Reşit Safet bey (Turquie), etc.<sup>32</sup>.

L'idée d'une alliance balkanique est née et s'est développée comme une réaction à la politique de révision territoriale promue par les États révisionnistes. Le première conférence interbalkanique qui a réuni les représentants des six États du Sud-Est européen a eu lieu à Athènes en octobre 1930 et a lancé l'idée d'un pacte de collaboration des États de cette zone géographique, document qui devait s'étayer sur les suivants principes : a) la mise de la guerre hors la loi ; b) la réglementation par voie diplomatique de tous les différends qui pourraient intervenir entre les États balkaniques ; c) assistance mutuelle en cas d'agression non provoquée. Selon ces principes, la délégation de la Grèce a élaboré le projet de Pacte balkanique qui a été discuté aux conférences d'Ankara et d'Istanbul (1931). Parmi les stipulations du projet, mentionnons le maintien du *statu quo* territorial et de la paix dans les Balkans<sup>33</sup>.

La Conférence de Bucarest (octobre 1932), qui avait réuni les représentants des six États du Sud-Est européen, a frayé le chemin pour la conclusion d'une alliance politique et militaire entre les États balkaniques.

Après l'instauration de la dictature hitlérienne en Allemagne la politique révisionniste s'est intensifiée, ce qui a déterminé une activité soutenue visant le maintien de la paix et de la sécurité en Europe.

Dans cette atmosphère de tension politique s'est réunie à Salonique, en novembre 1933, la quatrième Conférence interbalkanique. L'intérêt manifesté par les pays balkaniques pour la sauvegarde de la paix et la défense de l'indépendance nationale s'est reflété dans le grand nombre de délégués — plus de 200 — qui ont relevé que « dans les derniers mois de l'année 1933 une action soutenue s'est déroulée dans le sens d'un rapprochement des États balkaniques ». A cette occasion a été adoptée une résolution proposée par la délégation roumaine qui recommandait aux gouvernements de l'Albanie, de la Bulgarie, de la Grèce, de la Yougoslavie, de la Roumanie et de la Turquie l'élaboration d'un pacte multilatéral, étayé des principes stipulés par le projet de pacte voté par les délégués à la Conférence qui a eu lieu à Bucarest en 1932.

La délibération des problèmes majeurs qui préoccupaient les États du Sud-Est européen — l'élimination par voie politique des divergences qui persistaient encore entre les États de cette zone, leur coopération politique et militaire destinée à assurer la défense de l'intégrité territoriale, de l'indépendance nationale et de la souveraineté d'État, les conférences interbalkaniques, auxquelles la Roumanie a eu une participation active — a frayé le chemin à la conclusion d'une alliance politique et militaire balkanique. Le 9 février 1934, la Roumanie, la Grèce, la Yougoslavie et la Turquie ont signé à Athènes l'Alliance Balkanique. Même si l'Alliance Balkanique n'a pas inclus tous les États de la péninsule, elle a pourtant mis en lumière les aspirations naturelles et traditionnelles d'amitié et de collaboration entre les peuples balkaniques dans de nombreux domaines et a promu une politique de collaboration et d'entente mutuelle entre les

<sup>32</sup> Arch. M.A.E., fonds 71/Roumanie, dossier 119.

<sup>33</sup> *Ibidem*, fonds « Înțelegerea Balcanică », dossiers 10, 11, 12.

signataires et les non-signataires. L'Entente balkanique est survenue à un moment critique pour le sort des pays européens, quand de lourds nuages, annonçant un nouvel massacre, s'amassaient à l'horizon.

Bien qu'aux quatre conférences interbalkaniques aient participé les représentants de tous les six Etats, l'Albanie et la Bulgarie n'ont pas adhéré au Pacte balkanique. Le gouvernement roumain a adopté une attitude favorable à l'adhésion des deux Etats à l'alliance balkanique. Le gouvernement albanais, qui était sous l'influence de l'Italie, n'a pas manifesté d'empressement lors de la signature du pacte. C'est en juillet 1935 que le roi de l'Albanie s'est prononcé ouvertement en faveur de l'adhésion de son gouvernement à ce pacte. La réponse du gouvernement roumain a été prompte et favorable. Un télégramme adressé le 12 juillet 1935 à la légation roumaine de Tirana sous la signature de Nicolae Titulescu, ministre roumain des Affaires étrangères, précisait que « la Roumanie se prononce en faveur de la demande de l'Albanie d'adhérer à l'Entente Balkanique »<sup>34</sup>.

A cause des pressions du gouvernement fasciste de Rome, le Premier ministre albanais a déclaré, le 27 octobre 1935, que « l'Albanie n'est pas du tout intéressée d'adhérer à ce moment au Pacte Balkanique »<sup>35</sup>. La Roumanie et les autres Etats signataires ont insisté aussi auprès du gouvernement bulgare en vue de l'adhésion de la Bulgarie à l'Entente Balkanique. Vu que le pacte prévoyait la garantie du *statu quo*, le Premier ministre bulgare a refusé de le signer. Dans sa réponse adressée aux quatre ministres des Affaires étrangères de l'Entente Balkanique, réunis à Belgrade le 4 février 1934, le Premier ministre bulgare a proposé la conclusion de pactes bilatéraux car « la non-signature du pacte, qui prévoit la garantie du *statu quo* territorial, n'a pas diminué et il ne faut pas qu'elle diminue la confiance que nous font les Etats balkaniques et leurs gouvernements »<sup>36</sup>. A l'exception des milieux fascistes et révisionnistes, l'opinion publique des pays balkaniques a favorablement accueilli l'alliance des quatre Etats.

La conclusion de l'alliance a provoqué le mécontentement des gouvernements de Berlin et de Rome. Mussolini n'a jamais pardonné à Nicolae Titulescu le succès remporté par la réalisation du Pacte Balkanique qui visait le maintien de l'ordre territorial établi en 1918—1920, la garantie mutuelle de la sécurité de toutes les frontières balkaniques. Dans le Protocole-annexe, l'art. 2 précisait que « le Pacte de l'Entente Balkanique n'est dirigé contre aucune puissance. Son but est la garantie de la sécurité des frontières balkaniques contre toute agression provoquée par un Etat balkanique »<sup>37</sup>.

A cause des réserves exprimées par certains Etats de l'Alliance balkanique, on n'a pas réussi à conclure tout de suite les conventions militaires à même d'assurer les modalités concrètes d'aide mutuelle dans les conditions d'une agression non provoquée contre l'une des parties

<sup>34</sup> Arch. M.A.E., fonds « Înțelegerea Balcanică », dossier 24, p. 29.

<sup>35</sup> *Ibidem*, fonds 71/Albanie, dossier 5, p. 338.

<sup>36</sup> Dans le quotidien « Dimineața », du 8 février 1934.

<sup>37</sup> Arch. M.A.E., fonds « Înțelegerea Balcanică », dossier 39, Pacte d'Entente Balkanique avec le Protocole-annexe, signé à Athènes le 9 février 1934.

contractantes. Quand même, certaines conventions militaires bilatérales à stipulations identiques ont été signées au cours de l'année 1934 entre la Roumanie et la Turquie, entre la Yougoslavie et la Turquie. Sur la base des deux conventions, le 28 novembre 1935 a été paraphée une convention militaire entre la Roumanie, la Yougoslavie et la Turquie, document qui n'a été signé qu'une année plus tard, le 6 novembre 1936. Une Convention militaire à quatre — la Grèce, la Yougoslavie, la Roumanie et la Turquie — a été signée le 10 novembre 1936. La signature des deux conventions qui comprenaient des stipulations presque identiques a été déterminée par certaines réserves insignifiantes manifestées par la Grèce.

La valeur de ces conventions militaires résidait non seulement dans le fait qu'elles bloquaient les perspectives des Etats révisionnistes de promouvoir dans les Balkans une politique ouvertement agressive, mais aussi dans le fait qu'elles empêchaient les grandes puissances d'utiliser ces Etats comme pions dans une action militaire d'envergure dans le Sud-Est européen. Pour ces raisons, les conventions militaires doivent être appréciées et analysées dans la vaste perspective de la politique anti-révisionniste européenne de l'Entente Balkanique et non pas dans le cadre étroit des relations des quatre alliés avec la Bulgarie. D'autre part, il ne faut pas négliger le fait que dans une période où la sécurité collective échouait, n'importe quel document susceptible de raffermir la sécurité régionale revêtait une importance particulière même s'il comportait des limites et lacunes évidentes.

L'intervention des grandes puissances dans la Péninsule balkanique a conduit à la dislocation progressive des ententes établies avec tant d'effort dans cette zone du continent européen.

Après l'occupation de l'Albanie (le 6 avril 1939), des divisions italiennes ont été massées aux frontières de la Grèce et de la Yougoslavie. La présence des troupes italiennes dans la péninsule a stimulé les tendances révisionnistes du gouvernement bulgare qui devenaient de plus en plus menaçantes. A l'initiative de la Roumanie, le 19 septembre 1939 a eu lieu une rencontre des ministres des Affaires étrangères de la Roumanie et de la Yougoslavie aux fins d'une analyse de la situation internationale ; la conclusion en fut que les Etats du Sud-Est européen devraient résoudre eux-mêmes les problèmes qui se posaient devant eux. Les deux ministres se sont mis d'accord que la Bulgarie devrait être attirée dans l'Alliance Balkanique, où « les problèmes auxquels elle s'intéressait soient discutés dans un esprit amical afin d'aboutir à des solutions satisfaisantes »<sup>38</sup>. Bien que les problèmes discutés à *Jebel* n'aient pas trouvé leur solution, ils reflètent quand même la position de la Roumanie et son désir de voir tous les Etats balkaniques réunis dans une collaboration destinée à faire éviter un conflit dans les Balkans et à maintenir des relations pacifiques entre des Etats voisins. La politique de la Roumanie, qui poursuivait la création d'un bloc des neutres afin d'épargner cette région du feu de la guerre, a rencontré l'opposition des grandes puissances qui n'y voyaient qu'un obstacle devant leur expansion dans les Balkans. De même, elle a rencontré aussi l'opposition des forces révisionnistes de certains Etats

<sup>38</sup> *Ibidem*, Tome 38, p. 236 et tome 39, p. 545.

du Sud-Est européen. Le 22 novembre 1939, l'ambassadeur de l'Allemagne a reproché sur un ton caustique au représentant de la Roumanie à Rome que « la Roumanie fait un jeu extrêmement dangereux avec ses plans de haute politique visant la constitution d'un bloc balkanique lequel, sous l'étiquette de la neutralité, serait dirigé contre l'Allemagne. Un tel bloc ne se constituera jamais, car ni l'Italie, ni la Hongrie d'autant moins, ni la Bulgarie n'y adhéreront jamais /.../. L'Allemagne considère ce projet une action hostile dirigée contre elle. Il serait, donc, hautement souhaitable ... que toute cette affaire soit enterrée aussi vite que possible »<sup>39</sup>.

Bien que les démarches de la Roumanie pour la réalisation d'un bloc des neutres aient échoué, elles sont représentatives pour les efforts déployés par l'Etat roumain pour assurer la sécurité et la paix dans cette zone de l'Europe. Au cours de l'année 1940 la Roumanie a fait des efforts remarquables pour le maintien et la consolidation de l'Alliance Balkanique. Les événements qui se sont succédé rapidement ont conduit à l'annulation de cette alliance justement au moment où les Etats du Sud-Est européen avaient besoin d'un appui. La Roumanie a abouti par voie diplomatique à la solution de ses litiges avec la Bulgarie et a gardé des relations cordiales avec les autres Etats de la zone.

Par sa politique sud-est européenne, la Roumanie a poursuivi la réalisation d'une étroite collaboration économique, politique et diplomatique entre tous les Etats, la garantie de la sécurité, de l'indépendance nationale et de l'intégrité territoriale. Sa politique de rapprochement de tous les Etats des Balkans, rapprochement tirant ses racines du passé millénaire de ces peuples, s'est heurtée à la politique des grandes puissances qui visaient la domination de cette zone, par des intrigues, par le démembrement de ces Etats, par une politique révisionniste lourde de graves conséquences pour le sort des peuples. Dans les années 1940—1941, tous les Etats de la zone, à l'exception de la Turquie, sont tombés sous la domination et l'occupation de l'Allemagne hitlérienne et de l'Italie fasciste. Les peuples de cette zone ont payé d'un lourd tribut de sang la reconquête de leur liberté nationale.

---

<sup>39</sup> Arch. M.A.E., fonds 71/Italie, vol. 66, p. 259, 260. Télégramme n° 6635 du 23 novembre 1939 de la Légation roumaine de Rome adressé au Ministère des Affaires Étrangères.

# DIE FELDZÜGE WLADISLAW III. JAGIELLO UND IANKU DE HUNEDOARA (1443—1444), DER SÜDOSTEN EUROPAS UND DIE BULGAREN

BISTRA A. CVETKOVA

(Sofia)

Beide Feldzüge Wladislaw III. und Ianku de Hunedoara sind wiederholt Gegenstand des Interesses vieler Forscher gewesen. So ist eine ansehnliche Menge an Literatur zusammengekommen, die in erster Linie die politische Lage beleuchtet, mit der diese Ereignisse verbunden waren, die bleibende Spuren in der Geschichte des Südostens Europas hinterlassen haben<sup>1</sup>.

Beide Kreuzzüge, die unter der Führung des jungen Königs von Ungarn und Polen, Wladislaw III. Jagiello, und des namhaften transilvanischen Feldherren, Ianku de Hunedoara, erfolgten und die Schlacht vom 10.XI.1444 bei Warna gehören zu den denkwürdigsten Versuchen und sind vielleicht sogar der bedeutendste von allen, bei dem Kämpfer aus vielen europäischen Ländern und Völkern ihre Bemühungen zum gemeinsamen Widerstand der christlichen Welt im Zweikampf gegen den Islam im XV. Jhd. zusammenschlossen. Diesem allgemeinen Widerstand schließen sich auch die Bulgaren an, die gerade erst ihre Freiheit verloren haben, ohne des Bestrebens verlustig gegangen zu sein, diese wiederzuerlangen.

Wenige Forscher haben ihre Aufmerksamkeit der Beteiligung und der Rolle der Balkanvölker und darin inbegriffen natürlich auch diesen des bulgarischen Volkes an den Ereignissen um beide Kreuzzüge zugewandt<sup>2</sup>. Der gerechten Beleuchtung der Probleme aus diesem Themenkreis kommt eine Bedeutung zu, die das übliche Forscherinteresse überbietet. Die Widerstandsbemühungen eines großen Teils der Balkangeinschaft, die in diesem oder jenem Grad oder in dieser oder jener Form gegen die osmanische Eroberung und das osmanische Regime gerichtet waren, widerlegen eine unrichtige und um Legitimität ringende These —

<sup>1</sup> Siehe ausführlicher Literaturnachweis bei: Б Цветкова, Паметна битка на народите. (Европейският Югоизток и османското завоевание — края на XIV и първата половина на XV в.) Второ основно преработено и допълнено издание. Варна, 1979, с. 327 и сл.

<sup>2</sup> Б. Цветкова Паметна битка на народите, Варна, 1969, гл. I; Сф, 1979, гл. II; Д. Ангелов, Борбите на българския народ против османската власт през първата половина на XV в. и походите на Владислав Варненчик. Сборник „Варна 1444“. С., 1969; В. Svetkova, *Bataille mémorable des peuples (Le Sud-Est européen et la conquête ottomane (fin XIVe — première moitié du XVe s.))*. Sf., 1971, chap. II; Hr. Kolarov, *Die Teilnahme der Bulgaren am „Langen Feldzug“ des Königs Wladislaw III. Jagiello von 1443—1444*, „Bulgarian Historical Review“, 1973, p. 65—71 ff.

nämlich die, daß man die Eroberer im europäischen Südosten apathisch oder gar bereitwillig als Retter aus einem Zustand aufgenommen habe, der mit unlösbaren Widersprüchen belastet gewesen sei.

Im letzten Jahrzehnt wurden von der bulgarischen Geschichtswissenschaft Versuche unternommen, die grundlegenden Aspekte jener historischen Situation zu erfassen und allseitig zu klären, in der beide Krenzzüge erfolgten: die Kämpfe der Balkanländer gegen die Osmanen, die Errichtung der osmanischen Fremdherrschaft in diesen, die Art des frühosmanischen Regimes und die Einstellung der unterjochten Völker dazu, sowie die europäischen politischen Mächte und die osmanische Gefahr. Diese Aspekte wurden durch komplexe Anwendung und Neubewertung der türkischen, europäischen und Balkanquellen beleuchtet. Die vorliegende Studie möchte das Kernstück des bei diesen Versuchen Erreichten darlegen.

Ende des dritten Jahrzehnts des 15. Jahrhunderts werden die Kämpfe gegen die Türken für Mitteleuropa und für einige italienische seefahrende Handelsrepubliken, deren Geschäftsinteressen und Balkanbesitzungen durch die sich abspielenden Ereignisse bedroht sind, zu einer lebenswichtigen Aufgabe, deren Lösung sich nicht länger aufschieben läßt.

Ungarn hält den verwüstenden Einfällen der Türken immer schwerer stand. Notwendig werden durchgreifende Reformen, um die Verteidigung zu organisieren. Verwirklicht werden sie von einem weitblickenden und tatkräftigen Feldherrn — Ianku de Hunedoara. Vom richtigen Verständnis durchdrungen, daß im Zweigang gegen einen sich auf dem Balkan etablierenden Feind wie die Türken Ungarn schwerlich allein einen Sieg erringen könnte, ist Ianku bemüht, die unterjochten oder von den Osmanen bedrohten Völker im Südosten für seine Sache zu gewinnen und Bundesgenossen in christlichen Europa zu finden. Ianku de Hunedoaras Bemühungen um eine ernstgemeinte Vorbereitung auf einen Kampf gegen die Türken stimmen mit den politischen Interessen des in Ungarn unlängst auf den Thron erhobenen König von Polen, Wladislaw III. Jagiello, auch zeitlich überein (1436—1444). Ein großes militärisches Unternehmen gegen die Türken wurde das noch nicht gefestigte Ansehen Wladislaws des Dritten durchsetzen helfen, der lange Zeit gegen den Widerstand der ihm feindlich gesinnten Kreise in den ungarischen herrschenden Kreisen anzukämpfen haben wird. Durch die Person des Königs, der in Personalunion König von Ungarn geworden ist, werden die Beziehungen zu den Osmanen auch für Polen zu einem wichtigen außenpolitischen Problem.

Die Idee einer antiosmanischen Koalition findet auch andere eifrige Fürsprecher mit unterschiedlichen Beweggründen und Motiven — Papst Eugen IV., die italienischen seefahrenden Handelsrepubliken und vor allem Venedig und Genua<sup>3</sup> sowie Philipp der Gute von

<sup>3</sup> Ausführlicher zu diesen Fragen siehe bei: Camil Mureşan, *Iancu de Hunedoara*, Bukarest, Edit. Ştiinţifică, 1968; I. Elekes, *Itinyadt*, Budapest, 1952; Л. Элекеш, Армия Гуниади, „Acta Historica Academiae scientiarum Hungaricae“, I, fasc. I, Budapest, 1951, p. 5—50; К. Мацурек, Турецкая опасность и средняя Европа накануне и во время падения Константинополя, „Byzantinoslavica“, XIV, 1953, p. 130—157; G. Székely, *La Hongrie et la domination ottomane (XV—XVII siècles)*, „Studia Turco-Hungarica“, II, éd. G. Kaldy-Nagy, Budapest, 1975, p. 14 et suiv.; B. Stachon, *Politika Polski wobec Turcyi*

Burgund<sup>4</sup>. Ianku de Hunedoaras Siege über die Türken (1441—1442) bewirken einen weit überhörbaren Widerhall und wecken nicht nur die Hoffnungen auf Befreiung unter den Balkanvölkern, sondern verhelfen auch dem in Vergessenheit geratenen Ideal des katholischen Europa von der Organisierung eines Kreuzzuges zu neuem Leben.

Darüber hinaus wäre noch zu sagen, daß die politische Situation auf dem Balkan und in Anatolien besonders günstig ist für die Organisierung einer Einheitsaktion gegen die Türken<sup>5</sup>. Der Despot des unlangst von den Türken unterworfenen Serbien (1439), Georgi Branković, dessen Söhne als Geiseln auf dem Hof des Sultans gehalten werden, und der selbst in Ungarn in der Verbannung lebt, ermutigen leidenschaftlich die herrschenden Kreise Ungarns dazu, mit ihrem König an der Spitze einen Feldzug nach Südosteuropa zu unternehmen.

Byzanz, am Endpunkt seines politischen Untergangs angelangt, das in demütigender Abhängigkeit eines türkischen Vasallen dahingegetiert, gebietsmäßig stark zusammengeschrumpft, von inneren dynastischen Zwisten und einem akuten Gegensatz zwischen Anhängern und Gegnern einer Annäherung mit dem Westen (Latinophile und Latino-phobe) geschüttelt, entsendet Delegation auf Delegation nach Europa, um zu einem Kreuzzug aufzurufen.

Der walachische Wojewode Wlad Dracula, dessen Streitmacht bislang Ianku wiederholt in seinen großen Kämpfen mit den Osmanen zur Seite gestanden hat, erklärt seine Bereitschaft, sich der geplanten Kreuzfahrerkoalition anzuschließen.

Die selbständige Republik Dubrovnik, trotz einiger Zurückhaltung, mit der sie vermeiden möchte, ihrer Wirtschaftsexpansion in den europäischen Südosten zu schaden, wenn sie den Zorn der Osmanen heraufbeschwört, ist dennoch geneigt, jedes zuverlässigere Unternehmen gegen die Eindringlinge zu unterstützen.

Und sie selbst, die Osmanen, haben sich immer noch nicht endgültig etabliert — weder auf der Balkanhalbinsel noch in ihren kleinasiatischen Besitzungen. Sultan Murad II. ist 1443 wieder einmal von Sorgen geplagt, die ihm einer der unversöhnlichen Feinde der Dynastie der

<sup>1</sup> *akcyi antitureckiej w wieku XV do utraty Kily i Bialgradu*. Lwow, 1930; J. Dabrowski, *Wladislaw I Jagiellonczyk na Wegrech (1440—1444)*. Warszawa, 1922; Idem *L'année 1444*, „Bulletin International de l'Académie Polonaise d'histoire et de philosophie“, Cracovie, 1952; Th. V. Tuleja, *Eugenius IV and the Crusade of Varua*, „The Catholic Historical Review“, XXXV, 3, 1949, p. 257—275; D. Caccamo, *Eugenio IV et la Crociata di Varna*, „Archivio della Società romana di storia patria“, LXXXIX, Roma, 1956, p. 35 et suiv.; M. Petroechi, *La politica della Sauta Sede di fronte all'invasione ottomana (1444—1718)*. Napoli, 1955; Fr. Pall, *Le condizioni e gli echi internazionali della lotta antiothomana del 1442—1443, condotta da Giovanni di Hunedoara*, „Revue des Etudes Sud-Est européennes“, III, 1965, 3—4, p. 443—465.

<sup>4</sup> G. Finot, *Projet d'expédition contre les tures préparé par les conseillers du duc de Bourgogne Philippe le Bon*. Lille, 1890; J. D. Hintzen, *De Kruutochtplanen van Philips den Goede*. Rotterdam, 1918; E. Diaconescu, *Politica orientală burgundă și turcii în sec. XIV și XV*, „Cercetări istorice“, Iași, 1925, p. 10—11; C. Marinesco, *Philippe le Bon, duc de Bourgogne et la Croisade (première partie, 1419—1453)* in *Actes du XV<sup>e</sup> Congrès International d'études byzantines*. Paris, 1950, p. 147—168; A. Grunzweig, *Philippe le Bon et Constantinople*, „Byzantion“, XXIV (1954), Bruxelles, 1955, p. 46—61; Б. Цветкова, *Паметна битка ... Варна, 1980*, 248 и сл.

<sup>5</sup> Zur Lage auf dem Balkan siehe auch: Б. Цветкова, *Иос. съч.*, с. 253 и сл. und die dort angeführten Quellen und Literatur.

Osmanen bereitet — der Herrscher von Karaman. Manche osmanische Quellen aus dem 15. Jahrhundert zeugen für die Versuche, die der karamanische Emir unternimmt, um zur europäischen antiosmanischen Koalition Verbindung aufzunehmen. Sie erwähnen die karamanische Botschaft an den König von Ungarn mit dem Vorschlag, gleichzeitige Aktionen und eine anschließende Aufteilung der osmanischen Besitzungen unter den Teilnehmern an der Koalition nach einer eventuellen Niederwerfung der Türkei der Osmanen zu unternehmen<sup>6</sup>.

Der erste (sogenannte „Lange“) Feldzug des Kreuzfahrerheeres von 1443<sup>7</sup>, an dem Magyaren, Polen, Tschechen und Walachen aber auch Deutschstämmige teilnehmen, wird zum Anlaß dafür, daß sich unter den bereits unterworfenen Balkanvölkern Freiheitsbestrebungen bemerkbar machen und die Vasallenländer zu Widerstandshandlungen ermutigt werden. Schon zu Beginn schließen sich diesen Heerscharen an die 8 000 Männer aus der Despotie Georgi Brankovičs und 600—700 Soldaten unter dem bosnischen Wojewoden Petr Kovačević an<sup>8</sup>. Branković persönlich führt sein Heer auf der alten Istanbuler Straße. Nach dem Bericht eines böhmischen Soldaten, der am „Langen Kreuzzug“ teilgenommen hat, sei das Heer der Kreuzfahrer auch wegen der ihm zuströmenden Christen angewachsen, die lange Zeit — seit den letzten Schlachten und den osmanischen Einfällen nach Mitteleuropa — türkische Gefangene gewesen seien. Diese Leute konnten den Osmanen gefährlich werden, weil sie ihre Gewohnheiten, ihre Gefechttaktik, ihre Stärke kannten und die Feinde der Osmanen davon in Kenntnis setzen könnten<sup>9</sup>. Die Freiwilligen vom Balkan werden nach den Niederlagen, die Ianku den Türken bei Niš (3.XI.1443) zufügt, immer zahlreicher<sup>10</sup>. In seinem Schreiben an Nikolas Ujlaki gibt dieser zu: „Unser Heer ist bislang in der Tat intakt und begeistert; es wächst mit jedem neuen Tag, weil in den Königshof viele neue Leute kommen — Bulgaren, Bosniaken, Albaner und Serben; sie bringen Gaben, bewundern uns und freuen sich über unser Kommen. Deshalb haben wir frische Nahrung in Hülle und Fülle... wir sind auch frohen Mutes für den weiteren Vormarsch“<sup>11</sup>. Nicht zufällig hat der Sieg bei Niš im historischen Gedächtnis der Balkanvölker eine so tiefe Spur hinterlassen, die sogar in dem dem Wojewoden Jankula (d.h. Ianku de Hunedoara — d.A.) zugeeigneten Volksepos einen Niederschlag gefunden hat<sup>12</sup>.

Der Massenzustrom von Bulgaren in die Kampfabteilungen der Kreuzfahrer vom „Langen Kreuzzug“ wird sogar von einigen osmanischen Chronisten belegt, ungeachtet ihres gewohnten Bestrebens, die Fehlschläge der osmanischen Macht und die auf eine Befreiung gericht-

<sup>6</sup> Fr. Giese, *Die altosmanische Chronik des Aşikpaşazâde*. Leipzig, 1929, p. 120; *Neşri tarîh. Kitâb-î Cihânnûma*, ed. F. R. Unat, K. Koymen, II. Ankara, 1957, p. 645.

<sup>7</sup> Darüber ausführlicher bei Б. Цветкова, *Пос. съч.*, с. 263 и сл.

<sup>8</sup> N. Iorga, *Notes et extraits pour servir à l'histoire des croisades au XVe siècle*. III. Paris, 1902, p. 109

<sup>9</sup> K. Jireček, *Válečníci čestí XV století*, „Časopis Českého Musea“, 1859, p. 157; A. Huber, *Die Kriege zwischen Ungarn und den Türken, 1440—1443*. Wien, 1886, p. 198.

<sup>10</sup> Über diese Schlacht siehe näher bei Б. Цветкова, *Пос. съч.*, с. 263 и сл.

<sup>11</sup> E. Hurmuzaki, *Documente privitoare la istoria Românilor*. I. Bucureşti, p. 187 sq.

<sup>12</sup> Siehe z. B.: Българското народно творчество. 3. Исторически песни. Отбрал и ред. Хр. Вакарелски. С., 1961.

teten Anstrengungen der Balkanvölker zu verschleiern oder zu bagatelisieren. So berichtet auch der Verfasser des „Gazavat-i Sultan Murad“<sup>13</sup>, nach der Niederlage der Turken bei Niš sei die gesamte Bevölkerung auf die Seite der Kreuzfahrer übergegangen. Die einen hätten ihnen Verpflegung besorgt, andere—zu Pferde—hätten ihnen ihre Dienste als ortskundige Führer angeboten. Die Bevölkerung habe für den Bedarf der Befreiungsarmee das *cizie* (die Steuer) entrichtet, das sie in diesem Jahr den Turken hätte zahlen sollen. Auf dem Wege von Pirot nach Sofia stößt Ianku de Hunedoara auf einen bulgarischen Reitertrupp.<sup>14</sup> Könnte man anhand der lakonischen Anmerkung des Chronisten orakeln, so durfte man annehmen, daß es sich hierbei nicht einfach um gemeines bulgarisches Volk, sondern um Bulgaren gehandelt hat, die waffengeübt und kampferfahren waren, wenn der bewährte Feldherr beschlossen hat, sie mit dem verantwortlichen Auftrag eines Vortrupps zu betrauen. Vielleicht waren es Heiducken oder Leute von jener Bevölkerungskategorie, die in dieser oder jener Form in den Hilfskorps der osmanischen Armee oder in der bewaffneten Verteidigung der osmanischen Grenzgebiete eingesetzt wurden. Ianku weiß die Möglichkeiten dieser aufbegehrenden Bulgaren richtig zu werten und stellt ihnen eine verantwortungsvolle Aufgabe: aus ihnen stellt er eine Vorhut zusammen, die als erste anzugreifen und dem eigenen Heer bei Zusammenstößen mit den Turken Rückendeckung zu geben hat.

„Gazavat“ verschweigt aber auch nicht, daß Hunyadi selbst bemüht ist, sich die Unterstützung der Bevölkerung zu sichern. Dem anonymen osmanischen Autor zufolge habe sich der transsilvanische Wojewode jedesmal zuerst an die Geistlichen gewandt. Diese Mitteilung ist mehr als glaubwürdig, weiß man doch, daß unter den Bedingungen einer Fremdherrschaft sie die gesellschaftlichen und geistigen Führer der lokalen Bevölkerung, aber auch Stützen und Wahrer des wachen völkischen Bewußtseins waren.<sup>15</sup> Die allorts um sich greifende Aktivierung der Bevölkerung in den serbischen und bulgarischen Landen beim Einzug und angesichts der Siege der christlichen Heerscharen unterstreicht in seinem Brief vom 4. Dezember 1443 auch der päpstliche Legat, Julian Cesarini: „Zu mir kamen Serben und Bulgaren, die mir in ihrem eigenen und im Namen aller übrigen versicherten, viele der Turken seien gefangen genommen oder abgeschlachtet worden, als sie nach dem Gefecht (bei Niš — d.A.) zu flüchten versuchten; man nimmt an, daß die Feinde bei ihrer Flucht nach der Schlacht keinen geringeren Schaden durch die Bevölkerung gelitten haben, als durch unsere [Soldaten] während des Gefechts. Es besteht die Hoffnung, daß dieser Sieg starke Bewegungen gegen die Turken in diesen Gebieten wecken und viele dazu bringen wird, ihnen jeden Gehorsam zu verweigern.“<sup>16</sup> In seinem Schreiben vom 15. Januar 1444

<sup>13</sup> H. Inalcik-M. Oğuz, *Yeni bulunmuş bir Gazavat-ı Sultan Murad*. „Ankara Üniversitesi Dil-ve Tarih-Coğrafya Fakültesi Dergisi“. VII/2, Ankara, 1949, p. 488. Vergleiche ausführlicher die vollständige Ausgabe der Quelle, publiziert von den gleichen Autoren unter der Überschrift *Gazavat-ı Sultan Murad ve Mehmed hân. İzladı ve Varna Savaşları (1443—1444) üzerinde Anonim Gazavâtname*. Ankara. 1978, p. 16—17.

<sup>14</sup> H. Inalcik-M. Oğuz, *Op. cit.*, p. 16—17.

<sup>15</sup> B. Cvetkova, *Problems of the Bulgarian Nationality and the National Consciousness in the XV—XVIII c.*, „Etudes Historiques“, VI, 1973, p. 70.

<sup>16</sup> N. Iorga, *Notes et extraits*. III, 109—110.

an Giovanni Campisius bestätigt Aeneas Silvius, der spätere Papst Pius II., die Mitteilungen über die Hilfe, die die lokale bulgarische Bevölkerung den Kreuzfahrern geleistet hat. Er unterstreicht ausdrücklich, daß die nach der Niederlage bei Niš mit dem Leben davongekommenen Türken von der „Raserei der Einwohner“ vernichtet worden seien (*incolarum insulto periisse dicuntur*).<sup>17</sup>

Nach dem Sieg bei Niš erhob sich Albanien, das zu einem großen Teil bereits unterworfen und in den Sandschak Arvanid verwandelt worden war, zum Kampf gegen die Fremdherrschaft. Dem Kampf stand dieses Mal der Sohn eines der albanischen Feudalherren, Gjorgi Kastrioti (Skenderbeg), vor.<sup>18</sup>

Wenn auch entkräftet, schöpfte nun auch Byzanz neue Hoffnung und rüstete zum Widerstand. Konstantin, ein Bruder des Kaisers, zog von Istanbul nach dem Peloponnes, um Streitkräfte gegen den Sultan zu sammeln. Das Feuer des Aufruhrs erfaßte immer mehr Balkanbesitzer der Osmanen und gefährdete ihre dort noch ungefestigte Macht. Jeder Zug der Kreuzfahrer entfachte Hoffnungen und Kampfbereitschaft.

Der Anfang des Befreiungskampfes in Albanien und die aus Byzanz kommenden Kunden blieben dem Kardinal Cesarini nicht verborgen. Bestimmt meint er diese Ereignisse, wenn er in seinem Schreiben vom 4.XII.1443 bemerkt, daß „auch die übrigen Herren Albaniens und Griechenlands rüsten und nichts anderes wollen, als sich auf diese schrecklichen Feinde Christi (die Osmanen — d.A.) zu stürzen und sich mit energisch zupackender und unermüdlicher Hand in unerbittliche Gefechte mit ihnen einzulassen“.<sup>19</sup>

Etwas später ziehen die christlichen Streiter zusammen mit den sich ihnen anschließenden bewaffneten Bulgaren durch die Schlucht bei Dragoman und gegen Sofia. Die Kreuzfahrer waren allem Anschein nach informiert über die Freiheitsbestrebungen der Bulgaren in Sofia, von denen schon zehn Jahre vorher der burgundische Ritter und Reisende, Bertrandon de la Broquière, berichtet.<sup>20</sup> Das ist ohne Zweifel für sie ein Anlaß, in der Stadt Reformen im Interesse der bulgarischen Bevölkerung vorzunehmen: an die Stelle der türkischen Behörde setzen sie zum Stadtverweser einen Bischof ein, offensichtlich einen angesehenen Vertreter der örtlichen, bislang geknechteten Einwohner, und machen die Moschee (später „Siavuš-Pascha-Moschee“<sup>21</sup> genannt) wieder zu einer Kirche, die am Ort der mittelalterlichen Kirche „Sveta Sofia“<sup>22</sup> errichtet war. Diese Mitteilungen über die Einstellung der Bulgaren gegenüber den Kreuzfahrern sind auch in einem anderen Zusammenhang aufschlußreich: Sie zeugen für die Existenz von aufgeweckten und tätigen

<sup>17</sup> *Fontes rerum Austriacarum*. II, Abt. 61, Nr. 117.

<sup>18</sup> П. Д. Смирнова-И. Г. Сенкевич, Освободительная борьба албанского народа против турецких поработителей в XV веке, „Вопросы истории“, 12, 1953: 86—89; M. Berletius, *Historia de vita et gestis Scanderbergi, Epirotarum principis*. Roma, (1508—1510).

<sup>19</sup> N. Iorga, *Op. cit.*, III, p. 110—111.

<sup>20</sup> Ch. Schefer, *Le voyage d'Outremer de Bertrandon de la Broquière*. (*Recueil de voyages et de documents pour servir à l'histoire de la géographie*), XII, p. 202

<sup>21</sup> H. Inalcik - M. Oğuz *Op. cit.*, p. 17.

<sup>22</sup> Б. Цветкова, Материал за селищата и сторицелството в българските земи през XV—XVI в., „Известия на Института за градоустройство и архитектура“ VII—VIII 1955, с. 138.

bulgarischen Kreisen in den Städten, die sich auch in der Vergangenheit schon wiederholt an die Spitze von Befreiungsversuchen gestellt haben. Kennzeichnend ist, daß „Gazavat“ unter den führenden Persönlichkeiten bei der Aktivierung der Bulgaren in Sofia Geistliche und Monche nennt. Diese Wahrer der bulgarischen Kultur, der Überlieferungen und des Brauchtums sind die eifrigsten Verfechter der ethnischen Zugehörigkeit, die alle gesellschaftlichen und geistigen Kundgebungen der bulgarischen Bevölkerung in jener finsternen Epoche anführen. Diese Angaben über das Verhalten der bulgarischen städtischen Bevölkerung werden auch von westlichen Quellen bestätigt. In diesem Sinne unterstreicht Kallimachos: „Die meisten bulgarischen Städte traten — geleitet von Haß gegenüber der moslemischen Gottlosigkeit und zugleich angespornt vom Bemühen um den christlichen Glauben aber auch wegen der Gemeinsamkeit der Sprache und der gleichen Abstammung (der Bulgaren — d.A.) mit den Polen, nachdem die türkischen Garnisone vertrieben waren — auf die Seite des Königs über“<sup>23</sup>. Ähnliche Mitteilungen enthält auch eine andere spätere Quelle — Bonfinius, aller Wahrscheinlichkeit nach aufgrund von Kreuzfahrerberichten<sup>24</sup>.

Immer mit dem Vormarsch der Kreuzfahrer nach Sofia ist auch die Niederschrift in „Gazavat“ über ein Aufbegehren der Bulgaren nicht nur in der Umgebung von Sofia, sondern auch in den Anrainergebieten (ausdrücklich wird der Raum Radomir genannt) verbunden. Der Chronist vermerkt, daß die gesamte Bevölkerung von Unruhe getrieben ist. Die dortige „Raja“ und die Voynuken unterstützten tatkräftig die Kreuzfahrer, besonders mit Verpflegung<sup>25</sup>. Diese Tatsachen, die eine osmanische Quelle bestätigt, beweisen, wie berechtigt Iankus Überzeugung gewesen ist; als er — vom Bestreben geleitet, den Kampfgeist seiner Soldaten anzufeuern — wiederholt darauf hingewiesen hat, daß sie mit der freundschaftlichen Unterstützung der Bulgaren rechnen können, in deren Kreis sie frische Kräfte als Hilfstrupps sammeln und Verpflegung erhalten werden<sup>26</sup>. Die Beteiligung der Voynuken an diesen Ereignissen überrascht nicht — sie stimmt vollauf mit den Voraussagen de la Broquière's überein, der bereits 1433 feststellt, daß die nicht-moslemischen Angehörigen der bewaffneten Streitmacht der Osmanen diesen kein verlässlicher Halt sind, da sie sich jeden Augenblick gegen sie wenden könnten<sup>27</sup>. Andererseits aber darf man nicht vergessen, daß es gerade im Kreise der Voynuken Überlebende des alten bulgarischen Adels gab, die sich nicht nur in vereinzelten Fällen mit dem fremden Joch nicht abfinden wollten<sup>28</sup>. Die Unruhen unter der bulgarischen Bevölkerung in Sofia und in den südwestlichen Gebieten müssen ziemlich heftig gewesen sein, wenn sie später

<sup>23</sup> Philipp Chalmachi. *Historia de rege Vladislao*. éd. I. Ichoiska. T. Kowalewski. A. Komornicka. Varsoviae, 1961. p. 138.

<sup>24</sup> Antonii Bonfini *rerum ungaricarum decades quatuor cum dimidia Francofurti*. 1581. p. 449.

<sup>25</sup> H. Inalcik - M. Oğuz. *Op. cit.*, p. 17.

<sup>26</sup> Philipp Chalmachi. p. 141. Diese Hinweise verwertet auch Hr. Kolarov, *Op. cit.* p. 70 ff.

<sup>27</sup> Ch. Schefer. *Op. cit.* p. 204.

<sup>28</sup> Б. Цветкова, *Паметна битка ... Варна, 1979*, с. 166 und die dort angeführten Quellen.

grimmige Vergeltungsmaßnahmen der osmanischen Fremdherrn zur Folge gehabt haben. In dem von den Kreuzfahrern geräumten Sofia richteten die Osmanen ein wahres Blutbad unter den Aufbegehrenden an. Der Verfasser des „Gazavat“ zum Beispiel berichtet: Sobald der Pascha von Sofia, der sich zu jener Zeit in Radomir aufgehalten habe, von den Umgestaltungen erfahren habe, die die Kreuzfahrer in Sofia vorgenommen hätten, habe sich an der Spitze von Heeresseinheiten auf den Weg in die Stadt gemacht, gleich nachdem diese von den Kreuzfahrern aufgegeben worden sei. Sie hätten die Kirche „Sveta Sofia“ gestürmt und die sich dort befindlichen Geistlichen, Monche und Zivilisten Totschlag und Verhöhnung ausgeliefert. Die einen hätten sie niedergemetzelt, die anderen — geblendet, den Bischof selbst aber habe der Pascha enthauptet und seinen Kopf dem Sultan in einem Sack überbringen lassen, zum Zeichen dafür, daß der Aufruhr der Bevölkerung liquidiert sei<sup>29</sup>. Der Sultan erließ einen strikten Befehl, alle Voynuken und Rajas zu fassen, die die Kreuzfahrer verpflegt und unterstützt haben, sie zu enthaupten, ihre Habe einzuziehen und ihre Frauen und Kinder in die Sklaverei zu verkaufen. Der Chronist berichtet, der Befehl sei ausgeführt worden, und die osmanischen Truppenteile hätten sich „von allen vier Seiten“ auf die Bevölkerung gestürzt. In jedem Dorf hätten sie die männlichen Einwohner niedergemetzelt, Frauen und Kinder in die Sklaverei geschickt, das Korn aus den Speichern geplündert und Hausrat und Lebensmittel fortgeschleppt<sup>30</sup>.

Die Kunde von der Einnahme Sofias, von seiner Befreiung durch die Kreuzfahrer, fand allerorts einen hoffnungserweckenden Widerhall in der westlichen Welt. König Wladislaw und Cesarini schickten einen Eilboten nach Venedig, mit dem nachdrücklichen Aufruf, seine Flotte unverzüglich mit Kurs auf die Meerengen auslaufen zu lassen, um eine Umstationierung von osmanischen Streitkräften aus Anatolien nach dem Kontinent zu verhindern<sup>31</sup>. In seinem Schreiben an die Einwohner von Braşov vom 3.XII.1443 vermerkt Ianku persönlich, daß „während des Vormarsches von Sofia nach Adrianopel die Türken sich in Richtung Meer zurückgezogen hätten und bereits kein Hindernis für den endgültigen Sieg in Sicht sei“. Der Feldherr ist fest überzeugt, daß nach 6—8 Tagen auch Adrianopel von den Kreuzfahrern eingenommen sein wird. Er läßt sich nicht die Gelegenheit entgehen, zu unterstreichen, daß der hohe Kampfgeist seiner Truppen auch von der freundschaftlichen Einstellung der Bulgaren ihnen gegenüber aufrechtgehalten werde<sup>32</sup>.

So führt der „Lange Kreuzzug“ zu einem allgemeinen Aufbegehren unter den geknechteten Völkern auf dem Balkan, zeigt die Bereitschaft dieser Völker und besonders die der Bulgaren, um die Abwerfung der osmanischen Fremdherrschaft und um die Erringung der Freiheit zu kämpfen. Der auf dem Balkan entbrannte Kampf um die Befreiung und die Unfähigkeit der osmanischen Machthaber, wegen dem eigenen Mangel an innerem Zusammenhalt damit fertigzuwerden, zwingt diese, am 12.VI.

<sup>29</sup> H. Inalcik - M. Oğuz, *Op. cit.*, p. 17.

<sup>30</sup> *Ibidem*.

<sup>31</sup> J. Радонић. Западна Европа и балкански народи према турцизма и првополовини XV века. Нови Сад., 1905, с. 165.

<sup>32</sup> E. Hurmuzaki, *Op. cit.*, XV/1, p. 29.

1444 unter nicht besonders vorteilhaften Bedingungen in einen Frieden einzuwilligen. Trotz des Friedensschlusses geht die Vorbereitung auf einen neuen Kreuzzug weiter. Die Situation auf dem Balkan verspricht Erfolg, obwohl Brankovič wenig vorausschauend und von eigennützigem Überlegungen geleitet — mit den Türken einen Separatfrieden aushandelt. Albanien kämpft für seine eigene Freiheit unter der Führung von Skanderbeg. Byzanz ist bemüht, den Herrscher von Karaman und einen Thronwärter erneut gegen den Sultan anzustiften, wobei sich für den Thronwärter auch die bulgarische Bevölkerung einsetzt<sup>33</sup>.

Während des zweiten Feldzuges, im Herbst 1444, finden die Kreuzfahrer hier und da Beistand seitens der bulgarischen Bevölkerung, während sie das rechte Donauufer entlang dem Schwarzen Meer zustreben. Nach der Einnahme der Festung Widin schließen sich ihrem Heer — nach Angaben von Beheim — viele Bulgaren aus der Stadt an, um diesem behilflich zu sein<sup>34</sup>. Cesarinis Prognosen bezüglich einer Unterstützung durch die Balkanvölker gehen in Erfüllung. Die bulgarische Bevölkerung ist auf jede mögliche Art und Weise bemüht, ihre freundschaftliche Einstellung gegenüber den Kreuzfahrern unter Beweis zu stellen<sup>35</sup>. Nicht nur die Angaben über den Anschluß der Bulgaren aus Widin laßt diesen Schluß zu. Informationen aus jener Zeit, festgehalten in den Registern (*tabirir defterleri*), bezeugen auch Unruhen unter der bulgarischen Bevölkerung während des Kreuzzuges von 1444. In einer von diesen Quellen wird gesagt, daß die Bewohner irgendeines Donaudorfeheus Ruptscha, ein Timar des Kadi von Orjachowo, sich zur Zeit des Zweiten Kreuzzuges verstreut hatten („als die Ungläubigen in Warna eingetroffen waren“)<sup>36</sup>. Wenn man bedenkt, daß das Dorf ungefähr am Wege des Sammelheeres lag, laßt diese in den Registern unerklärt gebliebene Aussiedlung von Bulgaren gewisse Annahmen zu. Wahrscheinlich ist ohne weiteres, daß diese den christlichen Heerscharen nachgezogen sind, die wie beim ersten Kreuzzug als Befreier gefeiert wurden. Nicht auszuschließen ist, daß sie die Kreuzfahrer massenhaft unterstützt haben und sich nach deren Abzug in alle Winde verstreut haben, um sich der türkischen Rache zu entziehen. In einer anderen Registernotiz aus der zweiten Hälfte des 15. Jahrhunderts wird gesagt, daß die Einwohner des unweit Lom gelegenen Dorfes Zibra nach Konstantinopel verschleppt worden seien.<sup>37</sup> Ähnlich war wohl auch das Los der Bewohner des in der Nähe von Belogradtschik gelegenen Dorfes Skomina (Skomlja)<sup>38</sup>. Solche Massenaussiedlungen waren aller Wahrscheinlichkeit nach Strafaktionen der osmanischen Staatsgewalt, die von irgendwelchen bedeutenderen Widerstandshandlungen der Bevölkerung provoziert waren. Urteilen wir anhand der geographischen Lage der Ortschaften und auch aufgrund der Tatsache, daß es im 15. Jahrhundert in diesen Landesteilen keine anderen bedeutendere Ereignisse gegeben

<sup>33</sup> Über diese Ereignisse vergleiche auch: Б. Цветкова. Паметна битка на народите ..., с. 280 и сл.

<sup>34</sup> *Zehn Gedichte Michael Beheims zur Geschichte Österreichs u Ungarns*, éd. Th. G. v. Karajan. Wien, 1848, p. 39.

<sup>35</sup> N. Iorga, *Op. cit.*, III, p. 158—160; 182—183.

<sup>36-37</sup> *Nationalbibliothek „Kyrill und Method“*, Sofia, Orientabteilung - OAK 45/29, f<sup>o</sup> 37 v, 42 v.

<sup>38</sup> *Ibidem*, — ORA, Vd 110/10, II, f 9.

hat außer dem Kreuzzug von Wladislaw Jagiello und Ianku de Hunedoara, so darf angenommen werden, daß auch die Dorfer Zibra und Skomlja irgendwie an der Unterstützung des Sammelheeres mitbeteiligt gewesen waren.

Bei Nikopol schlossen sich dem Heer der Kreuzfahrer auch die walachischen Trupps Wlad Draculas an, die an der Schlacht um Warna teilnahmen. Dieses Heer wuchs zahlenmäßig auch durch die ihm zustromenden Bulgaren an <sup>39</sup>.

Kein Zufall ist die Mitteilung des Aeneas Silvius in seinem Brief an den Herzog von Mailand: „Alle Sendboten behaupten einmütig, der polnische König sei zusammen mit dem Kardinal des Heiligen Angelicus (d.h. Cesarini — d.A.) mit einer Vielzahl Ungarn und noch mehr Walachen und Ruthenen bis in die Romania vorgedrungen“ (d.h. in die einst von Byzanz beherrschten Gebiete — d.A.) <sup>40</sup>.

Es fällt nicht schwer anzunehmen, daß die Bulgaren in Nikopol den Aktionen des christlichen Heeres gegenüber nicht gleichgültig geblieben sind. Es ist bekannt, daß sogar in der zweiten Hälfte des 15. Jahrhunderts das bulgarische Aussehen dieser für die Osmanen so wichtigen Festung erhalten geblieben war. Die Bulgaren von Nikopol zeichneten sich durch ein waches völkisches Bewußtsein aus, sie hatten ihre einflußreichen Notabeln — vereinzelte Nachkommen der ehemaligen Bojaren. Ein Vierteljahrhundert nach den Befreiungszügen Wladislaw III. Jagiellos und Ianku de Hunedoara erklärten sie mit patriotischem Eifer und Enthusiasmus offen ihre Verbundenheit mit ihrem Geschlecht und ihrem Glauben, als die Prozession mit den Gebeinen des heiliggesprochenen Iwan von Rila unterwegs von Tärnowo ins Rila-Kloster durch ihre Stadt kam (1469) <sup>41</sup>. Beim Zusammenstoß der Garnison in Tärnowo mit den Kreuzfahrern beehrt auch die Bevölkerung der um Tärnowo gelegenen Ortschaften auf. Spuren davon entdeckt man auch in späteren Berichten aus einem Register (tahrir defteri), wo zum Beispiel festgehalten ist, daß 26 bulgarische Familien nach Konstantinopel verschleppt worden sind <sup>42</sup>. Vielleicht waren das Folgen der Unterstützung, die die Einwohner dieses Dorfes den Kreuzfahrern geleistet hatten.

Ungeachtet des Umstands aber, daß sich hier und da einzelne Gruppen von Bulgaren oder sogar Ortschaften den Reihen der christlichen Heerscharen anschlossen oder ihnen die so benötigte Verpflegung beschafften, reicht es dennoch nicht zu einer allgemeinen Massenerhebung der Bevölkerung. Obwohl die Truppen Wladislaw III. Jagiellos und Ianku de Hunedoaras viele Schwierigkeiten im Kampf gegen die türkischen Garnisonen dank (wenn nicht der allorts geleisteten unmittelbaren Hilfe, so doch immerhin im Ergebnis) der geneigten Einstellung der bulgarischen Bevölkerung zu meistern verstanden, war die Beteiligung der

<sup>39</sup> Über diese Ereignisse vergleiche auch bei: Б. Цветкова, Пос. съч., с. 301.

<sup>40</sup> *Fontes rerum Austriarum*, II, 61, p. 488.

<sup>41</sup> E. Kalužniacki, *Werke des Patriarchen von Euthymus*. Wien, 1901, p. 420 — 422; В. Сл. Киселков, Владислав Граматик и неговата Рилска повест. Сф., 1947, с. 64—65; Б. Цветкова. Към въпроса за класовите различия в българското общество през епохата на турското владичество, „Исторически преглед“, VIII, 1954, 2, с. 169.

<sup>42</sup> *Nationalbibliothek „Kyrrill und Method“* — ORA, OAK 45/29, f. 97.

Bulgaren als Hilfeleistung für die Kreuzfahrer beim zweiten Feldzug lange nicht so aktiv, wie beim ersten. Das läßt sich auf eine Reihe von Umständen zurückführen. Das Kreuzfahrerheer folgte einem Weg, der von türkischen Kräften abgesichert war, die die Widerstandsaktionen der Bevölkerung unter Kontrolle hielten oder lahmlegten. Dabei trat ein weiterer Faktor in Erscheinung, der an vielen Orten das spontane Streben der geknechteten Bulgaren, den vereinten christlichen Kräften zu Hilfe zu eilen, einigermaßen abkühlte<sup>43</sup>. Vereinzelt fanatische Katholiken unter den Soldaten, die die Bedeutung dieser Hilfe nicht genügend zu schätzen wußten, überfielen und plünderten orthodoxe Kirchen und krankten und stießen auf diese Weise die örtliche Bevölkerung von sich ab. König Wladislaw persönlich, der von solchen Mißtaten erfahren hatte, verbot ausdrücklich solche Übergriffe.<sup>44</sup> Andererseits war Nordostbulgarien, in dem sich der Epilog dieses langen Feldzuges abspielte, gerade Ende des 14. und Anfang des 15. Jahrhunderts während der osmanischen Eroberung und später von der türkischen Kolonisierung und der sie begleitenden Islamisierung stark in Mitleidenschaft gezogen und entvölkert worden.

Bei beiden Kreuzzügen aber (1443—1444) erwiesen sich die fundamentalen historischen Umstände, die die Eroberer unter der bulgarischen Bevölkerung vorfanden, als weitgehend bestimmend. Die regionale Zersplitterung unter dem feudalen Regime, das Fehlen von genügend einflußreichen bulgarischen führenden Kreisen, die zerstreut, ausgerottet, zum Islam bekehrt worden waren oder sich selbst in den Dienst des Erobers gestellt hatten — das alles bot keine Bedingungen für eine allgegenwärtige einheitliche Erhebung der Bulgaren gegen die andersgläubigen Fremdherrn und gegen die ihre Macht stützenden Kräfte.

Äußerst nachteilig erwies sich für den zweiten Kreuzzug auch der Umstand, daß in Gegensatz zum ersten, der vereinte Beistand der Balkanvölker jetzt wesentlich schwächer war. Die Serben machten nicht mit, die Albaner — beschäftigt mit der Vorbereitung auf ihren eigenen Befreiungskampf — kamen dem Heer der Kreuzfahrer genausowenig zu Hilfe, und Byzanz war außerstande, irgendwelche nennenswerte bewaffnete Streitmacht zu stellen. Diese Umstände meint Ianku de Hunedoara in seinem Brief an den Papst von 1445, wenn er hervorhebt, daß eine der Ursachen für die Niederlage die nicht eingelosten Verpflichtungen bestimmter bulgarischer Fürsten (aller Wahrscheinlichkeit nach sind hier Frushin und seine Erben gemeint), der Fürsten der Walachei und Moldova, der Albaner und der byzantinischen herrschenden Kreise gewesen seien<sup>45</sup>.

Und obwohl die Schlacht bei Warna mit einer Niederlage des christlichen Heeres endete, so war sie dennoch von großer positiver Bedeu-

<sup>43</sup> Б. Цветкова, Паметна битка . . . , с. 305.

<sup>44</sup> *Joannis Dlugosi . . . Historiae Polonicae libri XII*. éd. Al. Przezdziecki. Cracoviae. 1877. p. 717; A. Bonfinius. *Op. cit.*, p. 461: A. де Палацио—прев. на М. Мирчев, Писмо за поражението при Варна, изпратено до кардинал Лудвиг, „Известия на Варненското Археологическо дружество“, XV, 1964, с. 85—95.

<sup>45</sup> G. Feier. *Genus. incunabula et virtus Joannis Corvini de Hunyad regni Hungariae Gubernatoris argumentis criticis illustrata*. Budaë, 1844. Nr. 21.

tung für die historische Entwicklung der Bulgaren und der übrigen Balkanvölker. Ungeachtet der Beweggründe und Pläne der europäischen weltlichen und kirchlichen Herrscher, die beide Feldzüge von 1443—1444 organisiert hatten, markieren der Mut und die Opferbereitschaft der Tausende von Kämpfer aus Polen, Ungarn, Transsilvanien, Tschechei, Walachei, Bosnien, Kroatien und Bulgarien den letzten nennenswerten bewaffneten Versuch Europas, der osmanischen Expansion mit geeinten Bemühungen den Weg zu verlegen.

Diese Manifestation erhielt ihre Feuertaufe schon beim ersten Feldzug von 1443, als in den Reihen der vereinten Heerschaaren auch Serben und Albaner mitfochten. Mit ihren Trupps, mit den Dutzenden Gefechten gegen die Osmanen, die bei Warna ihren Abschluß fanden, veränderten diese Völker in einem gewissen Sinn das historische Los des Balkans. Indem sie die Kräfte der Osmanen banden, nahmen sie ihnen die Möglichkeit, die weitere Unterwerfung der Balkanländer zielgerechter zu gestalten und verzögerten deren Unterjochung um einiges. An dieser Mission hatten auch die Bulgaren, wenn auch unter den Bedingungen eines verklavten Landes, ihren ganz bestimmten großen positiven Anteil.

Die zwei Krenzzüge und die Schlacht um Warna zeigten, daß einzig die Aktionseinheit der Balkanvölker dem osmanischen Vordringen Einhalt gebieten kann. In dieser Etappe verurteilte die Untätigkeit auch nur eines einzigen Balkanlandes, in diesem Fall Serbiens während des zweiten Feldzuges, jede einheitliche Aktion zum Scheitern und erleichterte die Durchsetzung der Osmanen. Diese Ereignisse zeigten ein weiteres Mal, daß sich angesichts der auf dem Balkan bestehenden Feudalformen und feudalen Verhältnisse im Stadium der Reife und der von ihnen bedingten politischen Dezentralisierung, die Bildung einer antiosmanischen Front von Dauer und Konsequenz als eine historisch gesehen unrealisierbare Sache erwies.

Die Schlacht um Warna ist ein Höhepunkt auch der fast ein Jahrhundert anhaltenden Kämpfe der Balkanvölker, die mit ihrer Teilnahme an dieser Schlacht und überhaupt an beiden Krenzzügen erneut ihre freiheitsliebenden Bestrebungen und Ansinnen unter Beweis stellten.

Hier zeichnet sich besonders deutlich die Tatsache ab, daß die Bulgaren, die als erste von allen übrigen ihren Staat verloren und jene organisierende Kraft entbehrten, über die die anderen Balkanvölker verfügten, die von den Osmanen immer noch nicht vollständig unterworfen waren, immer noch intakt gebliebene Kampffähigkeiten bewiesen.

Und noch etwas: Ihren Kampf stellen sie nicht einmal unmittelbar nach der Schlacht um Warna ein. Zusammen mit den Walachen unterstützen und erleichtern sie die Operationen der burgundischen Flotte, die 1445 unter dem Befehl von Wavrin durch die Donaumündung bis nach Nikopol vorgestoßen war<sup>46</sup>.

Albanien setzt seinen Kampf fort und erringt seine Unabhängigkeit. Bosnien findet Kräfte, um dem Druck der Osmanen standzuhalten.

<sup>46</sup> J. de Wavrin, *La campagne des Croisés sur le Danube (1445)*. Paris, 1927, p. 80; Vergleiche: D. Angelov, *Une source peu utilisée sur l'histoire de la Bulgarie au XV<sup>e</sup> siècle*, „Byzantino-bulgaria“, II, Sf., 1966, p. 176—177.

Byzanz gibt es nicht auf, sich um den Beistand Europas zu bemühen. Papst Johannes VIII. entsendet im Sommer 1445 einen Sonderboten zum König von Frankreich und zum Prinz von Burgund, richtet einen Appell an Venedig — eine neue Koalition zu bilden.

So verwandeln sich die Kreuzzüge Wladislaw III. Jagiello und Ianku de Hunedoaras in eine echte befreiende Kraft für die Balkanvölker, die zur Beseitigung der osmanischen Fremdherrschaft in den Landen des Balkans führen wird.

Inwiefern die Völker des Südostens Europas und spezieller die Bulgaren in den Kreuzfahrern Wladislaw des Dritten Befreier und Erreiter von der osmanischen Fremdherrschaft sahen, ist auch aus der Tatsache zu ersehen, daß in dem sich um diese Ereignisse rankenden Volksepos die Gestalt des natürlich poetisch verklärten Wladislaw III., genannt Warnencyk, einen würdigen Platz in der Reihe der Kämpfer innehat, die um die von der Welt des Islams mit Füßen getretene Freiheit und christliche Wahrheit gefochten haben<sup>47</sup>.

---

<sup>47</sup> Български народни песни, събрани от братя Миладинови. IV изд., под ред. на П. Динев. С., 1961, с. 143. Т. Йорданов, Една народна песен за похода на Владислав Варненчик. Сб. „Варна 1444”, с. 323—326.

## RELATIONSHIPS OF THE PEASANTS' PARTY OF ROMANIA WITH THE AGRARIAN PARTIES OF CENTRAL AND SOUTH-EAST EUROPE (1918—1926)

IOAN SCURTU

Several studies and articles have so far dealt with the activity of the agrarian parties of central and south-east Europe and have evinced the place and role of these parties within the social and political life of the countries in the region. The relationships among these organisations — so diverse in form, and influencing even the relations among the governments and peoples of the area — were dealt with mostly in an indirect way. That is the reason why we found it useful to insist in the following pages on certain noteworthy aspects of the relationships of the Peasants' Party of Romania with the agrarian parties of Bulgaria, Czechoslovakia and Yugoslavia.

We shall not tackle the internal affairs of the respective countries nor shall we deal with the diplomatic or any other kind of relationships among them. Neither shall we go into the characteristics of each agrarian party, but limit ourselves to our subject with a view to bringing some positive data on the problem.

★

In the countries with a marked agrarian economy, a peasants' movement developed in the second half of the 19th cent. Such a movement was absent in the industrial countries, or at the best it existed on a small scale. This movement emerged and made itself conspicuous as agriculture experienced a fast capitalist development with the result, among others, of the increase of the role of the rural middle-class in village life. Essentially, agrarianism voiced the rural middle-class' wish to influence the economic, social and political evolution for its own interests. At that moment agrarianism had a progressive character and was directed against the remaining feudal relations in agriculture. It aimed at extending the democratic rights and liberties and at affording a larger participation of the masses in political life. The agrarian movement had various forms but its final goal was to create a peasants' party. Parties of that type were founded at the end of the 19th cent. and at the beginning of the 20th, in central and south-east Europe. In 1899, the Agrarian Union of Bulgaria was founded and Alexander Stamboliiski was elected its leader. In 1900, the Farmers' and Small Peasants' Republican Party of Slovakia was founded under the leadership of Antonin Svehla. The Croatian Republican

Peasants' Party emerged in 1904 under the leadership of Stjepan Radić. In Romania the Peasants' Party was constituted in 1895 under the leadership of Constantin Dobrescu-Argeş and ceased its activity in 1899; many attempts were made to organize an all-country peasants' party: e.g. by Vasile M. Kogălniceanu (son of the well-known Romanian statesman), and by Alexandru Valescu (a close collaborator of Constantin Dobrescu-Argeş). Eventually these efforts led to the foundation in 1918 of the Peasants' Party of Romania under Ion Mihalache, a schoolmaster.

The agrarian parties became politically important after the First World War when the peasantry represented the main electorate in consequence of the universal vote. The agrarian reforms strengthened the economic positions of the peasantry and especially those of the rural middle-class. Under these circumstances the agrarian parties of central and south-east Europe recorded big victories in the elections emerging in this way as leading political forces. In 1918, the agrarian parties of Bulgaria and Czechoslovakia, and of Romania in 1919 took part in several government coalitions. In view of their great popularity the leaders of the Bulgarian and Czechoslovak agrarian parties became prime ministers.

The agrarian parties of central and south-east Europe found it necessary to establish contacts, exchanges of experience and to help one another since they were almost identically social-based, with the rural middle-class having goals in common — i.e. the extension of bourgeois rights and democratic freedoms, the ensurance of the preponderent role of the peasantry in state life, the development of agriculture considered to be the main economic branch. They also had a common enemy: the industrial and financial upper middle-class. Nicolae Ghiulea, one of the leaders of the Romanian Peasants' Party, wrote in 1924: "Since there is an interdependence among the individuals of a society, there is also a human interdependence among the peoples of the world". After recalling the solidarity of capitalists as well as working-class internationalism, he continued: "Democracy relies on a series of generally accepted principles, the same in all the countries, and solidarity among democracies is always natural and should be sought for. The powerful democracies should help the feabler ones which are threatened in countries with retrograde régimes. Within the framework of this solidarity the young democracies, the feable democracies could find moral and material support. The solidarity among democracies should oppose the solidarity among oligarchies"<sup>1</sup>.

In this sense the Peasants' Party of Romania published a great many articles on the activity of the agrarian parties in the central and south-east Europe underlining certain similarities of programme and solidarity and the progress obtained by these parties. The "Aurora", the central organ of the Peasants' Party of Romania had permanent correspondents in Bulgaria, Czechoslovakia and published almost daily news concerning the agrarian parties in the two countries.

This same party supported Al. Stamboliiski's attempts to establish a "peasants' international" which resulted in the creation in 1921

<sup>1</sup> N. Ghiulea, *Solidaritate internațională*, in "Aurora", IV, no. 843, 14th of August, 1924.

of a permanent Bureau of the Association of the Slavic Countries (Bulgaria, Yugoslavia and Czechoslovakia) centered in Prague<sup>2</sup>.

In January 1921, on the occasion of Al. Stamboliiski's visit to Romania, Ion Mihalache and Virgil Madgearu had a long meeting with the president of the Agrarian Union of Bulgaria. The two sides informed each other on the activity of their parties and expressed their wish to establish friendly relations between the two neighbour countries<sup>3</sup>.

In May 1922, the Peasants' Party of Romania greeted the Congress of the Agrarian Union of Bulgaria, and the "Aurora" published lengthy reports on its proceedings<sup>4</sup>.

The activity of the agrarian government aroused the dissatisfaction of the reactionary forces of Bulgaria and after a series of putches the coup d'état staged at the beginning of June 1923 led to the fall of the Stamboliiski government<sup>5</sup>. These forces took advantage of the lack of unity of the democrats, mainly of the differences between the communists and the agrarians. Gheorghe Dimitrov appreciated that the erroneous tactics adopted by the "leaders of the Bulgarian Communist Party, had largely created the favourable conditions for a successful putch"<sup>6</sup>.

The Romanian agrarians learnt with dismay of the violent overthrow of the agrarian régime and of Al. Stamboliiski's assassination. Virgil Madgearu, secretary general of the Peasants' Party of Romania wrote about Stamboliiski: "Through his policy which meant a revolution in government methods, he succeeded within the lapse of five years to turn a defeated, humiliated and impoverished country into a prosperous, envied and respected state. That is what made Stamboliiski an innovator and stimulator of the national energy". After enumerating the main achievements of the agrarian government resisted by the rightists, Virgil Madgearu concluded optimistically: "The people of peasants, who lived a period of prosperity under the government led by Stamboliiski, showed by their reaction to the military coup that they would never give in — and they certainly will not"<sup>7</sup>. The "Aurora" opined that the régime installed on the 9th of June 1923 "could not last were it not backed by terror, a state of siege and censorship"<sup>8</sup>. The same was the position of the Romanian Communist Party: "The so-called Bulgarian revolution is the blow dealt by fascist reaction against the workers and the peasants and, through the Vranghel formations outside the country, against Soviet Russia"<sup>9</sup>.

As a matter of fact the new régime in Bulgarian led by Al. Tsankov unleashed a terror campaign against the democratic forces, especially against agrarians and communists. A detailed analysis of events in the

<sup>2</sup> P. Gentizon, *Stamboliiski et le peuple bulgare*, in "La revue de France", III, no. 19, 1st of October, 1923.

<sup>3</sup> "Țara nouă", II, no. 244, 15th of January, 1921 and no. 249, 24th of January, 1921.

<sup>4</sup> *Congresul țăranștilor bulgari*, in "Aurora", II, no. 180, 2nd of June, 1922; *Discursul d-lui Stamboliiski*, *Ibidem*, no. 181, 4th of June, 1922.

<sup>5</sup> V. Kolarov, *Insurecția armată în Bulgaria*, in "L'Internationale Paysanne Rouge", 1924, pp. 47—48.

<sup>6</sup> Gheorghe Dimitrov, *Opere alese*, București, Ed. politică, 1969, p. 109.

<sup>7</sup> Virgil Madgearu, *Stamboliiski*, in "Aurora", III, no. 494, 18th of June, 1923.

<sup>8</sup> *O lecție ventă din Bulgaria*, *Ibidem*, no. 582, 30th, of September, 1923.

<sup>9</sup> Timotei Marin, *Insemnătatea evenimentelor din Bulgaria*, in "Scinteia", Iași, I, no. 12, 20th of June, 1923.

neighbour country disclosed to Romanian agrarians a fundamental process, namely "the rapprochement of the agrarian—the most lively political layer in Bulgaria to their up to then enemies, the communists, and the beginning of a common struggle against the common enemy"<sup>10</sup>.

Actually, the Bulgarian Communist Party revised its activity and adopted a new tactics of collaboration with the Agrarian Union in order to topple the Tsankov régime. As everything was prepared for armed opposition, on the 12th of September 1923 the government arrested the agrarian and communist leaders, closed their clubs and suspended their press. The reply was insurrection. Not enough prepared, the people's insurrection in Bulgaria "was violently repressed and soaked in blood"<sup>11</sup>. More than 50,000 insurgents were killed and 15,000 arrested<sup>12</sup>.

Hundreds of Bulgarian agrarians and communists took refuge in Romania, being given a warm reception<sup>13</sup>. Most of them continued to fight for toppling the reactionary forces in Bulgaria. From the initiative of the Romanian Communist Party, the Bulgarian White Terror Victims Relief Committee was set up. This body granted permanent assistance to Bulgarian workers and peasants<sup>15</sup>.

The Peasants' Party joined in the broad solidarity movement of Romanian democratic forces, led by the Romanian Communist Party<sup>16</sup>, with the anti-fascist uprising of September 1923.<sup>16</sup> Thus the "Aurora" newspaper violently criticized the Tsankov régime which aimed "to destroy the Agrarian Union and to vilely murder its leaders"<sup>17</sup>. The agrarian press published a lot of articles condemning the terror unleashed by Bulgarian reaction, as well as many documents of the Balkan Communist Federation and of the Agrarian Union representation abroad<sup>18</sup>.

<sup>10</sup> *O lecție venită din Bulgaria, loc. cit.*

<sup>11</sup> Gheorghî Dimitrov, *Opere alese*, p. 98.

<sup>12</sup> *Ibidem*.

<sup>13</sup> "Socialismul", XVII, no. 95, 20th of November, 1923.

<sup>14</sup> *Ibidem*, no. 86, 28th of October, 1923.

<sup>15</sup> The Institute of Historical and Socio-Political Studies of The Romanian Communist Party's Central Committee, the archives, A IX-2, no. 150.

<sup>16</sup> See in detail: I. Babici and C. Ilescu, *Solidarnosta na Rumynskoto Rabotnitchesko i demokratično dvizhenie s antifašistkoto vystanie ot septemvri 1923 g. v Bylgarija*, in *Velikijat prelom petdest godini ot septemvriiskoto antifašistkoto vystanie 1923 godina*, Partizdat, Sofia, 1974; Ion Spălățelu, *Solidaritatea forțelor democratice din România cu răscoala antifascistă din septembrie 1923 a poporului bulgar*, in "Anale de istorie", 3/1973; Gh. Adorian, Ion Babici, Natalia Vilcu, *Gheorghî Dimitrov și tradițiile revoluționare bulgaro-române*, Bucharest, 1972, pp. 56—71; O. Matichescu, *Ridicați glasul vostru de protest . . .*, in "Magazin istoric", no. 2/1969; Stela Dimitrova, *Insurecția din septembrie 1923 în Bulgaria*, in "Anale de istorie", no. 5/1969; Emil Băldescu, *Solidaritatea mișcării muncitorești din România cu insurecția populară antifascistă din septembrie 1923 din Bulgaria*, in "Analele Institutului de istorie a Partidului Comunist Român", no. 5/1963; D. Kosev, *Răscoala populară antifascistă din septembrie 1923 din Bulgaria*, in "Studii. Revistă de istorie", no. 2/1955; A. Pațica, G. S. Ardeleanu, A. Egyed, *Despre răscoala antifascistă din Bulgaria (1923) și ecoul ei în presa contemporană din România*, in "Studii și referate privind istoria României", 2nd part, Ed. Academiei, Bucharest, 1954.

<sup>17</sup> Ștefan Cristea, *În jurul "revoluției" din Bulgaria*, in "Aurora" no. 590, 10th of October 1923.

<sup>18</sup> To exemplify we quote the following articles: *Ce se petrece în Bulgaria*, in "Aurora", III, no. 488, 11th of June, 1923; T. Teodorescu-Braniște, *Noul guvern bulgar*, *Ibidem*, no. 491, 15th of June, 1923; *Crimele regimului Țankov*, *Ibidem*, no. 691, 14th of November, 1923; *Stamboliiski-Țankov*, *Ibidem*, no. 494 18th of June, 1923; *În ajutorul muncitorilor și țăranilor bulgari. Un apel al Federației Comuniste Balcanice către muncitorii și țăranii din întreaga lume*, *Ibidem*, IV, no. 763, 19th of January 1924; *Către democrația mondială. Memorandumul*

The coup d'état and the repression of the September 1923 insurrection in Bulgaria was — on a wider plane — a victory of the rightist forces and a heavy blow dealt to the European agrarian movement in general<sup>19</sup>. The fact that in 1919 a state was led by an agrarian government was a strong stimulus for the rest of the agrarian parties in Europe, and so much so for the leaders of the Peasants' Party of Romania. The overthrow of the Stamboliiski government encouraged the rightist forces, fact that caused a certain uneasiness among the agrarian parties of Europe<sup>20</sup>.

Thus the right wing of the Peasants' Party of Romania led by Simeon Mehedinți, Stan Morărescu and Constantin Spinișteanu started asking for the elimination of radical bourgeois provisions from their programme. They sought the renunciation of the principle of class struggle and the union with the National Party, an almost all-bourgeois party<sup>21</sup>. Analysing the internal and external situation the Peasants' Party of Romania came to the conclusion that: "No matter how much reactionaries would quarrel, they nevertheless would shake hands in front of the common enemy — the rural and urban working class".<sup>22</sup> That is why, following the Bulgarian events, the Peasants' Party of Romania firmly supported the idea of a collaboration among agrarian parties from central and south-east Europe.

With this aim in view, in October 1924 Dr. Nicolae Lupu and Virgil Madgearu visited Yugoslavia where they had talks with Stjepan Radić; Ion Răducanu and Virgil Madgearu went to Czechoslovakia and met Milan Hodza and A. Svehla. On his return from Yugoslavia Dr. Nicolae Lupu insisted on the agrarian parties from south-east Europe to coordinate their efforts and assist one another: "It is necessary for all of us to meet together. The examination of the programme and an agreement on the minimal points of the struggle, on common efforts are in the interest of civilisation in this half of Europe exploited by the world's capitalists".<sup>23</sup> And he continued: "The more so as we share many interests with the Balkan and Danubian peoples, that are vital for the moral and economic life of these peoples".<sup>24</sup> Mihail Ghelmegeanu, in his turn, appreciated that "the tendencies of the progressive parties all over the world to unite in international organisations in order to prepare the peaceful

---

*Reprezentanței în străinătate a Uniunii Populare Țărănești Bulgare*, *Ibidem*, no. 866, 11th of September, 1924; *Împotriva terorii din Bulgaria*, *Ibidem*, no. 886, 4th of October, 1924; *Cine este Al. Țankov*, *Ibidem*, no. 944, 31st of December, 1924; *Un memorandum al agrarienilor bulgari*, *Ibidem*, V, no. 962, 23rd of January 1925; *Un apel al țăărăniștilor bulgari asupra evenimentelor din regatul vecin*, *Ibidem*, no. 1041, 30th of April, 1925; *Țărăniștii bulgari cer o anchetă internațională*, *Ibidem*, no. 1058, 21st of May, 1925.

<sup>19</sup> Ioan Scurtu, *Din viața politică a României. Întemeierea și activitatea Partidului Țărănesc (1918 — 1926)*, Bucharest, Ed. Litera, 1975, p. 103.

<sup>20</sup> Moise Nicoară, *Crepusulul țăărănismului*, in "Țara noastră", IV, no. 25, 21th of June, 1923; Soveja/Simion Mehedinți, *De vorbă cu ctititorii*, in "Duminica poporului", VII, no. 25 — 26, 1st of July, 1923.

<sup>21</sup> *Situația politică internă*, in "Lupta socialistă", Ploiești, VI, no. 100, 1st of June, 1924.

<sup>22</sup> Ștefan Cristea, *În jurul "revoluției" din Bulgaria*, in "Aurora" III, no. 560, 10th of October, 1923.

<sup>23</sup> Dr. N. Lupu, *Noi și sirbii*, Ed. Cultura Națională, /1925/, p. 23.

<sup>24</sup> *Ibidem*.

collaboration of peoples acquires the importance of decisive historical facts".<sup>25</sup>

In line with this direction a report was presented at the Romanian Peasants' Party congress held in 1924 on its relationships with other agrarian parties. "We think that it is our interest and the interest of the Romanian and world democracy to contact this and various other organisations. We should get informed and analyse their structure as well as common points and differences and if we happen to agree on a minimum of principles we should examine the means by which we may ensure the triumph of the idea all over the world."<sup>26</sup> A. Svehla, prime-minister of Czechoslovakia and president of the Czechoslovak Agrarian Party sent a letter in which, after referring to the collaboration among Romanians, Czechs and Slovaks in their struggle for liberation from under Habsburg domination, said: "We were brothers, we were linked to each other by blood ties in our suffering and slavery. We want to be friends, brothers and blood relations and we shall be in free countries. I wish your movement to become an irresistible force".<sup>28</sup> The congress was attended by M. P. Hnydek the delegate of the Czechoslovak Agrarian Party who, in an interview with the "Aurora" newsmen, said: "the collaboration of the agrarian parties will be more than a party force union. It will be a sound base for solidarity among peoples meant to contribute to the great endeavour of general progress".<sup>29</sup>

Noteworthy is the telegram sent to the congress by the Red Agrarian International in Moscow. After warmly greeting the delegates to the Peasants' Party of Romania, they expressed their hope that this party will join the platform adopted by the peasant representatives from 40 states who, in their October 1923 Moscow meeting laid the bases of the Red Agrarian International.<sup>30</sup> Afterwards this organisation sent several telegrams and letters to the Peasants' Party of Romania<sup>31</sup> which were not answered, because the party would not collaborate with the Moscow organisation as long as Romania had not established diplomatic relations with the Soviet Union.

The Croatian Republican Agrarian Party affiliated to the Red Agrarian International in August 1924,<sup>32</sup> a fact which caused its dissolution in November 1924 by the Radical Serbian government Party of

<sup>25</sup> Mihail Ghelmegeanu, *Societatea Națiunilor și internaționala partidelor*, in "Aurora", IV, po. 921, 14th of November, 1924.

<sup>26</sup> Dr. N. Lupu, *Situația politică generală. Raport prezentat celui de-al 4-lea congres anual al Partidului Țărănesc*, in "Aurora", IV, no. 906, 27th of October, 1924.

<sup>27</sup> *Ibidem*.

<sup>28</sup> *Partidul Agrarian Cehoslovac și Congresul Partidului Țărănesc Român. O scrisoare a d-lui Milan Hodza*, in "Aurora", IV, no. 907, 29th of October, 1924.

<sup>29</sup> *Convorbire cu d-l Hnydek*, *Ibidem*, 912, 3rd of November, 1924.

<sup>30</sup> "Universul" XLII, no. 252, 3rd of November, 1924.

<sup>31</sup> "Dezbaterile Adunării Deputaților", no. 9 sitting of 3rd of November, 1924, p. 1; *Către Partidul Țărănesc din România*, in "L'Internationale Paysanne Rouge", pp. 97-98; *Țărănismul în România. Interviu cu tovarășul Dombal, conducătorul Internaționalei Țărănești din Moscova*, in "Lupta socialistă", Ploiești, VI, no. 106, 20th of July, 1924.

<sup>32</sup> H. Sandomirski, *Radice și partidul său*, in "L'Internationale Paysanne Rouge", 1924, p. 68.

Nikola Pašič<sup>33</sup>. The Romanian agrarians viewed this as a reactionary and dictatorial act<sup>34</sup> appreciating that the Croatian Republican Agrarian Party was a force which could not be removed by a dissolution decree<sup>35</sup>. The decree was followed by terrorist measures, Stjepan Radič himself being arrested on the 6th of January, 1925<sup>36</sup>.

In the parliamentary elections of February 1925, Stjepan Radič's followers were unusually successful, to the great satisfaction of the Romanians<sup>37</sup>. On the 27th of March, 1925 in the Belgrade Parliament, Pavle Radič read the declaration dictated by his uncle Stjepan Radič whereby the Croatian Republican Agrarian Party grew into the Croatian Coalition. The declaration recognized the unity of the Yugoslav state, the constitution and the Karageorgevič dynasty.<sup>38</sup> It was followed by the liberation of the imprisoned leaders and by the agreement between Nicola Pašič and Stjepan Radič in July 1925. Consequently, four representatives of the Croatian Agrarian Coalition entered the government. Stjepan Radič was the representative of Yugoslavia to the General Assembly of the Society of Nations in September, 1925; in November, 1925 he was nominated minister of education.

This agreement had a wide echo within the European agrarian movement. The Romanian agrarians had words of praise for it: "For us, an agrarian party, the fact is of exceptional importance. It confirms the victory of the peasantry, the possibility and the necessity that this class, the most numerous in the country, the most devoted to national needs should be called to express its opinion in leading the country. By this agreement Belgrade has demonstrated its political sense, its ability and flexibility necessary for strengthening Yugoslavia"<sup>39</sup>, concluding that "the agreement between Pašič and Radič was the outcome of the utmost political wisdom"<sup>40</sup>. Though the Croatian agrarians had made important concessions, eliminating one of the most radical points of their programme, the Romanian agrarians maintained that the July 1925 agreement was "the triumph of the Yugoslav democracy"<sup>41</sup>. One could guess in this enthusiasm the wish of the Peasants' Party of Romania to follow the same road, i.e. to conclude agreements and achieve fusions that might enable it to come to power<sup>42</sup>.

The Peasants' Party of Romania went on advocating a close collaboration among the agrarian parties from central and south-east Europe. In its September issue, the "Aurora" wrote: "We are here, at our posts in the great struggle for social and political awareness of the peasantry all over the world, ready to fight in the first lines". In keeping with these

<sup>33</sup> "Universul", XLII, no. 266, 20th of November, 1924.

<sup>34</sup> "Aurora", IV, no. 919, 12th of November, 1924.

<sup>35</sup> *Forța partidului lui Radič*, in "Aurora", V, no. 963, 24th of January, 1925.

<sup>36</sup> P. P. Negulescu, *Partidele politice*, Bucharest, Ed. Cultura Națională, 1926, p. 84.

<sup>37</sup> *Triumful opoziției la alegerile din Jugoslavia*, in "Aurora", V, no. 977, 11th of February, 1925; *Victoria democrației iugoslave*, *Ibidem*, no. 988, 12th of February, 1925.

<sup>38</sup> *Acordul cu radiciștii*, *Ibidem*, no. 1106, 17th of July, 1925.

<sup>39</sup> *Pašič-Radič*, *Ibidem*, no. 1200, 6th of November, 1925.

<sup>40</sup> *Triumful democrației iugoslave*, *Ibidem*, no. 1213, 21st of November, 1925.

<sup>41</sup> *Ibidem*.

<sup>42</sup> I. Mateescu, *Partidul Țărănesc pe drumul lui Radič*, in "La Federation Balcanique", II, no. 37, 1st of February, 1926.

views, the Romanian agrarians together with their Yugoslav, Polish and Bulgarian colleagues participated in the Prague festivities occasioned by the 25th anniversary of the Czechoslovak Agrarian Party<sup>43</sup>.

They showed an equal interest for the International Agrarian Bureau's activity, an organisation founded in 1924 by the Czechoslovak Yugoslav, Polish and Bulgarian agrarian parties. The "Aurora" sympathetically reproduced the declaration of Charles Meciř, secretary general of the International Bureau in Prague: "I have noticed that the isolated action of the different agrarian parties needs be harmonized. Alike to socialist parties which are united in the 2nd International in Amsterdam, and to the big industry which has created the most powerful international, that of the cartel of international trusts, we have tried to establish links among the existent agrarian parties. "The Bureau's objectives were presented as follows: "We wish to transmit knowledge and mutual information. We want to get informed on the successes and even on the failures suffered by different agrarian parties. Successes will serve as an example, failures as an experience for what we have to do within the agrarian party"<sup>44</sup>.

In line with the statutes of the International Bureau, in May 1926 Dr. Nicolae Lupu sent a letter to Charles Meciř informing him on the results obtained by the Peasants' Party of Romania in the elections of that month. In reply the secretary general of the International Agrarian Bureau congratulated the Romanian agrarians for their victory and appreciated it as a "convincing and telling proof of the necessity and justice of the principles you so beautifully and decisively uphold". At the same time, Meciř expressed "his conviction that the final victory following the moral one, won't be late in crowning the emblem of the Peasants' Party of Romania"<sup>45</sup>.

After having visited the Baltic states, the Soviet Union, Yugoslavia and Bulgaria, Meciř came to Romania where he had talks at the end of September and at the beginning of October 1926 with the leaders of the Peasants' Party of Romania<sup>46</sup>. On that occasion they agreed that the Peasants' Party of Romania should adhere to the International Agrarian Bureau.

Meanwhile, another event affected negatively the evolution of the agrarian movement in Europe. In May 1926 the Pilsudski dictatorship seized power in Poland. It was a heavy blow to the democratic forces of that country, among which the Agrarian Polish Party led by Wincenty Witos.

The events of June 1923 in Bulgaria and those of May 1926 in Poland led to the establishment of dictatorial regimes as well as to an anti-democratic and even anti-agrarian repressive campaign. These, together with the policy of concessions adopted by the leaders of the Croatian Repu-

---

<sup>43</sup> Dr. N. Lupu, *Congresul țăărănist de la Praga*, in "Țărănișmul", I, no. 25, 27th of September, 1925.

<sup>44</sup> *De vorbă cu Charles Meciř*, in "Aurora", VI, no. 1473, 3rd of October, 1926.

<sup>45</sup> *Biroul Țărănesc din Praga către Dr. Lupu*. *Ibidem*, no. 1369, 4th of June, 1926.

<sup>46</sup> *Despre mișcarea țăărănească. Conferința d-lui Charles Meciř*, *Ibidem*. no. 1475, 6th of October, 1926.

blican Agrarian Party in March 1925 influenced also the attitude of the Peasants' Party of Romania.

For several internal reasons — among which the decline of the workers' movement, the consolidation of the industrial and the financial upper middle-class, of some leaders' wish to seize power — and in the conditions of an unfavourable international climate for the agrarian movement, on the 10th of October 1926 the Peasants' Party of Romania fused with the National Party. Referring to the causes which had imposed this union, Ion Mihalache, the leader of the Peasants' Party of Romania stated: "it is no more a secret for anybody that the oligarchic forces conspire against the democrats; their tactics was to isolate and partly destroy us in order to ensure their hegemony and domination. They wanted to keep us apart and kill us through absorption or, should we resist, to eliminate us the way Tsankov did in Bulgaria. They made use of both methods. Had the party persisted in fighting alone against the oligarchic forces and against those who had attacked us, it is obvious that the party's fate would have been a bitter one"<sup>47</sup>.

The National Agrarian Party founded on the 10th of October 1926 maintained the relations established by the Peasants' Party with the agrarian parties from central and south-east Europe. On the 21st of November 1927 it formally affiliated with the International Agrarian Bureau.<sup>48</sup>



In conclusion, we may say that the Peasants' Party of Romania became part of the agrarian movement of central and south-east Europe and informed public opinion in Romania on the activity of the agrarian parties. It contributed to the establishment of direct contacts among them and to common actions. This activity fell in line with the efforts of the European rural middle-class to set up a common front against the financial and industrial upper middle-class.

---

<sup>47</sup> *Congresul țărănesc*, in "Aurora", VI, no. 1481, 13th of October, 1926.

<sup>48</sup> *Adeziunea Partidului Național-Țărănesc din România la Internaționala Agrară*, in "Dreptatea", I, no. 27, November, 1927.

RHIGAS VELESTINLIS  
COMPLÈTEMENTS ET CORRECTIONS CONCERNANT  
SA VIE ET SON ACTIVITÉ

II

NESTOR CAMARIANO

*Rhigas a-t-il été secrétaire du Prince régnant Michel Soutzo et drogman au Consulat français de Bucarest?* Iacovaki Rizo Néroulos a affirmé à tort ceci : « Riga, attaché en 1796 au service du prince Michel Soutzo, alors hospodar de Valachie, quitta brusquement cette principauté, pour aller à Vienne »<sup>119</sup>. Néroulos a influencé quelques historiens grecs. Fanis Michalopoulos admet l'opinion de Néroulos<sup>120</sup>, de même que J. Kordatos<sup>121</sup>. Ap. Dascalakis, ayant cité Néroulos et ajouté qu'il n'y a pas d'autre source pour confirmer cela a pourtant des doutes, en soutenant que « même si ce détail était exact, il donnerait trop de durée au service de Rhigas puisque Michel Soutzo ne fut Hospodar de Valachie qu'en 1791 et pendant quelques mois de 1792 »<sup>122</sup>. Dans sa dernière œuvre concernant Rhigas, Dascalakis conclut que Rhigas ne pouvait pas être au service de M. Soutzo<sup>123</sup>. En discutant ce problème, L. Vranoussis écrit que nous ne savons pas avec certitude à quel moment Rhigas a servi M. Soutzo, ni même s'il a réellement été à son service. Vranoussis suppose que peut-être Rhigas se fût attaché à la cour princière de M. Soutzo pour un court laps de temps, depuis le début de 1791 jusqu'à la fin de 1792. En poursuivant, il apporte aussi la supposition que Rhigas « occupe peut-être à nouveau un poste auprès de Panag. Codricas »<sup>124</sup>. Récemment, C. Dimaras s'est catégoriquement prononcé, mais sans preuves, que le prince régnant M. Soutzo a eu Rhigas pour secrétaire pendant les années 1791—1793 en Valachie et en 1793—1795 en Moldavie<sup>125</sup>.

Tel qu'on a vu ci-dessus, certains historiens soutiennent avec fermeté que Rhigas a été au service du prince régnant M. Soutzo, d'autres

<sup>119</sup> Iacovaky Rizo Néroulos, *Histoire moderne de la Grèce*, Genève, 1828, p. 137; idem, *Cours de littérature grecque moderne*, Genève, 1828, p. 45. Néroulos n'était pas bien documenté, il nous a donné aussi d'autres renseignements erronés, à savoir, que les poésies révolutionnaires de Rhigas ont été imprimées à Jassy en 1814, alors que celles-ci ont été clandestinement imprimées à Jassy en 1821, tel que nous l'avons montré dans *Ἔσματα καὶ ποιήματα διαφόρων Chançons et opuscules patriotiques publiés à Jassy en 1821 par un Hétariste, réédition, avec une étude introductive par Nestor Camariano*, Bucarest, 1966, p. 16. Il est à mentionner que ni dans l'édition française de son Cours, de 1827, ni dans l'édition allemande de 1827 on ne trouve le passage de Néroulos regardant les poésies de Rhigas, mais seulement dans l'édition française de 1828, ce qui dénote que ce texte a été écrit après 1827.

<sup>120</sup> Fanis Michalopoulos, *Ρήγας ὁ Βελεστινλῆς (1757—1798)*, Athènes, 1930, p. 43.

<sup>121</sup> J. Kordatos, *Ἱστορία τῆς νεώτερης Ἑλλάδος*, Athènes, 1957, I<sup>er</sup> vol., p. 327.

<sup>122</sup> Ap. Dascalakis, *Rhigas*, p. 41.

<sup>123</sup> Idem, *Μελέται*, p. 285.

<sup>124</sup> L. Vranoussis, *op. cit.*, pp. 45 et 263.

<sup>125</sup> C. Th. Dimaras, *Νεοελληνικός διαφωτισμός*, Athènes, 1977, p. 349.

en ont des doutes, mais nous, nous sommes pleinement convaincus que Rhigas n'a occupé nul poste à la cour du prince régnant M. Soutzo.

Tout d'abord, nous devons rappeler le fait que M. Soutzo a régné depuis mars 1791 jusqu'en janvier 1793 en Valachie et depuis janvier 1793 jusqu'au 25 avril 1795, en Moldavie.

En 1796, M. Soutzo n'était plus prince régnant et par conséquent l'affirmation de Néroulos tombe par cela-même. A l'appui de notre thèse nous avons aussi d'autres arguments. Dans la correspondance de Codricas, reproduite ci-dessus, avec l'Agence autrichienne de Bucarest, concernant le conflit entre Rhigas et le baron Langenfeld, on voit que le secrétaire princier cherche à secourir un simple sujet lésé dans ses droits, et non pas un fonctionnaire de la cour princière, et c'est pourquoi il écrit qu'un « certain Riga Veletinly, ayant représenté requête à Son Altesse Sérénissime le prince régnant de Valachie réclame... » et, en concluant, il prie que l'Agence veuille bien procurer les salaires « de cet homme ». Si Rhigas eût été au service de la cour princière, Codricas aurait utilisé d'autres termes dans sa note et n'aurait pas écrit au sujet de Rhigas : « il vient toujours me demander des éclaircissements sur son affaire ». Et puis P. Codricas, dans ses éphémérides, où l'on trouve une riche source d'informations, ne mentionne nulle part Rhigas et on se pose la question suivante : s'ils avaient travaillé dans la même chancellerie n'aurait-il point trouvé quelque événement pour parler de son collègue ? Le fait que Rhigas n'y est point mentionné nous autorise à conclure que celui-ci n'a point été secrétaire du prince M. Soutzo.

En conclusion, nous voulons rappeler aussi deux arguments de plus, à savoir : s'il avait été au service de M. Soutzo, nous croyons qu'il n'eût pas laissé Stoian Cazangiu présenter contre lui au prince régnant une plainte pour une dette de 90 écus et le prince, non plus, n'eût pas donné, le 22 janvier 1792, une résolution suivant laquelle le chef des huissiers emmenât Rhigas de force au jugement du Département des Sept<sup>126</sup>.

Nous espérons que nos arguments convaincront les historiens que Rhigas n'a occupé nul poste à la cour du prince régnant M. Soutzo et que I. Rizo Néroulos les a induits en erreur.

Maintenant, passons au poste de drogman que Rhigas aurait détenu au Consulat français de Bucarest. Les seuls documents où l'on mentionne que Rhigas ait occupé ce poste sont deux lettres du consul français à Trieste, Bréchet, l'une du 5 février 1798, envoyée au comte de Brigide, gouverneur de la ville de Trieste, et la seconde, du 11 février 1798, envoyée au général Bernadotte<sup>127</sup>. Dans ces lettres Bréchet rappelle que Rhigas est un ancien interprète du Consulat français de Bucarest. Le consul français a écrit ses lettres suivant le désir de sauver la vie du révolutionnaire grec philo-français qui avait été arrêté le 19 décembre 1797 et emprisonné par les autorités autrichiennes de la ville de Trieste. On ne nous a gardé nul autre témoignage. Certains historiens ont soutenu, en vertu de l'affirmation de Bréchet, qu'en vérité Rhigas, poussé par ses sentiments philo-français, et par suite de ses relations avec les révolutionnaires français de Bucarest ayant à leur tête Gaudin, avait détenu le poste de drogman

<sup>126</sup> E. Vrtosu, *op. cit.*, p. 14.

<sup>127</sup> Ap. Dascalakis, *Rhigas*, pp. 149–151.

du Consulat français de Bucarest. Nous rappelons quelques noms : Fanis Michalopoulos <sup>128</sup>, Dim. Iconomidès <sup>129</sup>, G. Ionescu-Gion <sup>130</sup>, Alex. Elian <sup>131</sup>. L. Vranoussis n'exclut pas l'hypothèse que Rhigas eût été drogman au Consulat français de Bucarest, mais il ajoute : « Nous ne sommes certainement pas à même d'établir exactement quand Rhigas a fonctionné au Consulat français de Valachie, ni quelle charge il avait reçu ou quelle activité il a déployé auprès des français » <sup>132</sup>. Ceux qui soutiennent que Rhigas a été drogman s'arrêtent aussi sur l'intervalle de temps où il aurait occupé ce poste. Cependant, leurs opinions diffèrent. Par exemple, Ionescu-Gion affirme que Gaudin, à son arrivée à Bucarest, en juillet 1795, a engagé Rhigas comme drogman <sup>133</sup>. Michalopoulos croit que Rhigas a été engagé après le renvoi de Michel Soutzo détrôné en 1795 <sup>134</sup>, et Dascalakis suppose que Rhigas ait occupé ce poste entre les années 1795 et 1796 <sup>135</sup>.

Nous allons voir si les éclaircissements de ces historiens correspondent à la réalité. Nous avons vu que l'engagement de Rhigas comme drogman est lié au nom d'Emile Gaudin, le premier consul Français à Bucarest, ou, tel qu'on l'a appelé, « agent confidentiel auprès du Prince de Valachie » <sup>136</sup> et c'est pourquoi nous croyons qu'il vaut mieux de montrer d'abord à quel moment Gaudin est arrivé dans la capitale de la Valachie et s'il a eu la possibilité d'engager Rhigas.

On nous a gardé quelques documents précieux qui vont nous éclaircir parfaitement. Le 1<sup>er</sup> septembre 1795, l'ambassadeur français à Constantinople, Verniac, faisait savoir au Comité du Salut, à Paris : « J'ai envoyé le citoyen Gaudin en qualité d'agent confidentiel auprès du P<sup>ce</sup> de Valachie » <sup>137</sup>. Deux jours après, le 3 septembre 1795 Verniac s'exclame : « Voilà donc Gaudin à Bucarest » ! <sup>138</sup>. Son exclamation était justifiée, car il a mené une âpre lutte contre les ennemis de Gaudin qui accusaient ce dernier d'être monarchiste et ne voulaient pas le voir occuper le poste important de Bucarest.

Nous tenons des informations supplémentaires du secrétaire Gaudin de l'Agence autrichienne de Bucarest. Dans un rapport adressé à l'inter-nonce de Constantinople, daté du 12 septembre 1795, celui-là écrit qu'Emile Gaudin s'est installé au Consulat français de Bucarest, le 5 septembre 1795 avec trois « Spiess-Gesellen », à savoir, un secrétaire, un drogman et un employé de chancellerie et que le 7 septembre il a rendu visite au

<sup>128</sup> F. Michalopoulos, *op. cit.*, p. 46.

<sup>129</sup> Dim. Iconomidès, *op. cit.*, p. 133.

<sup>130</sup> G. Ionescu-Gion, *op. cit.*, p. 240.

<sup>131</sup> Alexandre Elian, *op. cit.*, p. 363 (27).

<sup>132</sup> L. Vranoussis, *op. cit.*, p. 40.

<sup>133</sup> G. Ionescu-Gion, *op. cit.*, p. 240.

<sup>134</sup> F. Michalopoulos, *op. cit.*, p. 46.

<sup>135</sup> A. Dascalakis, *Rhigas*, p. 42.

<sup>136</sup> Hurm. *Doc. suppl.* I<sup>2</sup>, p. 128. Une étude sur l'activité de Gaudin à Bucarest, généralement parlant, a récemment été écrite par Ariadna Camariano-Cioran : *L'activité d'Emile Claude Gaudin, premier consul de France à Bucarest*, dans « Revue roumaine d'histoire », IX, 1970, 2, pp. 251—260, sans s'occuper, cependant, des relations de Gaudin avec Rhigas, en se contentant seulement d'une seule information (p. 254), prise par Ubicini, qui, tout comme Perrevos, transmet bien des fois des informations fantaisistes.

<sup>137</sup> Hurm. *Doc. suppl.* I<sup>2</sup>, p. 128.

<sup>138</sup> *Ibidem*, p. 130.

grand « spătar » Mano, qui était un ami des Français et que le lendemain, 8 septembre, il a été reçu en audience par le prince régnant, pour une heure <sup>139</sup>. Les nouvelles ci-dessus sont édifiantes. Donc, nous sommes informés que Gaudin est arrivé à Bucarest au début de septembre 1795 et, tel qu'il est montré par un autre document, il a occupé ce poste jusqu'au début du mois de mars 1796 <sup>140</sup>. Ainsi, le séjour de Gaudin à Bucarest doit être établi entre septembre 1795 et mars 1796 et nous ne pouvons pas admettre l'opinion de Vranoussis, suivant laquelle Gaudin se trouvait en Valachie « depuis 1793 jusque vers la moitié de 1797, sans interruption » <sup>141</sup>.

On se pose la question de savoir quel était le drogman mentionné dans le rapport du secrétaire autrichien Gaudi? Était-ce Rhigas? Nous ne le pensons pas, puisque nulle source intérieure ou extérieure ne rappelle cette fonction de Rhigas. Dascalakis a étudié les Archives françaises à Paris, dans l'espoir de trouver quelque témoignage documentaire, mais tous ses efforts ont été vains. Il écrit : « Les recherches effectuées autant dans les archives du Consulat français de Bucarest, que dans les archives générales de la France, ne confirment nullement ceci ; on ne trouve nulle part le nom de Rhigas, ni dans ce poste ni en aucune autre qualité similaire » <sup>142</sup>. Nous devons admettre que Gaudin ait amené un drogman de Constantinople et qu'il n'ait pas été obligé d'engager Rhigas, surtout parce qu'il ne disposait pas des moyens financiers nécessaires, tel qu'on le voit dans un rapport de Verniac.

Nous avons aussi d'autres arguments pour contester cette fonction de Rhigas. C'est lui-même qui n'a nullement soutenu avoir occupé le poste de drogman au Consulat français de Bucarest, devant les autorités autrichiennes, lors de l'enquête entreprise par ces autorités au sujet de son activité révolutionnaire. Si Rhigas avait alors occupé ce poste, il eût été tout naturel que les deux arpenteurs qui ont dressé l'acte officiel par lequel Rhigas achetait le domaine de Călăreții, le 30 mai 1796, eussent mentionné que l'acheteur était le « drogman » et non pas le « scribe » Rhigas <sup>143</sup>. Gaudin aussi se contente d'écrire dans son livre, publié en 1822, seulement ce qui suit, à l'égard de son ancien ami : « Le thessalien Riga, que j'ai particulièrement et intimement connu, en fut le plus ardent propagateur, et en devint le premier martyr » <sup>144</sup>. Nous croyons que le diplomate français aurait rappelé avec plaisir sa collaboration avec Rhigas au Consulat français de Bucarest si cela avait existé, ainsi qu'il a procédé concernant « Dimitri-Polydamas-Tournaviti » <sup>145</sup>. Son silence est un argument précieux en faveur de notre thèse.

En conclusion, nous pouvons fermement affirmer qu'il faut que les légendes de la vie et de l'activité du grand patriote grec disparaissent.

<sup>139</sup> Hurm. *Doc.* XIX<sup>1</sup>, p. 751.

<sup>140</sup> Hurm. *Doc.* suppl. II<sup>1</sup>, p. 141.

<sup>141</sup> L. Vranoussis, *op. cit.*, p. 45.

<sup>142</sup> Ap. Dascalakis, *Μελέται*, p. 28.

<sup>143</sup> E. Virtosu, *op. cit.*, p. 19.

<sup>144</sup> Emile Gaudin, *Du soulèvement des nations chrétiennes dans la Turquie européenne*, Paris, 1822, p. 25.

<sup>145</sup> *Ibidem*, p. 21.

*Rhigas a-t-il créé à Bucarest une société secrète?* On a affirmé, dans le passé, et on affirme aujourd'hui encore<sup>146</sup>, que dans la capitale de la Valachie, la ville de Bucarest, qui était à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle un important centre culturel et économique, on a créé, en 1780, une société secrète, appelée 'Εταιρεία τῶν φίλων (La société des amis) au cadre de laquelle Rhigas a déroulé une riche activité. Nous nous sommes occupés de cette présumée société en 1964<sup>147</sup> et nous avons rappelé quelques historiens<sup>148</sup>, qui soutiennent fermement l'existence de celle-ci et du rôle que Rhigas y a joué. De même, nous nous sommes arrêtés sur les historiens qui n'admettent pas que Rhigas ait créé une pareille société<sup>149</sup>. A cette occasion, nous avons montré que nous n'avons pas la moindre preuve documentaire que vraiment une société organisée, secrète, ait eu une activité révolutionnaire quelconque à Bucarest, et que les affirmations de I. Rizo Néroulos et Chr. Perrevois ne peuvent être prises en considération, étant complètement fantaisistes. Peut-être Rhigas a-t-il eu une activité patriotique à ce temps-là, non pas au cadre d'une société organisée, mais, probablement, autour d'un groupe de jeunes hommes progressistes, grecs et roumains, qui se réunissaient de temps à autre et discutaient les événements politiques du jour, ainsi que les possibilités d'une révolte en Grèce contre les oppresseurs turcs. Il paraît que ces réunions amicales aient été considérées plus tard comme l'Hétairie de Rhigas.

Aux arguments utilisés alors, nous voulons ajouter aujourd'hui encore quelques-uns qui sont assez plausibles et viennent à l'appui de notre thèse.

Si vraiment une société secrète a existé pendant la guerre turque-russe-autrichienne, Rhigas n'eût-il pas manifesté une certaine activité et n'eût-il pas cherché, à ce moment favorable, à affirmer ses buts révolutionnaires d'une manière quelconque? Quelle autre occasion, plus propice, aurait-il pu trouver?

L'ennemi acharné de Rhigas, Kirlian, le baron de Langenfeld, qui, dans ses dénonciations portées contre celui-là, cherchait à le dénigrer, moyennant toutes sortes d'accusations, ne mentionne aucune société secrète que Rhigas aurait dirigée. Si cette Hétairie avait existé, Kirlian aurait eu une occasion fortuite d'anéantir son ancien secrétaire par une accusation d'envergure.

De même, aucune preuve concrète n'a été découverte par les autorités autrichiennes qui ont effectué une enquête en 1798 à l'égard de Rhigas et de ses compagnons, au sujet de l'existence d'une société secrète où ce dernier eût déployé son activité.

De nulle part nous n'avons la moindre preuve documentaire qu'une société organisée secrète ait eu une certaine activité révolutionnaire à Bucarest. Les premiers biographes de Rhigas et les anciens historiens nous fournissent des généralités, faute de certains détails qu'on aurait souhaités, ou bien, n'étant pas à même de connaître des choses précises,

<sup>146</sup> Ōdon Fuves, *The Philike Hetairia of Rhigas and the Greeks of Pest*, dans « *Balkan Studies* », XII, 1971, p. 119.

<sup>147</sup> Nestor Camariano, *Citeva considerafii cu privire la revoluşionarul Rigas Velestinlis*, dans « *Studii, Revista de istorie* », XVII, 1964, 5, pp. 1104—1107 et en extrait.

<sup>148</sup> A. D. Xenopol, Dim. Iconomidès, Jean Kordatos, A. Ubicini, Armand Carrel, etc.

<sup>149</sup> C. Amantos, Ap. Dascalakis, L. Vranoussis, P. Enepekidès.

ils ont recours à des suppositions exagérées et à des traditions que la recherche critique de nos jours rejette en niant l'existence d'une légendaire société secrète de Rhigas à Bucarest.

Donc, jusqu'au moment où l'on ait des témoignages documentaires concrets, on ne peut admettre l'existence d'une société secrète révolutionnaire, instituée ou soutenue par Rhigas, dans la capitale de la Valachie.

*Les préoccupations commerciales de Rhigas.* Passons à ces préoccupations et voyons si le poète thessalien s'est occupé du commerce, attendu que dans ce problème aussi il y a des divergences entre les historiens.

Chr. Perrevos, principal biographe de Rhigas, ne mentionne pas de telles préoccupations. Un contemporain anonyme cependant nous renseigne sur le fait que Rhigas « s'est occupé, dès le début, de la profession commerciale »<sup>150</sup>, et une autre source présente Rhigas, à cette époque, non pas comme un négociant, mais comme secrétaire d'Alexandre Ipsilanti<sup>151</sup>. De même, la presse contemporaine, telle par exemple, le journal parisien « Moniteur » (n° 271 de 1798) appelle Rhigas « un riche commerçant »<sup>152</sup>. Pareillement, dans les documents autrichiens on le mentionne comme étant un « négociant grec ».

Ces témoignages sont convainquants pour certains historiens, tandis que pour d'autres, ils ne le sont pas. Vranoussis, par exemple, affirme : « Toutes ces informations ne laissent aucun doute que Rhigas ne se soit occupé du commerce. Donc, on doit reconsidérer l'affirmation catégorique contraire et aussi l'explication selon laquelle Rhigas se présentait soi-disant comme négociant afin de ne pas susciter des doutes chez les policiers »<sup>153</sup>. Vranoussis combat Dascalakis, lequel, en 1939 soutenait que « toutes les sources connues nous laissent l'impression qu'il ne s'est jamais occupé du commerce »<sup>154</sup>. Mais Dascalakis maintient son opinion en 1964 aussi<sup>155</sup>.

Discutons ce problème afin d'établir de quel côté se trouve la vérité.

Dans les paragraphes antérieurs nous avons montré que, pendant son séjour à Bucarest, Rhigas a eu des préoccupations intellectuelles, et il n'a résulté en aucune façon qu'il aurait frayé avec le commerce. Quelques documents publiés par Emile Virtosu apportent quelque lumière sur ce problème.

C'est un acte officiel princier, daté du 27 mai 1788 qui laisse voir le fait que Rhigas était fermier ou propriétaire d'un domaine, mais nous ne savons pas pour quelle raison le prince régnant Mavroyénis demande aux préfets du département de Vlaşca — ainsi qu'on l'a vu ci-dessus — de vendre « quelques objets appartenant à Rhigas, le scribe, et ses porcs, envoyant ensuite l'argent obtenu à la cour princière »<sup>156</sup>. Virtosu n'a pas réussi à établir la cause de cette vente forcée, mais il tire la conclusion qu'à cette date-là, Rhigas était « un homme aisé, propriétaire de ce domaine ou le tenant à bail, étant très connu dans le département de

<sup>150</sup> Voir 'Ελληνική Νομαρχία, éd. G. Valetas, Athènes, 1957, pp. 82—83.

<sup>151</sup> Jean Phillimon, Δοκίμιον Ιστορικόν, II<sup>e</sup> vol. p. 10.

<sup>152</sup> Apud Ap. Dascalakis, Μελέται, p. 277.

<sup>153</sup> L. Vranoussis, *op. cit.*, p. 17.

<sup>154</sup> Ap. Dascalakis, *Rhigas*, p. 32.

<sup>155</sup> Idem, *Μελέται*, p. 277.

<sup>156</sup> E. Virtosu, *op. cit.*, pp. 13—14.

Vlașca »<sup>157</sup>. Nous ne savons pas, étant donné que Rhigas était « un homme aisé » s'il avait un domaine à bail. A ce temps-là il y avait en Valachie bien des grecs, qui ayant un capital de 1 000 — 1 500 piastres, parfois même empruntés, pouvaient prendre un domaine à bail.

Un autre document, mentionné ci-dessus, montre Rhigas comme étant le propriétaire du domaine de Călăreții ; il se peut qu'il s'agisse du même domaine, qu'il aurait d'abord tenu à bail, et acheté par la suite<sup>158</sup>. On sait que Rhigas habitait Bucarest, tandis que le soin des travaux agricoles du domaine revenait à des personnes de confiance, peut-être même à son frère, Costea. De temps en temps, Rhigas se retirait au domaine pour quelque contrôle des travaux agricoles, ou bien pour la paix dont il avait besoin pour rédiger ses œuvres scientifiques. En tant que propriétaire de domaine, naturellement, Rhigas s'intéressait aussi à la vente des produits agricoles et animaliers de sa ferme, mais nous ne pouvons pas dire qu'il a été un commerçant et, surtout, « un grand négociant », tel qu'il est qualifié par quelques-uns. On ne le rencontre pas dans des relations commerciales avec d'autres négociants grecs. Pour le simple débit des produits de son propre domaine de Călăreții, nous ne pouvons pas lui attribuer le titre de négociant. Les principales préoccupations de Rhigas étaient alors intellectuelles et scientifiques et il n'avait pas le temps de s'occuper aussi du commerce. Nous pensons même que Rhigas manquait d'esprit commercial et c'est probablement pourquoi les porcs et le bétail de son domaine n'ont pas été vendus, étant menacés de se perdre durant les opérations militaires de ce temps-là<sup>159</sup>.

On ne sait pas à quel moment Rhigas a acheté le domaine de Călăreții. Virtosu et Iconomidès soutiennent que probablement Rhigas l'aurait acheté « bien des années avant 1796 ». C'est une date bien vague et nous n'avons aucune preuve concrète là-dessus, nous savons seulement que le 30 mai 1796 les arpenteurs officiels, nommés par le prince régnant, ont tracé les limites du domaine de Călăreții, acheté par Rhigas de la « șătră-reasa » Anița Răteasca. Rhigas a eu quelques mésententes avec le couvent de Stavropoléos, qui tenait en propriété le domaine de Cartojani, dans le voisinage, et désirait beaucoup que ces mésententes fussent résolues en établissant définitivement les limites des deux domaines. Les deux arpenteurs ont établi les limites entre les deux domaines, d'un parfait accord avec les deux parties intéressées, Rhigas et le supérieur du couvent de Stavropoléos. Si le domaine avait été acheté « bien des années auparavant », pourquoi les limites entre les deux domaines limitrophes auraient-ils été

<sup>157</sup> Idem, *ibidem*, p. 4.

<sup>158</sup> Ce domaine n'était pas étendu, tel qu'on le sait, il avait à peu près 200 toises et pouvait être acheté pour une somme de quelques 4000 piastres, ayant en vue qu'en 1818 le négociant Hadji Ianuș de Craiova avait acheté du « postelnic » Stoïca de Caracal le domaine d'Amărești, à l'étendue de 259 toises, au prix de 20 piastres per toise, Archives D'Etat, Bucarest, manuscrit 697, f. 10.

<sup>159</sup> Vranoussis soutient que l'ordre du prince régnant Mavroyénis pour la vente forcée des porcs et du bétail de Rhigas a été donné au souhait de Rhigas, car ce n'est qu'ainsi qu'il aurait pu sauver sa fortune (*op. cit.*, p. 36). Nous avons montré cependant, ci-dessus, que Rhigas n'a point occupé le poste de secrétaire de Mavroyénis, il n'était pas en bonnes relations avec ce dernier et, par conséquent, il ne pouvait pas impliquer la cour princière dans ses affaires privées, bien au contraire, nous pouvons estimer cette sévère mesure de Mavroyénis comme un acte de vengeance contre lui.

tracés seulement le 30 mai 1796 ? Nous supposons qu'il y avait là une raison très sérieuse, à savoir : Rhigas se trouvait à la veille de la vente du domaine de Călăreții et il avait besoin de documents officiels pour indiquer l'étendue du domaine.

Il n'est pas impossible que Rhigas, ayant établi les limites de son domaine, l'ait vendu, car, deux mois plus tard, le 1<sup>er</sup> août 1796, il quittait Bucarest pour toujours, se rendant à Vienne, aux fins de mettre en application ses plans éditoriaux et révolutionnaires, laissant en Valachie sa famille et ses amis bien-aimés. C'est à Vienne qu'il allait s'engager à de grosses dépenses pour l'impression de certains ouvrages et surtout de ses cartes apportées de Bucarest toutes prêtes pour être imprimées. Après son départ pour Vienne nous manquons, pour l'instant, de nouvelles de ses biens et de sa famille.

En conclusion, nous pouvons affirmer que Rhigas a été propriétaire d'un domaine et qu'il vendait ses produits agricoles et animaliers, mais il n'a pas été un professionnel en matière de négoce.

*L'activité culturelle de Rhigas.* Tel qu'on le sait, Rhigas a publié en 1790, dans la capitale de l'Autriche, une traduction en français de l'œuvre de Rétif de la Bretonne, intitulée *Σχολεῖον τῶν ντελικάτων ἐραστῶν* (L'école des amants délicats) et *Φυσικῆς Ἀπάνθισμα* (Recueil de physique), un compendium rédigé sur des données tirées de manuels français et allemands.

Rhigas est un des illuministes grecs de son époque, et un admirateur des illuministes français<sup>160</sup>. Par ses publications, il a cherché à éveiller ses compatriotes du sommeil de l'ignorance, à combattre les superstitions cultivées par le clergé et à éclairer leurs esprits, afin qu'il puissent juger librement, comme les autres peuples au niveau culturel plus élevé. Le poète thessalien pensait que l'illuminisme était un devoir patriotique et il cherchait à populariser les éléments les plus importants des sciences physiques, en utilisant parfois la méthode des questions et des réponses entre maître et disciple. De même, il employait la langue grecque populaire afin d'être compris de tous et que, de cette façon, ses compatriotes « acquissent une petite idée de la physique, qu'on comprend si difficilement », comme il écrit dans sa préface.

On a montré que Rhigas a fait sa première traduction pendant son séjour à Constantinople, avant son arrivée en Valachie<sup>161</sup>. A l'égard de sa deuxième traduction, Vranoussis dit qu'il l'a faite à Bucarest, sur l'exhortation du cercle littéraire Catardji-Mesiodax<sup>162</sup>; de même, Dascalakis soutient que cette traduction « a été écrite à Bucarest, peu de temps avant d'être publiée »<sup>163</sup>. Cependant, on ne produit aucune preuve et

<sup>160</sup> Ap. Dascalakis soutient que, en dehors des illuministes français, plusieurs savants grecs vivant à Bucarest, à l'époque, ont eu une grande influence sur Rhigas; parmi ceux-ci il mentionne aussi le professeur Manasses Eliadès, qui « enseignait à l'époque les sciences physiques à l'Ecole princière de Bucarest » (Μελέται, p. 341). Cependant, nous devons rectifier une chose, à savoir, que M. Eliadès a enseigné à l'Ecole princière longtemps avant l'arrivée de Rhigas à Bucarest (A. Camariano-Cloran, *op. cit.*, p. 397) et que M. Eliadès ne vivait plus dans la capitale de la Valachie pendant le séjour de Rhigas dans cette ville donc, il ne pouvait avoir aucune influence sur le poète.

<sup>161</sup> L. Vranoussis, *op. cit.*, p. 123; Ap. Dascalakis, *op. cit.*, p. 301.

<sup>162</sup> L. Vranoussis, *op. cit.*, p. 260.

<sup>163</sup> Ap. Dascalakis, *op. cit.*, p. 339.

c'est pourquoi nous voulons renforcer cette affirmation à l'aide de quelques témoignages pris dans le texte de la *Physique* de Rhigas. Dans ce texte nous avons trouvé, écrits en lettres grecques, les mots roumains suivants. A la page 33 (210)<sup>164</sup> on rencontre le mot « sania » (le traîneau), expliqué d'ailleurs dans une note au bas de la page : « Le traîneau est inconnu, en Grèce. Donc, ses habitants devraient supposer un cuvier glissant sur la pente de neige ». Un autre mot : « crapul » (carpe) (p. 193 (259), qu'il explique ainsi : « poisson d'eau douce, qu'on appelle en turc *sazan* ». A un moment donné, parlant de la force du vent, qui peut soulever des montagnes de sable, après avoir cité les déserts de Lybie et d'Arabie, il fait la mention suivante : « Dans le département de Romanați, en Valachie, il y a un monticule recouvert de sable et pour expliquer le phénomène respectif il faudrait dire ou bien que le Danube voisin coulait par là, ou qu'un vent très fort a soulevé le sable des berges du fleuve en le poussant là-haut » (p. 102 (248)).

Les preuves sont édifiantes et nous pouvons affirmer avec certitude que Rhigas a travaillé la traduction de son manuel de physique pendant son séjour en Valachie.

Les deux traductions publiées par Rhigas en 1790 démontrent qu'il savait le français avant cette date, du temps même qu'il se trouvait à Constantinople ; par conséquent nous pensons que l'affirmation de Perrevoș suivant laquelle Rhigas aurait appris le français à Bucarest avec le savant grec Démètre Catardji, âgé de 70 ans à l'époque<sup>165</sup>, est due à l'imagination de celui-là. Malheureusement, certains historiens et historiens littéraires, parmi lesquels L. Vranoussis<sup>166</sup> et C. Th. Dimaras, qui a accordé une attention toute spéciale à la vie et à l'activité de l'érudite grec D. Catardji<sup>167</sup>, admettent les renseignements de Perrevoș, c'est pourquoi nous soutenons une fois de plus que l'imagination de ce dernier n'a rien à voir dans la recherche historique-scientifique.

Attardons-nous encore un peu sur les deux livres imprimés par Rhigas à Vienne, en 1790, *L'Ecole* et *La Physique*, vu qu'entre les historiens grecs il y a bien des discussions pour établir lequel des deux livres est sorti le premier de l'imprimerie. Il est bon d'établir quelle a été la première œuvre imprimée du grand révolutionnaire grec, de même qu'on a établi quelle fut sa première traduction.

Vranoussis discute amplement ce problème et arrive à la conclusion que « c'est *L'Ecole* qui a précédé (*La Physique*), en tous les cas »<sup>168</sup>. Dascalakis n'en est pas sûr, car une fois il affirme que le premier livre de Rhigas

<sup>164</sup> Les premiers chiffres montrent la page de l'original, tandis que les chiffres entre parenthèses, la page de l'édition "Απαντα de L. Vranoussis.

<sup>165</sup> Chr. Perrevoș, *op. cit.*, p. 8.

<sup>166</sup> L. Vranoussis, *op. cit.*, pp. 259–260.

<sup>167</sup> Voir Δημήτριος Καταρτζής (Σχεδίασμα βιογραφίας), Athènes, 1965, p. 30; idem Νεοελληνικός διαφωτισμός, Athènes, 1977, p. 180. Dans sa dernière œuvre, Dimaras soutient que D. Catardji-Fotake « est mort avec certitude vers la fin de l'année 1807 ». Nous estimons comme étant bienvenu un éclaircissement plus proche de la disparition du grand juriste et lettré grec. Un document nous montre que D. Catardji était mort le 1<sup>er</sup> août 1807, et qu'à sa place, au Département de huit, on avait nommé le « cāminar » Nestor, voir V. A. Urechia, *Istoria Romānilor*, IX, p. 120.

<sup>168</sup> L. Vranoussis, *op. cit.*, p. 122.

fut *l'Ecole*, et ultérieurement il soutient qu'on ne sait pas « lequel des deux livres... a été d'abord imprimé »<sup>169</sup>.

Par suite des recherches que nous avons faites, nous sommes arrivés à un résultat différent de celui de Vranoussis. Nous pensons que d'abord on a imprimé la *Physique* et ensuite *l'Ecole*. C'est une note de Rhigas qui vient à l'appui de notre thèse ; cette note se trouve dans le manuscrit original de la *Physique*, où il attaque Mavroyénis avec véhémence, en l'appelant « la plus grande canaille du genre humain et indigne prince régnant de la Valachie ». La note de Rhigas n'est pas parue dans le texte imprimé, car notre auteur l'a effacée du vivant de Mavroyénis, pour ne pas avoir à affronter la vengeance de ce prince impitoyable qui se trouvait, à ce temps-là, à la tête des armées turques. La décapitation de Mavroyénis a eu lieu le 1<sup>er</sup> octobre 1790. Voilà donc une donnée concrète. Etablissons maintenant la date où la *Physique* a été imprimée.

Au mois de juin 1790, Rhigas arrivait à Vienne avec le « serdar » Kirlian apportant avec lui deux manuscrits<sup>170</sup>. Il s'est hâté de trouver les imprimeries aux caractères grecs et d'en mettre au point l'impression, car il voulait voir ses œuvres imprimées au plus vite possible, en sachant que son séjour à Vienne ne durerait pas longtemps. Il a remis ses manuscrits à deux imprimeries, afin que leur édition allât plus vite. Cependant Rhigas s'intéressait à ce que la *Physique* fût imprimée le plus tôt possible, parce qu'il l'avait dédiée au serdar Kirlian, le nouvellement investi baron de Langenfeld<sup>171</sup>, dans le but de faire connaître le nom de son protecteur mégalomane aux rangs des négociants grecs de Vienne, sa dédicace étant la première qui fût adressée à Kirlian, vu que, au cours des années suivantes, 1791 et 1792, d'autres Grecs ont dédié à ce dernier leurs œuvres publiées. Probablement Rhigas a-t-il cherché de cette manière à aider Kirlian dans les affaires pour lesquelles il s'était rendu à Vienne. Selon notre opinion, la *Physique* a paru tout de suite après le 16 août 1790, date de l'issue du décret par lequel l'empereur Léopold accordait au serdar Kirlian le titre de baron de Langenfeld, avant le 1<sup>er</sup> octobre, lorsque le prince de Valachie, Mavroyénis, a été décapité. Nous ne pouvons pas admettre que *l'Ecole* ait paru avant la *Physique*, car cela signifierait que pendant un intervalle de quatre mois Rhigas eût imprimé les deux traductions, ce qui est difficilement admissible, compte tenu des difficultés d'impression de l'époque. Donc, nous estimons que la *Physique* est le premier livre imprimé de Rhigas et que, peu de temps après, *l'Ecole* a paru aussi.

Passons à la deuxième étape de la carrière de traducteur de Rhigas, durant les années 1796—1797, lorsqu'il a apporté de Bucarest à Vienne deux autres traductions : le drame intitulé *L'Olympiade*, de Métastase et le conte *La Bergère des Alpes* de Marmontel, qu'il a publiés en 1797, de pair avec une troisième traduction, celle de son ami Antonios Coronios, à savoir, l'œuvre de Gessner, *Ersten Schiffer*, dans un volume intitulé Ἡθικὸς Τρίπους.

<sup>169</sup> Ap. Dascalakis, *Μελέται* p. 9, p. 339.

<sup>170</sup> G. Laios, *op. cit.*, p. 4.

<sup>171</sup> Le diplôme de Kirlian porte la date du 16 août 1790 et a été publié par P. Enepekidès dans « *Probleme der neugriechischen Litteratur* », II, 1960, pp. 205—206.

Les principaux connaisseurs de l'œuvre de Rhigas, L. Vranoussis et Ap. Dascalakis ont accordé une attention toute spéciale à ces deux traductions du poète thessalien aussi.

On a beaucoup discuté sur le moment où Rhigas a traduit le drame *l'Olympiade* de Métastase. C'est en 1958<sup>172</sup> que Vranoussis a étudié d'abord ce problème, ensuite il y est revenu avec de nouveaux détails en 1962<sup>173</sup>. Dans sa grande œuvre, Vranoussis a seulement énoncé le fait que le drame *l'Olympiade* de Métastase « doit avoir été traduit au moins dix ans avant son édition », car son œil scrutateur a découvert dans le *Catalogue* de C. Litzica<sup>174</sup>, dans un seul vers reproduit là-bas, le drame de Métastase, traduit par Rhigas. Et en vertu d'une note sur le manuscrit, reproduite par Litzica, il a tiré la conclusion que la traduction avait été faite avant 1788<sup>175</sup>. En 1958 et 1960, lors de ses voyages d'études à Bucarest, Vranoussis a eu la possibilité d'étudier de près le contenu du manuscrit miscellané de la Bibliothèque de l'Académie Roumaine et d'identifier le drame de Métastase, vu que dans le manuscrit ni le titre de l'œuvre, ni le nom de l'auteur ne sont inscrits. La satisfaction de Vranoussis a été grande lorsqu'il s'est vraiment cru devant une copie de la traduction de Rhigas. Il a publié le résultat de ses recherches dans l'article mentionné, dans la revue « *Θέατρο* », content d'avoir réussi à faire circuler une copie de la traduction de Rhigas, effectuée depuis 1788.

La découverte de Vranoussis nous a semblé très intéressante et nous avons tâché de constater à l'endroit même l'état des choses. Le résultat de nos recherches ne favorise point la thèse de Vranoussis, tel que nous l'avons amplement montré dans un article publié en 1965<sup>176</sup>. Ce n'est pas le cas de répéter ici nos arguments, par lesquels nous avons établi que la thèse de Vranoussis n'était pas valable, attendu qu'on peut les lire dans notre article ci-dessus; nous nous bornons à reproduire seulement la conclusion à laquelle nous sommes arrivés: « Nous ne croyons pas que l'affirmation de Vranoussis, selon laquelle la traduction de Rhigas aurait été prête en 1788 et copiée dans les cahiers des jeunes gens de Bucarest qui faisaient de la littérature », puisse être valable. D'après nous, il s'agit d'une copie de la traduction de Rhigas — faite plus tard — et plus précisément après l'édition de 1796. Entre la copie du manuscrit 90 et l'exemplaire imprimé il n'existe aucune différence importante, chose constatée d'ailleurs par Vranoussis lui-même, qui ajoute que « l'écriture soignée et propre montre qu'il s'agit de la copie d'un texte définitif » (p. 27) et nous croyons que ce texte est le texte même du livre imprimé. Certaines notes manquent dans le manuscrit, omises probablement par le copiste qui n'a même pas eu la patience de transcrire les derniers vers qui achèvent le drame » (pp. 294—295).

<sup>172</sup> L. Vranoussis, *op. cit.*, pp. 297—298.

<sup>173</sup> L. Vranoussis, 'Ο Ρήγας και τὸ θέατρο. Ἡ μετάφραση τῶν « Ὀλυμπίων » τοῦ Μεταστασίου, dans la revue « *Θέατρο* », I, 1962, fasc. 5, pp. 25—29.

<sup>174</sup> Const. Litzica, *Catalogul manuscriselor grecești*, Bucarest, 1909, pp. 377—378, manuscrit 654 (90).

<sup>175</sup> L. Vranoussis, Ρήγας, pp. 297—298.

<sup>176</sup> Nestor Camarano, *Quelques précisions au sujet de la traduction du drame l'Olympiade de Metastasio, faite par Rhigas Velestinlis*, dans « *Revue des études sud-est européennes* », III, 1965, n<sup>os</sup> 1—2, pp. 291—296.

Le manuscrit gr. 90 de la Bibliothèque de l'Académie Roumaine a été étudié aussi par Dascalakis. Il est intéressant de constater que nous, de notre côté, autant que Dascalakis, du sien, en travaillant simultanément, indépendamment l'un de l'autre, nous sommes arrivés à la même conclusion, à savoir, que la traduction que Rhigas a faite du drame *l'Olympiade* n'a pas été copiée en 1788, mais plus tard, après l'édition imprimée à Vienne en 1796<sup>177</sup>. Pourtant, nous ne sommes pas d'accord avec Dascalakis, qui affirme que le manuscrit 90 a été relié lorsqu'on a copié la deuxième œuvre, sur Catherine II. C'est justement la reliure du manuscrit qui a constitué un de nos arguments pour démontrer qu'il existe une parfaite indépendance entre les deux œuvres copiées et reliées ensemble. Voici ce que nous avons écrit alors : « En regardant cette reliure, nous voyons qu'elle n'est pas de l'époque, mais qu'elle est moderne. La Bibliothèque de l'Académie de la République Socialiste de Roumanie possédant deux manuscrits du même format, les a tranquillement reliés ensemble, mettant même sur le dos de la reliure le mot : "Académie". Ainsi, ces deux textes, par un simple hasard et grâce à une reliure, se sont trouvés mis à côté l'un de l'autre, sans avoir aucune liaison entre eux »<sup>178</sup>.

Etudions un peu, aussi, le titre général 'Ηθικὸς Τρίπους choisi par Rhigas pour y inclure le drame de Métastase, *La Bergère des Alpes*<sup>179</sup> de Marmontel et la traduction de Coronios de Gessner.

Après avoir montré que, pour traduire l'œuvre de Marmontel, Rhigas a utilisé le recueil de contes publié en 1765 sous le titre général de *Contes moraux*, Ap. Dascalakis s'arrête aussi sur le titre général choisi par Rhigas. Voici la manière dont Dascalakis se prononce : « C'est, peut-être, le deuxième mot du titre général de l'œuvre de Marmontel qui aurait inspiré le titre général des trois œuvres du livre de Rhigas ('Ηθικὸς Τρίπους), écrites par des auteurs différents »<sup>180</sup>.

Le terme « moral » mentionné par Dascalakis est rencontré aussi dans l'autre œuvre de Rhigas, l'École, ainsi que dans d'autres œuvres de l'époque, mais le terme « Τρίπους » utilisé par Rhigas dans le titre général de son œuvre est dû, sans doute, à Marmontel, car on le trouve passé dans le titre-même d'un conte de Marmontel : *Le Trépiéd d'Hélène*<sup>181</sup>.

<sup>177</sup> Ap. Dascalakis, *op. cit.*, pp. 350—351.

<sup>178</sup> N. Camariano, *op. cit.*, p. 294.

<sup>179</sup> En 1822 a paru à Vienne, dans la typographie de D. Davidovič, une traduction en langue grecque, sous le titre 'Η Βοσκοπούλα τῶν Ἄλπεων εἰς διπλὰς μορφαὶς (le titre complet a été transmis par Franz Sartori et se trouve reproduit dans N. Camariano, *op. cit.*, pp. 295—296) dont nous ne savons pas si c'est une réédition de la traduction de Rhigas. Cette rare édition n'est pas connue des historiens qui se sont occupés des œuvres de Rhigas et n'est même pas mentionnée dans les bibliographies grecques.

<sup>180</sup> Ap. Dascalakis, *op. cit.*, p. 354.

<sup>181</sup> Cette narration a été traduite en grec sous le titre 'Ο Τρίπους τῆς Ἑλένης par I. Baila et imprimée à Moscou en 1812 en servant comme intermédiaire au lettré roumain Costake Negruzzi pour qu'il la traduise en roumain, voir Nestor Camariano, *Primele încercări literare ale lui C. Negruzzi și prototipurile lor grecești*, Bucarest, 1935, p. 23. Attendu que nous avons atteint un point d'interférences littéraires grecques-roumaines, nous rappelons que Ant. Coronios, l'ami de Rhigas, a traduit et publié, en 1796, à l'imprimerie des frères Poulos, la pièce pastorale *Galatée*, dont s'est servi le lettré roumain Constantin Stamati pour traduire cette œuvre française en roumain. Nous précisons que *Galatée* a été écrite par le français Florian et non pas par La Fontaine, comme l'écrit Dascalakis (*op. cit.*, p. 358) et la traduction de Coronios a été imprimée en 1796 et non pas en 1824, tel que l'affirme D. Popovici dans *La littérature*

Donc, nous pouvons affirmer avec certitude que l'influence de Marmontel sur Rhigas est évidente et digne d'être retenue par les chercheurs.

On ne sait pas avec exactitude quand le volume *Ἡθικὸς Τρίπους* a paru. Vranoussis écrit que ce livre « a circulé jusque tard pendant l'automne de 1797 »<sup>182</sup>. Dascalakis pense qu'il a paru « très probablement vers le début de l'an 1797 »<sup>183</sup>.

On nous a gardé une lettre du savant allemand F. K. Alter, datée du 26 juillet 1797, de Vienne, où l'on communique que dans l'imprimerie des frères Markides Poulis on imprimait le drame de Métastase, *L'Olympiade*, traduite par Rhigas<sup>184</sup>. De cette communication il ne résulte pas s'il s'agit seulement de la traduction du drame ou du volume entier *Ἡθικὸς Τρίπους*. Attendu qu'on ne connaît pas d'édition séparée dudit drame à cette époque, on peut admettre que le volume entier, contenant les trois œuvres se trouvait sous presse avant le mois de juillet 1797, et, probablement, bientôt après cette date il a paru.

En conclusion, nous voulons souligner le fait que les traductions de Rhigas, faites pendant son séjour à Bucarest et publiées à Vienne, n'avaient aucun contenu révolutionnaire, mais, comme Vranoussis le dit aussi, « elles avaient bien des choses qui touchaient surtout les cordes sensibles du patriotisme des grecs de cette époque-là »<sup>185</sup>.

*Les cartes de Rhigas.* L'activité scientifique de Rhigas est liée aussi à ses cartes, une grande carte de la Grèce, en 12 feuilles, totalisant une surface de 2,07 × 2,07 m<sup>186</sup>, et deux cartes plus petites, 0,82 × 0,63 m, de la Valachie et de la Moldavie. La grande carte est un monument cartographique, riche en détails historiques et mérite notre admiration. Rhigas y a consacré un labeur de bénédictin et a réussi, en quelques années à dresser et à faire imprimer, en 1796—1797 ses cartes, dont nous nous servons aujourd'hui avec grand succès. Il a dressé ces cartes avec beaucoup de précision et on peut dire que pour cette époque-là c'était quelque chose d'extraordinaire, du point de vue de la documentation et de la technique d'impression.

Les historiens qui se sont occupés des cartes de Rhigas en parlent vaguement, affirmant qu'il les a rédigées à Bucarest en un court laps de temps. Dascalakis dit que, quatre ou cinq ans avant 1795, Rhigas s'occupait, à Bucarest, de travaux littéraires et de ses cartes<sup>187</sup>, et à un autre endroit, il dit que « c'est un fait bien connu que Rhigas a travaillé à Bucarest pendant plusieurs années pour dresser la *Carte de la Grèce*<sup>188</sup>. G. Laïos, qui s'est occupé surtout de ces cartes, a réussi à répondre avec succès

roumaine à l'époque des lumières, Sibiu, 1945, p. 68. Plusieurs détails dans Nestor Camaritano *Influența franceză în Principatele Române prin filiera neogreacă*, dans « Revista fundațiilor regale », IX, 1942, n° 2, pp. 403—404.

<sup>182</sup> L. Vranoussis, *Ὁ Ρήγας καὶ τὸ Θέατρο*, p. 28.

<sup>183</sup> Ap. Dascalakis, *op. cit.*, p. 360.

<sup>184</sup> G. Laïos, *Οἱ χάρτες τοῦ Ρήγα* (Les cartes de Rhigas), Athènes, 1960, pp. 70—71.

<sup>185</sup> L. Vranoussis, *op. cit.*, pp. 28—29.

<sup>186</sup> Nous mentionnons, à l'intention de nos historiens que Iordake Golescu, l'ami de Rhigas, fait l'éloge de la *Carte de la Grèce* en 20 vers qui ont été publiés le 2 février 1797 dans « Ἐφημερίς » de Vienne et reproduits par Vranoussis dans *Ἄπαντα* p. 662.

<sup>187</sup> Ap. Dascalakis, *op. cit.*, p. 142.

<sup>188</sup> *Ibidem*, pp. 361—362.

à quelques questions, mais il n'a pas essayé d'établir l'époque de leur rédaction, ni si Rhigas a visité la Grèce pour s'y documenter. Il affirme seulement que le matériel des cartes a été recueilli et travaillé en Valachie et qu'à Vienne, Rhigas a effectué un labeur supplémentaire pendant une année et demie<sup>189</sup>, sans préciser, pourtant, en quelle année il avait effectué cette recherche. De même, il indique certaines sources dont Rhigas s'est servi en ajoutant que ce dernier a utilisé aussi ses propres connaissances topographiques acquises pendant son séjour à Constantinople (p. 15), et que, pour sa ville natale, Rhigas a mis à contribution « son expérience personnelle, de l'amour et de la nostalgie » (p. 21). Dascalakis affirme sentencieusement que Rhigas, ayant quitté la Thessalie, « n'y est jamais revenu »<sup>190</sup>, et Vranoussis remarque que les riches renseignements trouvés dans les *Cartes* et dans les notes du *Nouvel Anacharsis*, « nous permettent de tirer la conclusion que Rhigas n'a pas quitté son pays dans sa prime jeunesse »<sup>191</sup>; il cherche ainsi à expliquer les détails informatifs de Rhigas, mais il n'a pas pensé à un éventuel voyage de ce dernier dans sa patrie au moment où il recueillait les matériels nécessaires à la rédaction de la *Carte de la Grèce*.

Nous tenons un précieux renseignement de l'historien J. Chr. von Engel, l'ami de Rhigas, qui écrit que l'auteur des cartes « 6 Jahre lang die Türkischen Provinzen bereist und den Entschluss gefasst uns hiervon bessere *Charten*, als die bisherigen (3. E. Choiseulschen) samt einer statistischen und philologischen *Geographie* der durchreisten Länder zu liefern »<sup>192</sup>.

En écrivant un compte rendu sur notre étude, Constantin Amantos s'est arrêté sur la mention d'Engel au sujet du fait que Rhigas a parcouru les provinces turques pendant six années afin de rédiger ses cartes; il écrit: « L'observation d'Engel vient renforcer les affirmations de Calevras concernant un voyage de Rhigas en Turquie aux frais de Napoléon, affirmations auxquelles je n'ai pas accordé crédit, autrefois. Je confesse qu'il m'est difficile de croire aux paroles d'Engel, même à présent. Peut-être Rhigas a-t-il parlé à Engel des voyages qu'il a faits après avoir quitté Velestino, ceux-là étant ultérieurement mis en liaison avec ses cartes »<sup>193</sup>. Amantos est le seul historien grec qui ait accordé une attention toute particulière au texte d'Engel. Cependant, il est intéressant de constater qu'Amantos admet que Rhigas ait voyagé en Grèce après son départ de Velestino, mais il croit que ces voyages « ont été ultérieu-

<sup>189</sup> G. Laïos, *op. cit.*, p. 9. Laïos utilise une riche bibliographie de ses prédécesseurs, mais il a omis une étude de E. Ioanidis, publiée dans « *Ο ἐν Κωνσταντινουπόλει Ἑλληνικὸς Φιλολογικὸς Σύλλογος* », 25, 1895, pp. 46—48.

<sup>190</sup> Ap. Dascalakis, *op. cit.*, p. 274.

<sup>191</sup> L. Vranoussis, *Ρήγας*, p. 11.

<sup>192</sup> Johann Christian von Engel, *Geschichte des alten Panoniens und der Bulgarey*, dans *Geschichte des Ungarischen Reichs und seiner Nebenländer*, Halle, bei Johann Gebauer, 1797, Erster Theil, p. 473. Le précieux fragment d'Engel sur Rhigas et ses cartes a été publié dans notre étude, *Contributions à la bibliographie des œuvres de Rhigas Veletinlis*, « Balcania », I, 1938, pp. 222—223, et G. Laïos l'a reproduit en 1960 (*op. cit.*, pp. 72—73), en original et traduit en grec, tandis que P. Enepekidès l'a publié de nouveau seulement en grec, dans *Ρήγας — Ν. Β. Ὑψηλάντης — Καποδίστριας*, Athènes, 1965, pp. 33—34.

<sup>193</sup> Constantin Amantos, *Νέοι μελέται περὶ Βελεστινῆ* dans la revue « *Ἀθηνᾶ* », XVIII, 1938, p. 249.

rement mis en liaison avec ses cartes ». Il est important, pour nous, d'admettre que Rhigas ait encore visité sa patrie après son départ de Veles-tino, et que certaines informations et mises au point que nous rencontrons dans les *Cartes* et le *Nouvel Anacharsis* ne sont pas dues à des réminiscences du temps de son adolescence, mais aux recherches effectuées au cours de ces voyages.

En reproduisant le fragment que nous avons produit de l'œuvre d'Engel avec les renseignements concernant Rhigas et ses cartes, G. Laïos et P. Enepekides n'ont pas tâché de le commenter, tant soit peu. En vérité, la question se pose si on peut admettre que Rhigas ait parcouru les provinces turques, en vue de dresser ses cartes, telle qu'Engel l'affirme. A l'encontre d'Amantos, nous, nous retenons avec confiance les choses écrites par Engel, car il les tenait de Rhigas-même, qu'il connaissait de près. Quelques notes ajoutées par Rhigas à sa traduction du *Nouvel Anacharsis*, publié à Vienne en 1797, viennent renforcer les affirmations d'Engel. Arrêtons-nous, donc, sur ces notes pour voir quelle conclusion on peut en tirer.

A la page 133 (p. 461)<sup>194</sup>, se référant à la ville de Pherai, du texte, Rhigas écrit : « Ἦθελεν ἰδεῖ τὰ ἴδια, ἂν ἐπήγαινε καὶ τῶρα κανένας νέος Ἄναχαρσις » et plus loin, dans la même note, nous lisons : « Οἱ συχνοὶ ἄδικοι φόνοι κατὰ τῶν χριστιανῶν, ὅπου γίνονται τὴν σήμερον ἐδῶ ». A la page 147 (468) il mentionne la rivière Σαλαμβριάς qui « ὀνομάζεται τῶρα Μετόχι ». A la page 163 (475) il s'arrête à la localité Δωδώνη de la Thessalie et il ajoute : « λέγεται τὴν σήμερον Λιβάδι ». A la page 168 (478), s'arrêtant sur la localité Δωδώνη de l'Épire, il note : « λέγεται τὴν σήμερον ἡ παλαιὰ Ἁγία Παρασκευή ». A la page 242 (511) il précise : « Αὐτὸ εἶναι τὸ Μέγα Σπήλαιον, μοναστήρι τῶρα περίφημον ». A la page 332 (553), en parlant de la chasse des faucons contre les oiseaux plus petits, Rhigas écrit : « Τοῦτο γίνεται καὶ τὴν σήμερον ἐν τῇ Βλαχίᾳ εἰς τὰς τοπαρχίας Βλάσκαν, Τελ- Ὀρμάνι καὶ Ὀλτον » (On fait cela de nos jours en Valachie, dans les départements de Vlașca, Teleorman et Olt)<sup>195</sup>. A la page 362 (566) Rhigas publie deux communications qui méritent d'être reproduites et lues par les chercheurs, car elles contiennent des détails extrêmement précieux. En voici le texte : « Εἰς τὴν Ἰωλκὸν τῆς Μαγνησίας ἐν Θετταλίᾳ, καλουμένην Λεχώνια, περνῶντας ἀπὸ τὸ γεφύρι διὰ τὰ πηγαίνη τινὰς εἰς τὸν Βόλον, κάτωθεν τοῦ δρόμου, πρὸς τὸ μέρος τῆς θαλάσσης, ἕως πέντε βήματα μακρὰν τοῦ γεφυρίου, κατὰ τὴν δεξιὰν ὄχθην τοῦ ποταμοῦ Ἀναύρου, φαγωθείσης τῆς γῆς, ἀνεφάνη ἓν μάρμαρον, ἐφ' οὗ εἶναι τρία πρόσωπα μέχρι τῆς ζώνης· τὸ μεσαῖον αὐτῶν με περικεφαλαίαν καὶ βασιλικὴν κορώναν· ἔχει ἐπιγραφὴν τοιαύτην : Ἐλπίς Ἀχιλλέως Ἥρωσ χρηστὲ χαίρε. »

<sup>194</sup> Les premiers chiffres se réfèrent à l'original, et ceux entre parenthèses à l'édition de Vranoussis, Ἄπαντα, ce qui est souligné nous appartient.

<sup>195</sup> Cette note de Rhigas a aussi une valeur pour le folklore roumain et peut être lue en entier par nos folkloristes, pour les détails donnés. Nous voulons mentionner aussi un note intéressante de Rhigas, sur le pont de Celei, construit à l'époque de Constantin le Grand par l'architecte Philétérios et non pas par l'architecte Théophilus Patricius comme l'ont cru jusqu'à présent nos archéologues (voir Nestor Camariano, *Scrittorul bizantin Ioan Tzetzes, despre podul lui Traian de la Drobeta*, dans « Revista de istorie », 32, 1979, 5, pp. 936—937). Rhigas écrit en 1798, dans la *Carte de la Grèce*, la planche 11, sur le pont de Celei, que là-bas on voit les « pilons pétrifiés d'un pont en bois, lorsque le niveau de l'eau baisse ».

Οἱ ἐκεῖσε κάτοικοι Τοῦρκοι τὸ ἐσύντριψαν εἰς δύο. Προτοῦ λοιπὸν νὰ χαλασθοῦν καὶ τὰ πρόσωπα, παρακαλεῖται παρὰ τῶν φιλολόγων ὅστις εἰς Μαγνησίαν ἐνδημεῖ ζωγράφος, νὰ τὰ ζωγραφίσῃ καὶ νὰ τὰ στείλῃ νὰ τυπωθῶσιν.

Ὁ Σουΐδας ἱστορεῖ ὅτι ἐν τῇ Λαρίσση τῆς Θεσσαλίας ὁ Ἰπποκράτης ἀπέθανεν 104 χρόνων. Ὅθεν, περνῶντας τὸ ἐπὶ τοῦ Πεινεοῦ γεφύρι διὰ νὰ πηγαίνειν τινὰς εἰς τὸν Τοῦρναβον, ἀπὸ τὸν δρόμον τοῦ δάσους δεξιά, εἰς τὰ μνήματα, παρέκει ἀπὸ τὸν Πέραν-Μαχαλέ, εἶναι ἡ πέτρα ὅπου ἐκάλυπτε τὸ μνήμα του, φερμένη παρὰ τῶν Τουρκῶν ἀπὸ τὴν παλαιάν Λάρισσαν καὶ βαλμένη ὀρθία ἐφ' ἐνὸς τάφου. Παρακαλοῦνται οἱ ἐκεῖσε σπουδαῖοι καὶ ἱατροὶ νὰ ἀντιγράψουν τὸ ἐπίγραμμα τῆς καὶ νὰ τὸ στείλουν νὰ τυπωθῇ».

Peut-on, en lisant ces communications, affirmer que Rhigas ne les a pas écrits aux endroits même dont il parle? Tant de renseignements et de détails pouvaient-ils n'être que réminiscences de sa jeunesse? Bien sûr que non. Ce sont des informations écrites non pas par un jeune écolier mais par un géographe expérimenté, par un admirateur des vestiges grecs qu'il a étudiés et admirés de ses yeux de chercheur<sup>196</sup>. La visite de Rhigas dans ces localités a été probablement effectuée en grande hâte, c'est pourquoi il recommande que les vestiges anciens de Léchonie soient dessinées par un peintre, et l'inscription sur la tombe d'Hippocrate soit copiée par quelque savant ou médecin de ces lieux-là, qui les envoie en vue de leur publication.

De même, les notes où sont utilisés les termes « τὴν ὥρην » (maintenant) et « σήμερον » (aujourd'hui) sont des preuves éloquentes qui démontrent que Rhigas nous renseigne sur des choses récentes et non pas du passé, fût-il même plus récent. Donc, on se pose la question de savoir à quel moment Rhigas a visité les provinces turques. Après son retour de Vienne, en 1790, Rhigas a vécu entre les années 1790—1796 en Valachie soit à Bucarest, soit sur son domaine du département de Vlașca. Cependant, il s'est occupé avec la rédaction de ses cartes qui nécessitaient un labeur fort minutieux. Il semble qu'à cette époque Rhigas ait trouvé le temps nécessaire de visiter les provinces turques. Nous ne sommes pas à même de préciser la durée du voyage ou des voyages effectués en vue de sa documentation sur place, ni leur date exacte non plus.

Moyennant ce que nous avons montré ci-dessus, nous pensons avoir jeté quelque lumière sur une époque obscure de la vie et de l'activité de Rhigas et les historiens ne doivent plus affirmer, à l'avenir, que celui-ci, ayant quitté Velesino, sa ville natale, « n'y est plus revenu » et s'est réfugié en Valachie.

Maintenant, passons à la *Carte de la Moldavie*, publiée par Rhigas à Vienne, en 1797. On ne savait pas que cette carte a joui d'une deuxième édition, en 1804. Un exemplaire de la nouvelle édition est gardé, à l'heure actuelle, dans la Bibliothèque de l'Académie Roumaine, à la section des Cartes, sous la cote D IV. 10. Nous avons amplement étudié cet exemplaire

<sup>196</sup> Nous mentionnons que, de même, le voyageur suédois J. J. Björnsthaal a trouvé, en 1779, dans un cimetière turc de cette région, beaucoup de pierres, apportées de l'ancienne ville de Larissa, ayant d'anciennes inscriptions grecques et figures gravées, restées intactes, bien que les Turcs les eussent utilisées sur leurs tombeaux, voir J. J. Björnsthaal, *To οδοπορικο της Θεσσαλίας, 1779*, traduction, préface, notes de Mesevrinos (= Antoine Mystakidès), Thessaloniki, 1979, p. 119.

en 1957<sup>197</sup>. Dans notre présentation, nous avons montré les différences qui existent entre la première édition et la seconde, où l'on ne trouve plus le portrait du prince régnant Alexandre Ypsilanti, et le gravur n'est plus Franz Muller, mais K. Schindelmayer, lequel, quatre ans auparavant avait effectué les gravures de l'*Atlas* de Iordake Golescu, et gravé, en 1803, le portrait du fameux professeur de l'École princière de Bucarest, Lambros Fotiadès, publié dans la *Métrique* de Zinovie Pop.

Récemment, le professeur P. Enepekidès de l'Université de Vienne, un assidu chercheur des archives autrichiennes, a communiqué qu'il a trouvé un exemplaire de la deuxième édition, trouvé dans la Bibliothèque nationale de Vienne, à côté d'un exemplaire de la Carte de la Valachie<sup>198</sup>. L'historien grec n'a point appris l'existence de notre article et ne sait pas qu'un autre exemplaire de la deuxième édition se trouve à la Bibliothèque de l'Académie Roumaine de Bucarest. Enepekidès ne donne aucune description de l'exemplaire viennois et ne fait aucune comparaison entre les deux éditions, mais il précise seulement que la nouvelle édition a été gravée par le graveur Schindelmayer et non pas par Muller, que le nom de Rhigas a été omis et que la nouvelle édition a été réalisé sur l'ordre de l'ambassade turque de Vienne. Une nouvelle tout à fait inattendue. Le chercheur grec a trouvé cette information dans un article biographique sur le graveur Karl Schindelmayer, publié en 1810 dans un dictionnaire de Zürich. Dans cet article il est mentionné que Schindelmayer a gravé trois cartes « selon la tâche assignée à Schindelmayer en 1804, par le chargé d'affaires de la Porte Ottomane, Constantin von Tibaldi »<sup>199</sup>. Enepekidès vient mettre les choses au point, à savoir, qu'un certain Jean Tipaldos avait été, en 1804, ambassadeur de la Porte à Vienne et qu'il devait être celui qui avait demandé au graveur Schindelmayer d'exécuter les cartes de la Valachie et de la Moldavie, dressées par Rhigas, et non pas Constantin von Tibaldi, tel qu'il est montré par la source citée, et qu'un certain « Constantin Tipaldos était ministre de la Guerre en Valachie »<sup>200</sup>. Nous ignorons d'où l'historien grec a pris cette information, car il ne renvoie à aucune source. Nous ne pouvons pas admettre les mises au point d'Enepekidès, puisqu'on nous a gardé des documents qui prouvent qu'un certain Constantin Tipaldos a été à cette époque-là au service de l'ambassade turque de Vienne. Dans l'archive du négociant Hadji Pop de Sibiu, nous avons trouvé une lettre en grec, datée du 3 janvier 1798, écrite par Constantin Tipaldos<sup>201</sup>, qui occupait alors le poste de

<sup>197</sup> Voir Nestor Camariano, *Despre o ediție necunoscută a Hărții Moldovei întocmită de Rigas Velestinlis*, dans « Studii și cercetări de bibliologie », II, 1957, pp. 300—302, où nous l'avons reproduite aussi en fac-similé.

<sup>198</sup> P. Enepekidès, *op. cit.*, p. 34.

<sup>199</sup> *Ibidem*, pp. 34—35. On ne sait pas s'il est montré avec précision quelles étaient les trois cartes.

<sup>200</sup> *Ibidem*, p. 35. Nous ne savons pas si un certain Constantin Tipaldos a été « ministre de la guerre en Valachie ». Dans les documents de la Bibliothèque de l'Académie Roumaine, nous rencontrons en 1801 un Jean Tipaldos, ayant la fonction de protomédecin à Bucarest, et plus tard, en 1820—1821, celle de caïmacam de Craïova.

<sup>201</sup> Il est probable que ce Tipaldos ait été le « représentant ottomane » à Vienne, celui qui a insisté auprès de l'empereur d'Autriche, ainsi que Perrevos l'écrit, que Rhigas et ses compagnons de lutte fussent envoyés au sultan 'Απομνημονεύματα πολεμικά, Athènes, 1836, pp. 16'—17'.

drogman à cette ambassade-là ; dans cette lettre, il demande au négociant Manicatis Safranios de Sibiu si des paquets ont été envoyés pour l'ambassadeur turc de Vienne, Efif Ibrahim efendi.

En 1805 nous rencontrons un certain « Constantin, comte de Tipaldo », qui était « incaricato d'affari » (= chargé d'affaires) de la Sublime Porte dans la capitale de l'Autriche. En cette qualité, il a signé une attestation donnée à Etienne Consta Petrou, frère du grand négociant grec de Craiova, Hadji Ianuş, par laquelle on montrait qu'Etienne était sujet ottomane <sup>202</sup>. Ainsi, les deux documents confirment parfaitement le renseignement de la biographie du graveur Schindelmayer et n'a besoin d'aucune correction.

Arrêtons-nous aussi, un peu, sur un manuscrit de Rhigas, qu'on ne trouve plus aujourd'hui. Un admirateur de Rhigas, l'écrivain Grégoire Grandea, qui s'intéressait à l'activité du savant grec et qui, tel qu'on le sait, a écrit un article sur lui et a traduit en roumain l'hymne du poète thessalien, sollicitait, moyennant une requête adressée le 26 février 1865 au ministère des Cultes et de l'Education « qu'on lui prêtât, pour dix jours, le manuscrit grec « La géographie stratégique de Constantinople », par Rhiga Velestinli, trouvé dans la bibliothèque du monastère de Cernica », parce qu'il en avait besoin pour « éclaircir plusieurs faits historiques dans le domaine de l'histoire du peuple roumain » <sup>203</sup>. P. Cornea et Elena Piru nous renseignent que la requête de Grandea avait été approuvée par le ministère, mais à notre grand regret, on ne sait pas où se trouve aujourd'hui ce précieux manuscrit, afin que nous soyons édifiés, à notre tour, en ce qui concerne son contenu. Les deux auteurs se demandent, dans une note : « Serait-il question de la carte de Constantinople, avec l'indication de tous les objectifs d'intérêt militaire ? » Mais Grandea parle d'un manuscrit grec, et non pas d'une carte, c'est pourquoi nous pensons qu'il est possible que ce soit l'œuvre-même disparue de Rhigas, connue sous le titre *Στρατιωτικὸν Ἐγκόλπιον*, ou quelque autre œuvre. Espérons qu'un jour le précieux manuscrit apparaîtra, mais jusqu'alors, contentons-nous de la mention de Grandea.

*Les chants patriotiques de Rhigas dans les manuscrits de la Bibliothèque de l'Académie Roumaine.* Le principal chant révolutionnaire de Rhigas (l'ainsi nommé « Thourios ») a enflammé et enthousiasmé non seulement ses compatriotes grecs, mais aussi les autres peuples des Balkans, désireux de liberté et d'indépendance. On sait que Rhigas a traduit et rédigé la plupart de ses œuvres en Valachie, où il a vécu pendant un bon laps de temps. Il est fort probable qu'il ait écrit aussi ses chants révolutionnaires à Bucarest, mais, malheureusement, les recherches entreprises

<sup>202</sup> Le document se trouve aux Archives d'Etat de Bucarest, fonds Hadji — Ianuş.

<sup>203</sup> P. Cornea — Elena Piru, *Documente și manuscrise literare*, Bucarest, 1967, I<sup>er</sup> vol., p. 172. Nous ne savons pas si Grandea a restitué ou non ce manuscrit mais, de toute évidence, il n'y était plus en 1902, lorsque N. Iorga, aidé par Bogdan Duică et par un étudiant a catalogué, sommairement, les 256 manuscrits roumains et grecs du monastère de Cernica. Le cas échéant, le grand historien aurait catalogué, sans aucun doute, ainsi le manuscrit de Rhigas, ainsi qu'il a procédé avec les autres manuscrits grecs, et il aurait même insisté sur son contenu, vu sa sympathie pour le révolutionnaire grec, ainsi que le fait d'avoir souvent publié des références qui le concernaient, contribuant de cette manière à une meilleure connaissance du poète thessalien qui, pendant plusieurs années, a déroulé son activité dans les Pays roumains. Voir aussi N. Iorga, *Manuscriptele Mănăstirii Cernica*, dans « Biserica ortodoxă română », XXVI, 1902—1903, 2—3, p. 207—234.

n'ont pu nous fournir aucun renseignement documentaire, jusqu'à présent. Nous avons trouvé une mention tardive dans un numéro de la gazette « Trompeta Carpaților », de 1870 selon laquelle Rhigas a écrit la « Marseillaise grecque », Δεῦτε παῖδες τῶν Ἑλλήνων à Bucarest, à savoir, « dans la maison de l'institutrice, dans la petite rue qui descend de Saint Démètre verso Brancovan, du côté droit, au coin de la ruelle toujours du côté droit, qui mène à l'église de Măgureanul »<sup>204</sup>. Nous ignorons d'où l'auteur anonyme de l'article de gazette aura pris cette information et s'il a quelque fondement documentaire. En tout cas, cette mise au point vient renforcer notre supposition selon laquelle Rhigas aurait écrit ses chants révolutionnaires à Bucarest. De même, le fait que seulement un mois après son arrivée à Vienne, sa marche Ὡς πότε παλληκάρια résonnait dans la maison d'un de ses amis<sup>205</sup>, est un indice, croyons-nous, que cette marche avait été composée en Valachie, avant le départ du poète pour Vienne.

L'hymne patriotique, avec ses vers merveilleux, a trouvé une large circulation dans le sud-est de l'Europe, parce qu'il prêchait l'union de tous les peuples chrétiens contre les oppresseurs. La mort tragique et prématurée du héros Rhigas a fortement ému les peuples balkaniques, pour la liberté et l'indépendance desquels il avait lutté et souffert. Les vers immortels où il a chanté l'union des peuples balkaniques ont continué, après sa disparition aussi, à être copiés, lus, chantés et imités par les hommes patriotes, fêrus de liberté. On sait qu'ils ont été chantés par les jeunes grecs et roumains dans les rues de Bucarest à la veille de la révolution de 1821, en faisant l'enthousiasme des larges masses populaires qui attendaient impatiemment l'accomplissement de leurs revendications politiques et sociales.

Les chants patriotiques de Rhigas ont fait l'objet de l'étude des anciens historiens grecs les plus notoires, tels les professeurs de l'Université d'Athènes : Spiridon Lambros, Constantin Amantos, Nicos Bees et, à l'heure actuelle, Apostolos Dascalakis et Léandros Vranoussis. Tous ont montré un intérêt particulier en ce qui concerne l'authenticité, l'impression et la circulation des chants révolutionnaires de Rhigas. Dans l'espoir de trouver des matériels inédits, les historiens Vranoussis et Dascalakis ont fait et refait des voyages d'études en Roumanie, en allant sur les pas des historiens roumains Alexandre Papadopol-Callimah, N. Iorga, Nestor Camariano, Emil Vîrtosu et Alexandre Elian. Leurs recherches sont restées infructueuses et c'est pourquoi il ne se sont arrêtés que sur le manuscrit grec n° 928 du dépôt de la Bibliothèque de l'Académie Roumaine, manuscrit qui contient le texte de la *Constitution* de Rhigas et son *Hymne* révolutionnaire, dans une copie de 1807<sup>206</sup>. Ce manuscrit découvert par Elian et recommandé à Vranoussis pendant sa visite à Bucarest en 1960, a été photographié par ce dernier, en vue d'une nou-

<sup>204</sup> « Trompeta Carpaților », 28/10 juin 1870.

<sup>205</sup> E. Legrand — S. Lambros, Ἀνέκδοτα ἔγγραφα περὶ Ῥήγα Βελεστινλή, Athènes, 1891, p. 62 (63).

<sup>206</sup> Le manuscrit grec 928 a été copié le 20 juillet 1807 par Nicolas Barbarigos de Lesbos, l'un des négociants grecs de l'époque; nous le trouvons mentionné parmi les prénumérants de Κυριακοδρόμιον, imprimé à Jassy en 1816.

velle édition. Cependant Dascalakis, apprenant, entre-temps, l'existence du précieux manuscrit et obtenant un micro-film, s'est hâté de publier autant le texte de la *Constitution*, que celui de l'*Hymne* <sup>207</sup>.

Dans ses recherches, Al. Elian a découvert en plus dans le dépôt de la Bibliothèque de l'Académie Roumaine, où il a travaillé pendant 20 ans à la section des manuscrits, un manuscrit roumain miscellané (n° 3078), qui contient aussi, outre certains matériels regardant la littérature populaire roumaine, le texte de « Thourios » de Rhigas, ainsi que quelques autres chants patriotiques grecs. C'est une copie faite en 1809. Elian s'est arrêté en passant, en 1960, sur ce manuscrit <sup>208</sup>. Les historiens grecs n'ont pas appris l'existence de ce manuscrit et Dascalakis surtout, ne le mentionne pas dans son étude sur « Thourios », recueilli de 2 juillet 1963.

Dans ce qui suit, nous allons insister sur ce manuscrit, car il comprend le texte de « Thourios » et est probablement une copie d'après l'édition viennoise de 1797.

Avant d'entrer au dépôt de la Bibliothèque de l'Académie Roumaine, le manuscrit roumain 3078 a appartenu au grand poète roumain Michel Eminescu <sup>209</sup>. Notre grand poète a pris de l'intérêt pour les matériels folkloriques du manuscrit et non pas pour les chants patriotiques grecs, car il ne savait pas la langue néo-grecque <sup>210</sup>. Ce manuscrit possède une valeur particulière pour le passé historique du chant « Thourios » <sup>211</sup>. Celui qui a copié les textes grecs de ce manuscrit s'appelait Démètre Anagnostis, tel qu'il se signe à la feuille 92<sup>v</sup>. L'hymne a été copié le 10 juillet 1809. A la fin de l'hymne (f. 87<sup>v</sup>) nous lisons la note suivante : « Τέλος τῶν στείγων οἱ δὲ οἱ νόμοι ἦν πολλοὶ καὶ ἐβαρῆνθην νὰ τοὺς γράψω (la fin des vers, et les lois (les articles de la Constitution) étant nombreuses, la paresse m'a empêché de les écrire).

Le copiste D. Anagnostis était un simple grec, préoccupé de la libération de sa patrie de sous le joug étranger et ses sentiments patriotiques l'ont poussé à copier, avec un plaisir particulier, les vers révolutionnaires de Rhigas, peut-être aussi avec l'intention de les offrir à ses amis pour la lecture. Il n'était pas un homme cultivé, comme nous le pré-

<sup>207</sup> Voir Ap. Dascalakis, *Τὸ πολίτευμα τῆς ἐλληνικῆς δημοκρατίας τοῦ Ρήγα Βελεστινλή*, Athènes, 1962; idem, 'Ο Θούριος τοῦ Ρήγα εἰς τὸ ἀρχαιότερον σωζόμενον χειρόγραφον dans « Δελτίον τῆς Ἱστορικῆς καὶ Ἐθνολογικῆς Ἐταιρείας τῆς Ἑλλάδος » XI, 1962, pp. 370—383. Dans les deux études, Dascalakis cherche à montrer l'importance des textes gardés dans le manuscrit grec 928 de la Bibliothèque de l'Académie Roumaine. Vranoussis a mis à contribution le manuscrit grec 928 dans son étude 'Ο πατριωτικὸς ὕμνος τοῦ Ρήγα καὶ ἡ ἐλληνικὴ «Καρμανιόλα», Athènes, 1962.

<sup>208</sup> Al. Elian, *Sur la circulation manuscrite des écrits politiques de Rhigas en Moldavie*, dans « Revue roumaine d'histoire », I, 1962, p. 495 (9).

<sup>209</sup> Al. Elian, *Eminescu și vechiul scris românesc*, dans « Studii și cercetări de bibliologie », I, 1955, p. 151. Nous voulons mentionner que ce manuscrit a deux sortes de papier, les premières 83 feuilles contiennent des matériels en roumain, sur un papier plus épais, et les feuilles 84—92 qui contiennent des matériels en grec, sur un papier plus mince, tout à fait différent de l'autre. Quand on a relié le manuscrit, on a ajouté aussi les textes grecs.

<sup>210</sup> Nestor Camariano, *Atanasios Hristopoulos, Anton Pann și Mihail Eminescu*, dans *Caiete Mihail Eminescu*, v, 1980, p. 148—156.

<sup>211</sup> Le manuscrit découvert par Amantos dans les archives de Capodistria est aussi une copie faite à Bucarest par le savant Michel Skinas, selon les éclaircissements que celui-ci donne dans une lettre, probablement en vertu d'un texte manuscrit qui circulait alors dans le pays, et non pas d'après l'édition de Fauriel, comme l'affirme Dascalakis, 'Ο Θούριος, p. 375.

sentent, d'ailleurs les textes copiés, pleins de fautes d'orthographe, et il n'était pas capable d'intervenir dans les vers de Rhigas, tel que l'ont fait d'autres copistes, mais il s'est contenté de les copier même avec une orthographe phonétique.

Dans le texte d'Anagnostis, à la feuille 84<sup>v</sup>, nous trouvons la précieuse mention de Rhigas: 'Εδῶ σηκόνονται οἱ πατριῶται ὀρθοὶ καὶ ὑψώνοντες τὰς χεῖρας πρὸς τὸν οὐρανὸν καὶ κάμουν ὄρκον (Ici les patriotes se lèvent et, en élevant leurs mains vers le ciel, ils prêtent serment). Cette mention vient confirmer notre supposition selon laquelle Anagnostis, tout comme Perrevos, a eu devant lui un exemplaire imprimé, qui était sorti de sa cachette, vu que la peur des persécutions avait disparu, des quelques 200 exemplaires que les compagnons de lutte de Rhigas avaient réussi à expédier aux Principautés Roumaines et en Grèce <sup>212</sup>, le reste des exemplaires étant confisqués et détruits par les autorités autrichiennes.

Elian croit qu'Anagnostis a utilisé un autre manuscrit, aujourd'hui disparu <sup>213</sup>. Selon notre opinion il est plus probable qu'Anagnostis ait utilisé l'un des 200 exemplaires sauvés, qu'un manuscrit présumé. En tout cas, il est certain qu'Anagnostis a eu devant ses yeux ou bien un exemplaire imprimé, ou un manuscrit où se trouvait aussi la Constitution de Rhigas, parce que les « νόμοι » de sa note qu'il n'a pas copiées par paresse, doivent avoir été — nous devons l'admettre — des articles de sa Constitution.

À la place des « νόμοι », Anagnostis a préféré continuer à copier d'autres chants au contenu patriotique, en terminant par une courte lettre en vers de Lambros Ressos <sup>214</sup> à ses compatriotes, en leur souhaitant :

Νὰ ὑπερευτυχήσατε στὰ διαβήματά σας  
Στὴν ἐκστρατεῖαν εὐτυχῶς, στὰ στρατηγήματά σας (f. 92<sup>v</sup>).

Une précieuse découverte a été faite ces derniers temps par l'historien soviétique G. L. Arch ; il a trouvé dans les Archives de Moscou

<sup>212</sup> Ap. Dascalakis, 'Ο Θούριος, p. 370.

<sup>213</sup> Al. Elian, *Sur la circulation manuscrite* . . . , p. 497 (11).

<sup>214</sup> En s'arrêtant sur Lambros Ressos, Al. Elian montre que c'est celui-ci qui pouvait avoir une correspondance avec Rhigas (p. 495 (9)) et non pas le directeur de l'École princière de Bucarest, Lambros Photiadès, comme il l'avait affirmé dans une étude plus ancienne, *Conspiratorii* . . . , p. 341 (5). La nouvelle identification d'Elian est réussie, mais sur L. Ressos il se limite seulement à nous renseigner que ce dernier a été initié dans l'Hétairie par Nicolas Galatis. Nous voulons ajouter que L. Ressos a été un grand patriote grec ; il a vécu plutôt en Valachie et a eu une activité avant 1821, pendant et après la révolution des Principautés Roumaines. Dans les archives roumaines se trouvent des lettres adressées à lui ou envoyées par lui à des amis ; il a été l'un des principaux initiateurs de Bucarest, pour la création d'une école à Zagori, en Epire, afin de concourir avec l'école de Chios, de sous le patronnage du grand savant grec Adamantios Coray. Ressos a collaboré avec les professeurs de l'École princière de Bucarest Néophyte Ducas et Georges Ghenadios, comme il nous est montré par les documents. De même, nous le trouvons dans les pages de la revue « Λόγιος Ἑρμῆς », ainsi que parmi les prénumérants de quelques livres grecs parus à l'époque. Ressos a été aussi en relation avec le grand négociant de Craiova, Hadji-Ianuș. En 1824, Ressos est arrivé à un mauvais état financier et c'est pourquoi il est précisé, dans un registre de la maison Hadji Ianuș que, le 28 mars 1821, il avait une dette de 750 piastres à un intérêt de 1%, mais le 24 avril 1824 il est noté que cette somme est passée à la partie des dommages, « attendu qu'il (Ressos) est malheureux ».

une traduction en langue russe de la brochure de Rhigas avec la Constitution et « Thourios ». La traduction a été faite par le Collège des Affaires étrangères de Russie, au début de l'an 1798<sup>215</sup>. Arch a publié les deux textes. A l'époque, les Russes regardaient avec une sympathie spéciale la lutte menée par les Grecs pour la liberté et l'indépendance, c'est pourquoi ils ont traduit la brochure parue clandestinement à Vienne en 1797, et, plus tard, afin de donner une plus large circulation en Russie aux chants de Rhigas, Δεῦτε παῖδες τῶν Ἑλλήνων et « Thourios », ils les ont traduits à nouveau et les ont publiés dans deux périodiques de Moscou<sup>216</sup>.

Le manuscrit découvert par Arch dans les archives soviétiques nous aidera, ultérieurement, à l'étude de l'Hymne de Rhigas.

Avant d'étudier le texte de l'Hymne, voyons d'abord comment il a été intitulé par l'auteur lui-même. Chr. Perrevo, le premier qui ait publié en 1798 ce chant patriotique à Corfou, l'a intitulé : Ἐλευθερία, Ἰσότης, Θεούριος. Ἦτοι Ὀρμητικὸς Πατριωτικὸς Ὑμνος πρῶτος εἰς τὸν ἦχον Μιὰ προσταγὴ Μεγάλη<sup>217</sup>. Plus tard, Perrevo dans ses Mémoires, en communiquant les œuvres imprimées par Rhigas à Vienne, ajoute aussi « un chant sous le titre de Θεούριος Ὑμνος »<sup>218</sup>. Le même Perrevo revient aussi dans la biographie de Rhigas et rappelle le fait que deux « Θεούριοι ὕμνοι » ont enthousiasmé les jeunes et que le premier avait le titre : Θεούριος Ὑμνος. Ἦτοι ὀρμητικὸν ἄσμα. (Εἰς τὸν ἦχον) Μιὰ προσταγὴ μεγάλη. Voici comment le titre de ce chant a varié dans la conception de Perrevo, principal biographe de Rhigas, et auquel les historiens ont accordé une grande confiance.

Dans les documents trouvés dans les archives autrichiennes on mentionne ce chant de Rhigas sous le titre *Thurios* ou *Thurios hymnos*<sup>219</sup>. Dans la traduction russe, en tête du chant nous trouvons : Glas I<sup>ste</sup> Velikoe povelenie (I<sup>ère</sup> voix. Un commandement suprême)<sup>220</sup>. Dans les deux copies du manuscrit grec 928 et du manuscrit roumain 3078 de la Bibliothèque de l'Académie Roumaine, nous avons en tête du chant, à la pre-

<sup>215</sup> G. L. Arch, *L'influence idéologique de la Révolution française sur les peuples balkaniques (Un texte inconnu de la Constitution et de l'« Hymne de guerre » de Rigas Velestinlis)*, dans « Annuaire d'études françaises ». 1963, Moscou, 1964, pp. 320—344. L'article est écrit en russe, ayant un résumé en français.

<sup>216</sup> Voir Nicolas Traïkoff, *Rigas Velestinlis en Russie. Traductions russes de la « Mar-seillaise grecque » et du « Thourios »*, Athènes, 1939 (extrait du « Byzantinisch—Neugriechische Jahrbucher », XVI<sup>e</sup> vol.). Dascalakis mentionne l'article de Traïkoff (Μελέται, p. 451), mais il ne connaît pas notre article publié à Athènes en 1940, et c'est pourquoi il affirme « qu'il paraît que le traducteur était un grec ». Nous, nous avons identifié les traducteurs anonymes des chants de Rhigas, ceux-ci étant l'helléniste russe Nicolas Gnèdič et le diplomate grec du service du ministère des Affaires étrangères de Moscou, Spiridon Destounis, qui a publié divers livres littéraires et d'histoire, voir *Οἱ ἀνόνομοι μεταφρασταὶ τῶν ποιημάτων τοῦ Ρήγα Βελεστινλή στὴ ρωσική*, dans « Νέα Ἐστία », fasc. 320 du 15 avril 1940, pp. 501—504; idem, *Traducătorii anonimi ai cîntecelor lui Rhigas în limba rusă*, dans « Revista istorică română », IX, 1939, pp. 322—325.

<sup>217</sup> Une photocopie de ce titre, d'après l'unique exemplaire connu aujourd'hui, peut être vue chez Vranoussis, Ρήγας, p. 390; idem, Ἀπαντα, p. 764.

<sup>218</sup> Chr. Perrevo, Ἀπομνημονεύματα πολεμικά, Athènes, 1836, p. 0'.

<sup>219</sup> Sp. Lambros, Ἀποκαλύψεις, p. 52.

<sup>220</sup> G. L. Arch, *op. cit.*, p. 340.

mière : Ἐκ τῶν τοῦ Ρήγα Βελεστινλή τοῦ Θετταλοῦ (De ceux de Rhigas Veletinlis, le Thessalien), et à la deuxième : Τὸν καιρὸν τοῦ πολέμου (Du temps de la guerre)<sup>221</sup>. Dans l'édition clandestinement imprimée à Jassy Ἄσματα καὶ πονημάτια (Chants et opuscules) nous avons : Ἐκ τῶν τοῦ Ρήγα Βελεστινλή (De ceux de Rhigas Veletinlis)<sup>222</sup>.

En se référant à l'édition de Perrevo, Spir. Lambros écrit : « On peut difficilement admettre qu'il <Perrevo> ait copié ce chant inaltéré, même d'après l'édition parue à Vienne, dont aucun exemplaire n'est parvenu jusqu'à nous »<sup>223</sup>. N'ayant pas l'original et publiant ce chant, Lambros a été obligé de respecter le titre et le texte donnés par Perrevo.

Dascalakis et Vranoussis ont publié plusieurs fois le texte de ce chant, d'après l'édition de Corfou, l'estimant comme étant le texte le plus proche de celui publié par Rhigas en 1797. Dascalakis s'arrête sur les mots « liberté, égalité », qui sont passés dans le titre donné par Perrevo et que nous ne trouvons pas dans les copies qui ont suivi immédiatement après la mort de Rhigas, et il soutient que, vu que Rhigas emploie souvent l'emblème de la Révolution française, ces mots existaient aussi dans le texte original<sup>224</sup>. Et plus loin, il affirme que le reste du texte dans le titre « doit être estimé comme étant vrai, parce que Perrevo l'a reproduit, avec de petits changements, de mémoire, dans sa brochure sur Rhigas »<sup>225</sup>.

Vranoussis est convaincu que l'édition de Corfou garde l'hymne tel que Rhigas l'a fait imprimer à Vienne<sup>226</sup> et que le titre, le sous-titre et le texte coïncident avec la forme donnée par Rhigas dans son édition, parce que « Perrevo avait apporté avec lui, ou avait trouvé, après son arrivée en Grèce, un exemplaire de l'édition viennoise, ou une fidèle copie et se basant sur celle-ci, il en a effectué la réédition »<sup>227</sup>.

Donc, nous avons vu quel titre a le chant patriotique de Rhigas, dans l'édition de Corfou et dans les différentes copies manuscrites faites quelques années après la mort du poète, et quelle est l'opinion des historiens grecs sur ce titre.

Nous avons insisté un peu trop sur ce problème, parce que nous ne sommes par d'accord avec nos prédécesseurs et nous voulons prouver que l'immortel chant de Rhigas n'avait pas le titre de « Thourios » et que ce n'est pas Rhigas qui l'a intitulé ainsi, mais son ami Perrevo.

Comme nous l'avons vu ci-dessus, dans aucune des copies faites quelques années plus tard, le titre « Thourios » n'est point inscrit dans la traduction russe non plus, traduction faite quelques mois après la parution de la brochure de Rhigas en 1797. Si le titre « Thourios » avait été dans le texte grec que le traducteur russe avait devant ses yeux, il n'avait aucune raison de ne pas le traduire. Et pourquoi nous donne-t-il pour

<sup>221</sup> Nous croyons que le copiste a passé ce titre en tête des chants patriotiques, parce qu'il les a copiés pendant la guerre russe-turque de 1807—1812.

<sup>222</sup> Nestor Camariano, Ἄσματα καὶ πονημάτια, p. 32.

<sup>223</sup> Sp. Lambros, Σημειώματα περὶ Ρήγα καὶ Περραιβοῦ, dans Μικταὶ σελίδες, Athènes, 1905, pp. 641—642.

<sup>224</sup> Ap. Dascalakis, Μελέται, p. 411.

<sup>225</sup> *Ibidem*.

<sup>226</sup> Vranoussis, Ἄπαντα, p. 680.

<sup>227</sup> *Ibidem*, p. 765.

titre *Velikoe povelenie*? C'est toujours là qu'il est spécifié qu'on peut chanter par la I<sup>re</sup> voix, mais il n'est pas dit si c'est d'après *Un commandement suprême*. Nous pensons plutôt que ce chant a eu pour titre *Un commandement suprême* et c'est pourquoi il est en tête du chant dans la traduction russe. Vranoussis suppose qu'il a existé un autre chant de ce titre et il ajoute : « malheureusement, nous ne savons rien du chant *Un commandement suprême*, qui doit avoir été connu à cette époque-là, pour qu'on ait noté dessus que sur sa mélodie on chantât aussi « Ὡς πότε παλληκάρια »<sup>228</sup>, c'est-à-dire le fameux « Thourios ». Dascalakis est du même avis<sup>229</sup>.

A l'appui de notre thèse vient le titre-même donné par Perrevos dans l'édition de Corfou. Tout le texte de ce titre, du début jusqu'à « Μιά προσταγή μεγάλη » a été ajouté par lui. Et dans la Biographie de Rhigas, Perrevos a ajouté à l'hymne qu'il y reproduit, deux vers, après le vers 22 qui n'existe ni dans l'édition viennoise utilisée par le traducteur russe, ni dans celle de Corfou, non plus. D'ailleurs, Perrevos n'a-t-il pas fait la même chose pour l'autre chant patriotique « Ὅλα τὰ ἔθνη πολεμοῦν »? Qui peut s'imaginer que Rhigas lui-même aurait donné à ce chant le titre suivant : « Ὑμνος πατριωτικὸς τῆς Ἑλλάδος καὶ ὅλης τῆς Γραικίας πρὸς ξαναπόκτησιν τῆς αὐτῶν ἐλευθερίας »? Les deux titres ont comme fondement l'intention de Perrevos, qui voulait impressionner davantage les lecteurs, et ce n'est pas Rhigas qui les a écrits.

Certains contemporains du poète, en copiant ses œuvres, ont pensé qu'il était bien d'ajouter quelque chose, soit au titre, pour impressionner les lecteurs encore plus, soit dans le texte, pour le rendre plus actuel. A la Constitution de Rhigas, le copiste a ajouté au début du titre les mots : « Ρήγα τοῦ φιλοπάτριδος », et à la fin, le texte suivant : « Ἐλευθερία, ἰσότης, ἀδελφότης, ὑπὲρ τῶν νόμων καὶ τῆς πατρίδος » reproduisant aussi quatre vers de l'hymne, avec la mention « Ρήγα θούριος ».

Nous avons montré les arguments des historiens en faveur du titre transmis par Perrevos, ainsi que ceux, contraires, soutenus par nous ; nous pensons que le jugement fait incliner sa balance de notre côté et nous espérons que les historiens grecs admettront qu'en vérité Rhigas a donné à son chant patriotique un titre sobre : *Un commandement suprême*, sans fioritures, et qu'il est bien de respecter le texte de l'auteur.

Arrêtons-nous un peu aussi sur le texte de l'hymne du manuscrit roumain 2078, en comparaison du texte de l'édition de Perrevos, celle de Corfou.

On y constate de petites différences, il n'y manque aucun vers, il n'y a pas de vers changés ou surajoutés ; en échange, nous rencontrons des mots remplacés par d'autres. En voici quelques exemples, pris dans l'édition de Corfou et dans le manuscrit roumain 3078 dans 10<sup>e</sup> vers le mot « ψένου » est remplacé par « θάνου » ; dans le 11<sup>e</sup> vers « ἀφέντης », est remplacé par « αὐθέντης » ; au 78<sup>e</sup> vers « χυθῆτε » par « χωθήται » ; 81<sup>e</sup> vers, « σὰν ἄξια παιδιὰ » par « στήν ἄξια παιδιὰ » ; 107<sup>e</sup> vers, « φλόγα » par « φωτιά ». De même nous rencontrons certains changements comme ci-dessous : 25<sup>e</sup> vers, « ὁ πρῶτος » devient « οἱ πρῶτοι » ; 28<sup>e</sup> vers, « πλιὸ » devient « πλιά » ;

<sup>228</sup> Vranoussis, Ὁ πατριωτικὸς ὕμνος, p. 9.

<sup>229</sup> Dascalakis, *op. cit.*, p. 411.

48° vers, «άντριωμένοι» devient «άνδρειωμένοι»; 69° vers, «Δουνάδου» devient «δουνάδα»; 76° vers, «μ' έμās και σείς μαζί» devient «και σύς με μās μαζί»; 80° vers, «ν' άκούστε» devient «ν'άκούσεται»; 94° vers, «νά ζήσουν» devient «νά ζούν»; 121° vers, «τόν ζυγόν» devient «στόν ζυγόν»; 125° vers, «άπ' αύτην τήν πληγή» devient «άπ'τήν πληγήν»; 126° vers, «κ'έλευθεροι» devient «κ'έλευθερα».

L'orthographe laisse beaucoup à désirer; les noms propres sont écrits en lettres minuscules, parfois on y rencontre aussi des mots fusionnés.

Les changements constatés dans le manuscrit 3078 sont relativement peu nombreux par rapport au texte que Perrevoș a publié en 1798, c'est pourquoi nous nous demandons si le copiste Anagnostis n'aurait eu sous les yeux, par hasard, l'édition viennoise et non pas le texte publié par Perrevoș. Nous croyons qu'il avait été plus facile, pour Anagnostis, d'utiliser un exemplaire de l'édition parue à Vienne, qui a circulé dans les Principautés, plutôt qu'un exemplaire imprimé à Corfou, dont nous ne savons pas s'il a eu la possibilité de circuler dans les Principautés. La supposition d'Eliaș selon laquelle Anagnostis aurait utilisé un autre manuscrit, aujourd'hui disparu, ne nous paraît plausible non plus, pour les raisons montrées ci-dessus. Les arguments que nous avons présentés nous autorisent, croyons-nous, à affirmer encore plus fermement qu'Anagnostis a utilisé l'édition clandestine parue à Vienne en 1797.

Ajoutons quelques mots aussi à l'égard du manuscrit 928. En comparant l'hymne copié par N. Barbarigos avec l'édition de Perrevoș de Corfou, Dascalakis constate qu'il existe certaines transformations, manques et changements dans le manuscrit grec n° 928 et conclut, cependant : « nous pouvons être sûrs que cette fameuse œuvre poétique du héros national Rhigas Velestinlis a entièrement échappé et nous est parvenue telle qu'elle était comme prototype »<sup>230</sup>. L'opinion de Dascalakis, selon laquelle le manuscrit grec 928 est «ἀρχαιότερον σωζόμενον χειρόγραφον» (le manuscrit le plus ancien qu'on nous ait gardé), où l'on a copié l'hymne de Rhigas, est juste, mais nous devons souligner le fait que le manuscrit roumain 3078 est celui qui est le plus notoire, nous ayant transmis le texte du chant patriotique de Rhigas et qu'on a copié d'après l'édition de l'auteur.

*Eclaircissements à l'égard d'une lettre de Rhigas.* Avant de mettre une conclusion à cette étude par nos compléments et corrections, nous voudrions nous arrêter un peu sur une lettre que le poète thessalien a écrite, qui a produit bien des discussions et des commentaires parmi les historiens roumains et grecs.

Il s'agit d'une courte lettre en français, publiée pour la première fois par N. Iorga<sup>231</sup> et republiée plus tard plusieurs fois<sup>232</sup>. N. Iorga nous informe qu'il a trouvé ce précieux document parmi les papiers non catalogués de la Bibliothèque de l'Académie Roumaine, et c'est le seul qui ait lu le texte en manuscrit. L'historien roumain n'a indiqué nulle cote, la lettre n'étant pas cataloguée à ce temps-là, et les autres historiens

<sup>230</sup> Dascalakis, 'Ο Θούριος, p. 383.

<sup>231</sup> « Revista istorică », I, 1915, p. 35.

<sup>232</sup> D. Russo, *Studii istorice greco-române*, Bucarest, 1939, II, p. 354; L. Vranoussis, *Ρήγας*, p. 44; Ap. Dascalakis, *Μελέται*, p. 284.

n'ont pas eu la possibilité de la découvrir dans le dépôt de la Bibliothèque de l'Académie Roumaine et de l'étudier. Nous avons supposé que les « papiers non catalogués » mentionnés par N. Iorga, seul indice donné, pouvaient être les papiers des riches archives de l'Agence autrichienne de Bucarest, et par conséquent, nos investigations se sont dirigées de ce côté-là. En étudiant patiemment ces archives, qui entre-temps avaient passé aux Archives d'Etat de Bucarest, nous avons réussi, au bout de longues recherches, à découvrir parmi des milliers de papiers, la lettre tant recherchée par les chercheurs. Aujourd'hui, je me trouve dans l'agréable circonstance de pouvoir indiquer le numéro du paquet et celui du document des Archives d'Etat de Bucarest et n'importe qui peut l'étudier<sup>233</sup>. C'est une petite feuille de papier, sans aucune adresse, sans date ou localité. La majorité des papiers trouvés dans ce paquet proviennent de différentes personnes et ont été écrites entre les années 1783 et 1800.

Voici le texte fidèle de la lettre :

Monsieur,

Je suis venu deux fois chez vous, mais il n'y avait pas moyen de vous voir. J'ai prié le parti de vous écrire en vous priant de faire venir les gazettes grecques sous l'adresse de Anastassins grand Armache et me notifier combien de piastres turcs font le florin d'autriche, et je suis, Monsieur, v.s.

Rigas

P.S. pour une année doivent-elles venir.

En comparant le texte ci-dessus à celui publié par N. Iorga, nous constatons qu'il y a quelques petites différences. Par exemple, dans le texte manuscrit nous avons « deux » au lieu de « 2 », « les gazettes » au lieu de « les gazettes », « grecques » au lieu de « grecques », « Anastassins » au lieu de « Anastasius », « le florin » au lieu de « (le) florin », « autriche » au lieu de « Autriche », « v.s. » au lieu de « votre serviteur ». Ces différences sont-elles dues à N. Iorga, qui a cherché à corriger le texte ? Ce qui est intéressant, c'est que dans le manuscrit nous ne rencontrons pas les mots « Chez luy » trouvés dans le texte publié par N. Iorga, preuve éloquente que le grand historien a eu devant ses yeux un autre texte, l'original même, pensons-nous, et que le texte découvert par nous en est une copie.

La lettre de Rhigas a beaucoup préoccupé les historiens grecs dans leur essai d'établir la localité, la date où celle-ci fut écrite et à qui elle a été adressée. Les uns croient qu'elle a été écrite dans la capitale de l'Autriche, étant adressée en 1797 à G. Poulios, l'éditeur du journal grec *Ἐφημερίς*, qui paraissait à Vienne<sup>234</sup> ; d'autres soutiennent qu'elle a été écrite à Bucarest<sup>235</sup> et envoyée à Vienne<sup>236</sup>. Vranoussis arrive à la conclusion selon laquelle la lettre est adressée à une personne étrangère, qui inscrivait les abonnés et que Rhigas écrivait de Bucarest à Bucarest

<sup>233</sup> Archives d'Etat, Bucarest, Doc. historiques, paquet MDCCCXCVII—268.

<sup>234</sup> N. Iorga, *op. cit.*, p. 35; N. Bees, dans *Νέα Ἐστία*, 30 1941, p. 790<sup>b</sup>.

<sup>235</sup> E. Virtsos, *op. cit.*, p. 6.

<sup>236</sup> Ap. Dascalakis, *Rhigas*, p. 41; D. Iconomidès, *op. cit.*, p. 134.

pour que le journal fût envoyé au « supérieur » de Rhigas, à la cour princière<sup>237</sup>. Dascalakis revient en 1964 avec de nouveaux arguments et établit que Rhigas a écrit cette lettre à Bucarest et par conséquent il n'a pas eu besoin de la dater, et que le grand armache<sup>238</sup> habitait Bucarest, mais sans en apporter une preuve quelconque. De même il soutient que la lettre a été adressée à une personne qui habitait Bucarest, « probablement à quelque représentant commercial ou agent de Poullos ». Dascalakis précise que la lettre a été écrite « aux premiers mois de l'an 1791 » et que Rhigas cherchait à rendre service à son ami Poullos, l'éditeur du journal grec<sup>239</sup>.

Pas un des chercheurs mentionnés ne s'est demandé pour quelle raison Rhigas, dans sa lettre, parle au pluriel des « gazettes grecques », alors que nous savons qu'en 1791 un seul journal grec paraissait à Vienne. Cependant, ce problème peut être expliqué moyennant le prospectus des éditeurs, les frères Markidès Poullos, du 16 octobre 1790, par lequel ils annonçaient la proche parution de leur journal. Ils nous informent que le journal grec allait paraître ensemble avec un autre journal slavo-serbe, chacun séparément, deux fois par semaine<sup>240</sup>. Rhigas voulait donc inscrire comme abonné le grand armache Anastase, aux deux gazettes et c'est pourquoi il écrivait « les gazettes grecques » bien qu'elles ne fussent pas écrites toutes les deux en grec.

Arrêtons-nous sur les affirmations de Dascalakis et de Vranoussis, principaux protagonistes à connaître l'activité de Rhigas. A chercher la vérité historique, l'intuition de Dascalakis est assez prononcée, mais vu que ses arguments ne sont pas renforcées par quelque document, par un détail ou éclaircissement contemporain, ils sont de moindre valeur aux yeux des chercheurs. Vranoussis s'approche de beaucoup de la vérité historique lorsqu'il affirme que « la lettre est adressée à une personne étrangère », mais son affirmation a encore besoin de certains éclaircissements ; de même, il est difficile d'admettre que le grand armache Anastase était le « supérieur » de Rhigas à la cour princière.

Selon notre opinion, la lettre a été écrite à Bucarest, non pas aux premiers mois de l'an 1791, tel que l'affirme Dascalakis, mais à la fin de cette année-là. Un témoignage contemporain, négligé par nos prédécesseurs, montre que l'ex-grand « pitar » et « vâtaf » du Divan, Anastase, a été élevé au rang d'armache justement le 14 septembre 1791<sup>241</sup>. En tenant compte de la précieuse information, selon laquelle Anastase a été élevé au rang d'armache le 14 septembre 1791 et en arrivant probablement bientôt au rang de grand armache, on peut tirer la conclusion que Rhigas a écrit sa lettre avec certitude, après cette date.

La fonction de grand armache était, tel que nous le montre l'historien D. Photinos, l'une des mieux rémunérées et des plus profitables, le grand armache étant nommé par le prince régnant, la plupart d'entre ses parents, et les revenus de ce poste sont largement notés par Photinos<sup>242</sup>.

<sup>237</sup> L. Vranoussis, *op. cit.*, p. 43.

<sup>238</sup> Dascalakis transcrit en grec, d'une manière erronée, 'Αρμάχης au lieu de ἀρμάσης.

<sup>239</sup> Dascalakis, *Μελέται*, p. 284.

<sup>240</sup> D. Russo, *op. cit.*, II, p. 261.

<sup>241</sup> Παναγιώτης Κοδριτσάς, 'Εφημερίδες, éditées par Alkis Anghelou, Athènes, 1963, p. 65.

<sup>242</sup> D. Photinos, 'Ιστορία, III, pp. 504—507.

Nous n'avons pas d'autres renseignements à l'égard de l'armache Anastase et nous ne savons pas s'il a été un proche parent du prince régnant Michel Soutzo, qui régnait en 1791 en Valachie. L'historien Emile Virtosu écrit, en tâchant d'identifier l'armache Anastase « qu'il paraît être la même personne qu'Anastase Economou, "plus connu sous le nom d'Armache", bien que le personnage indiqué par Rhigas n'ait aucune notoriété en Valachie, et Anastase Economou semble avoir eu une vie fort agitée »<sup>243</sup>. La validité de l'affirmation de Virtosu ne peut être admise, après les éclaircissements produits par le secrétaire princier Panaghiotis Codricas dans ses *Ephémérides* dont nous pouvons affirmer qu'elles constituent une source historique incontestable, et que, par conséquent, nous pouvons tirer la conclusion selon laquelle le grand armache Anastase était une personne influente à cette époque-là dans la capitale de la Valachie, donc nous ne pouvons pas soutenir qu'il n'avait « aucune notoriété en Valachie ».

Les informations de Codricas nous aident aussi à nous prononcer avec plus de certitude sur certains problèmes longuement débattus par les historiens grecs, en liaison avec la lettre en question. Il est indiscutable que l'armache Anastase habitait Bucarest et avait un poste important à la cour du prince régnant Michel Soutzo et que Rhigas a écrit sa lettre après le 14 septembre 1791. Vranoussis tire la conclusion suivant laquelle la personne qui avait besoin du journal grec de Vienne était le « supérieur » de Rhigas et qu'il vivait « à la cour princière ». En effet, nous pouvons admettre que le grand armache vivait à la cour princière, mais nous ne pouvons pas admettre qu'Anastase était le « supérieur » de Rhigas, puisque, tel que nous l'avons montré ci-dessus, ce dernier n'a pas été au service du prince régnant Michel Soutzo et par conséquent il ne pouvait servir le grand armache comme subalterne, mais plutôt en qualité d'ami.

Nous sommes complètement d'accord avec Vranoussis en ce qui concerne le fait que la lettre de Rhigas est adressée « à une personne étrangère », mais nous ne croyons pas que cette personne se soit occupée à inscrire les abonnés au journal grec de Vienne<sup>244</sup>; nous pouvons plutôt admettre que Rhigas s'est adressé à un ami de l'Agence autrichienne de Bucarest, avec lequel il était en liaison, probablement un certain Wolko ou Gaudi, mentionnés dans les documents publiés dans la première partie de notre étude concernant le conflit de Rhigas avec Kirlian, baron de Langenfeld, afin qu'on lui rendît un service amical. Rhigas n'a pas déposé l'argent pour l'abonnement requis, mais il désirait apprendre de son ami quelle était la valeur des florins dus pour l'abonnement, en

<sup>243</sup> Emile Virtosu renvoie à l'historien B. S. Cunibert, *Essai historique sur les révolutions et l'indépendance de la Serbie depuis 1804 jusqu'à 1850*, Leipzig, II, p. 35 n. 1. L'historien grec D. Iconomidés s'est arrogé l'information de Virtosu et il renvoie au livre de B. S. Cunibert, sans mentionner, toutefois, l'historien roumain.

<sup>244</sup> Nous apprenons du prospectus publié par les éditeurs du journal grec *Ἐφημερίς*, du 16 octobre 1790, qui nous a été conservé en un seul exemplaire, trouvé aujourd'hui à la Bibliothèque de l'Académie Roumaine, que ceux qui désiraient faire un abonnement à leur journal pouvaient s'inscrire soit à la typographie de Baumeister, où ils allaient imprimer le journal, soit à « K. K. Oberst-Postants-Zeitungs-Expedition » (D. Russo, *op. cit.*, II, p. 360) et on ne lit aucun éclaircissement pour apprendre qu'on inscrivait les abonnés à l'étranger aussi, à certaines agences.

piastres tures <sup>245</sup>. L'argent devait être envoyé à Vienne, et l'Agence autrichienne de Bucarest, tel que nous le savons, remplissait des tâches pareilles, par ses envoyés spéciaux. C'est uniquement de cette manière qu'on peut expliquer le fait que la lettre de Rhigas se trouve aujourd'hui parmi les papiers de l'Agence autrichienne de Bucarest, à côté d'autres lettres privées. Il ne peut être question d'un « représentant commercial ou agent de Poulios », ainsi que Dascalakis croyait, ou que Rhigas « a voulu servir son ami Poulios, l'éditeur du journal grec », tel que Dascalakis le soutient aussi, mais plutôt Rhigas a cherché à servir son ami de Bucarest, le grand armache Anastase qui désirait lire régulièrement les nouvelles publiées dans ce journal à large circulation parmi les grecs de la diaspora.

Moyennant les éclaircissements ci-dessus, nous espérons avoir réussi à élucider certaines parties obscures liées à la lettre tellement discutée de Rhigas, lettre que nous avons réussi à produire de nouveau, après 65 ans ; malheureusement, nous n'avons pas réussi à jeter quelque lumière sur les relations de Rhigas avec le grand armache Anastase, ainsi que nous l'aurions souhaité.

Au bout de cette étude nous pouvons espérer que nos compléments et corrections produites en vertu des documents et témoignages contemporains de l'époque respective vont contribuer à faire mieux connaître la vie et l'activité du révolutionnaire Rhigas Velestinlis, qui a vécu et activé en Valachie pendant un bon laps de temps, et dans les œuvres révolutionnaires duquel, le désir de liberté et d'indépendance des peuples du sud-est de l'Europe a trouvé un puissant écho.

---

<sup>245</sup> Le coût de l'abonnement pour six mois, tel qu'il est précisé dans le prospectus mentionné, était de 7 florins, afin que le journal, qui paraissait deux fois par semaine, fût expédié par la poste à l'intérieur de l'Empire ; pour la Valachie, naturellement, l'abonnement coûtait davantage.

## DIE KLEINEN STAATEN AUF DER GENFER ABRÜSTUNGSKONFERENZ

MICHAEL UNDERDOWN  
(University of Melbourne)

Bis zu welchem Grade hat Deutschland versucht, die Aussenpolitik der Zentralen Mächte zwischen den Weltkriegen zu beeinflussen? Bemühungen um eine gemeinsame Politik im Zusammenhang mit der Genfer Abrüstungskonferenz, wie in den deutschen Akten geschildert, mögen ein treffendes Beispiel geben.

Schon auf der Konferenz von Rom zwischen dem 14.—25. Februar 1924 wurde die Schwierigkeit, auch nur eine begrenzte Abrüstung herbeizuführen, offenbar. Auf dieser Konferenz sollte der Versuch gemacht werden, die Bestimmungen des Washingtoner Vertrages auf die nicht Signitarmächten auszudehnen sowie eine Erweiterung der Klassen, die einer Begrenzung unterstehen sollten. Siebzehn Länder haben an der Konferenz teilgenommen; nur die Türkei fehlte von den eingeladenen Ländern. Die Konferenz bot ein Bild der Uneinigkeit dar; jedes Land dachte an seine eigene „Sicherheit“<sup>1</sup>. Die Frage blieb offen, ob der *status quo* wie im Washingtoner Vertrag begrenzt werden sollte, oder ob nach dem Prinzip des Art. 8 der Völkerbundsatzung verfahren werden sollte.

Alle späteren Bemühungen des Völkerbundes, Rüstungen zu beschränken, scheiterten an dem Widerstand Frankreichs, das immer wieder „die Sicherheitsfrage in den Vordergrund“ nach der Devise „arbitrage, sécurité, désarmement“ vorschob<sup>2</sup>. Sowohl der Entwurf eines Vertrages über gegenseitige Hilfeleistung (*Traité d'assistance mutuelle* oder Cecil-Plan) wie auch das Genfer Protokoll (*Protocole pour le règlement pacifique des différends internationaux*) scheiterten an den Bemühungen, Abrüstung und Sicherheit mit Arbitrage zu verknüpfen.

Frankreichs Standpunkt wurde aber doch in der „Sicherheitsklausel“ (Art. 21) des Londoner Vertrages vom 22. April 1930 honoriert und, in etwas veränderter Form, in Art. 50 des Konventionsentwurfs aufgenommen. Frankreich hat auch durch den Locarnopakt ausreichende Garantien seiner Sicherheit erhalten. Prominente Deutsche, wie Graf zu Stolberg-Wernigerode, sahen eine Möglichkeit für Deutschland, Vorteile an

<sup>1</sup> In dem Konferenz-Entwurf wurde bestimmt, dass die Gesamttonnage der Linienschiffe (diejenigen mit über 10,000 t. Wasserverdrängung oder mit Geschützen von mehr als 8" Kaliber bestückt) auf dem jeweiligen gegenwärtigen Stand (am 12. November 1921) begrenzt wurde, ungeachtet des Alters der Schiffe.

<sup>2</sup> Auswärtiges Amt, Politisches Archiv (AA PA), Aufzeichn. Kopke, IIF Abr. Del. Nr. 16 Bd 1, IIF Abr. 1213/30, 12. Januar 1931.

der Ostgrenze herauszuholen, wenn England und Italien ausreichende Garantien gewährt würden<sup>3</sup>.

Experten waren sich dennoch der Wichtigkeit der Sicherheitsfrage bewusst. Nur knüpfte „Artikel 8 des Völkerbunds Paktes ... die Abrüstungspflicht zweifellos nicht an das *Vorhandensein* einer idealen Sicherheit“<sup>4</sup>. Es war notwendig, das Sicherheitsbedürfnis des einzelnen Staates sowie dessen Rückwirkung auf die Sicherheit anderer Staaten zu überprüfen. Die deutsche Haltung wurde in einem Memorandum, das dem Sicherheitskomitee überreicht wurde, dargelegt<sup>5</sup>. Sicherheit musste mit dem Ausschalten der Ursachen eventueller Konflikte anfangen. Darüber hinaus wurde eine Aktion des Völkerbundes unmöglich sein, wenn nicht alle Staaten abgerüstet hatten.

Am 26. September 1925 bat schliesslich der Völkerbundrat das Comité du conseil,<sup>6</sup> Vorschläge bezüglich der Abhaltung einer Konferenz über die Beschränkung und Begrenzung der Rüstungen zu machen. Das Komitee schlug die Bildung einer Kommission zur Vorbereitung der Abrüstungskonferenz (*Commission préparatoire de la Conférence du Désarmement*) vor. Dieser Vorschlag wurde auf der 11. Ratssitzung angenommen. Es wurde gleichzeitig beschlossen, andere Staaten, die sich bisher nicht an die Abrüstungsbemühungen des Völkerbundes beteiligt hatten, zur Mitarbeit heranzuziehen. Zwei Unterkommissionen wurden gebildet; die Unterkommission A setzte sich aus militärischen, Marine- und Luftfahrt-Sachverständigen zusammen; die Unterkommission B, die sich mit wirtschaftlichen Fragen befassen sollte, setzte sich aus Vertretern der einzelnen Staaten zusammen. Diese Unterkommissionen sollten sich vor allen mit dem unter Paul-Boncour vom Völkerbundrat verfassten Fragebogen auseinandersetzen.

Auf der dritten Sitzung der Vorbereitenden Abrüstungskommission im März 1927 wurden englische und französische Entwürfe vorgelegt. Ein Jahr später, auf der 5. Sitzung der Kommission, wurde ein russischer Vorschlag als unrealisierbar abgelehnt. Er widersprach auch der Völkerbundsatzung; dieser sah nur eine „Herabsetzung“ der Rüstungen vor, nicht aber deren Abschaffung. Im April 1929 auf der 6. Sitzung wurden chinesische und deutsche Vorschläge abgelehnt. Krieg sei nach dem Briand-Kellog-Pakt verboten; es sei deswegen nicht notwendig Bombenabwürfe zu untersagen!

Die Vorbereitende Kommission konnte den oben erwähnten Fragebogen nicht beantworten. Sie hat lediglich den Entwurf einer Abrüstungskonvention sowie einen Bericht an den Völkerbundrat verfasst<sup>7</sup>.

Am 9. Dezember 1930 wurde der Entwurf angenommen. Die sowjetischen und deutschen Delegationen lehnten diesen Entwurf ab. Diese

<sup>3</sup> Zentrales Staatsarchiv (Potsdam), Präsidiakanzlei, 531, Nr. 800644, zitiert in Wolfgang Ruge, „Die Aussenpolitik der Weimarer Republik und das Problem der europäischen Sicherheit 1925–1932“, *Zeitschrift für Geschichtswissenschaft* XXII, 3 (1974), 287.

<sup>4</sup> Bundesarchiv-Militärarchiv (BA MA), Samml. Raeder 5 (PG 31783), A II 25/32 geh.

<sup>5</sup> Bemerkungen der Deutschen Regierung zu dem Arbeitsprogramm des Sicherheitskomitees (C. 165. M. 50. 1928. X.).

<sup>6</sup> Aus der Vorbereitenden Gemischten Kommission hervorgegangen.

<sup>7</sup> AA PA, Aufzeichn. Kopke, IIF Abr. Del. Nr. 16 Bd 1, IIF Abr. 1213/30, 12. Januar 1931.

Delegationen, sowie die türkischen und chinesischen, haben sich das Recht vorbehalten, ihre Vorschläge auf der Abrüstungskonferenz vorzutragen. Die norwegischen und irischen Delegationen haben sich ihre Zustimmung auch vorbehalten, weil ihre Regierungen nicht an der früheren Arbeit der Kommission teilgenommen hatten.

Die polnischen, finnischen und rumänischen Delegationen beantragten, auch in Namen der Regierungen Estlands und Lettlands, aufgrund ihrer Stellungen als Nachbarn Russlands die Einfügung eines Artikels, in dem ihre Zusage an die Russlands geknüpft sein sollte. Polen berief sich hierbei auf den Präzedenzfall, der auf der Waffenhandelskonferenz von 1925 geschaffen worden war. Obwohl dieser Vorbehalt von den Delegationen Englands, Japans und Frankreichs unterstützt wurde, ist er auf der 6. Sitzung abgelehnt worden <sup>8</sup>.

Die deutsche Regierung hat schon vor Beginn der Abrüstungskonferenz Fühlungen mit anderen Staaten aufgenommen, um Unterstützung ihrer Politik zu erreichen und zwecks Ausarbeitung einer gemeinsamen Linie <sup>9</sup>. In einer Aufzeichnung vom 2. März 1931 wurde schon darauf hingewiesen, dass Deutschland die Zeit vor der Konferenz „für eine lebhaft propagandistische Verbindung mit Wien, Budapest und Sofia, vielleicht auch mit Rom, Ankara, Moskau und Nanking ausnützen“ müsse <sup>10</sup>. In diesem Sinne müssen auch die Besprechungen mit MacDonald, Henderson und Stimson gesehen werden. Das Auswärtige Amt fand es wichtig, dass „die maßgebenden englischen Staatsmänner über den besonderen Gesichtswinkel unterrichtet werden, unter dem Deutschland... das Problem der Abrüstung betrachten muss“ <sup>11</sup>. Gleichzeitig war es der Absicht

dass eine vertrauliche Aussprache zwischen der Deutschen und der Französischen Regierung, in der die beiderseitigen Standpunkte und Wünsche in voller Offenheit dargelegt werden, das beste Mittel zur Herbeiführung einer Verständigung ist <sup>12</sup>.

Vor allem nach Italien wurden Fühler ausgestreckt. In Genf haben Frh. v. Freyberg und VLR Frohwein mit Kapitän zur See Maroni, Marinesachverständiger der italienischen Delegation, und mit Signor Rosso Unterredungen gehabt <sup>13</sup>. Die Italiener hielten das geplante deutsche Vorgehen bezüglich der Gleichberechtigungsfrage für „das einzig richtige“. Grossbritannien und die Vereinigten Staaten haben die deutsche Gleichberechtigung auch befürwortet, das erstere verknüpft mit Rüstungsannäherung <sup>14</sup>.

Die abgerüsteten Staaten, vor allem Ungarn, waren an einer intensiveren Zusammenarbeit mit Deutschland auf der Konferenz stark inte-

<sup>8</sup> AA PA, Aufzeichn. Frohwein, IIF Abr. Del. Nr. 16 Bd 1, IIF Abr. 1218, 10. Juli 1931.

<sup>9</sup> AA PA, Aufzeichn. von Freyberg, IIF Abr. Del. Nr. 16 Bd 1, Abschr. zu IIF Abr. 2125, 10. Oktober 1931.

<sup>10</sup> AA PA, Aufzeichn., Abschr. zu IIF Abr. 297, 2. März 1931.

<sup>11</sup> AA PA, IIF Abr. Del. 1–3, Abschr. zu IIF Abr. 526, 27. Juli 1931.

<sup>12</sup> AA PA, undatierte Aufzeichn., Abschr. zu IIF Abr. 2819.

<sup>13</sup> AA PA, IIF, Abr. Del. Nr. 16 Bd 1, Abschr. zu IIF Abr. 2286, Vermerk über Besprechung im Reichswehrministerium, 27. Oktober 1931.

<sup>14</sup> AA PA, IIF Abr. Del. Nr. 16 Bd 1, Abschr. zu D. Del. Abr. 569, Situationsbericht Nadolny, 27. Februar 1932.

ressiert. Manchmal schien die deutsche Delegation das Gefühl zu haben, von den Ungarn gedrängt zu werden. Am 4. Juni 1932 meldete Köpke :

Graf Apponyi lege grossen Wert darauf, über die Intentionen der deutschen Delegation, sowohl in genereller Hinsicht, wie in Einzelfragen besser unterrichtet zu werden und durch die Aufrechterhaltung dauernder Verbindung eine engere Zusammenarbeit zwischen beiden Delegationen sicher zu stellen<sup>15</sup>.

Nadolny antwortete : „Die Äusserung des ungarischen Gesandten bleibt mir unso unverständlicher, da ich es mir habe angelegen sein lassen, (gerade) mit (ihnen) ganz besonders eng zusammenzuarbeiten“<sup>16</sup>. Österreich und Bulgarien wurden nicht so intensiv an dieser Zusammenarbeit beteiligt<sup>17</sup>. Österreich wurde als ein schwacher Partner angesehen — auch wirtschaftlich, nachdem der Haager Gerichtshof die Unvereinbarkeit der Zollunion mit den österreichischen Verpflichtungen dem Völkerbund gegenüber aus dem Jahre 1922 bestätigt hatte und die Bodencreditanstalt in Schwierigkeit geraten war. Bulgarien sollte in dem deutschen Kielwasser folgen. In einem Bericht des deutschen Botschafters in Sofia heisst es : „Der Einfluss unserer Genfer Delegation wird bei der bulgarischen Psyche umso grösser sein, je weniger die Bulgaren merken, dass sie geführt werden“<sup>18</sup>. Aber auch mit Ungarn hat Deutschland nur insofern als es in ihrem eigenen Interesse lag mitgewirkt, wie ein Vermerk von Weizsäcker zeigt :

Ich habe heute den hiesigen Ungarischen Gesandten Peleny ... über die inneren Vorgänge bei den Verhandlungen über das Gleichberechtigungs-Übereinkommen vom 11.d.M. informiert, soweit das für unsere Zusammenarbeit auf der Abrüstungskonferenz von Nutzen schien<sup>19</sup>.

Die Ungarn dagegen haben sogar eine Aufstellung der ungarischen Forderungen der Reichskanzlei, mit der Bitte, um eine Antwort „inwieweit (diese) ... mit den deutschen Wünschen übereinstimmen“, überreicht<sup>20</sup>.

Nachdem auf der Konferenz von Lausanne Deutschland den Erlass der Reparationszahlungen erwirken konnte<sup>21</sup>, und nachdem die Gleichberechtigung formell in der Fünf-Mächte-Erklärung vom 11. Dezember 1932 anerkannt wurde, blieb das Ziel, wie in den Weisungen an die deutsche Delegation schon festgelegt, die Annullierung des Teils V des Versailler Vertrages<sup>22</sup>.

Die Abrüstungskonferenz trat am 2. Februar 1932 in Genf zusammen. Es bildeten sich drei Blöcke, die aber allerdings schon im voraus erkennbar waren. Es gab zuerst eine Gruppe von Staaten, die schon im Sinne des

<sup>15</sup> AA PA, Abr. Del. Nr. 19 Versch. Bd 1, Nr. III' Abr. 2120, Tgb.-Nr. 1402.

<sup>16</sup> AA PA, Abr. Del. Nr. 19 Versch. Bd 1, zu D. Del. Abr. 1402, 10. Juni 1932.

<sup>17</sup> AA PA, Abr. Del. Nr. 19 Bd 1, zu D. Del. Abr. 2815/33, 28. März 1933. Frohwein an Konsul Kreuzwald: „(Wir haben) die Praxis befolgt ... die Ungarn weitergehend ins Vertrauen zu ziehen als die Österreicher und Bulgaren“.

<sup>18</sup> AA PA, Abr. Del. Nr. 19 Bd 1, Abschr. III' Abr. 249, Bericht Rümelins, 18. Januar 1933.

<sup>19</sup> AA PA, Abr. Del. Nr. 19 Bd 1, e.o. Dt. Del. Nr. 2182, 15. Dezember 1932.

<sup>20</sup> AA PA, Abr. Del. Nr. 19 Bd 1, Vermerk, 24 Januar 1933.

<sup>21</sup> Mit Ausnahme von drei Milliarden Mark, die nie bezahlt wurden, da die französische Regierung ihre Zahlungen auch einstellte.

<sup>22</sup> BA MA, N. 42/91, Richtlinien, 13. Januar 1932.

Art. 8 der Völkerbundsatzung abgerüstet hatten. Diese Staaten waren Deutschland, Österreich, Ungarn und Bulgarien<sup>23</sup>. Eine zweite Gruppe bildeten die Staaten, die im grossen und ganzen schon im Jahre 1926 vom Truppenamt als „für Abrüstung“ oder „fraglich“ eingestuft gewesen waren<sup>24</sup>. Eine spätere Aufzeichnung des Auswärtigen Amtes präziserte die Einstellungen der einzelnen Staaten zur Abrüstungsfrage<sup>25</sup>. Nach dieser Aufzeichnung traten die folgenden Staaten für eine Abrüstung ein: Grossbritannien, Italien, die Vereinigten Staaten, Japan, China, die Sowjetunion, Spanien, die sudamerikanischen Staaten, und die ehemaligen Neutralen. Die dritte Gruppe unterstützte den französischen Standpunkt. Diese Staaten waren Belgien, die Tschechoslowakei, Polen und Rumänien.

Die deutsche Delegation fuhr fort mit ihren Bemühungen, die ihr freundlichen Regierungen auszusondieren. Auf einer Unterredung mit Vertretern der österreichischen, ungarischen und bulgarischen Delegationen, vertrat der ungarische Graf Apponyi die Ansicht, dass entweder die anderen Länder auf dem Niveau der vier abgerüsteten Länder abrüsten sollten oder diese ihre Rüstung bis zum Niveau notwendig für eine Landesverteidigung anheben dürften<sup>26</sup>.

Gleich am Anfang der Konferenz, am 18. Februar 1932, legte die deutsche Delegation einen Entwurf vor, der vorsah, dass die anderen Länder auf dem deutschen Niveau abrüsten sollten. Dieser Gegenentwurf des Reichswehrministeriums ging von Teil V des Versailler Vertrages aus. Frohwein hatte Bedenken gegen den Entwurf geäussert: Deutschland musste einen Mittelweg zwischen dem Verdacht heimlicher Aufrüstungsabsichten und der Ansicht, dass es Deutschland mit der Abrüstung nicht ernst sei, finden<sup>27</sup>. Nadolny, der deutsche Delegationsleiter, unterhielt Beziehungen zu dem französischen Ministerpräsident Tardieu, der die deutsche Gleichberechtigung stillschweigend anerkannte. Seinerseits stimmte Nadolny am 24. Februar 1932 dem Abrüstungsentwurf der Vorbereitenden Kommission als Verhandlungsbasis zu<sup>28</sup>. Bis zur Abwahl Tardieus und dem Sturz Brunings genoss Deutschland die Unterstützung

<sup>23</sup> AA PA, IIF Abr. Del. Nr. 16 Bd 1, undatiertes Memorandum.

<sup>24</sup> AA PA, TA Abr. Nr. 74/26 Abr. G. Kdos., Aufzeichn., 6. März 1932. Diese waren Grossbritannien, die Vereinigten Staaten, die Sowjetunion, Niederlande, Schweden, Spanien, Brasilien, Uruguay, Finnland und Rumänien.

<sup>25</sup> AA PA, e.o. IIF Abr. 872, Aufzeichn., 1927.

<sup>26</sup> AA PA, IIF Abr. Del. Nr. 19 Versch. Länder Bd 1, Aufzeichn. Frohwein, 29. Juni 1932. Diese Ansichten finden wir schon in einer Aufzeichn. des Reichswehrministeriums von 1931. Siehe BA MA, Nachlass Schleicher, Bd 27/II, fol. 64–67.

<sup>27</sup> AA PA, IIF Abr. Del. Nr. 16 Bd 1, Aufzeichn. Frohwein, Abschr. zu IIF Abr. 2660, 3. Dezember 1931; BA MA, 5993 Bd 2, Nr. 16/31 geh. Kdos., August 1931. Tatsächlich halte das Reichswehrministerium zwei Entwürfe ausgearbeitet, ein „reiner Propagandaentwurf“ und ein „praktischer Entwurf“, AA, PA, IIF Abr. Del. Nr. 16 Bd 1, IIF Abr. 364, Aufzeichn. von Freyberg, 18. Januar 1932. Schleichers Ansicht war: „Nie von Aufrüstung reden, sondern immer nur Abrüstung der andern fordern!“ Zitiert in Th. Vogelsang, *Neue Dokumente zur Geschichte der Reichswehr 1930–1933*, „Vierteljahreshfte für Zeitgeschichte“, 2 (1954), 414.

<sup>28</sup> Das Reichswehrministerium kritisierte das deutsche Entgegenkommen, wie es vorher das Gewähren kleiner Vorteile „verurteilt“ hatte. BA MA, H 27/10, 27. Oktober 1931.

Italiens <sup>29</sup>, Russlands und anderer Staaten. Sowohl Herriot wie auch von Papen schlugen nationalistische Töne an, und die deutsche Regierung liess Nadolny die Einstellung der Mitarbeit ankündigen, falls die deutsche Gleichberechtigung nicht bestätigt würde. Beneš, Nachfolger von Simon als Leiter des Redaktionskomitees, lehnte die Einfügung einer diesbezüglichen Klausel sowie der französischen Sicherheitsthese in die Abschlussresolution ab. Die deutsche Regierung verliess daraufhin die Konferenz.

Die „kleineren“ Staaten kamen erst am 10. Februar 1932 auf der 6. Sitzung der Abrüstungskonferenz zu Wort <sup>30</sup>. Der italienische Aussenminister Grandi schilderte die finanzielle Last des Wettrüstens und fuhr fort: „Man kann dieses System nur vernichten, wenn man das Abrüstungsproblem unmittelbar angreift“. Grandi kritisierte die Politik Frankreichs. Italien wäre mit jeder Art von Abrüstung einverstanden, obwohl ihre Politik auf Gleichberechtigung und Rüstungsausgleich basierte. Der Leiter der japanischen Delegation Matsudeira wies darauf hin, dass Japan in den letzten Jahren tatsächlich wesentlich abgerüstet hatte. Japan forderte die Herabsetzung der Tonnage der Linienschiffe und Flugzeugträger, Beibehaltung der U-Boote, Verbot des Bombenabwurfs und des chemischen Krieges. Auf der 7. Sitzung forderte Litwinow die Totalabrüstung. Die Sowjetunion würde aber jeder wirksamen Massnahme zustimmen. Gleichzeitig trat sie für die Gleichberechtigung und Sicherheit für alle Länder ein. Die Sowjetunion hat von Anfang an die Meinung vertreten, dass europäische Sicherheit „unteilbar“ sei. Fünf Gruppen haben dann ihre Vorstellungen vorgetragen. Diese waren die Freunde Frankreichs, die schon abgerüsteten Staaten, die Dominions, die Neutralen und die sudamerikanischen Staaten, sowie China und die Türkei.

Die Gruppe um Frankreich setzte sich aus Belgien, Polen, der Tschechoslowakei, Jugoslawien und Rumänien zusammen. Der polnische Delegierte Zaleski betonte die Verbindung zwischen Abrüstung und Sicherheit und legte gleichzeitig einen umfassenden Plan der moralischen Abrüstung vor. Die belgischen, jugoslawischen und rumänischen Vertreter lobten alle den polnischen Plan; der rumänische Delegierte Ghika plädierte auch für Beistandsverpflichtungen als Voraussetzung einer Abrüstung.

Die abgerüsteten Staaten sind alle für die Gleichberechtigung eingetreten. Graf Apponyi und der bulgarische Delegierte Martinoff beklagten den unerträglichen Zustand in dem ihre Länder so lange nach dem Vertrag von Trianon sich befanden. Graf Apponyi wies darauf hin, dass Art. 8 der Völkerbundsatzung gleiche Sicherheit für alle Nationen vorsehe. Der österreichische Gesandte Pflugl forderte ebenso Gleichberechtigung und die gleiche Sicherheit wie andere Staaten.

---

<sup>29</sup> Am 27. Januar 1933 berichtete Nadolny: „Habe heute in längerer Unterhaltung mit Aloisi weiteren Verlauf der Abrüstungskonferenz besprochen. Dabei ergab sich in allgemeinen Übereinstimmung zwischen italienischen und deutschen Haltung, insbesondere gegenüber französischen Plan“, AA PA, IIF Abr. Del. Nr 19 Bd 1, e.o. D. Del. Abr. 2260.

<sup>30</sup> Unter „Kleinststaaten“ wollen wir alle Teilnehmerstaaten mit Ausnahme der Vereinigten Staaten, Grossbritanniens und Frankreichs.

Die Delegationen des Empires traten geschlossen auf. Sie hatten auf der letzten Empire-Konferenz 1931 ihre Positionen vorgetragen. Zudem haben die Delegationen einander in Genf konsultiert<sup>31</sup>. Diese Länder übten scharfe Kritik an den französischen Vorschlägen. „Die Aufgabe bestehe nicht darin, einen Sanktionskrieg zu organisieren, sondern künftigen Konflikte vorzubeugen“<sup>32</sup>. Der neuseeländische Delegierte Sir Thomas Wilford warf Frankreich vor, es wolle den Völkerbund bewaffnen. Man wollte aber keine neue Armee schaffen, sondern allgemein abrüsten. Der australische Delegierte Sir Granville Ryrie unterstützte seinen neuseeländischen Kollegen, während der südafrikanische Delegierte Water behauptete, die französischen Vorschläge seien erst nach einer Abrüstung praktisch durchführbar.

Die ehemaligen Neutralländer, Spanien, die Niederlande, die Schweiz und die nordischen Länder, kritisierten auch den französischen Entwurf, wenn auch nicht so scharf wie die Dominions. Der spanische Aussenminister Zulueta meinte, man müsse die bestehenden Sicherheitsbestimmungen anwenden anstatt neue zu formulieren. Der niederländische Aussenminister Beelaerts van Blokland vertrat die Ansicht, dass Sanktionen zum Scheitern verurteilt waren, solange wie nicht gleichzeitig die Rüstungen beschränkt waren. Er kritisierte auch scharf das französische Bündnissystem; dies sei nicht in Einklang mit der Charta des Völkerbundes. Sowohl Beelaerts van Blokland wie auch der schwedische Aussenminister Baron Ramel trat für die Miteinbeziehung der Reserven in einer Abrüstungskonvention ein.

Die südamerikanischen Staaten wiesen auf ihre kleinen Streitkräfte hin. Sie unterstützten jeden wirksamen Abrüstungsversuch. Der argentinische Delegierte Bosch forderte, dass bestimmte Lebensmittel nicht als Kontrebande angesehen werden sollten<sup>33</sup>. Ausserdem rief er diejenigen Länder, die die Washingtoner und Londoner Verträge nicht unterzeichnet hatten, dazu auf, keine Linienschiffe von mehr als 10,000 Tonnen zu bauen oder kaufen. Dieser Vorschlag ist auch von den deutschen, russischen und spanischen Regierungen gemacht worden<sup>34</sup>.

Der chinesische Delegierte wies auf den Konflikt zwischen China und Japan und auf die Unzulänglichkeit der Sanktionen hin. Die Völkerbundcharta müsse angewandt werden. Der türkische Aussenminister Tefvik Rustu Bey forderte eine gleichmässige Begrenzung aller Waffen über eine 10-jährige Periode. Dies entsprach den deutschen Vorstellungen<sup>35</sup>.

Am 22. Juli 1932 hat Nadolny eine weitere deutsche Mitarbeit auf der Konferenz in Frage gestellt, solange das Prinzip der Gleichberechtigung nicht auf Deutschland angewandt werde. Es war schon klar, dass die nicht abgerüsteten Staaten nicht bereit waren, auf dem deutschen Niveau abzurüsten. Deutschlands Teilnahme war aber eine absolute Notwendigkeit wäre die Konferenz zu einem auch nur halbwegs prakti-

<sup>31</sup> Siehe z.B. F. O. W11270/40/98, 1933.

<sup>32</sup> K. Schwendenmann, *Abrüstung und Sicherheit*, 2 Aufl., Leipzig, 1933, I, 223.

<sup>33</sup> AA PA, IIF Abr. Del. Nr 16 Bd 1, Abschr. zu V 4275, Aufzeichn., 4. April 1932.

<sup>34</sup> Memorandum, Völkerbund Conf. D. 107 v. 9. April 1932.

<sup>35</sup> AA PA, IIF Abr. Del. Nr 16 Bd 1, undatierte Darstellung des türkischen Vorschlags.

kablen Ergebnis zu kommen. Unter britischem Druck wurde eine Fünf-Mächte-Erklärung ausgehandelt, um eine weitere deutsche Teilnahme an der Konferenz zu ermöglichen. Während der Pause nach der Generaldebatte arbeiteten sowohl die Grossmächte <sup>36</sup> wie auch kleinere Staaten <sup>37</sup> umfassende Pläne aus.

Nachdem die Konferenz ihre Arbeit wieder aufgenommen hatte, wiesen zahlreiche Delegationen darauf hin, dass es wenig Sinn habe, über Kontrollmethoden zu verhandeln, wenn Übereinstimmung über das Abrüstungssystem selbst noch nicht erreicht worden war. Diese Meinung wurde z.B. von den russischen und italienischen Delegationen geteilt. Die Konferenz befasste sich dann hauptsächlich mit verschiedenen Initiativen der Grossmächte. Es lag auf der Hand, dass die kleineren Staaten immer weniger Bewegungsfreiheit genossen. Sie konnten sich natürlich äussern — aber nur die Pläne der Grossmächte hatten eine Chance. Der französische Plan vom 14. November 1932 wurde von den Italienern und Russen angegriffen: er widersprach den Prinzipien des Völkerbundes. Ausserdem, wie Litwinow behauptete, war Abrüstung die einzige wirksame Garantie der Sicherheit. Der Plan ist auch sehr energisch von Holland angegriffen worden. Die Diskussion über das englische Arbeitsprogramm vom 30. Januar 1933 wurde hauptsächlich durch Deutschland, England und Frankreich geführt.

Der Hauptausschuss nahm einstimmig den Entschluss, den Mac Donald-Plan als Verhandlungsgrundlage zu betrachten, an. Wieder einmal haben die Mächte die Debatte dominiert. Bei der Verhandlung über diejenigen Teile des Plans, die sich auf die maritime Abrüstung bezogen, meldeten die Japaner Bedenken gegen eine Anwendung des englischen Plans auf die Flottenverträge von Washington und London. Japan ist sogar weiter gegangen und verlangte Parität mit England und den Vereinigten Staaten <sup>38</sup>.

Am 27. Juni 1933 schlug Henderson, Vorsitzender der Konferenz, eine Vertagung bis zum 16. Oktober vor, da keine Fortschritte in der Zwischenzeit erzielt worden waren. Nadolny forderte eine zweite Lesung des MacDonal-Plans, aber das Präsidium beschloss eine Vertagung. Im Hauptausschuss stand nur Ungarn auf Deutschlands Seite. In den Richtlinien für die deutsche Delegation vom 6. Oktober 1933, wurde darauf hingewiesen, dass, falls ein neuer Konventionsentwurf im Sinne der französischen Thesen vorgelegt werden sollte, die deutsche Delegation den Plan abzulehnen habe, „die Rückkehr zu MacDonal-Plan ... (und) der Abrüstung der hochgerüsteten Staaten“ zu fordern <sup>39</sup>. Am 13. und 14. Oktober 1933 fanden Ministerbesprechungen in Berlin statt. Es wurde beschlossen, dass infolge des Misserfolges der Konferenz, Deutschland „sowohl die Abrüstungskonferenz als auch den Völkerbund verlassen

<sup>36</sup> Französisches Memorandum v. 14. November 1932; MacDonal — Plan v. 16. März 1933, der als „Diskussionsgrundlage“ von Deutschland angenommen wurde. Siehe Aufzeichn. von Blomberg in *Akten zur deutschen auswärtigen Politik 1918—1945* (ADAP), Ser. C, 1, Nr 130 geh. V.G.H. 1, Nr. 238, 15. Mai 1933.

<sup>37</sup> z.B. das Munch-Projekt, das ein Versuch war, Abrüstung und Sicherheit zu koppeln. Siehe AA PA, Abr. Del. Nr. 16—6, zu IIF Abr. 3263, Aufzeichn. Schwendemann.

<sup>38</sup> Conf. D. 150 v. 9. Dezember 1932.

<sup>39</sup> ADAP, Ser. C, 1, Aufzeichn. zu IIF Abr. 3166, Nr. 484.

(inüsse), da die Voraussetzung, als gleichberechtigte Nation anerkannt zu werden, nicht gegeben“ war <sup>40</sup>.

Damit hatte die Konferenz ihr Ende gefunden. Es hat sich gezeigt, dass die einzigen nur annähernd lösbaren Fragen, diejenigen die die maritime Abrüstung betrafen, waren. Obwohl die kleinen Staaten an der Diskussion um die verschiedenen theoretischen Fragen (Sicherheit, *potentiel de guerre*, usw.) rege teilgenommen haben, haben sie den Verlauf der Konferenz kaum beeinflussen können.

Sowohl Deutschland wie auch ihre ehemaligen Alliierten scheinen es für nützlich erachtet zu haben, die früheren Verbindungen aufrechtzuerhalten. Wenigstens in diesem Falle scheint es als ob kein Unmut wegen der deutschen Vorherrschaft vorhanden war. Schliesslich war aber Deutschland selbst bloss ein „kleiner“ Staat. Es ist auch möglich, dass eine umfassendere Studie dieser Beziehungen ein etwas anderes Bild aufwerfen würde. Denn wir wissen, dass sich nach der Ablösung des Ministerpräsidenten Graf Bethlen durch Gyula Gömbös die Störungsfaktoren im Verhältnis Deutschland-Ungarn vermehrten <sup>41</sup>. Ähnlich verhielt es sich mit Österreich, gegen das Hitler sogar im Mai 1933 einen Wirtschaftskrieg eröffnete <sup>42</sup>.

#### ANMERKUNGEN

Ich mochte den Direktoren des Politischen Archivs des Auswärtigen Amtes (Bonn) und des Bundesarchiv-Militärarchiv (Freiburg i. Br.) für die freundliche Erlaubnis, ihre Bestände zu benutzen, sowie Professor Dr. Michael Salewski (Bonn), der in mir ein Interesse an Abrüstungsfragen erweckte, danken.

<sup>40</sup> ADAP, Ser. C, 1, Rk. 12162—63, Nr. 499, Aufzeichn. Thomsen, 13 u. 14. Oktober 1933.

<sup>41</sup> Siehe z. B. Martin Broszat, *Deutschland-Ungarn-Rumänien. Entwicklung und Grundfaktoren nationalsozialistischer Hegemonial- und Bündnispolitik 1938—1941*, in Manfred Funke, Hrsg., *Hitler, Deutschland und die Mächte. Materialien zur Aussenpolitik des Dritten Reiches*. Düsseldorf, 1978, S. 526—536

<sup>42</sup> Siehe Norbert Schausberger, *Österreich und die national-sozialistische Anschlusspolitik*, in Funke, Hrsg., *Hitler, Deutschland und die Mächte*, S. 731—734.

# THE ECONOMIC LITTLE ENTENTE. AN ATTEMPT AT SETTING UP A EUROPEAN ECONOMIC COMMUNITY (1922—1938)

NICOLAE DASCĂLU

The Little Entente was the first interwar alliance to propose concrete steps for strengthening political ties by intensifying economic relations through the setting-up of a European economic community. Though this idea made little progress and was without spectacular achievements it deserves study for many reasons.

It is common knowledge that the Little Entente was chiefly a political alliance, with a strictly defensive objective. Consequently, it is but natural that nearly all studies have focussed only on its politics. A few historians interested in the Little Entente's general history also examined its economic activities. Thus, Eliza Campus frequently mentions discussions on economic problems during the Little Entente's (L.E.) meetings, and in a chronologically limited analysis A. A. Iazykova describes economic aspects between 1920 and 1925. Nicolae Iordache devotes a few paragraphs to the economic relations among the three allies, but only for the period preceding the setting-up of the Economic Council. A brief review of the Council's activity is found in Milan Vanku's book and nowhere else<sup>1</sup>.

This study begins with what other historians have told us and then examines new documents on economic issues preserved in the L.E. files in the Archives of Romania's Ministry of Foreign Affairs. Its focus is on the idea of the economic L.E., its evolution, programme and achievements.

The idea of the economic collaboration of the three allied countries evolved from the bilateral and mutual conceptions in the treaties which underlined the alliance of the tripartite statement in the Little Entente Organisation Pact. Almost the same line was followed in economic and political matters. The need to strengthen bilateral economic collaboration was formulated in article 3 of the Yugoslav-Czechoslovak agreement of August 31, 1922 (which renewed the agreement of August 14, 1920). This article made it clear that political solidarity does not mean economic rapprochement, but an action programme<sup>2</sup>.

In the beginning the possibility of consolidating political relations by extending bilateral economic ties was ignored. Although the course of

<sup>1</sup> Eliza Campus, *Mica Înfelegere* (The Little Entente), Bucharest, Ed. științifică, 1968; A. A. Iazykova, *Malaja Antanta v evropejskoi politike, 1918—1925* (The Little Entente in European politics, 1918—1925), Moscow, Nauka, 1974, p. 192—205; N. Iordache, *La Petite Entente et l'Europe*, Geneve, 1977, p. 67—70; 168—174; Milan Vanku, *Mica Înfelegere și politica externă a Iugoslaviei, 1920—1938*, (The Little Entente and Yugoslavia's Foreign Policy, 1920—1938), Bucharest, Ed. politică, 1979, p. 135—139.

<sup>2</sup> Fl. Codrescu, *La Petite Entente*, vol. II, Paris, Bossuet, 1931, p. 241.

political relations among the three allied countries had a positive evolution, yet the level of economic relations remained rather low. And it was so for many reasons: the general upsurge of the world economy, between 1922 and 1929, (including Czechoslovakia, Yugoslavia and Romania); the emphasis on essential political targets and the limitations placed on the actual possibilities of economic co-operation because of their similar economic structure. Yugoslavia and Romania were both mainly agrarian countries; although Czechoslovakia was a developed industrial state, it also enjoyed a highly developed and prosperous agriculture able to satisfy a vast range of domestic needs. As a result, in the years preceding the great 1929–1933 depression, the conditions for economic co-operation, chiefly in Czechoslovakia, did not exist.

An additional important element is the prevailing theoretical and practical conception during that epoch about the correlation between political and economic structures which did not contribute to the consolidation of a political alliance between the three countries, as a result of a more pronounced economic programme<sup>3</sup>.

Important international and local changes such as the projected Austro-German customs union of 1931 and Western European projects aimed at creating an economic bloc in Central Europe, represented a threat of economic hegemony by the big European powers. Such developments modified the ways in which the economic problems had been defined and contributed to the process that led to an economic Little Entente.

Even as early as 1927, the problem of tripartite economic co-operation appeared again on the L.E. political agenda. During the Conference held at Ioakimov, in May 1927, the foreign ministers of the three countries discussed in principle the problem of economic co-operation<sup>4</sup>. At the International Economic Conference in Geneva, held the following month, the Romanian delegation took the initiative to arrange a friendly meeting with the delegations of Czechoslovakia and Yugoslavia. They discussed the necessity for a common analysis of the economic difficulties facing the three countries in order to identify an issue that could satisfy the interests of each L.E.'s member-state<sup>5</sup>.

A further step was made during the Bucharest Conference in June 1928. Following Romania's proposal "... the three foreign ministers of the Little Entente, after having taken under scrutiny the methods apt to intensify their economic relations, decided to appoint a delegation which should further analyse the problem, both from the viewpoint of mutual

---

<sup>3</sup> I. G. Duca, *Raporturile economice și politica externă ale României* (The Economic Relations and the Foreign Policy of Romania), in "Buletinul Institutului Economic Român", 1927, VI, no. 3–4, p. 150–162; I. T. Nicolau, *Politică și economic* (The Economic and the Political), in "Analele economice și statistice", 1934, XVII, no. 7–9, p. 44–54; Fl. Codrescu, *Interesele economice ale României în cadrul alianțelor sale politice* (Romania's Economic Interests in the Framework of her Political Alliances), Bucharest, 1933, 38 p.

<sup>4</sup> The Archives of the Romanian Foreign Ministry (further quoted as A.M.A.E.), fonds Little Entente, vol. 36, f. 51; Conseil économique de la Petite Entente, première session, procès-verbaux des sciences premières; E. Campus, *op. cit.*, p. 77–78; M. Vanku, *op. cit.* p. 49–50.

<sup>5</sup> A.M.A.E., vol. 34, f. 18, Memorandum of the Romanian Foreign Ministry, from 5 February, 1929, not signed.

relations and from that of the relations with other countries which were particularly interested in dealing with them”<sup>6</sup>.

In spite of this decision the moment proved unfavourable for the beginning of special economic negotiations between the L.E. states. The talks between Czechoslovakia and Yugoslavia, aimed at resuming an earlier economic convention, failed, indicating how difficult it was at the moment to introduce in international practice the idea of complementing and consolidating political relations through an organized economic rapprochement.

Preparations for a conference of experts from the three countries, aimed at outlining a plan for common economic action, began in December 1928. But, for a variety of reasons (especially the elections in Czechoslovakia) the preparatory meeting did not take place until 11—20 February, 1929. Yugoslavia and Romania, and then Czechoslovakia, were represented by one delegate each and many observers. The meeting was highly important, because it established the main lines of action for an economic L.E.

The Yugoslavs made the first important move. On February 11, 1929, the Yugoslav delegate stated that his government was very much in favour of certain objectives meant to initiate the economic L.E.: (1) improving commercial relations between member-states; (2) adopting special economic measures aimed at strengthening the rapprochement of the three states; and (3) extending such measures to the other Danubian countries. From the angle of such targets, the Yugoslav government also proposed the following items on the agenda of the economic Conference: first, an analysis of the measures required for regular economic conditions of collaboration between the three allied states; second, examination of the existing arrangements that could facilitate the establishment of special treatment for member-states, such as preferential customs duties; third, reviewing existing facilities for improving Danubian traffic; and fourth, an analysis of the opportunities for some other Danubian states to join the economic L.E.<sup>7</sup>

In order that data for the tripartite economic conference should be available the Romanian representative proposed that each country present a paper on the conditions of its domestic economy and its economic relations with the other L.E. partners. These studies were to examine the difficulties, as well as those elements encouraging closer tripartite economic ties. Official state conceptions and the opinions of the private business would also be considered. These documents would then be exchanged among the delegates before the conference, to have them studied<sup>8</sup>.

The arrival of the Czechoslovak delegate hastened the works of the conference and finally, on February 20, the last day, an acceptable economic objective was defined: the strengthening of economic relations between the three allied countries; the creation of “normal” economic conditions and the establishment of some mutual advantages. The agenda for the forthcoming L.E. economic conference included such items as:

<sup>6</sup> *Ibidem*, f. 3, Communiqué no. 3 of the Conference of the Little Entente Foreign Ministers, Bucharest, 20—21 July, 1928, copy, not signed.

<sup>7</sup> *Ibidem*, vol. 38, f. 41—42, the content of the sitting of 11 February, 1929.

<sup>8</sup> *Ibidem*, f. 42.

(1) the examination of existing trade relations and of obstacles to them ; (2) the creation of a common Trade Chamber and the study of opportunities to conclude direct agreements between different production sectors of each country ; (3) measures (and if necessary agreements) permitting : a) citizens of one L.E. country to live and travel in the other L.E. countries ; b) the setting-up of some enterprises and the establishment of conditions for trade and for other economic activities by the subjects of one L.E. country in the other L.E. countries ; c) a review of customs regulations to facilitate border traffic ; (4) matters affecting communications and transports shall also be discussed, including measures to ease legal and administrative procedures to unify railway, sea and air traffic regulations and the post, telegraph and radio services in all three countries ; proposals also would be considered, dealing with the adjustment of railway and fluvial transport, navigation on the Danube, co-operation between the river state administrations and private companies ; transit facilities for travelers and goods ; (5) the conference would examine legislative and administrative measures affecting the commercial law, bills of exchange, cheques, illegal competition, trade marks, double taxation, commercial arbitration, judicial conventions and execution of the judicial sentences ; (6) collaboration between the Banks of emission and (7) economic co-operation in international organizations ; L.E. co-operation in matters of propaganda, tourism, exchange of professors and students. The same experts also advised the three governments to consider the drafting of commercial treaties on the basis of existing customs tariffs <sup>9</sup>.

This preparatory meeting of the tripartite economic conference was a very important event. It outlined a programme including practical actions for the setting-up of the economic L.E. Adopted as such, but later amended, this programme (very vast and complex) remained central to the activities of the L.E. Economic Council during its full life, from 1933 to 1938.

Although initially planned for April 1929, the first L.E. economic conference was repeatedly postponed. It is nevertheless important to note that during the L.E. foreign ministers meeting in Belgrade, in May 1929, the February programme was approved. But nothing happened until October that year, when the Yugoslavs urged that the conference be convened. The Great Depression struck at that moment, and the graver problems it posed put off interest in L.E. economic programme <sup>10</sup>.

The economic crisis, in fact, affected the L.E.'s economic plans in distinct ways. On one hand, as already observed, the crisis delayed the summoning of the conference. On the other hand, the acute and intense effects of the crisis all over Central and South-Eastern Europe, quickened practical steps for implementing the very idea of an economic L.E. Against the background of the general influence of the crisis, many consequential events are worthy of note. We think, for example, of the Austro-German project for a customs-union in 1931. Similarly, the crisis put in motion

<sup>9</sup> *Ibidem*, f. 53-55, the content of the sitting of February 20, 1929, not signed.

<sup>10</sup> *Ibidem*, f. 72-98, various accounts in relation with the project of summoning the Economic Conference of the L. E. countries, in 1929.

the different plans initiated by the big West European powers, between 1930 and 1932, such as the Tardieu Plan which suggested the creation in Central Europe (Danubian area) of an economic bloc. There was also the non-official plan promoted by the Hungarian professor Elemer Hantos who, in spite of his emphatic denial of the wish to restaure the old Habsburg Empire, in fact supported a programme of economic unity which aimed in that direction. He conceived it to be the first step toward the foundation of a greater Europe economic community<sup>11</sup>.

The initial reaction of the Little Entente to the Tardieu Plan, must be underlined. As spokesman of the alliance, the Czechoslovak foreign minister, Edouard Beneš, stated before the Little Entente's journalists (15 May, 1932) the official L.E. view of the Tardieu Plan. The plan, he said, proceeded from the necessity to recover Austria, as a prerequisite for full Central European reconstruction. But, Beneš emphasized that the ultimate goal of this plan was essentially to rebuild the economic structure of the Habsburg Empire through a sophisticated customs system. Beneš, therefore, rejected the Tardieu Plan, which did but resurrect the past; moreover, though directly affected, Czechoslovakia, Romania and Yugoslavia had not been consulted in its preparation. "The interests of the countries from the Danubian area—Beneš said—cannot be properly decided upon by others; the problems created by these interests should be solved only to benefit of the directly interested states; and this can be achieved only by consulting the countries concerned"<sup>12</sup>.

On January 30, 1933, Hitler's cabinet came to power, fact that sped up the process of consolidating the L.E. alliance. On February 16, 1933, a Pact for organizing the alliance was signed, which consolidated the L.E. political and economic objectives. That was achieved by setting up (alongside the Permanent Council of the alliance) an Economic Council conceived to increasingly co-ordinate the inter-related L.E. economic interests and those with some other countries. The Economic Council was an auxiliary and consultative body of the L.E. Permanent Council<sup>13</sup>. And it became an instrument able to materialize the idea of an effective economic L.E.

The creation of the Economic Council cannot be considered in isolation. It related clearly to the major political reasons for reorganizing the alliance, through the February 1933 Pact. The idea of an economic alliance had occurred earlier, but the year 1933 looked as a turning point in the development of the process leading to the creation of an economic L.E. That makes it possible to suggest that the economic L.E. was actually closely related to the general efforts by L.E. allies to maintain peace and security, defend the *status quo* and, on a larger scale, preserve the integrity of European states. The promoters believed that these goals could better

<sup>11</sup> Eliza Campus, *op. cit.*, p. 88—111; N. Iordache, *op. cit.*, p. 117—129; 137—151; M. Vanku, *op. cit.*, p. 60—62; 68—70; Paul Pilisi, *Le projet de la Communauté économique de l'Europe Centrale de E. Hantos, 1923—1933. Une idée d'intégration fonctionnelle en Europe Centrale et Orientale entre les deux Guerres mondiales*, in "Sudost Forschungen", 1979, Band XXXVIII, p. 206—212.

<sup>12</sup> A.M.A.E., fonds 71, E-1, vol. 195, f. 98—99, Beneš' confidential directives for the Little Entente newsmen, 15 May, 1932.

<sup>13</sup> For the conclusion and the significance of the Little Entente Pact see; Eliza Campus, *op. cit.*, p. 117—129; N. Iordache, *op. cit.*, p. 161—167; M. Vanku, *op. cit.*, p. 80—87.

be fulfilled if the political alliance was reinforced by an organized economic rapprochement.

The problem of economic co-operation was again discussed during the L.E. Permanent Council meeting of May-June, 1933. On June 1st, the L.E. foreign ministers made additional decisions concerning the composition and the functioning of the Economic Council. It was decided that this Council would be composed of three national sections, one for each state. Every national section would include five delegates assisted by a "sufficient number" of experts. The delegates, in turn, could concentrate on the specific goals of all the areas of activities, such as general commercial policy, agricultural problems, industrial issues, financial matters and communications. Each national sections would advance concrete suggestions for working programmes in all of these areas, to be discussed during the regular sessions. The inner regulation, functioning, and general proceedings of the Economic Council shall on the whole, be formulated in greater detail <sup>14</sup>.

Economic objectives for the alliance were also fixed by the Permanent Council. Because the ultimate purpose of the tripartite economic co-operation concerned all sectors of the economic life, the decisions taken by the Permanent Council in economic matters were to lie at the basis of an European economic community. The Economic Council was to tackle a wide range of problems associated with the adoption of a preferential tariff system. A plan for mutual trade was also to be set up. In the agricultural sectors, closer ties were to be established among the research institutes of the three countries. The Economic Council was to study also aspects related to industrial co-operation. The activities of the existing bilateral chambers were to be improved and a mixed Chamber of Commerce as well as an L.E. economic institute were to be founded. The Economic Council went even further. It proposed a study of the possibilities of L.E. co-operation in commercial negotiations with other countries. It advocated unique rail and air tariffs and navigation rates on the Danube. It also recommended that a special committee should study the problems of economic and military standardization, and that the Council itself should look into the possibilities of unifying some aspects of economic legislation, such as the commercial law, customs catalogues and nomenclature and consider aspects of double taxation, of suspending passport visas; ways of extending tourism, of organized economic propaganda and of exchanges of students. Finally, the Economic Council was charged with initiating measures to encourage the co-operation of L.E., the setting up of emission banks and with studying possibilities for common action in all international economic and financial meetings <sup>15</sup>.

The Permanent Council, however, reserved itself the right to solve applications from non-L.E. states to join the L.E. economic activities. On the other hand, it affirmed the necessity for the Economic Council to be informed about all economic negotiations between the allies and

---

<sup>14</sup> A.M.A.E., Little Entente fonds, vol. 34, f. 112-113, Conseil Permanent de la Petite Entente, procès-verbaux, 3-ème séance, Prague, 1 Juin, 1933.

<sup>15</sup> *Ibidem*, f. 114-116.

other countries<sup>16</sup>. The directives of the Permanent Council became the draft-project of the statutes of the Economic Council. Adopted during the first session of the Council, these new regulations remained in force throughout the activity of the L.E.<sup>17</sup>.

The programme drafted by the Permanent Council in June 1933, was of some significance. The central purpose of the economic L.E. was to set the objective of a trans-national economic community. The programme stipulated reciprocal trade through annual exchange plans of quantities and values. It discouraged economic autarchy and encouraged outside partnership provided the respective states accepted the L.E. programme.

In the latter half of 1933, frequent exchanges of opinion took place between the L.E. partners in order to prepare the first session of the Economic Council. A few projects were discussed. A Czechoslovak Memorandum, dated September 23, 1933, for example, suggested 12 areas of co-operation for the three allies; this Memorandum included the so-called "Beneš Plan" which urged the creation of 17 special Economic Council committees<sup>18</sup>. The "Beneš Plan" and the Memorandum of September 1933, actually enriched the basic idea of an economic L.E. i.e. creation of a European economic community starting from the co-operation of Czechoslovakia, Romania and Yugoslavia.

But, in spite of this very clear early programme and its full support by the three governments, the Economic Council itself had difficulties in starting work. In November 1933 it was decided to call a preparatory meeting of the first Economic Council session. Yugoslavia suggested Belgrade as venue of the experts' meeting, while Czechoslovakia called attention to the discussion of the "Beneš Plan"<sup>19</sup>.

But delay occurred—an evidence that obstacles remained to bar the way to the practical economic co-operation. At the same time, a series of bilateral agreements were concluded. Thus, in November 11 1933 the head of the Yugoslav Foreign Ministry Economic Division asked his colleague in Bucharest to come to Belgrade before the official opening of the tripartite preparatory conference, in order to find a common ground for Romanian-Yugoslav interests, given the Czechoslovak position<sup>20</sup>. One may consider that this invitation spoke more of divergence than convergence in the projected economic rapprochement of the three countries.

The preparatory tripartite conference, held in Belgrade from November 23—30, 1933, prepared the agenda of the first session of the Economic Council. The delegations' experts discussed mostly the different

<sup>16</sup> *Ibidem*, f. 117.

<sup>17</sup> *Ibidem*, vol. 35, f. 1—5, Le Statut du Conseil Economique de la Petite Entente.

<sup>18</sup> *Idem*, vol. 34, f. 129—139, Conseil Permanent de la Petite Entente, Secretariat, no 2, 23 Septembre, 1933, not signed.

<sup>19</sup> *Ibidem*, f. 149—150, Legation de la Republique Tchecoslovaque a Bucarest, Verbalnote no. 621, 16 Novembre 1933, not signed.

<sup>20</sup> *Ibidem*, f. 153; 155; 175; the telegram from the 11, 12 and 21 November, 1933, sent by the Romanian Legation in Belgrade to the Romanian Foreign Ministry, signed Gurănescu.

aspects of the "Beneš Plan" and the very important problems associated with the exchange of goods <sup>21</sup>.

Central to these talks was to be the problem of common trade increases. According to the agreement reached before, Romania and Yugoslavia asked Czechoslovakia to exceed her already established export and import quotas, and give them a preferential tariff regime. Though admitting the importance of this issue, the Czech delegation said that it could not act without consulting its government. The preparatory committee therefore adopted only a resolution stressing the necessity for strengthening common economic relations as a precondition of development of preferential trade among the L.E. states. In contrast to the generally accepted most favoured-nation clause, this preferential system was provided a special regional clause, known as the "Little Entente clause". The three delegations again underlined that "the problem of mutual trade represents a starting point for the whole action of economic rapprochement of the L.E. states" <sup>22</sup>.

Despite this consensus about the importance of trade relations the delegates in Belgrade could not elaborate a concrete and detailed plan to increase the mutual exchange of goods. This was explained by the attitude of the Czechs and by the fact that the Romanians had come to the conference inadequately prepared. In a report sent later to the Romanian foreign minister, the head of the Romanian delegation explained that this situation had resulted from the political crisis existing prior to the government change. It had been impossible to create the national section of the Economic Council and then to examine carefully problems included on the Belgrade agenda. The Romanian delegation had therefore to restrain itself to a mere exchange of views (to formulate observations and to ask for details) and could not support any specific decision without government sanction. In such circumstances the Romanian delegation had only to show a benevolent attitude, by illustrating Romania's willingness to work for a future agreement on the many points that did not endanger vital national interests <sup>23</sup>.

The same report also emphasized the importance of enlarging trade relations, a problem unresolved at the Belgrade conference. It was to be discussed again in detail at the first session of the Economic Council of January 1934, in Prague. The same Romanian document specified: "Taking into account the political interest involved in the economic arrangement of the L.E., we think that while waiting for the settlement of bigger problems, of the commercial arrangement first of all, and striving to do the utmost to conclude it, one should not disregard, as a possible beginning, the conclusion of practical agreements in other fields" <sup>24</sup>.

Considering its final achievements, the preparatory Belgrade conference was a partial success. Nevertheless, the conference did discuss important matters and drew attention to some essential points. We should

<sup>21</sup> *Ibidem*, f. 212 to 238, an account about the Belgrade talks, of 23–30 November, 1933, for the preparation of the meeting of the L. E. Economic Council, Bucharest, 5th of December, 1933, signed I. Christu.

<sup>22</sup> *Ibidem*, f. 186, a syntheses of the talks held in the preparatory Committee for the Economic Conference, Belgrade, 23–30 November, 1933, copy, not signed.

<sup>23</sup> *Ibidem*, f. 216–217, an account on the Belgrade talks.

<sup>24</sup> *Ibidem*, f. 238.

remember that the idea of a "L.E. clause" opposed in some ways the most favoured-nation clause. The Belgrade meeting, moreover, had prepared the ground for the first Economic Council session which, as another Romanian diplomatic document stressed, was to "... definitely formulate a programme for the economic co-operation able to progressively lead to the building of an economic community"<sup>25</sup>.

During November and December 1933, the three national sections of the Economic Council were organized<sup>26</sup>; and, finally, in January 1934, the proceedings of the first Economic Council session opened in Prague. The very idea of the economic L.E. had thus been implemented, and reviewing some of the Economic Council's activities we find something about the real possibilities of setting up a European economic community during the interwar period.

Between January 1934 and March 1938, the L.E. Economic Council met eleven times: (I) Prague, January 9—17, 1934; (II) Bucharest, April 30—May 9, 1934; (III) Belgrade, September 24—October 1, 1934; (IV) Prague, February 18—28, 1935; (V) Bucharest, June 17—22, 1935; (VI) Belgrade, October 14—19, 1935; (VII) Prague, February 24—March 3, 1936; (VIII) Bucharest, October 12—19, 1936; (IX) Dubrovnik, September 16—22, 1937; (X) Trentcianskoe Toplitce, October 11—19, 1937 and finally (XI) Bucharest, March 3—8, 1938. In 1934—1935 three sessions were held, but from 1936 on, at the suggestion of the Yugoslavs the number was cut to two, evidence indicating the vast expert work required to prepare ordinary Economic Council sessions<sup>27</sup>.

Except for some minor points, the Economic Council agenda at all these eleven sessions included the same range of problems. For space reasons we shall examine only some aspects of two basic points on the agenda: trade relations and transports co-operation.

During all the Economic Council proceedings, mutual trade relations remained a central issue of debates. An altogether new method was adopted: the tripartite trade based on annual plans, practically conceived on a bilateral basis but, nevertheless, multilateral in meaning and very new in outlook.

The January 1934 Prague session adopted the first series of three bilateral trade plans. On the basis of trade balances, these plans provided for specific import and export quotas. The Yugoslav export quota to Czechoslovakia, for instance, was fixed at 275 million crowns, to which was added a quota of 70 million for special tobacco exports. The full amount—345 million crowns—was larger than that of the year 1933, of 200 million. For Romania the limit of her exports to Czechoslovakia was fixed at 239 million reduced to 185 million in 1933. Taking into account the positive Czech trade balance, it was decided that in order to cover the surplus, Romanian exports should exceed the imports. Similarly, as far as Romanian and Yugoslav wheat and maize to the Czechoslovak

<sup>25</sup> *Idem.* vol. 35, f. 17, Romanian Foreign Ministry to the Legation in Prague, telegram no. 1212, Bucharest, no date, not signed.

<sup>26</sup> *Idem.* vol. 31, f. 160—161; 167—169; 191—201, various accounts on the setting-up of the three national sections of the Economic Council.

<sup>27</sup> *Idem.* vol. 35, f. 107; 109, an exchange of telegrams between Romania and Czechoslovakia for the adoption of the two-annual-sessions system.

market was concerned, each country had to export a quota of 200,000 tons<sup>28</sup>.

On the basis of these global plans, the three partners could further negotiate some bilateral commercial agreements. On January 22, 1934, a Romanian-Czechoslovak agreement was signed, regulating the commercial exchanges for that year. On January 24, annexes were signed. The Romanian delegation underlined that: (1) the trade balance constantly remained unfavourable to Romania; (2) the clearing account indicated that the National Bank of Romania owed Czechoslovakia 450 million lei; (3) the quotas commonly established by Czechoslovakia and Romania before 1934, could never be met<sup>29</sup>.

Considering this situation, the protocol signed on January 22, 1934, established quite modest quotas for the bilateral trade relations. The value of the 1934 Romanian exports and imports from Czechoslovakia was to be of 239 million and 192 million crowns respectively<sup>30</sup>. Romanian exports to Czechoslovakia included: oil, 53 million crowns; wheat, 50 million; maize, 32.5 million; other cereals, 26.7 million; fat, 14.5 million; vegetables, 11.4 million; mineral products, 4 million; pigs, 3.6 million; fowl, 3.4 million; different other goods, 7.4 million. Czechoslovakia offered Romania new advantages for her export of wheat and pigs<sup>31</sup>. Moreover, as specified in a secret agreement dated January 27, 1934, the Czechoslovak government created a fund amounting to 16.9 million crowns to stimulate Romanian exports to Czechoslovakia<sup>32</sup>.

The above mentioned commercial Protocol became effective on February 1, 1934, and focussed the attention of the Economic Council during the whole year. Consequently, at the end of the first quarter of 1934 the Council could see that the mutual exchange of goods between the two partners did not develop as planned. On April 6, 1934, an additional Protocol was signed, providing measures to improve the situation. An annex to this document listed the Czechoslovak goods that could be imported by Romania in the second quarter of 1934. Therefore, a special Protocol for the clearing of existing debts was signed by the delegates of the National Banks of Romania and Czechoslovakia<sup>33</sup>.

During the second session of the Economic Council in Bucharest (April–May, 1934) permanent and specialized commissions were also set up. They carried out their activity in intervals between the meetings of the Council. One of these commissions was charged with the study of commercial problems. During the debates of the second plenary meeting, as well as of the trade commission, the particular importance of developing

<sup>28</sup> *Idem*, vol. 37, f. 198 to 258, Plan économique des échanges commerciaux entre les Etats de la Petite Entente, 1934, the genuine account.

<sup>29</sup> *Idem*, vol. 36, f. 116, The Economic Council of the Little Entente, an account of the proceedings of the first session in Prague, Bucharest 30 January, 1934, not signed.

<sup>30</sup> *Ibidem*, f. 117–121, the text of the Romanian-Czechoslovak commercial protocol and its annexes, Prague. 22–24 th January, 1934.

<sup>31</sup> *Ibidem*, f. 140 to 144

<sup>32</sup> *Ibidem*, f. 236–237, Romanian Foreign Ministry to the Romanian Prime-Minister, Bucharest, 19 March, 1934, not signed.

<sup>33</sup> *Idem*, vol. 35, f. 261–265. Protocole Roumano-Tchécoslovaque, Bucharest, 6 April, 1934, undersigned Christu and Niederle; *Ibidem*, f. 266 to 269, Protocol concluded between the Romanian National Bank and the Czechoslovakian National Bank, in Bucharest, April 6, 1934.

the exchange of goods was more than once underlined, focusing tripartite talks on economic rapprochement. Different ways to remove drawbacks in the way of the extension of reciprocal economic relations were considered, resulting in the acceptance of the principle of private compensations, optional for Yugoslav-Czechoslovak trade and compulsory for the Romanian-Czechoslovak exchange. In both cases an exchange rate of 100 : 125 was admitted (the last figure for Yugoslavia and Romania) <sup>34</sup>.

This rate was recalled in a note dated July 1934 sent by the Czechoslovak Legation to the Romanian Foreign Ministry, as a basis for different exchange quotas to various products. Nevertheless, the provisions of the additional Protocol of April 6 were sensibly affected when Romania chose to adopt a new trade quotas regime. As a consequence, the Czechoslovak Legation came with new suggestions requiring practical measures to exhaust the already fixed quotas, chiefly the one concerning the export of 30,000 tons of Romanian wheat <sup>35</sup>.

During the preliminary experts' debates to the third session of the Economic Council, the Czechoslovak delegate proposed for enhancing trade a reciprocal based preferential regime <sup>36</sup>. Romania also presented a comprehensive study on her domestic situation, with emphasis on the condition of her trade relations with the other two L.E. countries. It was meant as a basis for new decisions to help the process of tripartite economic rapprochement <sup>37</sup>.

During the third Economic Council's session, held in Belgrade, September 1934, some other recommendations were made concerning trade exchanges. It was pointed out that all restrictive provisions should be applied, but in such a way as not to affect common trade too deeply. It was agreed to set up a mixt commission for drafting the principles of a standard trade convention <sup>38</sup>. Meanwhile, new bilateral commercial negotiations were conducted : the Romanian-Czechoslovak one concerning trade in the 4th quarter of 1934, revealed the existence of an unfavourable economic conjuncture pointing to the necessity for widening the activity of Romanian specialized bodies. The Czechoslovak delegate also informed the Romanian partners that his government was committed to contributing, during the 4th quarter of 1934, with a sum, to be specified later, in order to stimulate the export of some Romanian products. Eventually, Czechoslovakia secretly assumed the payment of a bonus for the import of three Romanian products : pigs, 40 crowns per 100 kg. ;

<sup>34</sup> *Idem*, vol. 36, f. 317—319, The second session of the Economic Council of the Little Entente, communiqué, copy, not signed.

<sup>35</sup> *Idem*, vol. 45, f. 87—88, Légation de la République Tchécoslovaque à Bucarest, le 3 juillet 1934, verbal-note, no 47057, not signed.

<sup>36</sup> *Idem*, vol. 37, f. 1 to 14. Propositions de la Section Nationale Tchécoslovaque du Conseil Economique de la Petite Entente, concernant l'intensification des échanges commerciaux entre les Etats de la Petite Entente, copy, not signed.

<sup>37</sup> *Idem*, vol. 45, f. 165 to 192, Etude sur la situation commerciale et sur les conditions économiques générales et spéciales de la Roumanie, copy.

<sup>38</sup> *Idem*, vol. 37, an account of the proceedings of the Economic Council of the Little Entente, summoned in Belgrade in its 3rd session, copy.

maize, 2 crowns per 100 kg. and fats—a 25 % equivalent from the actual customs tax<sup>39</sup>.

As shown so far the evolution of commercial talks in 1934 in the Economic Council and its specialized commissions convincingly proves the serious approach to the problem and the efforts made to find the best possible solution for establishing economic co-operation. New plans for expanding trade in the following years were adopted : at the 4th session,



Fig. 1. — Romanian-Czechoslovakian trade relations: import-export values.

for 1935; at the 7th session, for 1936; at the 9th session for 1937 and at the 11th session, for 1938<sup>40</sup>. It is interesting to note that from 1935 to 1938 the Czechoslovak government continued to pay secret subventions to Romania in order to stimulate some Romanian exports to the Czechoslovak market and compensate in fact for the low prices of some similar merchandises manufactured in Czechoslovakia<sup>41</sup>.

Since it is important to show the actual results of such decisions, we plotted two graphs with data from Romania's Statistical Yearbook to point out the value rate of Romania's commercial exchange dynamics with Czechoslovakia and Yugoslavia during the whole interwar period. This rate shows the weight of commodity traffic in Romania's general foreign trade. The situation flatly differs for Czechoslovakia and Yugoslavia and even along the same line of exchanges there are sharp differences between exports and imports. But even so, in spite of some exceptions, the ascending line cannot be denied<sup>42</sup>.

<sup>39</sup> *Ibidem*, f. 55, a secret agreement between Romania and Czechoslovakia, concluded in Belgrade, on 1 October, 1934, undersigned Stangler and Tabacovici; *Ibidem*, f. 53, a note from Belgrade, on 1 October, 1934, Stangler to Tabacovici, copy.

<sup>40</sup> *Idem*, vol. 37, f. 504 to 515, for 1935; *Ibidem*, f. 49 to 113, for 1936; *Idem*, vol. 39, f. 40 to 43, for 1937; *Idem*, vol. 40, f. 137 to 161, for 1938.

<sup>41</sup> As concerns the appropriation of secret subventions by Czechoslovakia to Romania, see: A.M.A.E., Little Entente fonds, vol. 37, f. 278—279, for 1935; *Idem*, vol. 38, f. 13, for 1936, etc.

<sup>42</sup> *Anuarul Statistic al României, 1939—1940* (The Statistical Yearbook of Romania, 1939—1940), p. 596 to 611.

What was in brief, the fate of the "Little Entente clause", agreed during the Economic Council's sessions? The problem was extensively analyzed only during the 7th session, in February 1936, on the basis of an ample study elaborated by the specialized commission. It was decided that, for the time being, all partners should only intensify propaganda for the said clause<sup>43</sup>. At the end of the 11th session, as no change was seen, the Permanent Council of the L.E. made a critical examination of the situation, at its May 1938 Sinaia meeting<sup>44</sup>. The Council of Minis-

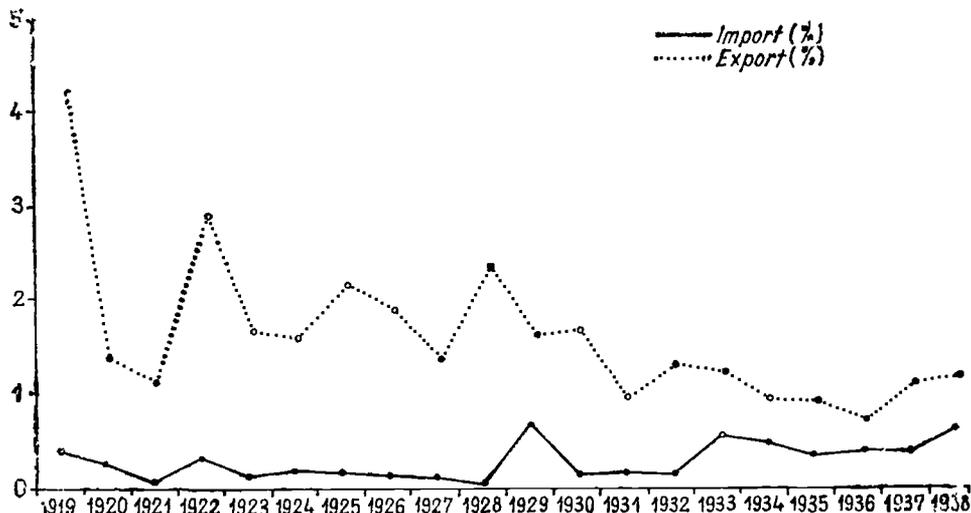


Fig. 2. — Romanian-Yugoslavian trade relations: import-export values.

ters of Romania, during its meeting of June 7, 1938, ruled that for the moment no propaganda should be carried out in favour of the "L.E. clause". The decision was announced to its partners by the Romanian section of the Economic Council<sup>45</sup>. Therefore the very idea of using a special clause in trade relations among L.E. states was dropped. The increasing Nazi pressure on Czechoslovakia resulted not only in the dismemberment of this country but also in the disintegration of the Little Entente as a political, military and economic alliance.

The co-operation among the three allied countries in matters of land, water or air transport was also a central concern of the Economic Council. As early as its first session, a few resolutions were passed on the organization of tripartite co-operation in matters of railway traffic, Danubian and air navigation. At the preparatory meeting for the second session, projects were advanced for the drafting of some special bilateral protocols. Thus, a Romanian-Czechoslovak commission prepared a series of air

<sup>43</sup> A.M.A.E., Little Entente fonds, vol. 35, f. 221 to 258, La clause régionale de la Petite Entente, instrument de rapprochement économique; see, also, *La clause régionale de la Petite Entente*, Bucarest, 1937, 20 p.

<sup>44</sup> A.M.A.E., Little Entente fonds, vol. 35, f. 270, an account of the proceedings of the L.E. Permanent Council session at Sinaia, May 5, 1938, copy.

<sup>45</sup> *Ibidem*, f. 274, The Journal of the Council of Ministers, no. 1162, June 7, 1938.

transport agreements which were signed very soon : agreement between the Romanian Kingdom and the Czechoslovakian Republic, concerning the inauguration and operations of regular air lines ; agreement concerning private aircraft flights ; agreement regulating medical inspection of air crews and licence renewal ; agreement on the operation of the Prague—Bucharest—Prague airline signed by the Romanian under-secretary of the Air and the Czechoslovak minister of Public Works <sup>46</sup>.

At its second session, permanent commissions for transports were also set up. A committee was created for railway transports, charged with the study of possibilities to improve the traffic of passengers and freight along the five railways joining Czechoslovakia with Romania and Yugoslavia. A permanent committee for navigation on the Danube and a Board of Directors were established for the setting-up of the Danubian navigation union, with the participation of the three states ; also, a special committee in charge of problems of tariffs and regulations of navigation on the Danube. Air transport conventions between Romania and Czechoslovakia, drafted by experts, were concluded and matters of air flights between Romania and Yugoslavia were also discussed <sup>47</sup>.

The permanent committee for Danube navigation submitted to the Economic Council a draft convention on the creation of a tariff union including all river navigation companies as well as a report on standardizing river cargoes. A Romanian—Yugoslav air traffic co-operation project was also studied <sup>48</sup>.

Talks on transport problems continued during the following meetings of the Economic Council. At its 7th session the project of an Aeronautical Little Entente was discussed, Romania being asked to supply the fuel <sup>49</sup>.

At the end of the 11th session, talks on transport co-operation showed obvious progress compared with the 1934 situation. Though only a few bilateral agreements concerning the air and fluvial traffic were concluded, the consensus of the three states involved a great many details on this very important problem. Had the L.E.'s evolution not been brutally arrested, most of the projects might have been implemented.

References to the activities of the Economic Council illustrate the way problems were approached, the atmosphere of debates, and the vast amount of work done. The most important achievements of the economic L.E. obviously relate to the planned development of trade relations. Speaking of the efficiency of annual plans, we could say that it increased constantly, the minimum quota corresponding to the 1934 situation. Thus, in 1934, the Romanian—Czechoslovak trade recorded imports worth of 237 million crowns as against 192 million planned ; exports ran up to 185.7 million crowns compared to 239 million planned <sup>50</sup>. The improved implementation of the resolutions of the Economic Council from

<sup>46</sup> *Ibidem*, f. 219 to 231, the texts of the mentioned agreement projects.

<sup>47</sup> A.M.A.E., Little Entente fonds, vol. 36, f. 307 to 316, concerning problems of co-operation in matters of transport, at the Economic Council's second session.

<sup>48</sup> *Ibidem*, f. 351 to 363, the agreement projects.

<sup>49</sup> *Idem*, vol. 38, f. 18—20, Protocole concernant les travaux du Comité des experts en matière d'Aviation civile. Prague, le 29 février 1936 ; not identified signature.

<sup>50</sup> *Idem*. Conventions fonds, C-3, vol. 2. f. p. Légation de la République Tchécoslovaque à Bucarest, le 12 décembre 1936, no. 11052, copy, 21 p.

1934 to 1936 is emphasized in a note of the Czechoslovak Legation in Bucharest to the Romanian Foreign Ministry<sup>51</sup>.

Outside the sphere of trade, many specialized commissions were set up, discharging a rich activity in the area of transport, agriculture, industry, finance, postal services, legislation, statistics, education, standardization, tourism and medical issues<sup>52</sup>. The complexity of the projects initiated by the Economic Council mirrors the wide range of the economic L.E. goals with a view to setting up an European economic community. Although agreements or conventions were discussed concluded and even signed in most of these fields, yet not all of them were applied. This is clearly illustrated by a document of the Economic Council, dated March 1938, listing on many pages agreements not yet applied<sup>53</sup>.

As it is well known, the Little Entente was essentially a defensive political alliance. Nevertheless, attempts at a closer economic rapprochement between the three countries also focused the concern of decision-makers in these countries. According to a contemporaneous author, "economic and political issues are decisive for the people's fate. Hence, friendly political relations must be consolidated by economic ones. This is the idea underlying the setting up of the economic L.E."<sup>54</sup>.

This idea made its way in international practices with difficulty because at that time its validity had not been confirmed by history. A wellknown economist, Florin Codrescu, underlined in 1933 that Romania's economic interests were not promoted by its political alliances<sup>55</sup>. The economic relations among the three L.E. partners were quite negligible and no economic solidarity could match a community of political interests<sup>56</sup>. The first steps to bridge the gap were made by the proceedings of the Economic Council. M. Niederle, councillor in the Foreign Ministry of Czechoslovakia, pointed out advances to which he personally had contributed: "The idea of an organized economic collaboration with special targets in view is something quite new. The problem of enhancing economic collaboration is a natural necessity, chiefly if there exists a close political collaboration"<sup>57</sup>.

The idea of the economic Little Entente was launched and developed at a time when political ideas were not necessarily associated with economic ones. The starting point was, certainly, the political aspect since only good political relations among the three allied states could lead to a greater economic rapprochement. Otherwise things would certainly have been much more difficult to be set going, because of the similarity of economic structures of the three partners in the alliance. A closer plan-

<sup>51</sup> *Ibidem*.

<sup>52</sup> For the evolution of talks in the areas, see: A.M.A.F., Little Entente fonds, files 11 to 49, comprising the proceedings of permanent and specialized commissions.

<sup>53</sup> *Idem*, vol. 40, f. 4 to 13. La Petite Entente. Conseil Economique. Liste des conventions déjà signées, mais non encore mises en application, March 9, 1938, not signed.

<sup>54</sup> V. Torgasev, *Mica Înțelegere economică* (The Economic Little Entente), in "Buletinul Institutului Economic Român", 1934, XIII, no. 7-9, p. 307.

<sup>55</sup> Fl. Codrescu, *Interesele economice ale României în cadrul alianțelor sale politice* (Romania's Economic Interests in the Framework of Her Political Alliances), Bucharest, 1933. p. 30.

<sup>56</sup> *Idem*, *La Petite Ententete*, vol. 2, p. 250-251.

<sup>57</sup> M. Niederle, *Ideea colaborării economice a Micii Înțelegeri* (The Idea of an Economic Collaboration in the Framework of the Little Entente) Bucharest, 1934 Curierul Judiciar, 1935, p.5.

ned economic co-operation resulted undoubtedly from the desire of the three allied countries to consolidate their common front in the struggle for peace and security. It was characteristic of the economic Little Entente as compared to political relations after 1933, that almost all agreements were concluded on a bilateral basis.

The historical importance of the economic Little Entente consists, chiefly, in its being a partially successful attempt at creating an economic community in interwar Europe based on the programme adopted by Czechoslovakia, Romania and Yugoslavia, open also to other states. This programme failed to be entirely implemented because its slow evolution was stopped in 1938 by Czechoslovakia's dismemberment. The economic Little Entente may still be considered as a valuable historical experiment, being also an example for a similar Balkan Alliance project.

## L'ORIGINALITÉ DES INSCRIPTIONS, MANUSCRITS, DOCUMENTS ET LIVRES ROUMAINS RÉDIGÉS EN SLAVE

• DAMIAN P. BOGDAN

Les textes roumano-slaves, à savoir les inscriptions, manuscrits, documents et livres imprimés rédigés en slave par les Roumains, présentent des particularités qui les distinguent nettement des textes slaves proprement dits. Le premier à remarquer cette caractéristique a été l'érudit Iurii Venelin qui, pendant la quatrième décennie du dernier siècle, à l'époque du Règlement Organique, a copié et lithographié des documents (= doc.) de la Valachie et de la Moldavie et a intitulé son édition posthume *Vlaho-bolgarskija ili dako-slavjanskija gramaty*, S. Petersbourg (= S.P.), 1832 (Documents valaco-bulgares ou daco-slaves). Parmi les érudits qui ont signalé la même particularité on peut également citer Emil Kalužniacki, Aleksandr Pietruszevicz, Polihron Sircu<sup>1</sup>, a qui nous avons dédié deux études, Aleksandr Jacimirski, Vjačeslav Ščepkin et Martha Ščepkina. Ainsi, Kalužniacki — membre de l'Académie Roumaine et collaborateur à la classique collection de documents Hurmuzaki — souligne les caractéristiques des textes roumano-slaves, sa dernière contribution étant *Kirrilovskoe pis'mo u rumyn* (L'écriture cyrillique chez les Roumains), œuvre posthume. On lui doit aussi la création du terme *roumano-slave* pour dénommer le texte roumain écrit en slavon. Ce terme a été employé aussi par le slavisant roumain Ilie Bărbulescu. Le prestigieux slavisant ukrainien Al. Pietruszevicz, connaisseur de la langue roumaine relève dans tous ses études et ses catalogues concernant les manuscrits (= mss) et les doc. roumains, le caractère particulier de ceux-ci.

Jacimirski fut le premier à formuler la théorie selon laquelle les scribes des doc. roumano-slaves « pensaient en roumain et présentaient leurs idées en slavon<sup>2</sup> », hypothèse que nous avons maintes fois soutenue, depuis 1935.

M. Ščepkina, paléographe contemporaine de renommée internationale, écrit : « Malgré le nombre relativement réduit, la collection des monuments slaves et moldaves du Musée d'Histoire de Moscou (= MHM) est d'une grande valeur pour la slavistique mondiale, et cela d'autant plus que même dans les pays slaves un grand nombre d'anciens mss ont

<sup>1</sup> Damian P. Bogdan, *Polihron Sircu și contribuția lui la cultura românească veche* (Polihron Sircu et sa contribution à la culture roumaine ancienne), « Arhiva românească » = AR, VIII, 1942, aussi en tirage à part; idem, *Bibliografia scrierilor lui Polihron Sircu* (La bibliographie des œuvres de Polihron Sircu), *ibid.*, recensés dans « Studii și cercetări istorice », Iași, XVIII, 1943, p. 488.

<sup>2</sup> A. J. Jacimirski, *Jazyk slavjanskih gramot moldavskogo proižoženija*, "Stat'i po slavjanovedeniju" S. Peterburg S. P. III, 1910, p. 21.

disparu pendant la Seconde Guerre mondiale... Parmi les monuments richement ornés il y avait les évangiles commandés par Etienne le Grand... Sont particulièrement intéressants les mss moldaves de l'école du métropolitain Anastasie Crimcoviçi (de la fin du XVI<sup>e</sup> — début du XVIII<sup>e</sup> siècles »<sup>3</sup>). En parlant de l'œuvre culturelle de Ieremia et Petru Movilă, elle souligne son importance, « non seulement pour la Russie du Sud, la Moldavie et la Valachie, mais aussi pour tous les pays de culture gréco-slave »<sup>4</sup>.

En ce sens nous tâcherons de souligner quelques traits spécifiques des premiers textes roumano-slaves, des textes slaves originaux écrits par des Roumains, des textes slaves interprétés par les Roumains ainsi que des aspects portant sur la graphie, la langue et l'orthographe des textes roumano-slaves.

I. *Les premiers textes*. Le premier texte slave écrit sur le territoire de la Roumanie est l'inscription dobroudjienne fragmentaire de 943, que nous avons largement étudiée, aujourd'hui au Musée d'archéologie de Bucarest<sup>5</sup>. Sur la même pierre il y a une deuxième inscription datant de la même époque<sup>6</sup>.

Les suivants textes épigraphiques sont les quelques 20 graffiti glagolitiques et cyrilliques tracés sur les parois de l'église rupestre de Murfatlar—Basarabi que nous avons signalés dans *Grafitile de la Basarabi*<sup>7</sup>. Plus tard ont été découverts à Murfatlar de nouveaux graffiti cyrilliques, datant, selon notre avis, des X<sup>e</sup>—XI<sup>e</sup> siècles. Nous considérons que ces graffiti ont été créés par des Roumains, tandis que G. Mihăilă les attribue au groupe d'inscriptions vieux slaves, mais aussi à celui de l'inscription de la Dobroudja, de 943. Nous avons remarqué dans l'exposé présenté en octobre 1966 au symposium organisé à Salonique, à l'occasion de l'anniversaire de 1100 ans depuis le début de l'activité culturelle des Slaves par Constantin-Cyrille et Méthode, que l'étude de G. Mihăilă — édition russe — renferme quelques omissions dont la plus grave se rapporte à la date du graffiti n° 5, où M. lit les chiffres 37 (dans notre œuvre faute d'impression « pour »), c'est-à-dire l'année 1042, quoique dans le graffiti la première lettre prise pour s — ici le chiffre 6 — est «, la forme identique de « se retrouvant dans la deuxième ligne (voir aussi la photo du graffiti chez Ion Barnea)<sup>8</sup>. Tout en comparant la décalque de M. — nous continuons à utiliser la dernière édition de 1972, p. 86, avec la photocopie Barnea — on observe les inadvertances suivantes dans le décalque par

<sup>3</sup> M. V. Ščepkina, T. N. Protas'eva, L. M. Kostjuhina et V. S. Golyšenko, *Opisanie pergamenных rukopisej Gosudarstvennogo istoričeskogo Muzeja*, II: *Rukopisi bolgarskie, serbskie, moldavskie*, « Arceografičeskij ežegodnik za 1965 god », Moskva = M., 1966, p. 274.

<sup>4</sup> M. V. Ščepkina, *Bolgarskaja minaljura XIV veka* (Le Musée Historique d'Etat), M., 1963, p. 125.

<sup>5</sup> Damian P. Bogdan, *Dobrudžanskaja nadpis' 943 goda* « Romanoslavica » (= RSL), I, București = B., 1958, p. 88 sq.

<sup>6</sup> *Idem*, *Kirillo kai Metodio tomos eortios epi ti hiliosti kai ekatosti e tiridi*, Salonique, 1968, p. 68; *idem*, *Paleografia româno-slavă* (Paléographie roumano-slave), I (= PRSI), 1978, p. 151.

<sup>7</sup> Damian P. Bogdan, *Grafitile de la Basarabi* (Les graffiti de Basarabi), *Analele Univ. București, Seria științe sociale*, IX, 1960, p. 31—49 avec des fac-similés.

<sup>8</sup> Ion Barnea, *Predvaritel'nye svedeniya o kamennyh pamjatnikah v Basarabi* (Obl. Dobrodža), in « Dacia » nouvelle série, VI, 1962, p. 310 fig. 17.

rapport à la photocopie : en décalque les lettres : Д — la première —, о, т et а de Д de la première ligne sont différentes ; de même, les lettres в et ѣ de la 2<sup>e</sup> ligne ; dans la 4<sup>e</sup> ligne de la photocopie la première lettre n'est pas du tout claire, pendant que dans le décalque elle est н, et le premier Д de la 5<sup>e</sup> ligne est différent ; dans la 7<sup>e</sup> ligne M. lit ѡ, mais la première lettre du décalque qu'on ne peut pas voir dans la photo est un т, et la dernière, un с, chez M. dans la lecture de la p. 86 il y a des points de suspension. Dans le 7<sup>e</sup> graffito — chez M. p. 98 et chez в. photo p. 314, fig. 21 — ѡ, а et Д ne sont pas du tout identiques. De même, quelques-unes des lettres des décalques de la p. 312, fig. 19 de B. ne correspondent pas à celles de M. — 82 — concernant le graffito n<sup>o</sup> 4. Dans cette situation se trouvent, dans la 1<sup>e</sup> ligne : ѣ et ж ; dans la 2<sup>e</sup> пола, chez M. піла ; dans la 3<sup>e</sup> — Х n'est pas identique ; dans la 4<sup>e</sup> chez B. днждь chez M. un Д, ensuite : une diagonale et deux verticales, suivies de жд, et après Д un point, ensuite le manque d'identité de ч ; chez B. вьсн, et chez M. вьснн ; dans la 5<sup>e</sup> — non-identité pour ж dans la 6<sup>e</sup> — Д, н et н ne sont pas identiques. Après днмѣнь chez M. suivent deux points, qui manquent chez B. De même, dans le décalque du 7<sup>e</sup> graffito — chez B. p. 312, fig. 18, et chez M. p. 92 — ж et а final ne sont pas identiques.

De ces omissions remarquées dans l'édition russe de M. parle aussi Kazimir Konstantinov<sup>9</sup>. En 1966, à Salonique, nous avons soutenu aussi que дннь du commencement du 4<sup>e</sup> graffito, reproduit par Mihăilă, ne peut pas être une abréviation, puisque dans les textes vieux-slaves on n'abrégeait que les noms des personnages entrés depuis longtemps dans le culte, en tant que personnes sacrées.

Le texte qui suit dans le temps est l'inscription votive de l'église de Streisingeorgiu (Hațeg, dép. de Hunedoara), qui date depuis 1314, texte publié par Radu Popa<sup>10</sup> et G. Mihăilă<sup>11</sup>. Une autre étude concernant la graphie et la langue de la même inscription a été rédigée par Ion-Radu Mircea<sup>12</sup>. R. Popa transcrit le texte de l'inscription en caractères cyrilliques et G. Mihăilă en lettres russes, à l'exception de celles qui ne figurent pas dans l'alphabet russe ou celles qui ont une toute autre valeur. Quand même, la lecture de Popa est meilleure que celle de Mihăilă, puisque chez le dernier apparaît : помощ[ъ] и вставканіе грѣх(о)мъ et кнѣ[у] tandis que dans le texte et chez Popa apparaît : помощнѣ (ш en ligature avec н) и вставканіе (la ligature entre а et в et л) грѣхмъ et aussi кнѣсу — abréviation pour кнѣосу. Ensuite починъм ne signifie pas *j'ai fait (réparé)*, ainsi que Mihăilă le traduit, mais *j'ai commencé*. Bal ne dérive pas de *băl* = blond, comme le dit Mihăilă (p. 35) et ne signifie pas « fauve,

<sup>9</sup> Kazimir Konstantinov, *Novootkriti nadpisi v severoiztočna Bălgarija* (exposé présenté au Séminaire international des sciences historiques spéciales, Sofia, 1979).

<sup>10</sup> Radu Popa, *Streisingeorgiu. Mărturi de istorie românească din secolele XI—XIV în sudul Transilvaniei* (Vestiges d'histoire roumaine des XI<sup>e</sup>—XIV<sup>e</sup> siècles au sud de la Transylvanie), in « Revista muzeelor și monumentelor », 1978, 1, p. 12 sq. avec des fac-similés.

<sup>11</sup> G. Mihăilă, *Cele mai vechi inscripții cunoscute ale românilor din Transilvania (1313—1314 și 1408)*. *Streisingeorgiu* (Les plus anciennes inscriptions connues des Roumains de la Transylvanie (1313—1314 et 1408). *Streisingeorgiu*), *ibid.*, p. 33—38.

<sup>12</sup> Ion-Radu Mircea, *Quelques considérations paléographiques et linguistiques au sujet de l'inscription votive de 1313—1314 de Streisingeorgiu*, in « Dacia », nouvelle série, 1976, p. 63—69, avec un fac-similé.

bête puissante », ainsi que Ion-Radu Mircea (p. 68) l'indique, mais représente le mot slave commun *baliĵ* = sorcier, magicien (sens qui existe aussi dans le classique *Lexicon* de Fr. Mikosich). Ajoutons aussi que *Balea* < préslav. *Balosiňũ* < *Balovũ synũ* = fils du sorcier, ou < préslav. *Balomirũ* = sorcier renommé., puisque *mirũ* < *měrũ* = renommé < celtique *māros* = grand, ainsi que l'explique, d'une manière très fondée, A. M. Seliščev<sup>13</sup>.

Le premier texte épigraphique de la Valachie est le graffiti de 1352 portant sur la mort du grand voïvode Nicolae Alexandru Basarab, texte qui se trouve sur l'une des parois du naos de l'église princière Saint-Nicolas de Curtea de Argeş.

Le premier texte épigraphique de la Moldavie est l'inscription du sceau lié à un acte de Roman Muşat du 30 mars 1392 (Archives de l'État de Bucarest = AEB).

Le premier manuscrit écrit dans notre pays est *Savvina kniga* (Le livre de Sava), un Evangélaire de la deuxième moitié du X<sup>e</sup> siècle qui se trouve aux Archives Centrales d'Etat de Moscou, section doc. anciens, Fonds de la Bibliothèque de la typographie de l'ancien Synode, n<sup>o</sup> 14). Dans ce texte V. N. Ščepkin a identifié le mot préromain *санѣтъ*, devenu plus tard *sînt* (saint) et a demandé, en décembre 1897, à son ami Ioan Bogdan de lui attester la date d'apparition de cet appellatif en roumain. Le deuxième ms. est le *Codex Suprasliensis*, datant de la même période que *Savvina kniga* — qui représente le ménologue du mois de mars, éparpillé en trois dépôts<sup>14</sup>. Ces deux manuscrits se trouvaient sur le territoire de notre pays, du moins jusqu'à la moitié du XV<sup>e</sup> siècle, vu que Gavriil Uric s'est inspiré de leur graphie lorsqu'il a créé une seconde variante de l'écriture cursive du I<sup>er</sup> type<sup>15</sup>.

Le troisième manuscrit élaboré sur le territoire de notre pays au XI<sup>e</sup> siècle est l'Evangélaire de Reims — la partie cyrillique du ms., puisque celle glagolitique date de 1395. Il se trouve dans la cathédrale de Reims. Dans ce texte Nechita Smochină découvre les mots roumains *nici* (négation) et *spadă* (épée)<sup>16</sup>.

Le premier ms. de la Valachie est *Le Sbornik de Vidin* écrit par un roumain à Vidin en 1360 sur l'ordre d'Ana, fille de Nicolae Alexandru Basarab, épouse du tsar bulgare Jean Sracimir. Le texte est un ménologue (synaxaire) qui se trouve dans la Bibliothèque de l'Université de Gand (ms. n<sup>o</sup> 408). La première et la dernière partie du manuscrit ont été reproduites chez nous par le slaviste St. Nicolaescu<sup>17</sup>, qui prouve que le texte

<sup>13</sup> A. M. Seliščev, « Staroslavjanskij jazyk », II, u., 1952, p. 85.

<sup>14</sup> Bibliothèque Saltykov-Ščedrin, Leningrad = BPL (Q.n.I 72); Bibliothèque de l'Université de Ljubljana (Cod. Cop. 2); Bibliothèque Nationale de Varsovie, provenant de l'archive Zamojski.

<sup>15</sup> Damian P. Bogdan, *Paleografia româno-slavă* (La paléographie roumano-slave) I: *Traité* (PRSI), B., 1978, p. 235.

<sup>16</sup> Constantin C. Giurescu, *Formarea poporului român* (La formation du peuple roumain), Craiova, 1973, p. 131 et n. 90.

<sup>17</sup> St. Nicolaescu, *Păstorirea mitropolitului primat al Ungrovalahiei Hariton 1373—1381* (Le pastorat d'Hariton, métropolitain primat de l'Hongrie-Valachie 1373—1381), extrait de « Arhivele Olteniei », 59—60, p. 8 et 11.

a été décrit pour la première fois par le baron Jules de Saint-Génois<sup>18</sup>. P. A. Sircu<sup>19</sup> se demande si le ms n'a pas été écrit « par un érudit roumain venu avec l'impératrice Anne dans l'Etat de Vidin... La langue et l'orthographe du monument l'en témoigne largement. Il est aussi possible que la rédaction serbe soit mieux expliquée par la contribution d'un scribe roumain que par toute autre voie ».

Le deuxième ms. de la Valachie est un *Pentecôte* de la première moitié du XV<sup>e</sup> siècle — de la BPL (F. I. 117).

Le premier ms. de la Moldavie — écrit aux XIV<sup>e</sup>—XV<sup>e</sup> siècles — est *Dioptra*, de 1095, une copie de l'œuvre du moine byzantin Philippe Le Solitaire (Monotropos)<sup>20</sup>; il a appartenu au monastère de Slatina de Moldavie d'où il est passé au monastère de St. Onofrei de Lvov et de là au Musée de la Stauropigye orthodoxe de la même localité.

La deuxième ms. moldave est le Psautier Hludov, écrit en 1413 par le scribe Ion, dont la date : *сѣрка* du colophon a été corrigée en *сѣрка* par le paléographe et linguiste A. I. Sobolevski, qui souligne « son origine roumaine »<sup>21</sup>.

Le plus ancien ms. de la Transylvanie est le *Liturgiaire* daté vers 1482—1492, écrit sur l'ordre d'Etienne le Grand pour l'Eglise de Feleac (dép. de Cluj), ms de la Bibliothèque de l'Université de Cluj-Napoca (n<sup>o</sup> 72).

Le plus ancien ms. de Maramureș est le *Tétraévangélaire* du commencement du XVII<sup>e</sup> siècle de la Bibliothèque de l'Académie roumaine filiale de Cluj-Napoca (BAR ms slave 3).

Le premier ms. du Banat est l'*Oktoïk de Caransebeș*, de la deuxième moitié du XIII<sup>e</sup> siècle (BAR, Fonds mss slaves n<sup>o</sup> 450).

Le premier document de la Valachie, appartenant à Vladislav I est daté vers 1374 et se trouve aux AEB. Le premier doc. de la Moldavie est une lettre de Petru Mușat, du (10 février) 1388 (Archive Centrale de Varsovie). Le premier doc. de la Transylvanie est une lettre du juge et des « pîrgari » (conseillers communaux) de Brașov, datée vers 1462—1463 (Archive de l'Etat de Brașov). Le plus ancien doc. de Maramureș, du 22 mai 1404, est une lettre de témoignage de Radu « vițeșpan » (vicomte) de Maramureș et d'autres « nemeși » (nobles); une copie contemporaine de cet acte se trouve au Musée National de Budapest.

Le premier livre roumain imprimé est le bien connu *Liturgiaire* de Macaire, qui se trouve en quelques exemplaires à la BAR. Il a été présenté par le professeur P. P. Panaitescu (en 1961) dans une très bonne reproduction en blanc-noir et en couleurs. De la Transylvanie on peut remarquer le *Tétraévangélaire* imprimé à Sibiu en 1546 par Philippe

<sup>18</sup> Jules de Saint-Génois, *Catalogue systématique et raisonné des manuscrits de la Bibliothèque de la Ville et de l'Université de Gand* (Gand, 1849—1852, n<sup>o</sup> 171).

<sup>19</sup> P. A. Sircu, *K istorij ispravljenija kniga v Bolgarij v XIV veke*, I, 1. *Vremija i žijn' patriarha Evfimija Ternovskogo* (S. P., 1898, p. 449).

<sup>20</sup> Voir en ce sens l'étude de H. Miklos, *Die Dioptra des Philippos Monotropos in slavischen Allgemeine Untersuchung und Text des erstes Buches*, Graz, 1975.

<sup>21</sup> A. I. Sobolevski, in *Žurnal Ministerstva Narodnogo Prosvješćenija (= ŽMNP)*, CCXCIII, Juin 1894, p. 425—435. Le ms se trouve au MHM.

Le Moldave (Filip Mahler = Peintre)<sup>22</sup>. Des exemplaires de ce *Tétraévangélaire* se trouvent à la Bibliothèque épiscopale de Ungvar et à la BPL.

II. *Les textes originaux*. Toutes les inscriptions roumano-slaves sont la création de l'esprit médiéval roumain, commençant par celle de 943 et par l'inscription temporaire de celle-ci et continuant par les graffiti de Murfatlar-Basarabi, les inscriptions de la Transylvanie, de la Valachie et de la Moldavie.

Parmi les mss on distingue en tant que premier texte original *Le Polyélé du moine Philotei*, personnage qui apparaît sous le nom de Philos, grand logothète (chancelier), dans un acte de 1392 de Mircea l'Ancien, acte dont nous possédons une copie. Le Polyélé existe dans plusieurs mss, dont nous mentionnons les n<sup>os</sup> 39 et 309 de la BAR.

Le deuxième texte important est représenté par *Les enseignements de Neagoe Basarab* — un vade-mecum du Moyen Âge roumain, rédigé en slavon en deux archétypes — gardés en copie (fin du XVI<sup>e</sup> s.) à la Bibliothèque Nationale « Cyrille et Méthode » de Sofia (n<sup>o</sup> 313 — ancien 83 — et n<sup>o</sup> 123). Dans le même ordre d'idées suit *Cronica murală de la mănăstirea Bucovăț (Coșuna)* (La chronique murale du monastère de Bucovăț (Coșuna) qui se trouve à l'intérieur du monastère, peint en 1574.

De la Moldavie on peut citer en premier lieu *Pomelnicul mănăstirii Bistrița* (L'obituaire du monastère de Bistritza) commencé en 1407, dont nous possédons une copie de la première partie datant de l'époque d'Etienne le Grand (BAR, n<sup>o</sup> 78).

Il y a ensuite les chroniques connues sous les titres de : *Letopisețul de la Bistrița* (Les annales du monastère de Bistrița) — *Letopisețul anonim al Moldovei* (Les annales anonymes de la Moldavie) selon P. P. Panaitescu — une copie de la dernière décennie du XVI<sup>e</sup> siècle (BAR, ms. 639); *Cronica scurtă a Moldovei* (La chronique abrégée de la Moldavie) — en deux variantes — copies de la première moitié du XVI<sup>e</sup> siècle (BAR, n<sup>o</sup> 280); *Letopisețul de la Putna I* (Les annales de Putna I) — copie datant de 1552—1561 qui se trouve dans *Sbornicul lui Isaia de la Slatina* (Le sbornik d'Isaïe de Slatina) (= ZIS) de la Bibliothèque scientifique centrale de l'Académie des Sciences de la R. S. S. Ukrainienne de Kiev (= BAK) (Le fonds de la laure Počaevska, n<sup>o</sup> 116); *Letopisețul de la Putna II* (Les annales de Putna II), copie des XVI<sup>e</sup>—XVII<sup>e</sup> siècles dans *Sbornicul moldovenesc* (Le sbornik moldave) de la BPL (0, XVII—13); *Cronica lui Macarie* (La chronique de Macaire), copie dans le ZIS et dans *Sbornicul de la Bisericani* (Le sbornik de Bisericani) du XVI<sup>e</sup> siècle (après 1559) (MHM, le fonds Barsov, n<sup>o</sup> 1411); *Cronica lui Eftimie* (La chronique d'Eftimie) — ZIS; *Cronica lui Azarie* (La chronique d'Azarie) dans le Sbornik moldave de la BPL; *Cronica moldo-rusă* (La chronique moldo-russe) — copies dans plusieurs annales russes des XVI<sup>e</sup>—XVII<sup>e</sup> siècles; *Cronica murală de la Suceava* (La chronique murale de Suceava) de 1574 et de 1590 qui se trouve à l'église St. Georges de Suceava et

<sup>22</sup> Damian P. Bogdan, *Contribuții la bibliografia românească veche. Tipărituri dintre anii 1546—1762 necunoscute la noi* (Contributions à la bibliographie roumaine ancienne. Ouvrages imprimés datant de 1546—1762, inconnus chez nous), in « Biserica ortodoxă română », LVI, 1938, 1—4, p. 3—4.

*Cronica sîrbo-moldovenească* (La chronique serbo-moldave) copies BAR (n° 636) et Bibliothèque de l'Académie des Sciences de Léningrad (=BAS), Fonds Jacimirski n° 51.

Parmi les textes strictement religieux on peut encore mentionner *L'Irmologhion* (L'Irmologyon — Psaltiki), création du lettré Evstatie, protochantre au monastère de Putna, écrit entre 1511 et 1515 ; le ms. a été résout en deux parties (MHM et BAS, Fonds Jacimirski). Mentionnons ensuite *Panegyricul sfîntului și prea puternicului Ioan cel Nou de la Suceava* (Le panégyrique du saint et tout puissant martyr Jean le Nouveau de Suceava) écrit en 1534 par le prieur Théodose du monastère de Neamț, ainsi que *Pomelnicul mare al mănăstirii Sucevița* (Le grand obituaire du monastère de Sucevița) commencé en 1588 et conservé au Musée du monastère de Sucevița (= MMS).

Le dernier texte original roumano-slave est représenté par *Învățăturile lui Petre Movilă către fratele său Moise Movilă* (Les enseignements de Pierre Movilă adressés à son frère Moïse Movilă) datant de la troisième décade du XVII<sup>e</sup> siècle, paru dans quelques-uns des exemplaires du Pentecôteaire imprimé à Kiev dès 1630 sur l'ordre de P. Movilă et achevé le 1 juin 1631<sup>23</sup>.

Dans un compte rendu publié dans « Biserica ortodoxă română » (LXXIX, 3—4, 1961, p. 396) le théologien Ioan Iufu soutient l'idée de l'existence d'une vaste littérature hagiographique et homilétique créée en slavons par les Roumains, mais il ne donne, malheureusement, aucun exemple concret.

De même que toutes les inscriptions roumano-slaves, les documents sont aussi la création de la spiritualité roumaine du Moyen Âge.

III. *Textes slaves interprétés par des Roumains.* Dans ce sens, Alexandr Pietruszevicz<sup>24</sup> affirme que le scribe moldave qui a rédigé le Tétravangélaire de 1477 sur l'ordre du logothète Mihul et de ses frères — réfugiés à Lvov à la suite des persécutions d'Etienne le Grand — ajoute toute une série de mots, éléments qui n'existent pas dans les tétraévangelaires slaves proprement dits.

Le deuxième texte slave interprété a pour objet le bien connu Syntagme-Nomocanon de 1335 de Mathias Vlastares, une compilation de droit ecclésiastique et laïque, qui a joué un rôle important dans les pays orthodoxes, fait qui explique sa traduction en slave dès sa rédaction. Cette source est entrée, en forme abrégée, dans le fameux code de lois du tsar serbe Etienne Dušan, datant de 1349. Ivan IV le Terrible qui n'ignorait pas l'existence des érudits moldaves, sollicite à Alexandre Lăpușeanu, en 1554, une copie slave du Syntagme de Vlastares. Le prince de la Moldavie demande à Macaire l'évêque de Roman, érudit et styliste de renommée, d'accomplir la sollicitation du tsar russe. C'est ainsi que Macaire donne une nouvelle forme du Syntagme, en plaçant les articles des lois dans l'ordre naturel de l'alphabet cyrillique et en éliminant

<sup>23</sup> Pour les problèmes de contenu, datation, langue, lexicque et orthographe, voir Damian P. Bogdan, *Les Enseignements de Pierre Movilă adressés à son frère Moise Movilă*, in « Cyrilométhodiana » I, Salonique, 1971, p. 1—25 + 2 pl.

<sup>24</sup> Alexandr Pietruszevicz, *De versione slovenica sacrae Scripturae*, in « Literaturnj sbornik izdavaemyj Galicko-russkoj maticeju », Lvov, 1887, p. 183 et notes.

certains éléments des titres grecques, surtout ceux qui n'étaient que des renvois aux articles plus complets. Il faut aussi mentionner le fait que le texte du Syntagme a servi comme argument au prince Alexandre Ioan Cuza lors de la proclamation de l'autocéphalie de l'église roumaine orthodoxe. Le texte du Syntagme interprété par Macaire a été écrit entre 1556 et 1567, c'est-à-dire après la mort de l'auteur (1561) (MHM, le fonds Barsov, n° 152). La troisième interprétation d'un texte slave appartient à Azarie, disciple de Macaire qui interprète en 1567 l'œuvre du métropolitain serbe Danilo II (1270—1330) *Viețile crailor și ale arhiepiscopilor sîrbi* (Les vies des seigneurs et archevêques serbes)<sup>25</sup>.

IV. *La graphie des textes.* Vu que les chercheurs qui se sont occupés des premiers textes épigraphiques roumano-slaves n'ont pas analysé tous les éléments de l'écriture de ces sources, tâcherons de le faire ci-dessous.

L'inscription de 943 de Dobroudja est en onciale épigraphique, avec des traces de la capitale ainsi que le témoignent : le crochet terminé en haut du  $\rho$ , les boucles triangulaires des lettres  $\kappa$ ,  $\rho$  et  $\tau$ . D'une graphie similaire est l'inscription qui se trouve sur la même pierre avec l'inscription de 943 (les deux dernières lignes). Les graffiti de Murfatlar-Basarabi présentent aussi une écriture onciale épigraphique qu'on peut analyser d'après les photos et les décalques publiés par Ion Barnea. Dans le 4<sup>e</sup> graffiti — numérotation Mihăilă —  $\mu$  (nous citons dans l'ordre de l'apparition des graphèmes dans le texte)  $\lambda$ ,  $\mu$ ,  $\tau$ ,  $\nu$ ,  $\rho$  et  $\zeta$  ont chacun deux variantes graphiques ;  $\sigma$ ,  $\alpha$ ,  $\varsigma$ ,  $\psi$  et  $\epsilon$  — chacun trois variantes ;  $\delta$ ,  $\eta$ ,  $\pi$ ,  $\kappa$  et  $\nu$  — chacun quatre variantes ; et  $\mu$  — sept variantes. La trace de la capitale se voit dans la boucle triangulaire des deux  $\kappa$  et dans le crochet du quatrième  $\nu$ . Dans  $\mu\mu\mu\tau\kappa\eta$ ,  $\mu$ ,  $\mu$  et  $\tau$  ont chacun deux variantes graphiques. Dans le graffiti n° 5 les lettres  $\mu$ ,  $\psi$ ,  $\tau$ ,  $\eta$ ,  $\delta$  (et dans  $\mu\alpha$ ),  $\varsigma$  et  $\tau$  — chacune trois variantes. Les traces de la capitale se voient dans le triangle des boucles de  $\eta$ ,  $\tau$  et  $\rho$ . Dans le graffiti n° 7 :  $\rho$  et  $\nu$  ont chacun deux variantes graphiques ;  $\pi$ ,  $\mu$ ,  $\sigma$ ,  $\tau$  et  $\eta$  — ont trois ;  $\varsigma$  — quatre, et  $\delta$  — cinq. On ne voit pas les traces de la capitale. Dans le graffiti n° 8 :  $\mu$ ,  $\epsilon$ ,  $\rho$ ,  $\delta$ ,  $\alpha$  et  $\kappa$  ont chacun deux variantes graphiques. Les traces de la capitale apparaissent dans la forme triangulaire des boucles des graphèmes  $\rho$  et  $\delta$ .

Par conséquent la plupart des lettres des graffiti analysés ont plusieurs variantes graphiques pour le même graphème ce qui prouve que leurs créateurs avaient assez de connaissances dans l'art de l'écriture.

L'analyse de l'inscription de Streisîngeorgiu démontre qu'il s'agit de la même onciale épigraphique avec des traces de la capitale. Les lettres à plusieurs variantes graphiques sont les suivantes  $\kappa$ ,  $\psi$ ,  $\varsigma$  et  $\sigma$  avec  $\tau$  pour  $\phi$  chacune des deux variantes graphiques ;  $\nu$ ,  $\mu$ ,  $\omega$ ,  $\rho$ ,  $\tau$  et  $\sigma\upsilon$  — trois ;  $\eta$ ,  $\mu$ ,  $\rho$  et  $\chi$  — quatre ;  $\pi$  — cinq ;  $\sigma$ ,  $\tau$ ,  $\varsigma$  et  $\mu$  — six ;  $\epsilon$  — sept et  $\mu$  — huit. Les traces de la capitale se voient dans la boucle triangulaire du troisième et du septième  $\nu$  ; il  $\upsilon$  a un petit trait horizontal en haut des deux  $\mu$ , des crochets en haut d'un  $\delta$  et une verticale prolongée par

<sup>25</sup> Le titre a été donné par Dj. Daničić, Texte découvert et étudié par le slaviste roumain Ion-Radu Mircea. Le ms. se trouve au MMS.

un petit trait horizontal à gauche des deux  $\kappa$ . On voit bien que l'auteur de l'inscription n'était pas un grand connaisseur de l'art de l'écriture, mais qu'il prouve de son ingéniosité, vu qu'il a utilisé plusieurs variantes graphiques pour 21 lettres, du moins. Il faut aussi observer que le même peintre connaît la forme graphique inverse du phonème  $dz$ , ainsi qu'elle apparaît dans quelques textes vieux-slaves, parmi lesquels la première place est occupée par l'inscription de 943 de Dobroudja. Mais le même peintre emploie pour  $\mu$  la forme ductique de  $\mu$ , à savoir dans :  $\kappa\eta\sigma\omega\gamma$ ,  $\mu\alpha$  et  $\sigma\alpha\sigma\eta\mu\iota\tau$ . Pour ce qui est de la constitution de la lettre  $\Phi$  — formée par  $\circ$  et  $\tau$  — dans les mots  $\theta\epsilon\omega\Phi\eta\lambda\kappa$  et  $\sigma\omicron\rho\alpha\Phi\kappa$  — Ion Radu Mircea (65) affirme qu'une analogie dans la composition de la respective lettre peut être établie avec le monogramme — signature du roi serbe Etienne Milutin de l'acte de 1282<sup>26</sup> où la base verticale du  $\tau$  traverse le cercle du  $\Phi$  pour former la ligature  $\tau\Phi$ . On peut observer que chez le peintre Théophile il ne s'agit pas d'une ligature, mais seulement de lier le  $\circ$  avec le  $\tau$ , par conséquent cela n'a rien à voir avec  $\tau\Phi$  de la respective souscription non autographe d'Etienne Milutin en pseudomonogramme. Le slaviste Radu Mircea a parfaitement raison en affirmant qu'il s'agit probablement — nous dirions certainement — d'une création du peintre de Hațeg.

Le graffito de 1352 de l'église princière Saint Nicolas de Curtea de Argeș présente la même graphie onciale épigraphique, avec des éléments semi-onciaux comme par exemple dans lettres  $\kappa$ ,  $\varkappa$  et  $\kappa$  et des minuscules telles les deux derniers  $\lambda$ . Les traces de la capitale sont présentes aussi dans la ligne horizontale du  $dz$ , dans la terminaison par de petits traits en haut des deux semi-ovales de la lettre  $w$ , dans la boucle carrée de l'un des  $\lambda$ , ainsi que dans le crochet supérieur de la lettre  $\lambda$ . Il y a donc trois types graphiques dans le même texte, ainsi qu'on le verra dans certains manuscrits. Les lettres suivantes présentent des variantes graphiques :  $\kappa$ ,  $\lambda$ ,  $\mu$  et  $\rho$  — deux variantes graphiques ;  $\epsilon$  et  $\eta$  — trois ;  $\varkappa$  — quatre et  $\lambda$  — cinq variantes. On observe aussi la forme inverse du  $dz$ , de même que dans l'inscription de 943 de la Dobroudja. Il y a ensuite les ligatures suivantes :  $\lambda$  avec  $\lambda$ ,  $\lambda$  avec  $\varkappa$  — deux fois,  $\lambda$  avec  $\rho$  et  $\lambda$  avec  $\varkappa$ . La forme ductique ligaturée de la lettre  $\lambda$  avec  $\varkappa$ ,  $\rho$  et  $\kappa$  n'existe pas dans les textes épigraphiques slaves proprement dits.

Dans l'inscription de legs du monastère de Rîmeț (dép. d'Alba) du 6 mars 1678<sup>27</sup> apparaissent les formes ductiques des lettres inconnues dans les textes épigraphiques slaves proprement dits. Par exemple,  $\mathfrak{z}$ ,  $w$  — qui apparaît deux fois sous la forme d'un semi-ovale qui se ressemble au même graphème surécrit dans  $\rho\tau\kappa\lambda\omega\mu\lambda$  de l'inscription de Streișingeorgiu. Il y a aussi dans l'inscription de Rîmeț un oméga sous la forme d'un croissant et l'abréviation inconnue  $\mu\tau\rho\omega\lambda$  pour  $\mu\eta\tau\rho\omega\mu\eta\tau$  avec un  $\tau$  minuscule.

L'écriture onciale est utilisée dans la paléographie byzantine simultanément avec la graphie cursive. L'habitude d'employer deux écritures

<sup>26</sup> Vladimir Mošin, *Paleografski album na južnoslovenskoto kirilsko pismo*, Skopje, 1966, pl. 66, n° 26 a, et fac-similé.

<sup>27</sup> Ștefan Meț, *Istoria bisericii și a vieții religioase a românilor din Transilvania și Ungaria* (Histoire de l'église et de la vie religieuse des Roumains de la Transylvanie et de l'Hongrie) I, Sibiu, 1935, fig. 111, p. 479.

différentes dans le même texte a été adoptée par la paléographie slave proprement dite d'où elle est ensuite passée à celle roumano-slave. On connaît plusieurs mss de Gavriil Uric qui emploie dans le même codex des types graphiques différents <sup>28</sup>.

D'autres exemples concernent les documents, car beaucoup d'actes des princes de la Valachie ont la souscription non autographe en onciale avec des traces de la capitale et le texte d'un tout autre type graphique. Par exemple l'acte de Vladislav I et presque tous les actes de l'époque de Mircea l'Ancien sont en minuscule ancienne et le pseudo-monogramme et les initiales en onciale diplomatique du I<sup>er</sup> type, avec des traces de la capitale. Nous remarquons le même phénomène graphique en Moldavie où les actes donnés au monastère de Secu par les princes Ieremia et Simion Movilă, le 12 mai 1606 et le 17 juillet 1607 — selon les photos qui nous ont été offertes par feu Mihai Costăchescu — ont la souscription non autographe en onciale avec des traces de la capitale et le texte en cursive.

En parlant du degré tout spécial de culture des scribes roumains on peut remarquer par exemple que dans l'acte d'Alexandre le Bon du 7 novembre 1409 — des AEB — le grand chancelier Brăteiu écrit les dernières quatre lettres de la flexion  $\alpha\theta\omicron\epsilon\tau\alpha$  en grec. Il y a ensuite l'acte d'Etienne le Grand du 17 janvier 1491, écrit par le scribe Jean et donné au village de Călimănești de Cobăle, publié en 1935 par Paul Mihail et après par Mihai Costăchescu. Puisque le graphème coppa a dans la date de cet acte la forme d'un ovale appuyé sur une courte ligne verticale, son premier éditeur a lu la date de la « création du monde » comme 6979, mais le deuxième l'a rectifiée en 6999 en se guidant par le conseil princier. S'il ne s'agit pas d'une erreur d'écriture du scribe qui a fermé la partie supérieure de coppa, alors on peut admettre que le scribe connaissait la forme archaïque du respectif graphème ainsi qu'il apparaissait dans les textes grecques antiques.

Il y a dans l'art de l'écriture de l'époque d'Etienne le Grand toute une série de scribes remarquables, dont nous mentionnons : Alexa, Andreico,

---

<sup>28</sup> Le Tétraévangélaire de 1436 — du Musée de l'Art de la RSR (= MAR) — a les titres en onciale avec des traces de la graphie capitale, le texte en semi-ociale et le colophon dans la seconde variante de la cursive du I<sup>er</sup> type; le Sbornik de 1439 — de la BARS, n° 164 — a les titres en onciale avec des traces de la capitale, le texte en semi-ociale et les corrections interlinéaires de l'écriture dans la même variante de la cursive du I<sup>er</sup> type, de même pour le Sbornik de 1411 — de la BARS, n° 165 — et le Sbornik de 1447 — de la Bibliothèque « Lénine » de Moscou (= BL), fonds du Musée Rumjancev n° 923. Il y a ensuite le Ménologe du février 1115 — de la BARS, n° 122 — les titres en onciale avec des traces de la capitale, le texte en semi-ociale et les corrections interlinéaires du scribe et le colophon dans la même variante, mentionnée ci-dessus; il en va de même pour : Léstvica (L'échelle du Paradis) du St. Jean le Sinaïtique de 1446, de la BARS, n° 143 — le Ménologe du mars 1447 — de la BARS, n° 123 et le Ménologe du novembre 1440 — de la BL. Un cas tout particulier est celui du Psautier de 1137 du même caligraphe, que nous avons découvert à la BAR et qui a les lettres en onciale avec des traces de la capitale, le texte en semi-ociale et le colophon en minuscule ancienne avec des éléments de la cursive du II<sup>e</sup> type. On connaît ensuite toute une série d'autres mss de la BARS, comme par exemple les mss n° 9, 14, 50, 57, 93, 101, 103, 124, 131, 189, 222 et 223 qui ont: les titres en onciale avec des traces de la capitale, le texte en semi-ociale et le colophon en cursive (Damian P. Bogdan, *La mise en valeur des fonds de manuscrits et de documents de la Bibliothèque de l'Académie de la République Socialiste de Roumanie*, « Revue roumaine d'histoire », VII, 1968, n° 4, p. 594).

Ion Popovici, Isaia Şuşmanovici, Mătei, Negrilaş, Roman, Teodor, Steţco, Şandru Cîrjevici et Vulpaş<sup>29</sup>.

Il y avait aussi une tradition graphique remarquable qui passait d'une province roumaine à l'autre, ce que nous avons déjà pleinement mis en évidence dans la PRS. Ainsi, l'une des formes ductiques de la lettre **Ѡ** du Tétraévangélaire écrit en 1429 par Gavriil Uric<sup>30</sup> apparaît dans le Tétraévangélaire du grand « postelnic » Marcea de la Valachie, livre plaqué en 1519, qui se trouve au MAR, n° 7. La même variante graphique se trouve dans le Tétraévangélaire moldave de 1646 écrit par İvanco de Rădăuţi pour le monastère d'Agapia (MAR). La même variante ductique du **Ѡ** se trouve dans le Liturgiaire imprimé par Macaire en 1508. On constate la circulation graphique identique de quelques-unes des variantes graphiques du **А** minuscule dans l'acte de Vladislav I. Une troisième, quatrième et cinquième forme apparaissent dans l'acte du 7 janvier 1490 ; la première et la deuxième sont présentes dans l'acte du 10 septembre 1493, la deuxième — dans l'acte du 19 juillet 1498, la deuxième — dans celui du 13 juillet 1499, et la première et la deuxième forme — dans l'acte du 18 juillet 1505 ; tous ces actes de la Valachie se trouvent aux AEB. La répétition de ces variantes ductiques de la lettre **А** à longs intervalles prouve que l'écriture ne représente pas un élément concluant pour attribuer une date aux textes auxquelles elle en fait défaut, même si cet unique critère qu'on emploie encore aujourd'hui était beaucoup utilisé autrefois.

<sup>29</sup> Damian P. Bogdan, *Actele lui Ştefan cel Mare din colecțiile Academiei* (Les actes d'Étienne le Grand dans les collections de l'Académie), « Studii și cercetări bibliografice », nouvelle série, XI, 1969, p. 97.

<sup>30</sup> Manuscrit de la Bibliothèque Bodléienne de l'Université d'Oxford (Cod. canonici Graeci, 122).

N.B. Précisons que des détails au sujet de la correspondance entre V.N. Ščepkin et Ioan Bogdan se trouvent dans l'étude de Damian P. Bogdan, *Legăturile lui Ioan Bogdan cu Rusia*, Bucarest, 1961, p. 263—264. L'article de G. Mihăilă que nous avons commenté à la page 98 (*Staroslavjanskije nadpisi otkrytye v s. Basarabi — obl. Dobrogea*) a été publié dans « Revue roumaine de linguistique », IX, 1964, 2, p. 149—169.

# LA PLUS ANCIENNE SYNTHÈSE ROUMAINE DES CHRONOGRAPHEs NÉO-GRECS VÉNITIENS DU XVII<sup>e</sup> SIÈCLE\*

## II.

DORU MIHĂESCU

Parmi les éléments linguistiques susceptibles d'offrir des arguments pour l'élucidation des questions en rapport avec le manuscrit roumain de Sigmaringen, une place distincte est occupée par ceux de nature morphologique. C'est à leur analyse que sont consacrées les pages qui suivent.

### B. ÉLÉMENTS MORPHOLOGIQUES

1. La forme de pluriel *mînule* (345<sup>v</sup>, III) est habituelle dans tout le manuscrit. Les attestations du XVI<sup>e</sup> siècle établissent son existence en Moldavie, dans le nord de la Transylvanie et dans la zone Banat—Hunedoara (dans cette dernière zone, parallèlement avec *mînele*); dans le même temps, les sources valaques n'accusent que la variante actuelle *mînele* (*mînile*)<sup>81</sup>. La situation est la même pour les documents de la période 1600—1700 : la forme étymologique *mînule* (cf. la IV<sup>e</sup> déclinaison latine) est caractéristique pour la Moldavie (à de rares exceptions près), tandis que la forme analogique *mînile* l'est pour la Valachie<sup>82</sup>. Après 1700, la variante *mînile* apparaît de plus en plus fréquemment dans les documents moldaves aussi<sup>83</sup>. Aujourd'hui, on peut rencontrer encore la forme *mînule* dans certaines parties de la Moldavie et, isolément, en Transylvanie (Alba Iulia, Dej, Tirgu Mureş — v. ALR I, vol. I, c. 49; Puşcariu, LR I, p. 340, c. 35). En Moldavie centrale, il existe en outre le pluriel *mînuri*, créé par analogie. Ainsi qu'on peut voir, il s'agit d'un trait qui a caractérisé de manière constante, au long des quatre derniers siècles, surtout le parler moldave. Ainsi, la langue du traducteur de Braşov s'avère à nouveau ouverte aux influences moldaves. Une autre preuve à cet égard est le pluriel *pîrao* (425<sup>v</sup>, III), que l'on enregistre au XVII<sup>e</sup> siècle chez Dosoftei (Ps. sl.-rom., 98<sup>r</sup>, 1680; Mol, 13<sup>v</sup>, 1681).

2. Forme de vocatif *ome* (10<sup>v</sup>, I; 196<sup>v</sup>, II). Cette fois-ci, les exemples proviennent des parties dues aux deux copistes anonymes. Le vocatif *oame* est enregistré dès le XVI<sup>e</sup> siècle dans des sources transylvaines et

\* Voir la I<sup>re</sup> partie de cette étude dans « Revue des études sud-est européennes », XVIII, 1980, 3.

<sup>81</sup> Al. Rosetti, *op. cit.*, p. 519; I. Gheţie, Al. Mareş, *op. cit.*, p. 222—224.

<sup>82</sup> I. Gheţie, *op. cit.*, p. 291, 348.

<sup>83</sup> *Ibidem*, p. 159.

moldaves, parmi lesquelles le livre des Quatre Évangiles imprimé par Coresi à Braşov en 1560—1561<sup>84</sup>. Durant la période 1600—1700, on le rencontre entre autres dans *Cazania* de Varlaam, dans la traduction des *Histoires* d'Hérodote, attribuée à Dosoftei<sup>85</sup>, ainsi que dans l'archétype des chronographes Danovici, dont la traduction en roumain a également été attribuée au métropolitain moldave<sup>86</sup> (ms. 3517, 549<sup>v</sup>, 550<sup>r</sup>). De ce manuscrit, la forme en question est passée, directement ou indirectement, dans plusieurs copies moldo-valaques du XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>87</sup>. Pour l'exemple pris dans la première partie du manuscrit de Sigmaringen il est impossible de trouver le correspondant dans l'archétype, qui a perdu ses premières pages; mais on peut en soupçonner l'existence, vu que dans le ms. 86, qui en est la copie fidèle, on trouve au f. 20<sup>r</sup>, tout comme dans le ms. Sigm. 5, la forme *ome*. Compte tenu de la présence de ce vocatif aussi dans la partie écrite par le deuxième copiste, ainsi que de ses attestations du XVI<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle, il n'y a pas lieu, selon nous, à considérer déterminante dans ce cas l'influence de l'original moldave.

Le ms. Sigm 5 nous offre encore, dans la partie datant de 1678, une intéressante forme populaire du vocatif d'un substantif composé, qui existe également et dans un contexte identique dans l'archétype: *eu mă rog svintiei tal(e), părinte papo* (173<sup>r</sup>, I; ms. 3517, 242<sup>v</sup>).

3. Existence de l'article défini féminin, singulier, proclitique *îi*: *feciorul îi Mariiam* (42<sup>v</sup>, I). Les plus anciennes attestations datent du XVI<sup>e</sup> siècle et proviennent du Maramureş et du sud-ouest de la Transylvanie (*Palia* d'Orăştie). Le siècle suivant offre, en outre, un assez grand nombre d'attestations moldaves<sup>88</sup>. Aujourd'hui, de telles constructions se rencontrent encore dans le nord de la Transylvanie et particulièrement dans le Maramureş, où elles sont même plus fréquentes que l'on ne s'y attendrait, ce qui confirme une fois de plus le caractère conservateur du parler de cette zone<sup>89</sup>. Dans le Chronographe de Sigmaringen nous avons pu en enregistrer un seul exemple, dans la partie copiée en 1678 d'après l'original moldave. Étant donné la répartition territoriale des attestations, ainsi que l'existence d'une forme correspondante dans l'archétype (ms. 3517, 44<sup>v</sup>), l'influence de cet original doit être considérée comme décisive pour l'apparition de l'article *îi* dans notre manuscrit.

4. Emploi de la forme non accentuée du datif du pronom réfléchi en position enclitique et à valeur d'adjectif possessif: *acasă-ş* (130<sup>v</sup>, I); *bărbatu-ş* (58<sup>v</sup>, I); *curţi-ş* (68<sup>v</sup>, I); *muiarea-ş* (185<sup>v</sup>, I); *părinţi-ş* (26<sup>r</sup>, I); *socri-ş* (26<sup>r</sup>, I); *locu-ţ* (26<sup>v</sup>, I); *otacu-ţ* (161<sup>r</sup>, I). Nous avons encore enre-

<sup>84</sup> Ovide Densusianu, *Histoire de la langue roumaine. Tome II. Le seizième siècle*, Paris, 1938, p. 145; Al. Rosetti, *op. cit.*, p. 529; *Tetraevanghelul tipărit de Coresi, Braşov, 1560—1561, comparat cu Evangheliarul lui Radu de la Mănăceşti, 1574*, édition parue par les soins de Florica Dumitrescu, Bucureşti, 1963, p. 380.

<sup>85</sup> Doru Mihăescu, *Une version roumaine d'Hérodote au XVII<sup>e</sup> siècle*, « Revue des études sud-est européennes », t. XVI, 1978, p. 746, 747.

<sup>86</sup> N. A. Ursu, *op. cit.*, p. 4.

<sup>87</sup> V. ms. 108, Moldavie, 1707, 397<sup>v</sup>; ms. 1469, Moldavie, 1732, 386<sup>r</sup>; ms. 1070, Valachie, 1758, 493<sup>v</sup>; ms. 4248, Valachie, 1762, 567<sup>r</sup>, etc. (tous ces manuscrits appartiennent au fonds de la BARSR).

<sup>88</sup> I. Gheţie, Al. Mareş, *op. cit.*, p. 230—231; Doru Mihăescu, *op. cit.*, p. 747.

<sup>89</sup> Nuţu Roşca, *Particularităţi ale articolului în onomastica din comuna Birsana (jud. Maramureş)*, « Limba română », XXVII, 1978, 3, p. 321—326.

gistré de telles modalités d'expression au XVII<sup>e</sup> siècle, à savoir chez Dosoftei, dans sa *Vie et mort des saints*<sup>90</sup> et dans sa traduction des *Histoires* d'Hérodote<sup>91</sup>. Tous les exemples de Sigm 5 proviennent de la première partie et se doivent sans aucun doute à l'original moldave. Des correspondants se trouvent dans l'archétype, comme *bărbatu-ș* (f. 58<sup>v</sup>), *părință-ș*, *socri-ș* (f. 17<sup>v</sup>) *locu-ț* (f. 174<sup>v</sup>), etc.

5. Formes verbales de l'impératif *blem*, *blemaț(i)* (55<sup>r</sup>, 132<sup>r</sup>—I; 216<sup>v</sup>, 218<sup>v</sup>, 219<sup>v</sup>—III; 177<sup>v</sup>, I). Leur présence a été signalée pour commencer dans des sources du XVI<sup>e</sup> siècle<sup>92</sup>. Nous avons rencontré pour la première fois l'infinitif de ce verbe, *blare*, dans le *Codex Todorescu* (ms. 5484 BARSr, 28<sup>v</sup>); il provient, par aphérèse, de *îmblare* (<lat. *ambulare*). Au XVII<sup>e</sup> siècle, ces formes d'impératif apparaissent dans des sources des trois provinces roumaines, sous les variantes *blem*, *blemați* (EvG, 235; Varlaam, Caz, 393; ms BARSr 497 (Evangélaire moldave de 1677), 120<sup>v</sup>, 437<sup>v</sup>; Dosoftei, Mol, 148<sup>v</sup>; EvangB, 145<sup>v</sup>) ou *blăm*, *blămați* (CN, 117<sup>r</sup>; NT, 120<sup>v</sup>; Dosoftei, Ps, ps. 70, p. 231; Dosoftei, Par, 25<sup>v</sup>; Biblia, 75). Les deux catégories de variantes se trouvent ainsi côte à côte non seulement dans les sources d'une même province, mais aussi chez un même auteur (Dosoftei). Dans le Chronographe de Sigmaringen on trouve régulièrement les formes en *e*, autant chez le copiste de la première partie que chez le prêtre Vasile Grid. A noter qu'aux formes *blem* (voir le premier exemple), *blemaț* de la première partie de Sigm 5 correspondent les formes *blăm*, *blămaț* de l'archétype du chronographe Danovici (ms. 3517, 55<sup>r</sup>, 250<sup>r</sup>). Mais on remarque que, dans l'archétype, il y avait écrit initialement *blemați*, c'est-à-dire la forme employée en 1678 par le premier copiste de Sigm 5; plus tard, la deuxième main a remplacé *e* et *i* par *ɛ* (d'où *blɛmațɛ*). Et comme nous avons vu que cette deuxième main a accentué habituellement le caractère régional, moldave du texte écrit par la première, on peut déduire que, sous le rapport de la langue parlée, les formes en *ă* pouvaient paraître plus normales pour un Moldave, même si, par écrit, elles coexistaient dans les sources de Moldavie. Au deuxième *blem* de la première partie du ms. Sigm 5 (132<sup>r</sup>) correspond dans l'archétype (ms. 3517, 185<sup>v</sup>) *veniț*. Cette fois-ci il ne peut plus s'agir d'une accentuation du caractère moldave du texte, mais de la renonciation à un terme que le copiste de la deuxième partie de l'archétype aura trouvé inadéquat par son emploi trop fréquent et son caractère par trop populaire pour le texte en question: *blem (veniț) împărăteasă să vă arăt unde au răstignit pre H(risto)s*.

6. La forme verbale archaïque *putredi*: *au putredit* (172<sup>v</sup>, I); *să hie putredit* (177<sup>r</sup>, I). Cette forme a été signalée auparavant dans des textes du XVI<sup>e</sup> siècle<sup>93</sup>. Au cours du siècle suivant, on la rencontre surtout chez Dosoftei, entre autres dans son *Chronographe* (ms. 3456 BARSr, 58<sup>v</sup>, 136<sup>r</sup>), dans sa traduction des *Histoires* d'Hérodote (ms. 3499 BARSr, 397) et dans sa *Vie des saints* (123, 13 nov.). Sa présence dans l'archétype des chronographes Danovici (ms. 3517, 178<sup>v</sup>) explique qu'on la trouve aussi dans le ms. Sigm 5.

<sup>90</sup> Al. Rosetti, B. Cazacu; L. Onu, *op. cit.*, p. 141.

<sup>91</sup> Doru Mihăescu, *op. cit.*, p. 748.

<sup>92</sup> Al. Rosetti, *op. cit.*, p. 490, 552.

<sup>93</sup> *Ibidem*, p. 513—514.

7. Forme adverbiale *acmu* (23<sup>r</sup>, 65<sup>r</sup>—I). Elle s'explique par le lat. \**eccum-mó(do)* qui, par le déplacement de l'accent sur le *u* (donc \**eccúm-mo(do)*), a donné l'actuel *acum*. La forme *acmu* apparaît au XVI<sup>e</sup> siècle dans le nord de la Moldavie, le nord-est de la Transylvanie, dans certaines parties de la zone Banat-Hunedoara et isolément dans le nord-est de l'Olténie<sup>94</sup>. Au XVII<sup>e</sup> siècle, la principale aire de circulation de l'adverbe *acmu* est la Moldavie, où *acum* n'a été relevé qu'au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle. De même, *acmu* est attesté, plus ou moins fréquemment, dans le nord de la Transylvanie, le nord-est de l'Olténie, le Bihor, la zone Banat—Hunedoara<sup>95</sup>. Accidentellement, sa présence a été signalée aussi ailleurs, s'expliquant par l'influence d'originaux des zones susmentionnées<sup>96</sup>. Dans le Chronographe de Sigmaringen nous ne l'avons enregistré que dans la partie copiée en 1678 sur l'original moldave. La même forme se retrouve dans les deux cas dans l'archétype (ms. 3517, 13<sup>r</sup>, 78<sup>v</sup>)

8. Les locutions adverbiales *cum mai de sírg* « aussi vite que possible » et *cu totul(ui) tot* « totalement, intégralement » (132<sup>r</sup>; 68<sup>v</sup>, 189<sup>v</sup>). On ne possède pas d'attestations de ces constructions avant 1600. Du reste, elles sont rares même dans les sources du XVII<sup>e</sup> siècle; les exemples dont on dispose proviennent exclusivement des écrits de Dosoftei: VS, 157<sup>v</sup>, 24 nov., ms. 3499 BARSR (traduction des *Histoires* d'Hérodote), 93, 153, 215, 277, 427, 536; VS, 73<sup>v</sup>, 19 oct., 13 mars, ms. 3456 (Chronographe), 131<sup>v</sup>, 134<sup>r</sup>, 249<sup>r</sup>, 358<sup>r</sup>. Comme on peut voir, dans le Chronographe de Sigmaringen de telles locutions n'apparaissent que dans la partie copiée sur l'original moldave. L'archétype des chronographes Danovici offre, dans les fragments correspondants, plusieurs possibilités d'attestation (ms. 3517, 51<sup>v</sup>, 83<sup>r</sup>, 102<sup>v</sup>, 132<sup>r</sup>, 156<sup>r</sup>, 176<sup>v</sup>, 233<sup>v</sup>). Le copiste de la première partie de Sigm 5 (1678), à moins que ce ne soit le copiste de l'intermédiaire présumé entre l'archétype et ce manuscrit, est l'auteur de la modification. L'un des deux — ou peut-être les deux — a considéré nécessaire de renoncer, de temps à autre du moins, à des formes qui ne leur étaient pas familières et, ainsi, *cu totului tot* est arrivé à être rendu par la forme évidemment plus usuelle *cu tot* (cf. ms. 3517, 57<sup>v</sup>; Sigm 5, 51<sup>v</sup>).

La plupart des éléments morphologiques présentés ci-dessus ont été enregistrés exclusivement dans la première partie du manuscrit de Sigmaringen. Il en est ainsi de l'article défini, féminin, singulier, proclitique *îi*, de la forme non accentuée du datif du pronom réfléchi en position enclitique et à valeur d'adjectif possessif, de la forme verbale *putredi*, de l'adverbe *acmu*, des locutions adverbiales *cum mai de sírg* et *cu totul(ui) tot*. Tous ces éléments reflètent l'influence de l'original moldave sur le fragment copié en 1678. Il s'agit parfois de particularités présentes couramment — ou du moins assez fréquemment — dans les sources moldaves du XVII<sup>e</sup> siècle (l'adverbe *acmu*, l'article défini enclitique *îi*); d'autres fois cependant il s'agit de traits peu habituels même pour le parler moldave, attestés notamment ou exclusivement chez un auteur comme Dosoftei (la forme verbale *putredi*, les locutions *cum mai de sírg* et *cu*

<sup>94</sup> *Ibidem*, p. 553; I. Gheție, Al. Mareș, *op. cit.*, p. 254.

<sup>95</sup> I. Gheție, *op. cit.*, p. 174, 175, 282, 313, 356, 357.

<sup>96</sup> *Ibidem*, p. 252.

*totului tot*). A ce propos, nous rappellerons que la traduction du chronographe Danovici, dont nous avons constamment utilisé l'archétype à fin de comparaison avec la partie correspondante du ms. Sigm 5, a été attribuée au métropolitain moldave<sup>97</sup>.

Dans la troisième partie du manuscrit, nous avons signalé la présence d'éléments attestés surtout en Moldavie, comme les pluriels *minule* et *pîrao*. Ils viennent confirmer une certaine influence, surprenante, que nous avait déjà révélée dans le domaine phonétique. Chez le deuxième copiste nous avons enregistré le vocatif *oame*, élément archaïque qui existe aussi dans la partie copiée en 1678 d'après l'original moldave, mais qui manque dans la partie datant de 1684. En général, on peut parler d'une influence moldave assez marquée, qui confère en premier lieu au texte une note archaïque et populaire.

### C. ÉLÉMENTS LEXICAUX

1. *Abăioară* « couverture de cheval » (< *abai* <scr. *abaja* idem < turc *'abā*) (415<sup>v</sup>, III). Hasdeu enregistre *abai* dans la langue pleine de curiosités des documents de Petru le Boiteux (HEM, I, p. 82). Pour *abăioară*, il mentionne deux attestations dans des documents du XVII<sup>e</sup> siècle, l'un de 1621, l'autre de 1689 (*ibidem*, p. 83—90). Nous l'avons rencontré à la même époque dans la traduction des *Histoires* d'Hérodote (IV, 66, p. 227).

2. *Acolisi* (a se) « s'en prendre à quelqu'un, insister » (< gr. Κολλῶ, « s'en prendre », aoriste ἐκόλλησα) (28<sup>r</sup>, 69<sup>r</sup> — I). Hasdeu émet l'hypothèse que *acolisi* pourrait représenter « un reste de l'influence du droit byzantin, particulièrement en Moldavie » (HEM I, p. 169). Il ne cite que des attestations moldaves, du XVII<sup>e</sup> et du XVIII<sup>e</sup> siècles (*ibidem*, p. 168—169), parmi lesquelles un exemple d'étymologie populaire fourni par la variante *ocolisesc*, dans un document émis par le prince Duca en 1681. Plus récemment, ce verbe a été enregistré, toujours dans des sources moldaves, à savoir dans les documents du monastère de Bistrița et dans la chronique de Neculce<sup>98</sup>. Il existe toutefois aussi des attestations valaques pour le XVII<sup>e</sup> siècle (ÎL, 250; VarlIoas, 233). Les deux exemples de Sigm 5 proviennent de la première partie et ont des correspondances identiques dans l'archétype moldave (v. ms. 3517, 20<sup>r</sup>, 81<sup>v</sup>).

3. *Agemi* « persan, oriental » (< turc *acemi* < *acem* « étranger, persan » < arabe *agem* « les peuples non arabes, Perse ») (338<sup>v</sup>, 349<sup>v</sup> — III). La première attestation du mot avec cette signification ne date que de la première moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle (HEM I, p. 359), mais son existence dans la langue roumaine avant cette date peut être prouvée non seulement par ces exemples de 1684, mais aussi par ceux de l'archétype des chronographe Danovici, où l'on trouve *agem* (ms. 3517, 491<sup>v</sup>); de là il a passé dans la copie très fidèle achevée en 1689 (ms. 86 BARSr, 372<sup>r</sup>).

4. *Alaman* « allemand » (< gr. Ἀλαμάνος (v. DS, p. 457) (le mot représente le nom de certaines tribus germaniques qui ont vécu du III<sup>e</sup>

<sup>97</sup> N. A. Ursu, *op. cit.*, p. 4.

<sup>98</sup> Al. Rosetti, B. Cazacu, L. Onu, *op. cit.*, p. 69, 286.

au VI<sup>e</sup> siècle dans la région du Rhin ; de l'allemand, il a passé dans les langues occidentales — français, espagnol, portugais — et dans le bas latin, sous les variantes *ale-* ou *ala-* ; de là il est entré dans la littérature byzantine des chronographes et, par leur entremise, dans le chronographe néo-grec de Dorothe, d'où il a passé dans la langue roumaine. DEX mentionne le terme *alemani*, avec la variante *alamani*, en indiquant comme point de départ le germ. *Alemanne* et le fr. *Alamans*, v. p. 24) : *miser Guliemu ce era de sămînță alaman (adec neamț) ... să mai deaderă alamanului* (378<sup>r</sup>, III). Parce que le terme est insolite, il est suivi, la première fois, par une parenthèse explicative. Bien que déterminée par l'influence de l'original, sa présence dans un texte roumain de 1684 constitue un fait digne d'intérêt et, de toute façon, inconnu jusqu'à présent. C'est pourquoi, afin de mieux faire comprendre la manière dont le mot est employé, nous avons considéré opportune la reproduction des contextes.

5. *Alofi (li)* « d'une autre race, allogènes, étrangers » < gr. ἀλλοφυλής « d'une autre race » (50<sup>r</sup>—52<sup>v</sup>, 56<sup>v</sup>, 57<sup>r</sup> — I). Un peu plus tard, ce terme apparaît aussi chez Dimitrie Cantemir, dans son *Histoire hiéroglyphique* (sous la forme *alofilii*)<sup>99</sup>. Pourtant, il ne se trouve pas dans les dictionnaires roumains. La situation de ses attestations dans Sigm 5 présente un intérêt supplémentaire du point de vue des rapports entre ce manuscrit et l'archétype des chronographes Danovici, car c'est l'un des rares cas où l'on peut constater une différence importante entre les deux manuscrits. Ainsi, aux 25 présences du mot dans Sigm 5 n'en correspondent que trois dans le ms. 3517 (v. ff. 57<sup>r</sup>, 58<sup>r</sup>), représentant toutes les trois des formes écrites par la première main. Dans les 22 autres cas, on trouve dans l'archétype différentes formules de remplacement : soit le synonyme slave *ino-plemenet* (50<sup>r,v</sup>, 51<sup>r</sup>, 52<sup>r</sup>, 56<sup>v</sup>), soit le syntagme synonyme *alte sămînții* (50<sup>r,v</sup>, 51<sup>r,v</sup>, 57<sup>r</sup>), ou bien tout simplement *aceștea, într-înșii* (51<sup>r</sup>, 52<sup>v</sup>), ou même, enfin, *vrăjmașii* (51<sup>v</sup>) ; dans tous ces cas, sans exception, le mot est écrit par la deuxième main dans l'espace laissé libre par la première. Ainsi, le copiste de la partie de Sigm 5 datée 1678, ou celui de l'intermédiaire entre celle-ci et l'archétype, a généralisé l'emploi du terme *alofi (li)*, que l'archétype ne renferme que dans trois cas, à tous les autres cas, manifestement semblables, dans lesquels l'archétype présentait des espaces blancs. Ce serait là une première explication possible. Mais il en existe une autre. L'existence de cette situation soulève des doutes quant au statut de la première partie de l'archétype, que I. Ștefănescu considère comme l'original de la traduction<sup>100</sup>. En effet, comment le traducteur, qui a adopté dans trois cas *alofi (li)*, s'est-il permis de laisser des espaces blancs dans les 22 autres, malgré la présence de cette même forme dans le texte grec (v. KS, p. 77—80) ? Ne s'agirait-il pas, en fait, d'une copie d'après un original dans lequel ces espaces blancs existaient déjà ? Le véritable autographe, également moldave et qui était limité comme étendue aux premières parties tant du ms. 3517 que du ms. Sigm 5, n'aurait-il pas présenté la forme *alofi (li)* dans tous les 25 cas et Sigm 5 (I) ne représenterait-il pas son successeur direct ou indirect ? Voilà comment la précieuse — encore que fragmentaire — version du soi-disant « chronographe

<sup>99</sup> *Opere I*. Edition parue par les soins de P. P. Panaitescu, București, 1965, p. 8.

<sup>100</sup> *Op. cit.*, p. 172.

Danovici» comprise dans le manuscrit de Sigmaringen suscite des problèmes d'une importance particulière en ce qui concerne la filiation du type de chronographe ayant connu la plus grande circulation dans l'espace culturel roumain.

6. *Ambasador* < gr. ἀμπασαδόρος (v. DS, p. 435), cf. fr. *ambassadeur*, angl. *ambassador*, it. *ambasciatore*: *Iar după moartea acestuia lui Grimami fu prințip Andrei Gritis; când au fost cursul anilor de la H(risto)s 1528 și au trăit ani 14 și luni 6; acesta au fost ambasador, adec chihaia, la sultan Paiazit și ședea la Galata ca un d(o)mn trimis (457<sup>v</sup>, III). L'attestation du mot *ambasador* dans une source roumaine de 1684 représente une véritable surprise, car il était considéré comme un néologisme occidental (fr. *ambassadeur*, angl. *ambassador*) des temps modernes (v. DN, p. 53). Même son précurseur, d'influence italienne, *ambașador*, ne date que de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle (l'ouvrage de Ienăchiță Văcărescu, *Istorie a preputernicilor împărați othomani*, où cette forme est présente, a été rédigé entre 1788 et 1791 et publié à titre posthume, bien plus tard, en 1863, par Al. Papiu Ilarian)<sup>101</sup>. Or, voilà que nous le découvrons, exactement dans sa forme moderne, plus de cent ans auparavant, dans le Chronographe de Sigmaringen, dont le traducteur l'a pris tel quel de l'original grec. Mais parce que le terme était tout à fait inusité, il lui a joint un synonyme pris dans la terminologie diplomatique du temps, à savoir l'élément d'origine turque *chihaie*. Aujourd'hui, c'est en sens inverse qu'il conviendrait de fournir l'explication : non pas *ambasador adec chihaia*, mais *chihaia adică ambasador*.*

7. *Amira* « empereur, gouverneur » < gr. ἀμῆρᾶς, idem < arabe *amir* « chef, commandant<sup>102</sup> (274<sup>r</sup>, 301<sup>r</sup> — III). Encore un emprunt fait à l'original grec (v. DS, p. 372). A sa première apparition, le terme est accompagné par l'explication du traducteur : *tăiară pre amira, adec pre domnul varvarilor* (274<sup>r</sup>). La présence de *amiră* dans la traduction d'après Dorothe infirme l'opinion tendant à considérer ce terme comme l'un des « aroumanismes » de Dosoftei<sup>103</sup>. Le métropolite moldave — qui l'a employé à plusieurs reprises dans sa *Vie des saints* (39<sup>r</sup>, 1<sup>er</sup> oct. ; 191<sup>v</sup>, 4 déc. ; 212<sup>r-v</sup>, 11 déc. ; 225<sup>r</sup>, 17 déc. ; 26<sup>v</sup>, 8 mars ; 96<sup>r</sup>, 13 avr.) et dans des chronographe (ms. 3456, 207<sup>v</sup>, 228<sup>r</sup>, 270<sup>v</sup>, 271<sup>r</sup>, 295<sup>r</sup>; ms. 3517, 444<sup>v</sup>, 472<sup>v</sup>, 572<sup>v</sup>), à côté de la variante *amiran* (VS, 222<sup>r</sup>, 15 déc. ; ms. 3456, 320<sup>r-v</sup>) et d'un dérivé verbal, qui est sa propre création, *a se amiri* « devenir *amiră*, dominer » (ms. 3456, 319<sup>v</sup>, 320<sup>r</sup>) — a fort bien pu, tout comme le prêtre Vasile Grid, être influencé par les originaux grecs.

8. *Anină* « sable » < lat. *arēna*, idem (20<sup>r</sup>, 23<sup>r</sup>, 161<sup>v</sup> — I). Le mot se trouve dans des écrits du XVI<sup>e</sup> siècle, comme *Psaltirea Scheiană* ou *Codicele Voronețean*. Le fait que Coresi l'a remplacé régulièrement par son synonyme *năsip* pourrait constituer un indice de son caractère de régionalisme septentrional. Au siècle suivant, nous l'avons rencontré le plus souvent chez Dosoftei (ms. 3499, 95, 103, 157, 187, 188, 267, 345 ; Ps, ps. 77,

<sup>101</sup> Al. Rosetti, B. Cazacu, L. Onu, *op. cit.*, p. 512.

<sup>102</sup> Giovan Battista Pellegrini, *Gli arabismi nelle lingue neolatine (con speciale riguardo all'Italia)*, vol. II, Brescia, 1972, p. 425.

<sup>103</sup> Al. Rosetti, B. Cazacu, L. Onu, *op. cit.*, p. 149.

p. 252; Ps. sl-rom., 98<sup>v</sup>; Par, 59<sup>v</sup>; VS, 46<sup>r</sup>, 5 oct.; 216<sup>r</sup>, 13 déc.; 109<sup>v</sup>, 5 mai, etc.) et, en général, dans des sources du nord de la Moldavie et de la Transylvanie (ms. 494 BARSR, 34<sup>r</sup>; ms. 1348 BARSR, 51<sup>r</sup>; ms. 170 BARSR, 89<sup>v</sup>; ms. 540 BARSR, 91<sup>r</sup>; ms. 5882 BARSR, 123<sup>r</sup>). La forme *anină*, explicable par une assimilation régressive, -r- — -n- > -n- — -n-, est attestée dans des textes du XVI<sup>e</sup> siècle et justifiée régulièrement par des influences moldaves<sup>104</sup>. Au XVII<sup>e</sup> siècle, on ne la trouve que dans des sources moldaves, à savoir dans la traduction des *Histoires* d'Hérodote (ms. 3499, 95, 103, 187, 188, 267, 345), où il existe aussi le dérivé *aninos* (186, 266, 267, 269), dans un Évangélaire de 1677 (ms. 497 BARSR, 34<sup>r</sup>) et dans l'archétype des chronographes Danovici (ms. 3517, 75<sup>v</sup>, 225<sup>v</sup>). Sur les trois exemples présents dans Sigm 5, seul celui du f. 161<sup>v</sup> possède un correspondant identique dans l'archétype (f. 225<sup>v</sup>). Quant aux deux autres, le ms. 3517 offre pour notre surprise le correspondant *năsip* (ff. 8<sup>v</sup>, 13<sup>r</sup>); ce mot n'a pas été écrit toutefois par la première main de l'archétype, mais par la deuxième, dans des espaces laissés libres. On assiste ainsi à une opération semblable à celle signalée ci-dessus pour le terme *alofi* (*li*) et qui soulève les mêmes problèmes au sujet du statut de la première partie de l'archétype et des rapports entre les manuscrits.

9. *Armîral*, *armilar* < gr. Ἀρμηράλης (του) Ἀρμηράλη (v. DS II, p. 471): *chiemă* (il s'agit du prince de Venise — n.n.) *pre armîraliul care e mai mare pre catarge și pre corabii ... atuncea chemă armîraliul pre cominul, adec pre corăbîiarul acel mare* (380<sup>v</sup>, III). Il s'agit ici encore d'un emprunt fait à l'original grec, dans le chapitre sur l'histoire de Venise. La variante *armîraliu* est le résultat de la transformation *-aliu* > *-ariu* (sous l'influence des dérivés de ce suffixe), suivie d'une dissimilation (*r-r-r* > *r-l-r*). *Armîral* est le précurseur de 1684 de l'actuel *amîral*. Mais nous avons enregistré la forme *amîral* dès le XVII<sup>e</sup> siècle dans l'archétype des chronographes Danovici (ms. 3517, 444<sup>v</sup>, 472<sup>v</sup>, 572<sup>r</sup>), les deux premières fois dans le sens d'*amîra*, la troisième fois dans celui du terme *armîral* de Sigm 5. Il s'est produit par conséquent une contamination entre le terme grec et le terme occidental (entré dans la langue roumaine par l'entremise des chronographes néo-grecs vénitiens), qui du point de vue sémantique procèdent tous deux de l'arabe *amîr* « commandant »<sup>105</sup>.

10. *Bantieră*: *avea aceaste galioane împrejzur tot bantiere poleite* (410<sup>r</sup>, III) < gr. παντιέραεις (v. DS II, p. 500). Le terme *bantieră* apparaît dans le même chapitre concernant l'histoire de Venise et sa présence dans la traduction roumaine s'explique de la même façon. Il représente un précurseur du mot plus récent *bandieră* « drapeau, étendard d'un vaisseau », pour lequel on a proposé comme termes de référence l'it. *bandiera* et le fr. *bandière* (D.N., p. 129).

11. *Bastard* « enfant illégitime », cf. it. *bastardo*, idem: *avea doi feciori, unul era din bl(ago)s(lo)venie făcut cu d(oa)mna sa, iar altul era bastard, adec făcut cu o fiitoare ... pre acel bastard îl chema Theodor ... lăsa și aceluî bastard o parte ... începu a să bate cu frate-său acel bastard* (396<sup>r</sup>, III). Au XVII<sup>e</sup> siècle, le terme généralement employé dans ce sens, en Moldavie du moins, était *copil* (v. Ureche, Let, 24; PÎ,

<sup>104</sup> I. Gheție, *op. cit.*, p. 218, 220, 237, 240–241.

<sup>105</sup> Giovan Battista Pellegrini, *op. cit.*, vol. I, p. 94.

137, 153, 154 ; Herodot, I, 137, p. 58). Indépendamment de la zone, *bastard* représentait une nouveauté lexicale qui réclamait une explication lors de sa première mention.

12. *Bogorodiță — hristorodiță* « mère de Dieu — mère du Christ » < sl. *bogorodica, hristorodica*, créé par analogie d'après le premier terme (176<sup>r</sup>, I). Le contexte dans lequel apparaissent les deux termes est exactement celui de l'archétype (ms. 3517, 252<sup>r</sup>).

13. *Bușlui* (a se) « s'attrister, se faire du mauvais sang » < mag. *búsul'*, idem (442<sup>r</sup>, III). Régionalisme d'origine magyare, *bușlui* a été enregistré à partir du XVII<sup>e</sup> siècle sous cette forme ou sous la variante *bușuli*, dans différentes sources du Banat, du Bihor et de Transylvanie (y compris la zone de Brașov) (DLR, I, 1, p. 709 ; TEW, p. 156—157). Nous ne l'avons pas rencontré durant la même période en Moldavie. Il apparaît dans la partie du Chronographe de Sigmaringen traduite sur Dorothé et représente un argument à l'appui de l'origine tansylvaine du traducteur.

14. *Cadiu* « juge » < turc *kadi*, idem (348<sup>v</sup>, 364<sup>v</sup> — III). Pour le XVII<sup>e</sup> siècle, nous avons enregistré le terme *cadiu* dans *Cazania lui Varlaam* (453, 456), dans un document valaque de 1669 (Uric, IV, B, p. 364) et dans l'archétype des chronographes Danovici (ms. 3517, 480<sup>r</sup>). De la première source, il a franchi les Carpates, apparaissant dans la *Cazania* copiée par le prêtre Ursu de Cotiglet (Bihor) (ms. 4182 BARSR, 392<sup>v</sup>). La troisième partie de Sigm 5 offre de nouvelles attestations transylvaines de cet élément turc, connu surtout, comme il est naturel, en Moldavie et en Valachie.

15. *Caic* « barque » < turc *kaik*, idem (167<sup>v</sup>, I). Dans ce cas, l'apparition de ce terme oriental se produit dans la première partie du chronographe et correspond à la situation de l'archétype (ms. 3517, 255<sup>r</sup>). En dehors de l'archétype, *caic* existe aussi dans d'autres sources moldaves, parmi lesquelles la chronique de Miron Costin et le ms. 3231 BARSR (f. 229<sup>r</sup>).

16. *Capiaga* « commandant militaire turc » < turc *kapu agası*, idem : *jurui lui capiaga multe, iar capiaga trimise scrisoare la patriarhul* (363<sup>r</sup>, III). Ainsi, encore un élément turc dans la partie du chronographe considérée comme traduite par le prêtre de Brașov Vasile Grid. Le mot ne figure pas dans les dictionnaires de langue roumaine.

17. *Capichihaie* « représentant diplomatique » < turc *kapu kehiası* idem (363<sup>r</sup>, III). Rappelons que, toujours dans la partie du ms. Sigm 5 traduite sur Dorothé, nous avons enregistré plus haut la présence inattendue du terme *ambasador*, expliqué par son équivalent oriental (turc) *chihaie*. Cette fois, quoiqu'il s'agisse de l'ambassadeur de Venise, le traducteur a utilisé la forme plus normale pour le temps et l'espace où il vivait.

18. *Cardinar* « cardinal » (415<sup>v</sup>, 416<sup>v</sup>, 417<sup>r</sup> — III) < gr. καρδινάλειο (v. DS, p. 504). Le mot a déjà été relevé au XVII<sup>e</sup> siècle chez Grigore Ureche et expliqué par l'influence polonaise<sup>106</sup>. Ici, en échange, il s'agit de l'influence de l'original grec, imprimé à Venise. Alors que chez le chro-

<sup>106</sup> Ovid Densusianu, *Opere III. Limba română în secolul al XVII-lea*, București, 1977, p. 83.

niqueur moldave la variante employée est celle normale (*cardinal*), dans Sigm 5 apparaît chaque fois celle à *r* final au lieu de *l*. Ainsi que nous l'avons déjà précisé pour la variante *armilar*, il s'agit d'une modification phonétique produite dans le milieu roumain sous l'influence des dérivés au suffixe *-ar*.

19. *Chintinar* « mesure de poids » < gr. κεντηνάριον < lat. *centenarium* (189<sup>v</sup>, I). DLR (I, 2, p. 362) enregistre seulement la variante *chindinar*, avec la mention « seulement chez Moxa ». Ladite forme de Sigm 5 a pour correspondant dans l'archétype *chentinar* (ms. 3517, 269<sup>r</sup>), qui y apparaît à plusieurs reprises (v. ff. 266<sup>1</sup>, 329<sup>v</sup>, 396<sup>r</sup>).

20. *Comitos*, *comin* < gr. κόμητος, κομην (formes de génitif et d'accusatif singulier de κόμης < lat. *comes*, *-itis*) : *atuncea chiemă armilariul pre cominul, adec pre corăbiariul acel mare ... zise cominul cătră Rumbertu ... Rumbertu crezu cuvintelor comitosului și eși afară* (380<sup>v</sup>, III). Le nominatif grec byzantin κόμης a donné en roumain, directement ou par une filière sud-slave, le mot *comis* « dignité des cours princières de Valachie et de Moldavie ». Dans le cas présent, il s'agit du même terme, mais entré dans la langue roumaine dans de tout autres conditions, sous d'autres formes et avec une autre signification : le traducteur du chronographe néo-grec de Dorothé prend dans l'original — plus précisément dans le chapitre sur l'histoire de Venise (v. DS II, p. 471) — les formes de génitif et d'accusatif et les incorpore telles quelles dans le texte roumain. Là, au cas grammatical requis par la situation, ce terme désignait un rang dans la hiérarchie navale vénitienne. Sa présence dans une source roumaine n'avait pas été signalée jusqu'à ce jour.

21. *Comînda* (*a*) « avoir soin des âmes des morts par des prières, repas funéraires, aumônes, etc. » < lat. pop. \**commandare* (< lat. clas. *commendare*) : *iată focul gata, dară oaia de comîndare unde iaste ... vorovind amîndoi unde iaste oaia de comîndare* (22<sup>v</sup>, I). Par sa signification initiale en latin, « recommander », le mot représente une réminiscence de l'ancien culte païen selon lequel les morts devaient être « recommandés » aux dieux par des sacrifices (les repas funéraires de plus tard) et d'autres rituels. Nous l'avons rencontré au XVII<sup>e</sup> siècle dans des sources de toutes les provinces roumaines (v. entre autres DocRom A, III, n<sup>o</sup> 300, p. 200 (1615); DocRom B, IV, n<sup>o</sup> 79, p. 68 (1621); DocRom A, V, n<sup>o</sup> 382, p. 291 (1624); DocRomHist B, XXII, n<sup>o</sup> 67, p. 140 (1628); Urie, XXII, A, p. 118 (1633); *ibidem*, p. 67 (1642); Surizv, XXII, A, n<sup>o</sup> 3, p. 2 (1658); DocCimp, n<sup>o</sup> 4, p. 6 (1669); DocBirl, III, n<sup>o</sup> 35, p. 109 (1680), etc.). C'était donc un terme répandu et bien connu. Néanmoins, les deux exemples relevés dans la première partie du Chronographe de Sigmaringen n'ont pas des correspondants identiques dans l'archétype. Dans les deux cas, le ms. 3517, qui est pourtant de Moldavie, c'est-à-dire d'une zone où nous avons souvent rencontré le verbe *a comînda*, renferme une autre formulation : au lieu de *oaia de comîndare* (v. ci-dessus), *oaia ce vrei să giunghi* ou *oaia ceaia ce va să o giunghe* (f. 12<sup>v</sup>). Chaque fois pourtant on relève l'intervention du copiste de la deuxième partie de l'archétype, qui a complété les espaces libres laissés par son prédécesseur. Le présent exemple vient ainsi s'ajouter aux deux cas commentés plus haut (v. *alofi*(*li*) et *anină*).

22. *Conseghion* (*consenghion*), *consilion*, *conțilion* (398<sup>v</sup>, 375<sup>r</sup>, 403<sup>v</sup>, 383<sup>v</sup>, 315<sup>r</sup> — III) < gr. *κονσέγιον* (DS, p. 387, 444). Chaque fois suit une formule explicative, à savoir *adec svat* dans les quatre premiers cas, *adec săbor* dans le cinquième. Etant donné qu'il s'agit de termes empruntés à l'original grec, il n'y a rien d'étonnant à ce que le traducteur ait tenu à expliquer chaque fois au lecteur de quoi il s'agit. La variante *consenghion* s'explique dans le milieu roumain par la propagation de la nasalisation.

23. *Consul* < lat. *consul* (111<sup>v</sup>, I). Autant le mot que le contexte de son emploi se retrouvent tels quels dans l'archétype (ms. 3517, 148<sup>r</sup>). Au XVII<sup>e</sup> siècle, le mot n'apparaît que chez Dosoftei (VS, 11<sup>v</sup>) et chez Miron Costin (v. *De neamul moldovenilor*).

24. *Conte* (376<sup>r</sup>, 377<sup>v</sup>, 380<sup>r</sup> — III) < gr. *κόντε* (v. DS, p. 445, 446, 447). On remarque une fois de plus l'influence de l'original grec de l'œuvre de Dorothé. La partie finale du chronographe Danovici nous a permis d'enregistrer la variante *contea* (ms. 3517, 458<sup>v</sup>). Dans le DLR (I, II<sup>e</sup> partie, p. 744), *conte* est considéré comme un néologisme de provenance française, illustré par des exemples tous postérieurs à 1800.

25. *Culă* « tous, petite fortification » < turec *kula*, idem ; mot qui a cours dans les Balkans en général (407<sup>v</sup>, III). Dans notre manuscrit, il est suivi aussitôt par l'explication : *adec baște*. Cette même explication se trouve dans l'archétype (ms. 3517, 275<sup>v</sup>), bien que le mot y apparaisse dans de tout autres situations. Ainsi, autant pour le parler moldave que pour celui de Brașov (patrie de Vasile Grid), c'est *baște* (< mag. *bastya*) qui était le terme habituel. Quant au mot *culă*, nous ne l'avons enregistré jusqu'en 1700 qu'en Valachie et chaque fois sans autre explication (MLex, 156 ; Gavriil, VN, 97, 99). Ce n'est d'ailleurs que dans certaines zones de cette province qu'il est arrivé à représenter une réalité concrète.

26. *Cumbarii* « grands vaisseaux de guerre », cf. *cumbară* « boulet de canon, obus, mortier » (< turec *kumbara*, idem) : *de la Crit eșiră 27 de cumbarii mari ce le zicea galioane* (274<sup>r</sup>, III). Le turcisme *cumbară*, dans le sens de « bombe, obus, projectile », a été enregistré chez les chroniqueurs valaques, ainsi que chez Ion Neculce, et était considéré comme l'un des emprunts récents faits à la langue turque<sup>107</sup>. Nous ne l'avons pas rencontré au XVII<sup>e</sup> siècle. En serbo-croate et en bulgare l'accent porte sur la pénultième (*kumbāra*), mais les sens sont restés les mêmes (SER, II, 232). Dans la partie datée 1684 du Chronographe de Sigmaringen, *cumbarii* est employé à côté de *galioane* (< ngr. *γαλιώνι*, idem).

27. *Curcubătă* « potiron » < lat. *cucurbita*. -am, idem : *acolo au dat să mănînce curcubătă amară și veninoasă* (70<sup>v</sup>, I). Actuellement, le terme est demeuré en usage surtout en Transylvanie (DLR, I, II<sup>e</sup> partie, p. 1015–1016). Dans l'archétype, la formulation *curcubătă amară* est écrit en noir par le copiste de la deuxième partie, par-dessus ce qu'avait écrit à l'encre rouge le premier copiste (ms. 3517, 85<sup>v</sup>).

28. *Devterdar* « ministre des finances de l'Empire ottoman » < turec *tefterdar*, idem : *intră patriarhul în T(a)rigrad cu cuvîntul devterdariului ca să-ș plătască(ă) haraciul* (345<sup>r</sup>, III). Nous avons enregistré la forme *tefterdar*, conformément à l'étymon, dans un document valaque de 1627 (DocRomHist, n° 273, p. 145. Ici, dans ce texte écrit à Brașov en 1684,

<sup>107</sup> Al. Rosetti, B. Cazacu, L. Onu, *op. cit.*, p. 288, 338.

le mot apparaît sous la variante *devterdar*, probablement sous l'influence de l'original.

29. *Dibà* « tissu fin de soie » <ture *dibà*, bulg. *diba*, idem : *podobiră toate ulițel(e) Rîmului tot cu urșenice și cu dibale și cu sarahirur(i)* (130<sup>r</sup>, I). *Dibà* est un terme oriental, persan à l'origine (BER I, p. 381), qui est entré dans la langue roumaine en même temps que la marchandise. La forme du mot et le contexte sont les mêmes dans l'archétype (ms. 3517, 176<sup>r</sup>). Nous ne l'avons pas rencontré dans nos dictionnaires.

30. *Dicret* : *ziseră să s(e) cetească și dicretul al preafericitului papei* (420<sup>v</sup>, III). Il s'agit d'un emprunt occidental, dû à l'influence de l'original et qui être rapporté au lat. *decretum*, it. *decreto*. Même dans ces conditions, la présence de ce mot dans une source roumaine de 1684 représente un fait notable. On le rencontre également chez les chroniqueurs valaques<sup>108</sup>.

31. *Doică* « nourrice » <bulg. *dojka*, idem (190 bis<sup>r</sup> – II). Sans représenter un élément lexical de grand intérêt, *doică* peut aider à localiser le court fragment à écriture d'« analphabet » du deuxième copiste. Ce mot était diffusé dans le sud du pays, tandis qu'en Moldavie le terme habituel était *mamcă* (*mancă*) <ukr. *mamka*, idem. Cela ressort du parallèle entre *Pravila* de Vasile Lupu et *Îndreptarea legii*<sup>109</sup>, de diverses attestations du XVII<sup>e</sup> siècle (v. Dosoftei, VS, 55<sup>r</sup>, 8 oct. ; ms. 3517, 132<sup>r</sup> ; ms. 86, 118<sup>v</sup> ; Miron Costin, Cr. ung, 18), ainsi que de l'état de choses dans la langue actuelle (ALR II, SN, vol. II, c. 534).

32. *Dragoman* « interprète » <gr. byz. *δραγουμάνος*, idem (370<sup>v</sup>, III). Le mot apparaît, sous la forme *drăgoman*, dans un document bucovinien de 1673 (DocCînp, n° 5, p. 7). Mais à cette époque les attestations valaques sont plus nombreuses : DocRomHist B, XXII, n° 360, p. 677 (1629) ; ibidem, XXIII, n° 25, p. 48 (1630) ; MLex, 111.

33. *Eparh* <gr. byz. *ἐπαρχος* « gouverneur de la capitale byzantine » : 179<sup>v</sup>, I ; 248<sup>v</sup>, III. Dans les deux cas, le terme doit être mis en liaison avec l'original grec. Le traducteur du soi-disant chronographe Danovici l'explique par « *vornic* » d'un *bourg*, tandis que le traducteur de Dorothé donne l'équivalent *armaș*. L'un et l'autre ont donc considéré comme nécessaire de l'expliquer, l'explication étant introduite comme d'habitude par la conjonction *adec*.

34. *Felegos* <*felegă* + *os* (45<sup>v</sup>, I). Le mot apparaît également dans l'archétype, exactement dans le même contexte. Le Dictionnaire de la langue roumaine n'offre que des attestations modernes et le définit comme un régionalisme de Transylvanie, du nord de la Moldavie et de Bucovine (DLR, II, I<sup>re</sup> partie, p. 93).

35. *Feleleat* « réponse, garantie, justification » <mag. *felelet* « réponse, réplique, responsabilité » : *iar Petrea patriarhul deac-au văzut că n-au creștinii nici un feleleat despre împăratul, s-au sculat și s-au dus toama la Rîm* (159<sup>r</sup>, I). Dans un contexte similaire, on trouve dans l'archétype la variante *feleluat*, qui s'explique par l'influence du verbe (*a*) *felelui*. *Feleleat* est la forme qui figure dans les dictionnaires et qui a été enregistrée pour la première fois au XVI<sup>e</sup> siècle dans *Codicele Voronețean* (DLR II, 1, p. 93 ; TEW, p. 32 )<sup>110</sup>.

<sup>108</sup> Ibidem, p. 338.

<sup>109</sup> Ibidem, p. 237, 238.

<sup>110</sup> Ibidem, p. 68 ; I. Gheție, *op. cit.*, p. 238.

36. *Feredeiaș* « serviteur qui préparait le bain de son maître » <feredei + -aș : iar într-o zi scăldându-s(e) în feredeu, iar un feredeiaș al lui l-au sugrumat și au murit acoalea în feredeu (il s'agit de l'empereur Commode — n.n.) (123<sup>v</sup>, I). L'archétype offre à nouveau, cette fois dans un contexte identique, une forme légèrement différente, *feredeuș* (*feredeu* + *uș*) (ms. 3517, 166<sup>r</sup>). Celle-ci apparaît deux fois encore dans le ms. 3517, mais seulement dans la II<sup>e</sup> partie (313<sup>r,v</sup>). Dans Sigm 5, l'exemple mentionné reste le seul jusqu'à la fin. Aucune des deux variantes ne figure dans les dictionnaires de roumain.

37. *Ferman* « ordre écrit émanant d'un sultan, pourvu de sa signature et de son sceau » <ture (littéraire) *ferman* (pop. *firman*), idem (348<sup>v</sup>, 354<sup>v</sup>, 558<sup>v</sup> — III). La plus ancienne attestation mentionnée par le Dictionnaire de la langue roumaine (II, 1, p. 130) appartient à la chronique de Ion Neculce. Les exemples ci-dessus sont du siècle précédent, plus précisément de 1684.

38. *Feudă* (mot d'origine germanique — v. le germ. ancien *feh* >all. moderne *Vieh* « bétail », entré dans le bas latin — *feudum*, *feodum*, dans l'it. — *feudo* et dans d'autres langues) : *le deade și feudă, adec cărți de domnie* (389<sup>r</sup>, III). Il s'agit d'un emprunt qui doit être mis en liaison avec l'original imprimé à Venise. L'explication qui suit n'est pas celle que l'on donnerait aujourd'hui pour ce mot.

39. *Faicaf* « bègue » <sl. *flikavu*, idem (33<sup>r</sup>, I). La forme adoptée par l'archétype, *fiicav* (ms. 351, 29<sup>v</sup>), dans un contexte identique à celui de Sigm 5, est plus proche de l'étymon. Nous avons enregistré au XVII<sup>e</sup> siècle les variantes *filcav*, *fiicav* dans un lexique valaque de 1683 (ms. 1348 BARSr, 27<sup>v</sup>), dans la Bible de Bucarest (470) et dans un manuscrit non localisé et non daté (ms. 469 BARSr, 113<sup>r</sup>).

40. *Flamburar* <gr. φλαμπουραρεί (v. DS, p. 458) : *periră și alți mulți flamburarei viteaj buni; în vremea aceia era doi flamburari, adec hotnogi, la Morea* (399<sup>v</sup>, 404<sup>r</sup> — III). Le mot doit être compris comme un dérivé, par l'entremise du gr. byz., du mot lat. *flamburarius* « porte-drapeau, commandant d'une unité militaire représentée par un drapeau » (<*flambula*, *flammula*). Dans la traduction roumaine, il est expliqué par le mot *hotnog* « commandant d'une unité de cent hommes » <mag. *hadnagy* « commandant d'armées en temps de guerre, lieutenant ». Sa présence dans la langue roumaine n'est pas consignée par les dictionnaires.

41. *Furnur* <ngr. φούρος « four » (<lat. \**furnu*, par l'intermédiaire du gr. byz.) : *jehuiră în dughiiane și în furnur, adec în pitării* (198<sup>r</sup>, II). Il s'agit d'un terme entré dans la langue roumaine de même façon que le précédent et qui, tout comme celui-ci, ne figure pas dans les dictionnaires de la langue roumaine.

42. *Ghentilom(on)* <gr. γεντιλόμον (DS, p. 465) : *îndată trimiseră la Anaplum un ghentilom, barbat de neam cu haine împodobite de mult preț; să fie nevoitori spre aciasta siniora Maria ca să o mărite cu un ghentilomon al lor* (386<sup>v</sup>, III). O. Densusianu explique la présence de la forme *gentilom* chez Miron Costin par l'influence directe de l'italien<sup>111</sup>. Mais ici, entre les deux, on trouve le texte grec, dont l'influence est évidente (v. la variante *ghentilomon*).

<sup>111</sup> O. Densusianu, *Opere III. Limba română ...*, p. 95.

43. *Ghieneral* (314<sup>r</sup>, 457<sup>v</sup> — III). Nous avons enregistré ce terme au XVII<sup>e</sup> siècle, en Moldavie, sous différentes variantes : *ghenerar*, dans un document de 1662 (Uricariul, XI, A, p. 210) ; *gheneral*, en 1675, dans la chronique de Miron Costin (expliqué ici par *hatman* : *gheneral adecă hatman*, p. 15) ; *gheneral*, *ghenaral*, *ghenarar* dans le Chronographe de Dosoftei (ms. 3456 BARSR, 242<sup>v</sup>, 306<sup>r.v</sup>) et même *generar*, dans la Chronique des Cantacuzènes<sup>112</sup> ou *general*, dans l'archétype du soi-disant Chronographe Danovici (ms. 3517, 458<sup>v</sup>, 459<sup>r</sup>). Si pour les autres attestations où le mot commence par *gh-* on peut invoquer — vu l'époque et la zone de provenance — une influence polonaise (*general* <all. *General*), ici il faut une fois de plus tenir compte de l'intermédiaire grec. Dans l'un de nos exemples le mot est expliqué, non point par *hatman*, comme chez Miron Costin, mais par le mot turc *seraschier* (v. f. 314<sup>r</sup>).

44. *Gociman* <all. (saxon) *Gottsman* (adopté aussi par les Hongrois de la zone de Braşov, sous la forme *gócsmány*) : *iconomul adec gocimanul, ce să chiamă juratul și purtătorul de grijă sv(i)nteii biseareci* (393<sup>v</sup>, III). Le traducteur roumain donne comme équivalent du terme grec un régionalisme caractéristique pour la zone du Pays de la Bîrsa (v. également DLR, II, 1, p. 279). C'est d'ailleurs, ainsi qu'il ressort des annotations de la troisième partie du manuscrit, le titre qu'avait celui sur l'initiative et aux frais duquel le prêtre Vasile Grid « a réalisé cet écrit ». L'emploi du terme régional *gociman* représente par conséquent un argument net pour assigner au prêtre de Braşov la paternité de la traduction d'après Dorothé du manuscrit Sigm 5.

45. *Haburi* (pl.) — cf. *habă* « veillée » (DLR II, 1, p. 335) : *bea și mîncă cu împin(i) și cu habur(i)* (40<sup>v</sup>, I). Le mot apparaît, dans un contexte identique, dans l'archétype (ms. 3517, 41<sup>r</sup>). Il s'y trouve aussi dans la partie écrite par la deuxième main (f. 396<sup>v</sup>). Ce terme, dont le sens ressort clairement du contexte, ne figure pas dans les dictionnaires de la langue roumaine.

46. *Hagan* <sl. *xaganŭ* (russe *xagan* — VES, IV, p. 215) (207<sup>r</sup>, II ; 225<sup>v</sup>, III). C'est le titre porté par l'empereur des Tatars. Il s'agit à nouveau d'un élément lexical faisant défaut dans nos dictionnaires. Nous l'avons encore enregistré au XVII<sup>e</sup> siècle chez Dosoftei dans VS (137<sup>v</sup>, 19 mai — deux mentions), dans le Chronographe (ms. 3456, 195<sup>v</sup>), ainsi que dans le soi-disant chronographe Danovici (ms. 3517, 319<sup>v</sup>—320<sup>r</sup>, 344<sup>v</sup>). Dans la partie du ms. Sigm 5 écrite par le deuxième copiste nous avons rencontré également les formes *hamgan*, *hasgan*, *hatgan*, *hazgan* (188 bis<sup>r.v</sup>, 194 bis<sup>v</sup>).

47. *Halca* « jeu oriental consistant à lancer, au galop, un jévelot à travers un cercle métallique » <turc *halka* « anneau » (299<sup>r</sup>, 435<sup>v</sup> — III). Le mot se trouve dans la Chronique de Grigore Ureche (190 et aussi, mais sous la variante *halcă* dans *Cazania* de Varlaam (74) et dans le *Nouveau Testament* de Bălgrad (231<sup>v</sup>).

48. *Halman* <pol. *hetman* (<all. *Hauptmann*) (23<sup>v</sup>, 47<sup>r</sup>, 90<sup>r</sup>, 105<sup>r</sup> — I). Tous ces exemples proviennent de la première partie, copiée sur un original moldave. Ainsi qu'il est bien connu, le terme est usuel en Moldavie,

<sup>112</sup> *Ibidem*, p. 136.

où il désigne l'un des premiers boyards du conseil princier. Dans les passages correspondant aux deux derniers exemples, l'archétype renferme le terme *voivod*, mais il s'agit visiblement d'interventions du copiste qui a transcrit la deuxième partie du manuscrit (v. ms. 3517, 51<sup>v</sup>, 115<sup>v</sup>).

49. *Hindic* « fossé de défense » — probablement du bulg., ser; *hendek*, *idem* (cf. turc *handak*) (62<sup>v</sup>, 87<sup>v</sup>, 111<sup>r</sup> — I). Le mot, enregistré chez Cantemir et chez Neculce, est considéré comme un moldovénisme (DLR II, 1, p. 391). Les formes correspondantes de l'archétype, qui se trouvent dans des contextes identiques ou semblables, sont *hindichiu* ou *hîndichiu* (ms. 3517, 75<sup>r</sup>, 112<sup>r</sup>, 147<sup>r</sup>). De même que pour *hatman*, les exemples de Sigm 5 proviennent exclusivement de la partie copiée sur l'original moldave.

50. *Holcă* « vacarme » <ukr. *holk*, russe *golka* « grabuge » (271<sup>r</sup>, 298<sup>r</sup>, 425<sup>v</sup>, 443<sup>v</sup> — III). Le troisième exemple est suivi d'un texte explicatif du terme : *holcă, adec glîciavă sau scandală*. Aucune des sources, y compris celles moldaves, où nous l'avons enregistré jusqu'à 1700, ne contient une explication du sens du mot (v. ms ; 3517, 278<sup>r</sup> ; ms. 86, 223<sup>v</sup> ; Dosoftei, VS, 159<sup>r</sup>, 24 nov. ; 21<sup>r</sup>, 5 mars ; ms. 3456, 157<sup>v</sup>, 239<sup>v</sup>).

51. *Hotnog* « commandant (d'une unité de cent hommes) » <mag. *hadnagy* « commandant d'armées en temps de guerre, lieutenant » (639<sup>v</sup> — I — deux mentions ; 404<sup>r</sup>, III). Nous avons déjà rencontré ce mot en tant qu'explication de *flamburar* (v. l'exemple de la III<sup>e</sup> partie, f. 404<sup>r</sup>). Comme on le voit, le terme est aussi présent dans la première partie du ms. Sigm 5. A noter qu'à chacune des mentions de celui-ci correspond dans l'archétype le mot *sotnic* (v. ms. 3517, 84<sup>v</sup>), mais écrit par la deuxième main dans les espaces laissés libres par la première. Les attestations montrent qu'au XVII<sup>e</sup> siècle *hotnog* était un régionalisme des régions du nord, aussi bien connu en Moldavie qu'en Transylvanie : v. DocRom A, I, n° 44, p. 30 (1602) ; *ibidem*, II, n° 194, p. 152 (1608) ; *ibidem*, n° 384, p. 290 (1610) ; *ibidem*, III, n° 335, p. 228 (1615) ; *ibidem*, V, n° 414, p. 313 (1625) ; Varlaam, Caz, 165 (1643) ; ms. 85, 35<sup>v</sup> (1646) ; Ureche, Let, 83 ; Surizv, III, A, n° 166, p. 296 (1650) ; Uricariul XX, A, p. 81 (1673) ; Sicr, 105<sup>v</sup> (1683), etc. Cet état de choses soulève à nouveau le problème du statut de la première partie du ms. 3517, ainsi que celui du rapport entre les copies (v. plus haut *alofi* (*li*), *anină*, *comînda* (*a*)).

52. *Iapoplexian* : *foloseaște acelora ce au boala apoplexian, adec ce să zice lunatici, adecă cînd să lunătăcescu* (406<sup>v</sup>, III). Le Dictionnaire de la langue roumaine renferme la forme néologique *apoplexie* et renvoie au lat. *apoplexia* <gr. ἀποπληξία, de ἀπό et πλῆσσω « je frappe » (I, 1, p. 199). La variante *apoplesie* a été enregistrée en 1825 dans le Lexique de Bude<sup>113</sup>. Dans le cas présent, le caractère de néologisme du terme ressort du soin que prend le traducteur pour l'expliquer.

53. *Ipodromie* <gr. ἵπποδρόμιον : la *ipodromie*, *adec la milgiocul cetății* ; *eșiră la ipodromie, adecă în oraș la tîrg* ; *alerga cai la ipodromie, adecă la halca* (206<sup>r</sup>, II ; 258<sup>v</sup>, 264<sup>r</sup> — III). Sous les formes *ipodrom*, *ipodromion*, le mot apparaît à plusieurs reprises dans l'archétype des chronographes Danovici (ms. 3517, 272<sup>v</sup>, 274<sup>r</sup>, 278<sup>r</sup>, 397<sup>v</sup>, 434<sup>v</sup>). Il est parfois suivi d'une formule explicative. En voici un exemple : *iaste la Țarigrad*

<sup>113</sup> Al. Rosetti, B. Cazacu, L. Onu, *op. cit.*, p. 467.

*un loc largu ce să cheamă grecește ipodrom, iar turcește otmeidan, cum am dzicea românește loc de cursul (= course — n.n.) cailor (274<sup>r</sup>). Cette explication est claire, correcte et manifestement supérieure à toutes celles de Sigm 5. Jusqu'à 1700, on rencontre encore le terme chez Dosoftei: *ippodromiul* (VS, 3<sup>v</sup>, 2 sept.), *ippodromion* (ms. 3456, 108<sup>r</sup>, 183<sup>v</sup>, 257<sup>v</sup>).*

54. *Iuzbaș* « commandant d'une unité de cent hommes » < turc *jüzbaşı* (de *jüz* « cent » + *baş* « tête ») (69<sup>v</sup>, I). Le mot *iuzbaș* apparaît dans la phrase qui renferme deux fois le synonyme *hotnog*. Et à nouveau, dans l'archétype on trouve le correspondant *sotnic*, écrit par la deuxième, ou même par la troisième main, dans l'espace laissé libre par la première.

55. *Îmă* « mère » < lat. *mamma* (25<sup>r</sup>, 124<sup>v</sup> — I). Les deux exemples proviennent de la partie datée de 1678. Ils ont des correspondants identiques dans l'archétype, où le terme est d'ailleurs courant. Le copiste de la première partie du ms. Sigm 5 renonce parfois à cette forme (v. f. 74<sup>r</sup> — *mumă-sa*, mais dans l'archétype, 90<sup>r</sup>, *îmă-sa*), que des sources nombreuses et variées du XVII<sup>e</sup> siècle attestent comme caractéristique pour la Moldavie (v. Dosoftei, ms. 3499, 364; VS, 16<sup>r</sup>, 12 sept; 71<sup>r</sup>, 17 févr; ms. 3456, 262<sup>v</sup>, 333<sup>v</sup>, etc.).

56. *Jeler* « paysan sans terre, corvéable, journalier » < mag. *zseller*, idem (41<sup>v</sup>, I). Il s'agit d'un régionalisme transylvain, présent dans les sources de cette province à partir du XVII<sup>e</sup> siècle (DLR II, 2, p. 15; TEW, p. 476). On ne le rencontre pas dans l'archétype, où la phrase est formulée autrement (v. ms. 3517, 42<sup>v</sup>).

57. *Lefante, lifante* « éléphants » (108<sup>r</sup>, I — 3 mentions). Le singulier *lefantă* a été enregistré en 1620, dans le *Codex Neagoeanus*<sup>114</sup>. Dans la traduction des *Histoires* d'Hérodote nous avons rencontré la forme *elefanzi* (ms. 3499, 269) et dans l'archétype des chronographes Danovici les formes *elefantine, lefantine, elefandin* (142<sup>r</sup>, 278<sup>r</sup>). Ce néologisme était expliqué par *pil* (< turc dialectal *pil*, idem), v. Herodot, ms. 3517, 278<sup>1</sup>), terme que l'on retrouve dans plusieurs sources de Valachie et de Moldavie (v. CÎ, 55<sup>r</sup>; Biblia, 694; ms. 170, 49<sup>r</sup>, ms. 1348, 61<sup>v</sup>, etc.). De provenance grecque (gr. ἐλέφαντα, acc. sing.), le mot a pénétré dans la source roumaine sous l'influence de l'original (v. DS II, p. 253).

58. *Mamaluc* « soldat d'un certain corps d'armée du sultan d'Egypte » < gr. Μαμαλούκους (v. DS, p. 427, 428), cf. it. *mammalucco*, scr. *mamaluk* — XVII<sup>e</sup> siècle SER, II, p. 366 (< arabe *mamlūk* « esclave ») (350<sup>v</sup>, 351<sup>r</sup>, 353<sup>v</sup> — III. Dans DLR (VI, p. 74) il n'existe que la forme *mameluc* (< fr. *mamelouk*), dans le sens de « soldat de cavalerie de la garde personnelle des sultans d'Egypte », illustrée par des exemples puisés dans les sources du XIX<sup>e</sup> siècle. Dans le fragment correspondant de l'archétype du chronographe Danovici (ms. 3517, 508<sup>r,v</sup>; v. également ms. 86, 383<sup>r</sup>), nous avons trouvé la variante corrompue *mamuluc*.

59. *Mischiu, mischii* « acier de qualité supérieure » < gr. διμισκι « de Damas », par une fausse analyse (96<sup>r</sup>, 107<sup>r</sup> — I). Dans les deux cas le mot existe aussi, dans des contextes semblables, dans l'archétype (v. ms. 3517, 124<sup>r</sup>, 137<sup>r</sup>). Un peu plus tard, on le trouve chez Cantemir, dans *Istoria ieroglifică* (DLR VI, p. 611—612).

<sup>114</sup> *Ibidem*, p. 220.

60. *Monedă* < ngr. Μονήτα, it. *moneta*, lat. *moneta*: *acest împărat micșură și moneda, adecă banii; și deade și voe să facă și monedă adecă să facă ban* (293<sup>v</sup>, 484<sup>r</sup> — III). La forme *monetă* a été attestée chez le « stolnic » Constantin Cantacuzino et expliquée par l'influence italienne ou latine <sup>115</sup>. Nous avons rencontré aussi *monedă* au XVII<sup>e</sup> siècle dans le Chronographe de Dosoftei (ms. 3456, 75<sup>v</sup>). Dans l'archétype des chronographes Danovici, ainsi que dans sa très fidèle copie, nous avons enregistré les deux variantes (v. ms. 3517, 436<sup>v</sup>, 438<sup>v</sup>, 454<sup>r</sup>, 523<sup>v</sup>; ms. 86, 324<sup>v</sup>, 326<sup>r</sup>, 347<sup>v</sup>, 392<sup>v</sup>). Le plus souvent le terme est suivi immédiatement d'une explication, comme nous l'avons vu ci-dessus pour les deux exemples de Sigm 5, datant de 1684. Aucune des variantes n'est attestée dans DLR avant 1785 (VI, p. 835).

61. *Nalgios* « injustice, affront »: *cît făcuse creștinii în nalgiosul spurcașilor elini mainte* (151<sup>r</sup>, I). DLR (II, 1, p. 549) enregistre les variantes *inaljos*, *naljos*, *inãlgios*, renvoyant aux sources des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. La forme susmentionnée de Sigm 5 a un correspondant identique dans l'archétype (ms. 3517, 211<sup>v</sup>; cf. la même forme f. 136<sup>r</sup>).

62. *Naracà*, *naracade* « sorte de cymbale employée autrefois dans la musique militaire » < turc. *nağara* (29<sup>v</sup>, 74<sup>r</sup> — I): Dans les deux cas on trouve dans l'archétype des formes non métathésées: *nagarà*, *nacarà* (ms. 3517, 22<sup>v</sup>, 90<sup>v</sup>).

63. *Ofichiia* < gr. ὀφίχια (v. DS II, p. 436): *luo în loc de fecior pre Tiverie căpitanul ce era în ofichiia postealnicilor; și cinsti și pre unchiul său pe Petronas în ofichia domesticon, adec ce să chiam(ă) turcește cai-măcan; și-l puse la cinste în ofichiia protostrator, adec sãrdar mare; schimbã toate ofichiile, adec deregãtorile* (202<sup>v</sup>, II; 265<sup>v</sup>, 270<sup>r</sup>, 405<sup>v</sup> — III). Il s'agit d'emprunts à l'original grec, auxquels le traducteur donne en fin de compte l'équivalent roumain. Parallèlement, il met le lecteur au courant de certaines « ofichii » byzantines, qu'il explique chaque fois par des termes correspondants contemporains. Nous n'avons rencontré cette forme dans aucune autre source du XVII<sup>e</sup> siècle. Elle est absente également des dictionnaires de la langue roumaine.

64. *Omãnaș* « petit homme »: *rãmas(e) Rovoam la Ier(u)s(a)lim cu omãnașii săi cît rămãsease la dîns* (65<sup>v</sup>, I). L'archétype renferme, dans un contexte semblable, le même dérivé (ms. 3517, 79<sup>v</sup>). Le terme a encore été enregistré un peu plus tard, et toujours en Moldavie, chez Cantemir <sup>116</sup>.

65. *Papagai* « perroquet »: *avea în cămara ei o pasãre ce-i era numele de psitacon, în cușcã, în casã, care sã zici acum papagai; auzind aceastea papagai; duse cușca cu papagai; începu aciasta papagai ca un învățat ce era* (278<sup>r,v</sup> — III). Le mot est arabe à l'origine (*babaghã*) et est entré dans la langue roumaine par différentes voies. DLR enregistre en 1680 la forme *papagalo*, explicable par le grec ou l'italien (v. ngr. παπ(π)αγάλ(λ)ος, it. *pappaglio*). Dans l'archétype des chronographes Danovici et dans sa copie la plus fidèle, on trouve les variantes *papagan*, *papagon* (ms. 3517, 415<sup>v</sup>, 416<sup>r</sup>; ms. 86, 315<sup>v</sup>), que nous avons mises en liaison avec le scr. *papagan*. Dans la Chronographe de Dosoftei on enregistre la forme *pãpugã* (ms. 3456, 275<sup>v</sup>), à l'origine de laquelle se trouve le pol. ou ukr.

<sup>115</sup> O. Densușianu, *Opere III. Lumba română* ..., p. 162

<sup>116</sup> Al. Rosetti, B. Cazacu, L. Onu, *op. cit.*, p. 384.

*papuga*. Enfin, dans la partie du manuscrit de Sigmaringen traduite en 1684 d'après Dorothé on trouve cette variante à *i* final, qui est mentionnée aussi dans DLR et expliquée par l'all. *Papagei* (t. VIII, 1<sup>re</sup> partie, p. 72—73). Etant donné l'origine de notre attestation, Braşov, une telle filière serait vraisemblable. Autant dans Sigm 5 que dans les mss. 3456, 3517 et 86, le point de départ de tous ces équivalents si variés est le grec *psitacon* (voir le premier de nos exemples), pris dans les chronographes originaux. Ainsi donc : *papagalo*, *papagan* (*papagon*), *păpugă*, *papagai* — autant de variantes en usage dans la langue roumaine aux environs de 1680 pour désigner ce même oiseau des régions tropicales.

66. *Planită* <ngr. *πλανήτης* (15<sup>r</sup>, 18<sup>v</sup>, 63<sup>r</sup> — I). Ainsi, tous les exemples proviennent de la partie du manuscrit datée de 1678 ; les deux premiers se retrouvent, dans des contextes identiques, dans l'archétype (ms. 3517, 1<sup>r</sup>, 6<sup>v</sup>). Les sources du XVII<sup>e</sup> siècle nous ont permis de noter autant la variante d'origine grecque, *planită*, que celle d'origine latine, *planetă*. *Planită* apparaît pour la première fois dans le *Psautier* imprimé à Alba Iulia en 1651 (195<sup>r</sup>), puis dans un manuscrit théologique slavoumain copié et traduit par le copiste Staiou à Tîrgovişte en 1667—1669 (ms. 1570 BARSR, 40<sup>r</sup>) ; enfin, dans une *Cazanie* manuscrite copiée à Cozia en 1688 (ms. 2672 BARSR, 134<sup>r</sup>). *Planetă* se trouve dans un écrit de propagande catholique traduit du polonais en 1682 par le prêtre Ştefan du monastère de Bistriţa (Moldavie) (ms. BARSR 2515, 43<sup>r</sup>). Le métropolitain Dosoftei connaissait les deux formes, ainsi que le prouve son chronographe annoté pendant son exil en Pologne (ms. 3456, 15<sup>r</sup>, 372<sup>v</sup> ; 3<sup>r</sup>, 5<sup>r</sup>).

67. *Plumînile* <lat. *pulmo*, *-onis* (= \**plumonis*) (143<sup>v</sup>, 151<sup>r</sup> — I). Dans l'archétype, la forme correspondante est *plămînele* (*plămînile*) (ms. 3517, 206<sup>r</sup>, 211<sup>r</sup>). Cette forme est encore enregistrée avant 1700 chez Dosoftei, dans son *Psautier* en vers et dans la *Vie des saints* (DLR, VIII, 3, p. 789).

68. *Practică* <lat. *practica*, gr. *πρακτική* : *aduseră practica săboarălor care mărturisiiia cum e să şază împăratul şi papa şi patriarhii şi alalţi* (418<sup>r</sup>, III). En dehors de la partie du manuscrit de Sigmaringen datée de 1684, *practică* « action, réalisation » peut être rencontré avant 1700 dans l'archétype des chronographes Danovici et dans sa copie la plus fidèle (ms. 3517, 454<sup>r</sup>, 533<sup>v</sup> ; ms. 86, 347<sup>r</sup>, 398<sup>v</sup>). Dans ces mêmes manuscrits on trouve l'adjectif *practic* (ms. 3517, 605<sup>r</sup> ; ms. 86, 442<sup>r</sup>, 445<sup>r</sup>) et chez Dosoftei le dérivé adjectival *practicească* (VS, 1<sup>v</sup>, 1<sup>er</sup> janv.).

69. *Prinţip* (*prinţipa*) <lat. *principem* (380<sup>r,v</sup>, 384<sup>r</sup>, 400<sup>r</sup>, 453<sup>v</sup> — III). Ce terme est surtout employé en rapport avec la hiérarchie politique vénitienne. L'exemple du f. 453<sup>v</sup>, qui comprend aussi son explication, est significatif à cet égard : *ca să s(e) ştie de când s-au zidit Vineţie şi cîţi prinţipi, adec domni au fost pî(nă) acum*. En 1674 et 1675, donc une dizaine d'années plus tôt, le terme apparaît chez Miron Costin (Cr. ung, 3,41 ; Let, 16). Dans la même partie de Sigm 5 on rencontre les dérivés *prinţipie*, *prinţipeşti* (404<sup>r</sup>, 405<sup>r</sup>, 457<sup>r</sup> ; 453<sup>v</sup>).

70. *Prisne* <sl. *prisînŭ* « pur » (en rapport avec les métaux) (55<sup>v</sup>, 107<sup>r</sup>, 189<sup>v</sup> — I). Il est question de *hier prisne* « fer pur », de *mischiu prisne* (v. plus haut le mot *mischiu*) ou de *nişte curţi tot prisne de aur*. L'arché-

type offre le même terme, dans des contextes semblables (ms. 3517, 63<sup>r,v</sup>). Nous avons encore enregistré le terme en Moldavie au XVII<sup>e</sup> siècle (v. PÎ 85 ; Herodot, 75). A noter que les exemples de Sigm 5 proviennent exclusivement de la partie datant de 1678, transcrite d'après l'original moldave.

71. *Purgatorion* <lat. *purgatorium* (v. it. *purgatorio*) : *curățirea prin foc, ce-i zic frâncii purgatorion ; pentru curățirea prin foc ce să zici purgatorion* (422<sup>r</sup>, 439<sup>v</sup> – III). Le premier exemple montre qu'il s'agit d'un terme du monde roman occidental. Compte tenu des données objectives, le terme auquel il faut associer la forme du manuscrit roumain de 1684 est l'italien *purgatorio*.

72. *Rachiu* <turc *rakı*, idem « eau de vie » (49<sup>v</sup>, I). Pour le XVII<sup>e</sup> siècle, DLR offre une attestation de 1688, donc de dix années postérieure à la nôtre. Dans le passage correspondant de l'archétype on trouve la forme *rachie*, mais écrite par le deuxième ou le troisième copiste dans l'espace libre laissé par la première main (v. ms. 3517, 55<sup>r</sup>). *Rachie*, qui s'explique par le scr. *rakija*, dérivé du même étymon turc, a été enregistré après 1700 dans le Banat, où il s'est maintenu jusqu'à ce jour<sup>117</sup>.

73. *Rarău* « vautour (de mer) » <mag. *ráró*, idem (107<sup>v</sup>, I). Il y a ici encore identité parfaite avec l'archétype (ms. 3517, 141<sup>v</sup> ; ms. 86, 125<sup>r</sup>). Tiktin, Tamás et DLR enregistrent le mot un peu plus tard chez Dimitrie Cantemir, dans *Istoria ieroglifică* (TDRG, p. 1299 ; TEW, p. 655 ; DLR, IX, p. 39).

74. *Rigă* « roi » <ngr. *ρῆγας* : *trimiseră cărți ghieneraliul la riga al Franței* (314<sup>v</sup>, III). Le terme s'est conservé jusqu'à ce jour dans le sens de « roi (aux jeux de cartes) », attesté à partir du XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>118</sup>. Les exemples de DLR qui illustrent les deux sens du mot ne dépassent pas comme âge la troisième décennie du XIX<sup>e</sup> siècle (t. IX, p. 429–430).

75. *Scupelator* « bourreau » <gr. *σπεκουλάτωρ*, idem : *atuncea zis(e) împăratul S(o)l(o)m(o)n cătră scupelatori(i) lui să ia pre amîndoi coconii să-i despice și să-i împartă și unia și alția* (61<sup>r</sup>, I). Jusqu'à 1700, nous avons encore enregistré cet emprunt livresque, puisé dans les originaux grecs ou slaves (sl. *spekulatorŭ*), dans un manuscrit copié par l'hiéromoine Silvestru de Moldavie en 1688, en Valachie (ms. 2472 BARSR, 66<sup>v</sup>) ; mais là le mot apparaît sous sa forme correcte, conforme à l'étymon : *speculator*. En revanche, autant dans l'archétype des chronographes Danovici que dans sa copie la plus exacte, on rencontre, comme dans Sigm 5, la variante *scupelator* (ms. 3517, 73<sup>r</sup> ; ms. 86, 75<sup>r</sup>). La présence de la forme métathésée dans l'archétype, alors que des copies postérieures du chronographe Danovici contiennent la forme correcte, soulève à nouveau un doute en ce qui concerne le caractère autographe de la première partie du manuscrit en question. Mais là-dessus nous reviendrons par la suite. Aucune des deux variantes ne figure dans les dictionnaires de la langue roumaine.

76. *Secret* « cache » <lat. *secretus* : *adunîndu-ne în de D(umne)dzău păzita cetate T(a)rigradul, noul Rim, în secretul D(umne)dzăești(i) polăț ce să chiamă trula* (430<sup>r</sup>, III). Nous n'avons rencontré ce terme dans aucune autre source roumaine jusqu'à 1700. Aussi sa présence ici, dans un texte

<sup>117</sup> I. Gheție, *op. cit.*, p. 193.

<sup>118</sup> Al. Rosetti, B. Cazacu, L. Onu, *op. cit.*, p. 430–431.

datant de 1684, constitue-t-elle une surprise. Le mot a été toutefois enregistré, en tant qu'élément populaire, dans des créations folkloriques de Transylvanie et de Bucovine, avec les sens de « désert, isolé, retiré » (TDRG, 1405). Un tel endroit se trouvait, mentionne notre chronographe, dans la *trulă* (< gr. byz. τροῦλλα, cf. sl. *trulo* < ngr. τούρλα), c'est-à-dire la *turlă* « tour » du palais de Constantinople.

7. *Seraschier* « commandant de l'armée » < turc *serasker*, idem (274<sup>r</sup>, 314<sup>r</sup>, 345<sup>v</sup> — III). Ainsi que nous l'avons déjà mentionné, le mot turc *seraschier* est employé dans un passage comme explication pour le mot *ghieneral*: *ghieneral adec seraschier* (314<sup>r</sup>). Le mot a été signalé au plus tôt chez Ienăchiță Văcărescu, dans *Istoria preaputernicilor împărați otomani* (TDRG, 1403)<sup>119</sup>. En dehors de ces exemples de 1684, nous n'en connaissons pas d'autres du XVII<sup>e</sup> siècle.

78. *Silavi* « syllabe » < gr. συλλάβα, idem: *nici să eșiț sau să lăsaț macară o silavi, adec o cirtă; nici silavi (adec cirtă), nici întrebăciune să nu clătească cineva dintr-acesta sv(i)ntu simvol, adec credeu* (275<sup>r,v</sup> — III). Dans les deux cas, le terme est expliqué par *cirtă* « quelque chose de très petit, d'insignifiant, instant, moment » (< sl. črta). O. Densusianu a enregistré chez Miron Costin autant cette variante, attribuée à l'influence grecque, que la variante *silabă*, qui répond à la forme latine<sup>120</sup>. On doit à la même influence de l'original de la traduction le mot *simvol(on)* (< gr. σύμβολον — v. DS, p. 508), toujours expliqué par le synonyme *credeu* « credo » (427<sup>r,v</sup>, 429<sup>r</sup> — III).

79. *Signiora, siniora* < gr. Σιγνιώρα (v. DS, p. 465—466): *fata unui boiar frînc ce era acolea la Morea lăcuvitoriu care o chiema signiora Maria; să fie nevoitori spre aciasta siniora Maria ca să o mărite cu un ghentilomon al lor; să războli aceasta siniora Maria și să pristăvi* (386<sup>r,v</sup>, 387<sup>r</sup> — III). Toujours dans la partie du ms. Signm 5 datée de 1684 on enregistre, à côté de *signiora*, les synonymes *doamnă* (< lat. *dom(i)na*: *doamna Zambeta*, 404<sup>r</sup>) et *chira* (< gr. χυρά). Au masculin, à côté du terme, courant à l'époque, de *chir(iu)* (< gr. χύριος): *blîndul împărat chiriu Ioun Paleolog*, 457<sup>r</sup>), on trouve également le terme tout à fait inhabituel *miser* (< gr. Μισέρ, v. DS II, p. 495, cf. fr. *monsieur*: *chiemă craiul pre miser Florion și-i dede prințipiia, adec domniia Moreei*, 405<sup>r</sup>). Voilà donc un mélange d'Orient et d'Occident dans l'intérieur d'un même groupe lexical, mélange justifié autant par le contenu du chronographe, à un moment donné de la narration, que par l'ambiance dans laquelle l'ouvrage de Dorothé a été écrit et imprimé. *Miser* et *siniora* représentent des nouveautés lexicales absolues pour les dictionnaires roumains. Quant à *chira*, son attestation dans le manuscrit de Sigmaringen est antérieure de près d'un siècle à celle mentionnée par DLR. (I, 2, p. 334).

80. *Subaș* « agent de police » < turc *subaşı*, idem (1 0<sup>r</sup>, I). Le mot apparaît quatre fois dans cette page, mais une seule de ces apparitions, la troisième, se retrouve dans l'archétype et dans sa copie la plus fidèle (ms. 3517, 238<sup>r</sup>; ms. 86, 195<sup>v</sup>). Pour les trois autres cas, on y trouve le correspondant *eparh*, mais écrit par la deuxième main dans les espaces libres ou par-dessus ce qui était écrit avant. *Subaș* existe aussi dans la

<sup>119</sup> *Ibidem*, p. 512.

<sup>120</sup> O. Densusianu, *Opere III. Limba română ...*, p. 96.

partie finale des deux manuscrits (ms. 3517, 510<sup>r</sup> ; ms. 86, 384<sup>v</sup>). Le terme est enregistré également, au XVII<sup>e</sup> siècle, dans la *Chronique des Cantacuzènes*, attribuée au logothète Stoica Ludescu<sup>121</sup>.

81. *Surgun* « exil » < turc *sürgin*, idem : *îl făcură surgun la s(fîn)ta agor(a)* (361<sup>v</sup>, III). Nous avons encore rencontré ce terme, avant 1700, chez Miron Costin, dans *De neamul moldovenilor*, dans une expression identique : *l-au făcut, cum zicū Turcii, surgunū* (18, l'année 1691).

82. *Sveră* < gr. *σφαίρα*, idem : *și veni la dînsul* (chez le sultan Anurat, fils du sultan Selim) *și un arap cetitor de steale și-l iubi foarte și-l puse de-ș făcu case desupra mormîntelor a Galatei și făcu a zodiilor sveră, adecă roat(ă) și altele oarecare lucrure* (371<sup>v</sup>, III). Comme il s'agit d'un néologisme, l'explication paraissait absolument nécessaire. Cette attestation, datant de 1684, est antérieure à celles signalées jusqu'à présent, qui proviennent de *Istoria ieroglifică* de Dimitrie Cantemir<sup>122</sup> et des *Minées* de Rîmnice, 1776—1780<sup>123</sup>.

83. *Șerb* « serf » < lat. *sĕrvus*, -*va* (29<sup>v</sup>, 39<sup>r</sup>, 62<sup>r</sup>, 81<sup>r</sup>, 130<sup>r</sup>, 162<sup>r</sup> — I ; 192 bis<sup>v</sup>, II). Presque tous les exemples appartiennent, comme on peut voir, à la partie du manuscrit datant de 1678. Cette situation correspond en tout point à celle de l'archétype, où *șerb* apparaît très souvent (v. ms. 3517, 22<sup>r</sup>, 38<sup>v</sup>, 45<sup>r</sup>, 50<sup>r</sup>, 103<sup>r</sup>, 175<sup>v</sup>, 226<sup>r</sup>, 502<sup>v</sup>, etc.). Nous avons noté non seulement le substantif, mais aussi le verbe qui en dérive, *șerbi* (*a*), dans des textes du XVI<sup>e</sup> siècle provenant de Transylvanie et de Moldavie (PsV, 28<sup>v</sup> ; PsH, 21, 31 ; Coresi, Ap, 76 ; PL, 217<sup>r</sup> ; PO, 124<sup>v</sup>, etc.). Au XVII<sup>e</sup> siècle, *șerb* apparaît dans des documents moldaves — Uricariul, V, A, p. 217 (1617) ; Surizv, IV, A, n° 256, p. 291 (1657) ; ibidem, VIII, A, n° 217, p. 323 (1668) ; ibidem, V, A, n° 78, p. 87 (1675), etc. — ainsi que chez des auteurs moldaves comme Varlaam (Caz, 94<sup>r</sup>), Grigore Ureche (Let, p. 127) et surtout Dosoftei (Lit, 68<sup>r</sup>, 71<sup>r</sup> ; VS, 205<sup>v</sup>, 9 déc. ; 81<sup>v</sup>, 23 oct. ; 105<sup>r</sup>, 158<sup>v</sup>, 4 nov., 24 nov. ; 92<sup>v</sup>, 21 avr. ; 117<sup>r</sup>, 9 mai ; 105<sup>r</sup>, 158<sup>v</sup>, 4 et 24 nov. ; 92<sup>v</sup>, 21 avr. ; 117<sup>r</sup>, 9 mai ; ms. 3456, 12<sup>v</sup>, 36<sup>r</sup>, 129<sup>r</sup>, 238<sup>r</sup>). Ainsi qu'on l'a déjà souligné, il semble que Dosoftei employait systématiquement certains mots d'origine latine<sup>124</sup>.

84. *Țărcălam* « voûte » < mag. *cirkáalom*, idem (68<sup>v</sup>, I — deux mentions). L'archétype et sa copie la plus exacte renferment la même forme, dans des contextes identiques (ms. 3517, 82<sup>v</sup> ; ms. 86, 82<sup>r</sup>). Élément régional du nord de la Roumanie, *țărcălam* a déjà été enregistré au XVII<sup>e</sup> siècle chez Dosoftei (ms. 3499, 131 ; VS, I, 79<sup>v</sup>).

85. *Țintirim* « cimetière » < mag. *cinterem* (< bas lat. *cimeterium*) (165<sup>v</sup>, I — 3 mentions). Ici encore, il s'agit d'un terme qui a son correspondant identique dans l'archétype (ms. 3517, 189<sup>v</sup> ; v. également ms. 86, 160<sup>v</sup>). Les sources du XVII<sup>e</sup> siècle ne contiennent que des attestations de Moldavie, la première dans un document de 1628 (Uricariul, XI, A, p. 218), les autres une fois de plus chez Dosoftei, dans les mêmes écrits qu'au cas précédent (ms. 3499, 580 ; VS, 84<sup>v</sup>, 14 avr.).

<sup>121</sup> *Ibidem*, p. 135.

<sup>122</sup> *Ibidem*, p. 109 ; Al. Rosetti, B. Cazacu, L. Onu, *op. cit.*, p. 404.

<sup>123</sup> *Ibidem*, p. 205.

<sup>124</sup> N. A. Ursu, *op. cit.*, p. 4—5.

86. *Zap* « retenue, séquestre » < turc *zapt*, v. bulg. *zap*, *zapt* (BER, I, p. 601, 605), scr. *zăpt* (SER, III, p. 643—644) : *și tot să mira împăratul ce zap i-ar face armașului ca să-l amărăscă* (92<sup>r</sup>, I). A l'endroit correspondant de l'archétype se trouve le mot *sandic* « intention » (< mag. *szándék*, idem), écrit très probablement par la deuxième main, dans l'espace laissé libre par la première (ms. 3517, 118<sup>r</sup>; v. également ms. 86, 108<sup>r</sup>). Cette attestation de 1678 est la plus ancienne connue du mot *zap*. La forme étymologique, *zapt*, n'apparaît qu'au XVIII<sup>e</sup> siècle et a été comprise parmi les termes récents d'origine turque<sup>125</sup>.

Nous avons présenté dans les pages qui précèdent un certain nombre d'éléments lexicaux significatifs pour l'aspect linguistique du chronographe de Sigmaringen. Ce fonds a été délimité à la suite d'une opération de sélection faite sur l'ensemble du manuscrit. Pour chaque cas nous avons précisé à quelle partie du manuscrit appartient le terme en question. Aussi, maintenant, après la totalisation des données, sommes-nous en mesure d'examiner deux groupes lexicaux distincts, représentant les sections fondamentales du texte.

Ainsi, la première partie, datant de 1678, a fourni à l'analyse les termes suivants : *acolisi*, *alofi*(*li*), *anină*, *bogorodită*, *hristorodită*, *caic*, *chintinar*, *comînda*, *consul*, *curcubătă*, *dibă*, *eparh*, *felegos*, *feleleat*, *feredeuș*, *faicaf*, *haburi*, *hatman*, *hindic*, *hotnog*, *iuzbaș*, *îmă*, *jeler*, *lefante*, *mischiu*, *nalgios*, *naracă*, *omănaș*, *planită*, *plumîni*, *prisne*, *rachiu*, *rărău*, *scupelator*, *subaș*, *șerb*, *țarcălam*, *țintirim*, *zap*. Les rapports entre ce fragment et la partie correspondante de l'archétype des chronographes dits du type Danovici sont nombreux et divers. Soulignons en premier lieu les cas où il y a identité absolue entre les deux manuscrits, autant en ce qui concerne la forme des mots que les contextes dans lesquels ils apparaissent (v. *acolisi*, *bogorodită*, *hristorodită*, *caic*, *chintinar*, *consul*, *dibă*, *felegos*, *haburi*, *hindic*, *îmă*, *mischiu*, *nalgios*, *omănaș*, *planită*, *plumîni*, *prisne*, *rărău*, *scupelator*, *șerb*, *țarcălam*, *țintirim*). Puis il existe des situations où, malgré de petites différences de forme, l'expression est la même (v. *feleleat* — *feleluat*; *feredeiaș* — *feredeuș*; *faicaf* — *fîicav*; *lefante* — *lefantin*, *elefantin*, *elefantin*; *mamaluc* — *mamuluc*).

L'analyse du matériel lexical met aussi en lumière, toutefois, certaines divergences. On relève ainsi que 11 termes de Sigm 5 ont, régulièrement ou non, des correspondants différents dans le ms. 3517 (à savoir *alofi*(*li*), *anină*, *comînda*, *curcubătă*, *hatman*, *hotnog*, *iuzbaș*, *jeler*, *rachiu*, *subaș*, *zap*). Mais l'état actuel de l'archétype a permis, dans presque chacun de ces cas, d'observer le fait très important que ces termes différents ont été écrits dans l'archétype par une main autre que celle à laquelle est due la première partie de ce manuscrit (considérée par I. Ștefănescu comme autographe de la traduction et original indirect pour la partie correspondante de Sigm 5). L'existence de cette deuxième ou parfois même peut-être d'une troisième main n'importe guère en ce qui concerne le chronographe de Sigmaringen, pour lequel la seule partie de l'archétype qui compte est celle écrite par la première main. En échange, l'existence de tous ces espaces blancs dans cette partie, complétés ensuite différem-

<sup>125</sup> Al. Rosetti, B. Cazacu, L. Onu, *op. cit.*, p. 288—289.

ment par le copiste de 1678 de Sigm 5 (ou du copiste d'un intermédiaire entre ce fragment du manuscrit et l'archétype) et par les continuateurs du ms. 3517, nous a déterminé à mettre en doute le caractère autographe de la première partie du ms. 3517 et à nous demander quels sont les rapports exacts entre celle-ci et la partie correspondante de Sigm 5. Mais là-dessus nous reviendrons dans la dernière partie de la présente étude.

Un fonds lexical d'une importance surprenante nous a été fourni par la troisième partie de Sigm 5, datant de 1684 et consistant dans la traduction du chronographe grec de Dorothé, traduction attribuée au prêtre Vasile Grid de Braşov. Voici la composition de ce fonds : *abăioară, agemi, alaman, ambasador, amira, armilar, bantieră, bastard, buslui, cadiu, capiaga, capichiaie, cardinar, comitos, comin, conseghio-consilion-conşilion, conte, culă, cumbarii, devedar, dicret, dragoman eparh, ferman, feudă, flamburar, furnur, ghentilom, ghieneral, gociman, hagan, halcă, holcă, hotnog, iapoplexian, ipodromie, mamaluc, monedă, ofichiia, papagai, practică, prinţip, purgatorion, rigă, secret, seraschier, signora-siniora, miser, chira, surgun, sveră.*

On trouve ici 13 formes et éléments lexicaux qui ne figurent pas dans les dictionnaires de la langue roumaine : *armilar, capiaga, comitos, comin, conseghio, flamburar, iapoplexian, ofichiia, mamaluc, siniora, miser, purgatorion.*

Il existe ensuite 14 termes dont la présence dans une source roumaine de 1684 corrige, parfois de plus de cent ans, les plus anciennes attestations offertes par nos dictionnaires : *alaman, ambasador, bantieră, bastard, consilion-conşilion, ferman, feudă, ghentilom, rigă, secret, seraschier, chira, sveră.*

Précisions, à fin de comparaison, que trois seulement des mots enregistrés dans la première partie de Sigm 5 entrent dans ces deux catégories : *scupelator* dans la première, *rarău* et *zap* dans la seconde.

En conclusion, nous croyons pouvoir affirmer, sans risque d'erreur, que le nombre et la diversité des emprunts font de ce texte de 1684, traduit d'après une édition vénitienne, l'un des premiers témoignages importants de l'influence occidentale (italienne en l'espèce) sur la langue roumaine (influence qui, dans le cas présent, s'est naturellement exercée par l'intermédiaire de l'original grec).

## ROMANIAN LEXICAL ELEMENTS IN MACEDONIAN AND SERBO-CROATIAN\*

ELENA SCĂRLĂTOIU

As we have already proved<sup>1</sup>, the Macedonian language has borrowed from Macedo-Romanian, Megleno-Romanian and even Daco-Romanian (in the northern linguistic areas) words referring to material culture (household, human settlements, roads, clothing, food) and words referring to agriculture. Here are now a number of words belonging to other thematic (onomasiologic) categories :

### III. WORDS REFERRING TO FLORA

*Bunika*, fem.n., "the name of a plant used in medicine" (Tetovo) : MRom., Mgl. *bun* (< L *bonus*) + Slav.suff. *-ika*. It seems that this plant is used with good results in curing certain diseases. See also MRom. *bun(ác)*, *bun(ácă)* "idem".

*Draka*, fem.n., "Paliurus, aculeatus", "a kind of prickly plant similar to thistles" (Kumanovo) : MRom. *drac*, Mgl. *drac* (< L *draco*). See also DRom. *drac* and *draciľă*, *dracină* "barberry" (*Berberis vulgaris*). The term was adopted by the Macedonian literary language.

In SCR. *drăč*, masc.n., "devil" (This sense was first recorded in the 16th century. In contemporary Serbo-Croatian : "thistles ; thorn") : DRom. *drac*, pl. *draci*, from which all Serbo-Croatian words with the *drac* - root have been formed. As a person's name, however, formed from the Romanian root *drak*, *Drakul* was recorded in documents as early as the 11th century. Mention should be also made of the following toponyms : *Drača* (Serbia, the 14th century), *Dračevac* (Dalmatia), *Drăčevica* (Hercegovina and Dalmatia) and *Drăčevici*, attesting that the word is quite old.

*Krecel*, masc.n., "garlic clove" (only dialectal) ; "each of the small bulbs making up a garlic" : MRom., DRom., *cățel*. The presence of *-r-* in the Macedonian root is more difficult to explain. It might be a contamination between \**kăcel* and *krcul* ("the name of a breed of pigs").

---

\* A part of this study including a bibliography and a list of abbreviations was published in RESEE, 1979, 1, p. 385-396.

<sup>1</sup> *Ibidem*, p. 389-394. The Romanian element in Macedonian has been in the focus of the present study. Serbo-Croatian was taken into account only in connection with those words of Romanian origin common to both languages.

*Kukulička*, fem.n., “cône de pin” (Bitolja): MRom. *cuculičiu* (< L *cucullius* Nastev, 738). Mgl. *cuculič* “a heap of stones like a knoll”.

*Lastar*, masc.n., “offshoot; twig, young shoot; young trees” (RMJa): MRom. *lăstare* (in the northern Macedonian dialects) *vlăstar*, *vlăstare* (< NGk. βλαστάρι). This term got into the Macedonian literary language together with its derivatives: *lastaren*, *lastarest*.

In SCR. *lăstar*, masc. n., “young tendril of a vine; young vine shoot” (recorded in the 16th century): DRom. *vlăstar* (< NGk.) > *lăstar*.

*Tufka*, fem.n., “tufă”; Mgl. *tufcă* (< *tufă* + suff. *-ka* “a bunch of flowers”; “club rush”. In Macedonian the sense of this term differs in various regions: “épi de maïs” (Izvor — T. Veles); “botte, gerbe” (Vămbel — Kostur); “plante de jardin de couleur jaune” (Čegan — Voden) etc. (Nastev, 736).

*Mura*, fem.n., “Pinus abies”, generally spread in the language MRom. *mură* (< L *mora*) “mûre de haie, mûre sauvage”, Mgl. *Mura*, preserved as name of place in Liiumnița. See also DRom. *mură*. From Latin this term got into Neo-Greek: μούρα and into Alb.: *murë*. In the Southern Macedonian dialects the term might have been preserved owing to the contact with Neo-Greek, whereas in the western dialects, it did so owing to the contact with Albanian.

SCR. *mura*, fem.n., “Pinus abies” is a “Roman-Dalmatian” borrowing widespread in the western parts of the Serbo-Croatian linguistic territory.

#### IV. WORDS REFERRING TO FAUNA

*Ogar*, msc.n., “dog”, only in such phrases as: “howling like a dog” (Tetovo): DRoin. *ogar* (< Hung. *agar* “hound”).

*Kane*, mac.n., “chien”; figuratively: “méchant homme”: MRom. *căne* (< L *canis*). Only in colloquial speech (Nastev, 738).

*Pravda*, fem.n., “bétail”. “Le mot est d’origine slave, mais avec le sens mentionné il est caractéristique de l’arounain (Koneski, Vidoeski, Nasteva, 523).

*Bivol*, masc.n., “buffalo” (RMJa, Nastev, 736): MRom. *bivol*, Mgl. *bivol*, *bîvul*. According to P. Skok (ER, I, 164), the term got into Balkan Latinity in the 7th and the 8th centuries. Its wide-spread use in Macedonian as well as its numerous derivatives stand proof to its being quite old: *bivolar*, *bivolarka*, *bivolarski bivolče*, *bivoleški* (RMJa), *bivoleško*, *bivolina*, *bivolski* (Tetovo).

In SCR. *bivol*, masc.n., “bubalinus” (is recorded in the 14th century, while in the Slovene and the Bulgarian languages only in the 15th century): DRom. *bivol*. *Bivol* as common noun is used nowadays in Serbo-Croatian only under the form of *bivo*. The word has also a number of derivatives: *bivolar*, *bivôljar* “a man who herds, tends and guards buffaloes”; *bivolarka* “such a herdsman’s wife”; *bivôlarnik* “a herd of buffaloes”. A number of toponyms, most of them recorded in Serbia, evidence the Daco-Romanian origins of this Serbo-Croatian word: *Bivolja Bora*, *Bivolo Selo*, *Bivol Sled* (the 14th century), *Bivol Brod Bivoljači*; *Bivoljak*, name of place in the neighbourhood of Dečani Monastery (the 14th to the

17th centuries), *Bivolje*, a village in Serbia; *Bivolje Brdo*, a village in Herzegovina near Mostar; a person's name: *Bivoljakovič* is recorded in the 19th century.

*Graorka*, fem.n., "a hen with motley feathers" (Tetovo); DRom. *graur*, pop. *graure* (< L *graulus*) "Sturnus vulgaris" + the Slav. suff. *-ka*.

*Pulka*, fem.n., "young hen". Synonyms: *jarica*, *jarička*. The term is wide-spread in Macedonian, being also recorded by the literary language (RMJa): MRom. *pul'iu*, Mgl. *pul'* (< L \**pulleus* < *pullus*) + the Slav. suff. *-ka*.

*Bumbar*, masc.n., "bumbar — the name of an insect" (Kumanovo). The term was adopted by the literary language as well (RMJa): MRom. *bumbar* "taon" (the name of an insect), Mgl. *bùmbar* "beetle; drone (bee); chafer". The derivative from the term in Macedonian: *bumbarec* "a May beetle" (Tetovo).

In SCR. *bumbár*, *bùmbar* masc.n., "apisterrestris; pyrobolus" (Kosmet and Bosnia); DRom. reg., MRom., IRom. *bumbar*. This particular sense is recorded in 18th century Serbo-Croatian texts. In Istria, "bumbarina zovu Istroromane, t.j. romanske stanovnike Rovinja...": "the Istro-Romanians, that is the Romanic population in Rovinje, use the word *bumbari*" (Skok, ER, I, 232). Without any etymological explanation, P. Skok just mentions that Meyer—Lubke considers the term in Serbo-Croatian to be a "Romanic creation".

*Paun*, masc.n., "Pavo cristatus", "peacock". The term got into the literary language as well (RMJa). Its derivatives *paunica*, *paunka*, *paunov* etc., as well as the compound *paun-pero* "peacock's feather" to be found in Macedonian folk poetry point to its being quite an old term.

In SCR. *pàun*, masc.n. "oiseau au plumage d'une beauté tout particulière" (Slavonia); nom de famille: *Paun* (Lika): DRom. *pàun* (< L *pavo*, *-onem*).

*Brlog*, masc.n., "a shelter for animals", "den" (RMJa), and *brlok* (Kumanovo): Mgl. *barlog*.

In SCR. *brlog*, masc.n. and *b̄rlog* (Kosmet) 1° "pig sty" (recorded in the 16th century); 2° "den of beasts or fish": DRom. *b̄rlog*. It is wide-spread both in the literary language and in the dialects spoken in the Serbo-Croatian linguistic territory. Its variants are also wide-spread. Toponyms such as *Brloga* (names of villages in Serbia and Croatia) point to the term being old, as well as to its Daco-Romanian origins.

The origin of this word might be Thracian-Illyrian (see Alb. *borlok*, *bllok*). It has been borrowed in the dialects of the South-Slavic languages as well as in Hungarian (*barlang*, *borlog*). P. Skok (ER) does not explain the origins of the term in Serbo-Croatian or in any other South-Slavic languages or in Hungarian either.

#### V. WORDS REFERRING TO SURROUNDING NATURE ; NATURAL PHENOMENA

*Čuka*, fem.n., "rocky peak" (RMJa) and the derivative *čukar* (Kumanovo), present also in the literary language (RMJa): MRom. *ciucă* "sommet", Mgl. *čučă* "idem". Also name of place: *Čučă-Dzina*. See also DRom. *ciucă*, Alb. *çukë*, NGk. *τσούχα*, Bulg. *čuka*.

In SCR. *čuka*, fem.n., 1° “Bergspitze, Berggipfel; Anhöle, Hugel”; 2° names of caves widely spread in Serbia and Macedonia: *Črna Čuka*, *Glasnička Čuka*, *Grčka Čuka*, *Kamena Čuka*, *Mala Čuka*, *Ostra Čuka*, *Vrška Čuka*, *Džurine Čuke* and in Crna Gora: *Čuka*, the name of a village): DRom. *ciucă*, MRom. *čiucă*. The term is very much used in the folk literature. *Čuka* and *Čuka* are two forms used in Croatia as names of sheep or meaning “earless sheep” (Lika).

*Tumba*, fem.n., “petite élévation”, appellatif et toponyme: MRom. *tumbă* (Nastev, 736), Mgl. *tumbă* (< Pop. L *tumba*) “hill; tumulus name of place” (Cupa): *Tumba-naltă*, *Tumba-petcăl’e*.

*Klisura*, fem.n., “mountain gorge, narrow pass”. A wide-spread term in Macedonian (RMJa): MRom. \**clisură*. See top. *Clisura* and the derivative *clisorean* “habitant de Klisura”. See also DRom. *clisură* “idem”.

*Krasta*, fem.n., “rocky waste place” (RMJa): MRom. *creastă* (< L *crista*). See also DRom. *crastă*.

*Rofja*, *rovja*, fem.n., “foudre”, in the western parts of Macedonia: MRom. *rófke* (Koneski, Vidoeski, Nasteva, 523). See also Alb. *rogje*.

#### VI. THE HUMAN BODY. DISEASES. FOLK MEDICINE

*Buza*, fem.n., 1° (synonym: *usna*), in the Macedonian dialects along the western linguistic frontier (Koneski, Vidoeski, Nasteva, 523); 2° “muzzle (of an animal)” (Tetovo): DRom., Mgl., *buză*. See also MRom. *buźză*.

In SCR. *buza*, fem.n., “lèvre”: *Buza*, the name of a mountain in Riječka Nahija: DRom. *buză*, fem.n., “idem”.

*Berba*, fem.n., “beard” (Kumanovo): MRom., Mgl. *barbă* (< L *barba*). See also DRom. *barbă*.

*Guša*, fem.n., “the crop of a bird; goiter; double chin”: MRom. *gușe*, Mgl. *gușă* (< L *genusiae*?). See also DRom. *gușă*. This term is in general use in the Macedonian language. The fact that it is an old word is proved not only by its wide spreading, but also by the presence of such derivatives as: *gușav* (Kumanovo).

In SCR. *guša*, fem.n., 1° “ingluvies”, “turgidum, guttur”; (chez les oiseaux), “dilatation de l’oesophage où la nourriture demeure un certain temps avant de passer dans l’estomac”; 2° (chez les hommes) “protubérance de la gorge due à la croissance de la glande thyroïde”: DRom. *gușă*. See also top. *Guša* (Serbia), *Gušak* (Bosnia).

*Limba*, fem.n., “boucle de cheveux, ondulation de chevelure”: MRom. *limbă* (< L *lingua*, Nastev, 738), Mgl. *limbă*. The term got into the Macedonian literary language.

*Kukul*, masc.n., “hair dressed in a knot” (RMJa): Mgl. *cucul* (< L \**cucullius* = *cucullus*) “knob”; swelling”. Cf. also MRom. *cucul’iu* 1° “huppe”; 2° “somet”, DRom. *cucui*.

We have detected in Macedonian the following terms, some of them borrowed from Macedo-Romanian, denoting physical defects:

*Pečul'*, masc.n., "a very short man, checked in growth, a dwarf" (Tetovo): MRom. *pičiu* "petit enfant". See also Bulg. *piču*: "bâtard" (< Tk. *pitch* "bâtard, reje-ton").

*Smakul'*, masc.n., "tall man, crooked because of his height and slipshod, careless in his gait" (Tetovo). Cf. MRom. *smac* "pourriture; bois pourri; chaume".

*Štrkul'*, masc.n., "a tall man, with heron-like long legs" (Tetovo): MRom. *stirc* "cigone".

The three terms: *pečkul'*, *smakul'*, *štrkul'* have been formed from Macedo-Romanian words by extension of the basic meanings of the latter. The *-ul'* suffix is also Romanic (Romanian): See Skok (ER, III, 358).

*Mičika*, fem.n., "small, weak" (in Tetovo subdialects): Mgl. *mic* (< L *micus*) + suffix *-ika* (> Maced. *mik* + *ika* > *mičika*, by palatizing the sound *k*).

*K'or*, *k'orle*, masc.n., "a man that cannot see well" (Tetovo): MRom. *k'or* (< Tk.). The form *k'oraf*, adj., is also used in Tetovo, but seldom. The term got into the literary language: *k'or*, *k'oriv* etc.

We have detected the following words designating diseases:

*Oftika*, fem.n., "tuberculosis" (Tetovo): MRom. *oftica* (< NGk. ὀφθαλμίας) "phtisie". See also DRom. *oftičă*.

*Bucka*, fem.n., "swelling" (RMJa): MRom. *bofi*, fem.n., pl., "potatoes" + the Slav. suffix *-ka*. The semantic link between the two terms is obvious: a swelling may be of the shape and the size of a potato. See also DRom. *bof* "a growth".

In SCR. *būc* "loop of hair" (Serbia, Bosnia): DRom. *bof*.

*Butur*, masc.n., "a disease of horses characterized by frequent coughing" (RMJa): Mgl. *butură* "a disease of horses and cattle". See also MRom. *butur* "asthme, pousse". Its being an old term in Macedonian is proved both by its wide-spread use in dialect, and numerous derivatives: *buturliv*, *buturličav*, *buturlija* etc.

## VII. WORDS REFERRING TO CULTURE AND SPIRITUAL LIFE: BOOKS, CUSTOMS, DEFECTS IN CHARACTER

*Daskal*, masc.n., "teacher" (Kumanovo): MRom., Mgl. *dascal* (NGk. δάσκαλος). The Macedonian word is also used in colloquial speech, with the following derivatives: *daskalaski*, *daskaluva*, vb. "to teach, to tease; to lecture" (RMJa).

In SCR. *dăskal*, masc.n., "teacher": DRom. *dascāl* (< NGk.) P. Skok (ER, I, 381) considers it to be a "Balkan Greek word": NGk. διδάσκαλος > διδάσκω. The Serbo-Croatian word *dăskal* is to be found only in one instance in the 18th century, while in the 19th century it can be found in Serbian folk songs in its Romanian form: *Stefan daskalu*, *Stevan jeronah igumen i daskal*.

*Fudul*, masc.n., "proud, arrogant, conceited", in colloquial speech: MRom., Mgl. *fudul* (< Tk. *fodul*). *Fodul* is borrowed by Macedonian straight from Turkish and is equally used in colloquial speech (RMJa).

In SCR. *fudul*, masc.n., “arrogant, conceited, proud, boastful” (recorded only in Kosmet): DRom. *fudul* “idem” (< Tk. *fodul*). P. Skok (ER, I, 535) considers it to be “a Balkan Turkish word”.

*Kracun*, masc.n., “Christmas”; “n’est employé aujourd’hui que sur un territoire restreint des parlers du sud-ouest... Il paraît que sa conservation uniquement dans la région mentionnée ne saurait être expliquée d’une façon heureuse si l’on ne tenait pas compte du contact avec l’aroumain”: L *creatione*, Rom. *Crăciun* (Koneski; Vidoeski; Nasteva, 523), MRom. Mgl. *Crăciun*.

In SCR. *Krăcun* “nom de personne” (19th century in Eastern Serbia): DRom. *Crăciun*. See also SCR. *Krăcunište*, top. (15th century).

VIII. WORDS REFERRING TO SOCIETY AND SOCIAL RELATIONS:  
FAMILY RELATIONSHIPS, FORMS OF ADDRESS; SOCIAL STATUS;  
ECCLESIASTICAL TERMINOLOGY

*Familia*, fem.n. (Tetovo): MRom. *familia* (< L *familia*); synonymous with the literary term *semejstvo*. The form *vamilia*, fem.n., is used in Kumanovo.

*Bate*, n.n., “elder brother; the form used by a younger brother when addressing his elder brother (Tetovo). Cf. DRom. *bade*.”

In SCR. *bada*, masc.n., “terme par lequel une jeune femme appelle les plus jeunes membres de sex masculin de la famille”: DRom. *bade* 1° “terme de respect à la campagne avec lequel on s’adresse à un homme plus âgé; 2° “terme employé à la campagne par les femmes pour s’adresser à l’aimé”.

*Nun*, masc.n., “parrain” (Konsko-Gevgelija): MRom. *nun* (< L *nonnus*, Nastev, 738—39), Mgl. *nun* (Crnareka). See also DRom. *nun*. It is used at the same time with the term *kum* (< L *compater*), but having somewhat different meanings in various dialects (Nastev). See also DRom. *cumătru*. The derivatives from *nun* with the Slav. prefixes *-ko*, *-ka*: *nunko*, n.n., *nunka*, fem.n., “femme du parrain” (Nastev) are more frequent.

In SCR. *njunko*, *nunko*, *nuko* “godfather, a man who serves as sponsor for a child at baptism”; *njuna* (Crna Gora) “the godfather’s wife”: DRom. *nun*.

*Kopile*, n.n., “bastard” (RMJa): Mgl. copil. Cf also DRom. *copil* and the verb *a copili*.

In SCR. *kòpil*, masc.n., *kòpile*, n.n. *Kopilan*, masc.n., “idem”; *Kopil* “nom de Vlaque”: DRom. *copil*.

*Katun*, masc.n., “gipsy” (RMJa): MRom. *cătun* “Hamean”, *cătună* “chaumière, cabane”. Originally, the word in Macedonian might have meant “a human settlement”, then, by semantic restriction, “gipsy camp” and finally “gipsy”.

In SCR. *kătun*, masc.n., “pâturage d’été dans la montagne (avec une cabane à l’usage des bergers et un enclos pour les bêtes). A partir du XIII<sup>e</sup> siècle le mot *katun* prend l’acception de village pastoral: DRom. *cătun* 1° “pâturage d’été dans la montagne...” 2° “groupe d’habitation paysannes ne constituant pas une unité administrative, avec un nombre d’habitants plus réduits qu’un village”.

*Sklav*, masc.n., arch. "slave" (RMJa): MRom. *sclav* (< Gk. < L *sclavus*).

In SCR. *sklav* "boundsmen" (in Old Serbia): DRom. *sclav*.

*Komka*, fem.n., "Holy Communion" (Suho and Visoka-Salonic): MRom. *cuminicare, cuminicătură, cuminic* (< L \**communicare, communicare*). Cf. MJa, XIII–XIV. See also DRom. *cuminecare, cuminecătură* and the verb *a cumineca*.

*Rasa*, fem.n., "garment worn by orthodox clergymen" (RMJa): MRom. *rasa* "soutane de prêtre" (NGk. ῥάσον).

In SCR. *râsa*, fem.n., "long garment worn by monks". A word used by the Orthodox Church (in the Catholic Church: *kuta*): DRom. *rasă*. Although including it among Balkan Greek words, P. Skok (ER, III, 109) mentions that "Scr. *râsa* may have been borrowed from Romanian". Moreover, the form of this term in Bulgarian is *râso*. It is obvious that as far as Bulgarian is concerned, this word is borrowed straight from Neo-Greek.

#### IX. OTHER WORDS

*Kastel*, masc.n. "castle, palace, stronghold" in general use in language (RMJa). Synonyms: *zamok*. The Macedonian word *kastel* is a neologism, coming probably from DRom. *castel* (< L *castellum*).

*Kruna*, fem.n., "crown" (RMJa; synonyms: *venec*): MRom. *crună* (< L *corona*). See also DRom. *cunună*.

*Pastam*, v., *patah* (the form of aorist), "something wrong happens to me", recorded in Suho and Visoka near Salonica: MRom. *pat*, vb., "souffrir, patir, endurer" (< L *patire* "souffrir, endurer", MJa XIII–XIV, 176).

*Prli*, v., "to burn, to singe", got into the literary language (together with its derivative: *prjenje*; synonyms *obgoruva* RMJa): MRom. *pîrlesc*. See also DRom. *a pîrli*.

In SCR. *prliti* "idem" (with the Dubrovnik writers); *oprljit* (Kosmet) "to burn"; "to exhale steam": MRom. *pîrli*.

*Roško*, n.n., "rouge" (Konsko-Gevgelija): MRom. *aroş, roş* (< L *roseus*, Nastev, 739), Mgl. *roš* + Slav. suff. *-ko*.

#### X. LOAN TRANSLATIONS

*Kusale*, n.n., "pelisse". Synonymous with *skurtejka*. A widespread term in Macedonian. It is a loan translation from MRom. *scurtac* "figaro, sombreveste" (Nastev, 738). See also Mgl. *Cusal'e* "name of place in Nînta".

*Pile*, n.n., "semantic loan translation from MRom. *pul'îŭ*". In Macedonian the term means "bird", just like in Macedo-Romanian (Koneski, *Istoriija*, 186) and in Mgl. *pul* "chicken, bird in general" (< L *puleus, -um*).

*Svekrvin jezik* (Tetovo), semantic loan translation from DRom. *limba soacrei* "mother-in-law's tongue" (the name of an ornamental plant

with long, fleshy, tongue-shaped leaves with rough, prickly edges, whence its name: "mother-in-law's tongue" *svetrvin jezik* = long, prickly tongue).

Investigation of the lexical material offered by the examples given in the study on the Romanian lexical elements in Macedonian, allowed us to draw the following conclusions<sup>1</sup>:

1. The Romanian, (Macedo-Romanian and Megleno-Romanian) words in Macedonian do not belong exclusively to the pastoral domain.

2. The oldest words of Romanian origin (Macedo-Romanian and Megleno Romanian) in Macedonian are:

A. Words taken from Common Romanian which in its turn had inherited them from the Thracian-Illyrian substratum. They are generally spread in Macedonian and largely spread in Serbo-Croatian.

B. Words taken from Common Romanian which in its turn inherited them from Latin:

a) Words spread widely or generally in Macedonian and Serbo-Croatian;

b) Words recorded only in Macedonian generally or widely spread in this language;

c) Some words of small circulation, spread in Macedonia alone and known only in this language. These words "vegetated" in the lateral areas, without being able to spread at the level of the standard language.

3. More recent words in Romanian (Macedo-Romanian, Megleno-Romanian, even Daco-Romanian) are usually spread on a limited area and are represented by:

a) Words of Latin origin borrowed: from the Macedo-Romanian and Megleno-Romanian dialects as a result of interference of the Macedonian dialects and the Macedo-Romanian or Megleno-Romanian dialects;

b) Words borrowed by Macedonian dialects from Macedo-Romanian, Megleno-Romanian or Daco-Romanian dialects, words of the most varied origins in the last dialect<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> See: RESEE, 2, 1979, p. 395–396.

<sup>2</sup> *Ibidem*, p. 396.

## LATIN DEXTRATA AND INDO-EUROPEAN \*DEKSI-NO

ERIC P. HAMP

(Chicago)

A. G. Poulter has rendered a valuable service by commenting (*Dacia* XXII, 1978, 239—43) on CIL III 6155. He has clarified the Corpus by eliminating (p. 241) CIL III 7571 as being an early partial transcript of CIL III 6155. A large part of Poulter's discussion is devoted to the titlature of the inscription.

Poulter notes that, according to Pflaum, by the late third century (the time of this inscription) the title *ducēnārius* had become honorary, designating a privileged position above that of *vir egregius*. Once the direct relation of the old numerical semantic content of *centēnārius* and *ducēnārius* had been lost, and because of the fading clarity of the morphology manifested in *ducēnārius* and *ducena* in relation to *centena*, it would have been easy for speakers to resegment this title as *duc-ēn-ārius*. Thus the title could have been understood readily as connected with *dux*, *dūcō*, etc.

Poulter makes the interesting observation (p. 242, foot note 16) that the title *femina stolata* was especially favoured at Celeia. Now we know that Celtic speech was notably current in this Slovenian area<sup>1</sup>. It is quite possible that *stolata* could have been readily misconstrued by a Celtic speaker. The verb represented by old Irish *sillid* 'gazes, looks at', Welsh *syllu*, Middle Breton *sellet* 'tueri', Old Breton *silim* gl. *tuitionem*<sup>2</sup>, because of the British *s-*<sup>3</sup>, was probably pronounced at Celeia either with *st-* or equivalently with *ts-* or the *tau gallicum*<sup>4</sup>. The adjective *stolata* could thus have been understood by a Celtic speaker as a verbal adjective 'looked upon, regarded'. For the Celtic semantics cf. Old Irish *airdir* 'conspicuous', Welsh *ardderchog* 'famous', Old Breton *erdirh* gl. *evidentis* (: Mid. Breton *derch* 'aspect, appearance', Greek *δέρομαι*).

Poulter is properly concerned over the correct understanding of *dextrata* in the phrase *virgo dextrata* which is applied to the deceased child. This suffixed form is not paralleled in a plausibly related use. After considering various alternative meanings which might be, or have already been, attributed to *dextrata*, Poulter arrives (p. 243) at two possibilities which I agree seem reasonable in the context: the child was described as 'talented', or else 'of honoured (privileged) status', or even with both qualities conveyed by the same expression. I will not attempt to choose

<sup>1</sup> See E. P. Hamp, in "Acta Neophilologica" (Ljubljana) IX, 1976, 3—8; XI, 1978, 57—63.

<sup>2</sup> L. Fleuriot, *Dictionnaire des gloses en vieux breton*, Paris, 1964, p. 305.

<sup>3</sup> H. Lewis and H. Pedersen, *A Concise Comparative Celtic Grammar*, Gottingen, 1937, p. 20 § 25.5, equate Greek *στιλπνός* 'glistening'.

<sup>4</sup> See D. Ellis Evans, *Gaulish Personal Names*, Oxford, 1967, pp. 410—20.

further between these plausible interpretations offered by Poulter, but 'auspicious' would carry a piquant tragic irony.

But we might still enquire why it was that the composer of this inscription was led to choose the rare suffixed adjective form *dextrata*. It is well known that Romanian and Albanian display correspondences that point to an ancient causal relation<sup>5</sup>. I myself assume that the language which was spoken over large parts of Dacia when Latin was adopted from the Romans was closely similar to the ancestor of present-day Albanian<sup>6</sup>. We might then reasonably expect to find stray Proto-Albanisms in the Latin of Dacia. For example, *azi* has been derived from *hac die* (ILR<sub>2</sub>, p. 160). Apart from the fact that a new phrase has been substituted for *hodie* > Italian *oggi*, Spanish *hoy*, French *hui*, we also note that *dies*, which was masculine except for some expressions of a fixed day, has become feminine; the same holds for the noun *zi*. This development in gender exactly matches Albanian *ditë* 'day', which is feminine; and the structure of Albanian *sot* 'today' < \**tja-dit-* mirrors that of *hac die* > *azi*.

Now let us consider equivalences for the simple Latin form *dexter*, *dext(e)ra*. Pokorny's account (*Indogermanisches etymologisches Wörterbuch* 190) of the cognate forms is very compressed and uncommented. The formations of these Indo-European cognates actually fall into several clearly defined types. Greek *δεξιτερός* is the clearest of all in all its features; here we have the well attested suffix \*-tero- marking paired polar oppositions and a stem \**deksi-*. Italic agrees in this formation, with Latin *dexter* (and also *dextimus*), Oscan *destrst* 'dextra est', Umbrian *destram-e* 'in dextram', *destru-co*, loc. *destre* but the Italic and Greek words could have been formed independently since this is a persistently productive formation. Ernout and Meillet<sup>7</sup> question whether there was ever an \*-i- in the Italic forms, adducing Gothic *taihswa* and characterizing the -i- seen in other forms as simply an *élargissement*. Poulter<sup>8</sup> has nothing to say on this aspect of the Umbrian form, but, counter to what Ernout and Meillet imply, he regards the suffix as syncopated from an original \*-tero-. The entire question of syncope in Oscan-Umbrian has been dealt with in exemplary fashion by Hreinn Benediktsson<sup>9</sup>, who has formulated exact rules<sup>10</sup> for *inter alia* the syncope of short medial syllables. The Oscan-Umbrian *destro-* < \**destĕro-* < \**deksi-tĕro-* has been analyzed in detail by Benediktsson at pp. 213–14 § 78–9 and 243 § 114<sup>11</sup>. Benediktsson's discussion (214–15, footnote 62) whether the second-syllable syncope in \**deksiteros* could be Proto-Italic overtakes and amplifies Sommer's careful statement<sup>12</sup>, which the latter meticulously added after having reconstructed (p. 134) \**dexiteros* for the Latin. Moreover, from the Latin

<sup>5</sup> See, e.g. Al. Rosetti, *Istoria limbii române*, 1978, pp. 266–86.

<sup>6</sup> See, e.g. "Gjurmime albanologjike", 6, 1976, 43–4; "Revue roumaine de linguistique" 18, 1973, 333–45; "Studii și cercetări lingvistice", 27, 1976, 33 ff; 28, 1977, 76–7.

<sup>7</sup> *DELL*, 306.

<sup>8</sup> J. W. Poulter, *The Bronze Tables of Iguvium* 1959, 45 § 29a and 91 § 76c.

<sup>9</sup> *Norsk Tidsskrift for Sprogvidenskap* XIX, 1960, 157–295.

<sup>10</sup> Those that apply to our word are found at §§ 69, 164 and 168.

<sup>11</sup> Here the interstage \**deksĕtĕr-* is shown; it is not clear to me in what order third-syllable syncope and reduction of \**kst* to *st* occurred.

<sup>12</sup> *Handbuch der lateinischen Laut- und Formenlehre* (1914), p. 135.

side Sommer (*ibid.* 257) perceives that syncope in *dexter* is necessary since original *\*kst* reduces to *st* (under the general law of stop +s+ tenuis), as is seen in *illūstris* < *\*en-louc-s-tris*; perhaps a better parallel, with short vowel, would be *lustrō -āre* and *lūstrum* < *\*luk-s-tro-m*. I would add that the development of the Latin cluster demonstrates that the second-syllable syncope cannot have been Proto-Italic in age, and that the question still left partly open by Benediktsson may now be regarded as definitely settled. In sum, there can be no doubt that the Italic form was *\*deksi-tero-*.

Frisk<sup>13</sup> gives us not only a good account of Greek δεξιός, but also the most balanced and analytic account in print of the Indo-European set to which our etymon belongs, even though this account requires considerable amplification and refining, a task that I hope we may here accomplish. Wackernagel was surely correct that δεξιός is to be derived from *\*δεξι.ῑός* (: λαίός = *laevus*, λαίβα = λαίβα) = Gaulish *Dexsiva* *dea*; this yields a segmentation *\*deksi-úó-*. Frisk remarks that Germanic, with Gothic *taihswa* and OHG *zeso* etc., yields *\*deks-uo*, but without the *\*-i-*; that is correct. But it is not correct to pair Celtic with Germanic simply on this score. It is clear that Celtic placed the form in question in a minor paradigm which underwent productive development. This development of a morphological mechanism for semantically polar opposition consisting of a suffix *\*(o)uo-* in British Celtic<sup>14</sup> has resulted in Welsh *deheu* > *deau*, Old Breton *dehou parth* 'south'<sup>15</sup> < *\*deksouo-*. In any event, it is clear that we have here a suffix of opposition *\*-uo-* equivalent to *\*-tero-*. The analysis δεξ-ιό-ς offered by Meillet (*Introduction*, 262) cannot be sustained. Meillet and Vendryes (*Traité* 362 § 574) have conflated this *\*-uo-* suffix with the participial, or verbal adjective, *\*-uó-*.

Irish, on the other hand, presents a different picture. The adjective *dess* has the appearance of being a thematic formation, despite the manner in which this form gets cited in the standard references. But *dess* is not isolated in Irish. There is a noun of old standing *desse* < *\*deksion* 'right side' apparently derived from *dess*<sup>16</sup>. And related to this we have the very old formation *faitse* (*foitsi*) 'south' discussed by David Greene<sup>17</sup>, and which is to be reconstructed *\*uodeksi(i)on*. We are therefore free to recover from these old nominalizations *\*deksi(i)o-*, perhaps *\*deksi-o-*. In fact, *dess* itself has far from a simple background. It appears (Thurneysen 536 § 858) as a froz en case-form of a noun in the role of a preposition governing another noun. Also, beside the adjective *deas* (to cite forms in their early Modern Irish spelling for clarity), of which the dative sg. feminine is *deis*, we find the nominalization e.g. in *ar a dheis* 'at his right (-hand)'<sup>18</sup>. Although *deis* appears to be a feminine dative *\*deksāi*, by the rules of historical Irish phonology this and the prepositional (pretonic

<sup>13</sup> *Griechisches etymologisches Wörterbuch* I (1960) 366–7.

<sup>14</sup> I have discussed this suffix in greater specificity in the "Bulletin of the Board of Celtic Studies", 27, 1977, 214–15.

<sup>15</sup> Fleuriot *op. laud.* 134.

<sup>16</sup> R. Thurneysen, *A Grammar of Old Irish* 169 § 262.

<sup>17</sup> *Ériu* 21, 1969, 94–8.

<sup>18</sup> *a tá ann 'na sluidhe ar a dheis* 'he is sitting there at his right', Desiderius (AD 1616).

*dess* could equally reflect an old locative of a stem \**deksi-*. Therefore the same original stem which we have found elsewhere is not excluded in Irish.

Our remaining forms offer relatively few problems. Sanskrit *dāksinā-*, Avestan *dašina-*, and Lithuanian *dėšinas dešinē* all point to \**deksi-no-*. In Slavic our form is attested only from South Slavic, with OCS *desnъ desnica*, Bulgarian *dēsen desnica*, Serbo-Croatian *dēsan*, Slovene *dēsan*<sup>19</sup>. These Slavic forms go back to an apparent \**deks-no-*, contrary to Endzelīns<sup>20</sup>, and therefore do not strictly match Lith. *dėšinas*. It is possible, however, to harmonize Slavic \**des-nō* with Baltic \**deš-ina-* when we recall that Balto-Slavic \**in* was the regular Sievers variant from \**n* after heavy syllables. Thus, while \**deksina-* could have been interpreted by speakers as \**deksna-*, after \**kš* had simplified to \**š* the resultant \**dešna-* would have been resolved as \**dešna-* > \**desn-*. In this way the Slavic turns out to be only an apparent anomaly, and Balto-Slavic as well as Indo-Iranian point clearly to a pre-form \**deksi-no-*.

We have already seen that the formations \**deksi-tero-* and \**deksi-uó-* were the results of known productive processes of suffixation in Indo-European and its incipient dialects. Moreover, we have observed a slight and incompletely explained divergence from a stem-shape \**deksi-* only in the instances of British Celtic and Germanic. The suffixation seen in \**deksi-no-*<sup>21</sup> is less clear and more generalized in force as a derivational formant for adjectives. For this reason it would not be implausible to regard \**deksi-no-* as the prior and more likely Proto-Indo-European formation.

An ultimate interpretation of \**-no-* in this formation would depend upon a satisfactory analysis and assignment of \**deksi-*. I cannot agree with the suggestion that this would be a locative of a zero-grade *s*-stem. Such a vocalism for a locative would be improbable by every rule we know. On the other hand, the suggestion that we have here the IĒ root \**dek-* is semantically convincing; for my views on the semantics of \**dek-* see IF 76, 1971, 22–3. The formation of \**dek-si-* may therefore be like that of ἐρυστ- beside ἐρυσθ-ρός.

We are now in a position to consider the Albanian cognate of these words. The best dictionaries cite such forms as *i djathët* 'right', *nga e djathta* 'on the right', *prej së djathtash mia ~ prej së djathës s'ime* 'on my right' etc. For the simple adjective 'right (hand)'. I have in my field-notes from the conservative Arvanítika dialects of Greece (which preserve all vowels very faithfully) both *e djathëtë* and *e djathë*; I also have recorded the adverb *djathëtët* 'to the right'<sup>22</sup>.

It is thus seen that alone among attested IE dialects Albanian shows both an unsuffixed form and a form suffixed with \**-to-* (fem. \**-tā*); the suffixed form is by far the most usual in modern Albanian. In Buzuku

<sup>19</sup> *Bŭlgarski etimologičen rečnik*, I (1971), 346.

<sup>20</sup> *Comparative Phonology and Morphology of the Baltic Languages* (trans. W. R. Schmalstieg and B. Jéggers), 1971, p. 101 § 121 b.

<sup>21</sup> Note that Wackernagel-Debrunner, *Allindische Grammatik* II, 2 (1954) p. 351 § 221 dα, segment *dāks-ina-* without clear motivation; but see also p. 735 for Persson's proposal.

<sup>22</sup> Other dialects are generally less clear or non-indicative for the internal vowel.

(1555) we read <sup>23</sup> *per enbii doret tehdiãže tande* 'përmbi dorët të djathë tande, upon thy right hand' (Psalm 121); here we have the unsuffixed *djathë*. Yet in Blanchus (1635) we have <sup>24</sup> *Dextera manus Dora ediažte*, i.e. *dora e djathtë*. It is possible that *djaθë* reflects the suffix *\*-iyo-*, but nothing certain can really be said concerning the termination of this short form. However, *djaθët* is certainly *\*deksVto-*. The cluster *\*ks* is assured for θ here, since, as I have shown <sup>25</sup>, IE *\*e* yields Alb. *ja* only before original clusters.

It will be seen then that on these last points I cannot agree with the views of Çabej expressed in his analysis of *djathtë* reprinted in *Studime gjuhësore I*, Prishtinë 1976, pp. 128–9. After citing from Buzuku a form similar to that which I adduce above, Çabej refers to his claim that the longer form is derived from an old locative, for which he cites an example from Buzuku: *mbë të djathët ti* 'a dextris suis'. The Blanchus form would then be derived by generalization from this locative in authors after Buzuku. There are two flaws in this argument. It is methodologically inexact, i.e. a semantic non sequitur, to derive a basic adjectival ending from a case inflexion (i.e. a productive locative forming nominal adverbals) without an explicit motivation; that is, the claimed source (të) *djathët* meant 'at the right' and not *ij djathët* 'of the right; right (hand)'. Secondly, both forms are well attested in Arvanitika and must therefore have existed in the language centuries before Blanchus or even Buzuku; no such derivation can be attributed to the period of the 16th century. Finally, Çabej reconstructs *djath-* as IE *\*dek-*; as I have remarked, the vocalism *ja* calls for an original following cluster.

If we enquire where this Albanian *\*-to-* came from, we may recall that in IE *\*-tó-* and *\*-nó-* were closely equivalent, synonymous suffixes; as verbal adjectives they were suppletive in several IE dialects. Moreover, as I have pointed out <sup>26</sup>, the Albanian penchant to replace *-n-* by *-t-* is amply illustrated by *ditë*: Slavic *dъnъ*, Lith. *dienà*. Therefore Alb. *\*deksVto-* may readily be derived from *\*deksi-no-*.

We may finally return to the question of *dextrata*. If the inhabitants of Dacia had in their native language synonyms of the form *\*deks(iy)o-* and *\*deksVto-* (fem. *-ã*), it would be reasonable for them to create in their Latin the synonymous pair *dextra* and *dextrata*.

<sup>23</sup> E. Çabej ed., "Meshari" i Gjon Buzukut (1555): botim kritik, Tiranë 1968, vol. I, p. 108 a line 9, vol. II, p. 19 a line 8.

<sup>24</sup> M. Roques ed., *Le dictionnaire albanais de 1635*, Paris, 1932, text p. 19 line 17.

<sup>25</sup> BSL 66, 1971, 221–2.

<sup>26</sup> "Zbornik za filologiju i lingvistiku" (Novi Sad), 27, 1974, 244.

# GUSTAV WEIGAND UND DIE BALKANONOMASTIK

V. FRĂȚILĂ

Wir wollen in dieser Arbeit über die Rolle G. Weigands bei der Förderung und Entwicklung der Balkanonomastik sprechen. Um den Beitrag des deutschen Linguisten richtig zu verstehen und zu schätzen, ist es zunächst notwendig, dass wir wenigstens einen flüchtigen Blick auf das gesamte Werk von G. Weigand, das durch Mannigfaltigkeit und Komplexität charakterisiert ist, werfen, sowie auf das Stadium, in dem sich die Linguistik im allgemeinen und die Onomastik im besonderen in den Ländern der Balkanhalbinsel während der letzten 10—15 Jahre des vergangenen Jahrhunderts und in den ersten 3 Jahrzehnten unseres Jahrhunderts befand. Natürlich werden wir auch Erkenntnisse der Sprachwissenschaft auf dem Gebiet, auf dem Weigand arbeitete, berücksichtigen, die nach dessen Tod gewonnen wurden.

G. Weigand wurde am 1. Februar 1860 in Duisburg geboren. Nach einem vom Sommersemester 1884 bis zum Wintersemester 1887/88 währenden Studium der Neuphilologie promovierte er im Jahre 1888 an der Philosophischen Fakultät der Universität Leipzig zum Dr. phil. An der gleichen Universität hatte er sich am 30. November 1891 für Grammatik der romanischen Sprachen habilitiert<sup>1</sup>.

Seine Tätigkeit als Romanist beginnt er, indem er sich fast ausschliesslich der rumänischen Sprache widmet<sup>2</sup>. In dieser Periode hatte sich die rumänische Linguistik als selbständige Disziplin im wesentlichen schon herausgebildet. Auf der einen Seite begrenzten sie den Bereich einiger verwandter Disziplinen, auf der anderen Seite erweiterte sie ihn durch zahlreiche neue Aspekte. In den letzten drei Jahrzehnten des vergangenen Jahrhunderts wurde die rumänische Linguistik von der überragenden Persönlichkeit B. P. Hasdeu, des Linguisten, Philologen, Historikers und Denkers europäischen Formats, dominiert. Gegen Ende dieser Periode wächst eine Reihe von Wissenschaftlern heran, wie z. B. A. de Cihac, Al. Lambrior, Lazăr Șăineanu, Moses Gaster, H. Tiktin und A. Philippide, die sich ausschliesslich der Linguistik und Philologie wid-

<sup>1</sup> Werner Bahner, *Gustav Weigand (1860—1930)*, in *Bedeutende Gelehrte*, Band 1, Leipzig, 1966, S. 127.

<sup>2</sup> Zum Schaffen Weigands als Rumänist siehe D. Macrea, *Un promotor german al lingvisticii românești*, in *Studii de istorie a limbii și a lingvisticii române*, Bukarest, 1965, S. 231—245; Werner Bahner, *loc. cit.*, S. 125—132; Klaus Bochmann, *Studiul limbii române la Universitatea din Leipzig*, in „Limbă și literatură”, 1972, Nr. 1, Bukarest, S. 451—456; idem, *Traditionen und gegenwärtige Aufgaben der DDR-Rumänistik*, in „Beiträge zur Romanischen Philologie“, XIV, 1975, Heft 1, S. 51—64; idem, *Zur Geschichte der Rumänistik in Leipzig*, in „Linguistische Arbeitsberichte“ 15, Leipzig, 1976, S. 47—52.

meten. Diese Gelehrten haben das Studium der Sprache in einigen Richtungen vertieft und haben auch zusammenfassende Werke die allgemeine Linguistik betreffend geschrieben. Es genügt, wenn wir hier an die Arbeit B. P. Hasdeus *Principie de lingvistică* (1881) und an *Principii de istoria limbii* (1894) von A. Philippide erinnern <sup>3</sup>.

Ein Gebiet der rumänischen Linguistik, auf dem recht wenig getan wurde, war die Dialektologie. Auf diesem Gebiet kann Weigand als Begründer und Wegbereiter angesehen werden.

Weigand setzt sich in der Periode des Aufblühens der Junggrammatischen Schule durch, deren Anhänger er wird und deren positivisten und fruchtbarsten Teil er sich annimmt. Es ist das Interesse für die Dialekte und Mundarten <sup>4</sup>. Er hat von Anfang an die Wichtigkeit des Studiums der Dialekte für die Sprachgeschichte und die Wichtigkeit der Sprachgeschichte für die Geschichte des Volkes erkannt. Zu diesem Zweck hat er Untersuchungen an Ort und Stelle angestellt und Monographien über alle rumänischen Dialekte und Mundarten verfasst. Nachdem er die rumänischen Dialekte südlich der Donau studiert und mehrere Arbeiten veröffentlicht hatte <sup>5</sup>, durchstreifte Weigand alle Regionen, wo der dakorumänische Dialekt gesprochen wurde, um einen linguistischen Atlas auszuarbeiten, der dann im Jahre 1909 in Leipzig erschien (*Linguistischer Atlas des dacorumänischen Sprachgebietes*).

Von 1895 bis 1907 untersuchte Weigand die Mundart von 752 Ortschaften mit Hilfe eines Fragebogens, der 114 Fragen beinhaltete, die sich besonders auf die Phonetik bezogen. Dabei begann er mit dem Banat und beendete seine Arbeit in einem Teil des östlichen Transsilvanien. Weigand ist so einer der ersten Linguisten, die die Idee der Kartographierung sprachlicher Tatsachen verwirklichen, und sein Atlas basiert als erster darauf, dass der Autor selbst auch die Befragung an Ort und Stelle durchführte. Durch die Bestrebung Weigands zählt die rumänische Sprache zu den ersten die ein solches Werk aufweisen können. Der Atlas von Weigand weist aber auch noch einige Mängel auf, die mit der noch jungen Disziplin der Sprachgeographie verbunden sind. Trotzdem hat der Atlas seinen Wert behalten, da es in ihm gelungen ist, die Gebiete der wichtigsten phonetischen Phänomene des Dakorumänischen von Ende des vergangenen Jahrhunderts bis zum Beginn des unseren wiederzugeben. Sein Material wird auch noch benutzt nach dem Erscheinen des *Atlasul lingvistic român*, der von S. Pop und E. Petrovici unter Leitung von S. Pușcariu ausgearbeitet wurde, und sogar nach den ersten Bänden des *Atlasul lingvistic român pe regiuni*, der eine grundlegende Arbeit zur gegenwärtigen rumänischen Dialektologie darstellt <sup>6</sup>. Das für den Atlas gesammelte phonetische Material, das durch morpholo-

<sup>3</sup> Siehe *Istoria lingvisticii românești* unter Leitung von Iorgu Iordan, Bukarest, 1978, Editura științifică și enciclopedică; siehe besonders Kapitel IV *Lingvistica românească între 1870—1918*, S. 71—101.

<sup>4</sup> Siehe D. Macrea, *op. cit.*, S. 232.

<sup>5</sup> Siehe *Die Sprache der Olympos-Walachen. Nebst einer Einleitung über Land und Leute*, Leipzig, 1888; *Die Vlacho-Meglen eine ethnographisch-philologische Untersuchung* Leipzig, 1892; *Nouvelles recherches sur les roumains d'Istrie*, 1892; *Istrisches*, 1893—1894; *Die Aromunen*, 2 Bände, Leipzig, 1894—1895.

<sup>6</sup> Siehe V. Frățilă, *Dialectologia limbii române*, Partea I (Curs), Timișoara, 1977, S. 67—68, 104—106.

gische und lexikalische Tatsachen komplettiert wurde und zahlreiche Texte in phonetischen Umschrift enthält (Weigand hat auch ein eigenes System zur phonetischen Transkription entwickelt), wurde zuerst in monographischen Studien, die im „Jahresbericht des Instituts für rumänische Sprache (Rumänisches Seminar) zu Leipzig“<sup>7</sup> veröffentlicht wurden, benutzt.

Durch die Gründung eines Instituts für rumänische Sprache in Leipzig, das seit dem Jahre 1893 im Rahmen der Fakultät für Philosophie besteht, bildet Weigand eine Reihe von Spezialisten verschiedener Nationalitäten für den Bereich der rumänischen Sprache aus. Ausser von Deutschen und Rumänen wurde Weigands Institut auch von Dänen, Engländern, Russen, Spaniern, Bulgaren usw. besucht. Unter seinen Schülern befanden sich viele angesehene Linguisten wie: der Romanist von Weltruf und Begründer der Klausenburger Linguistischen Schule S. Puşcariu<sup>8</sup>, die Forscher und Hochschullehrer Th. Capidan, Iosif Popovici, C. Lacea, Pericle Papahagi, die Bulgaren Stojan Romanski, Alexandăr Doritsch, Dimităr Michow, der Däne Chr. Sandfeld, die Deutschen A. Byhan, J. Bacmeister, H. Moser, Kurt Lowe, H. Damaschke, Max Auerbach, Paul Heidler u.a.

Weigand hat sich auch als Leiter zweier Zeitschriften hervorgehoben, die Arbeiten zur Thematik der rumänischen Sprache und den Balkansprachen veröffentlichten. Von 1894 bis 1921 erschienen die 29 Bände des bekannten „Jahresberichts des Instituts für rumänische Sprache (Rumänisches Seminar) zu Leipzig“, der vom „Balkan-Archiv“ (4 Bde, 1925–1928) fortgesetzt wurde.

Die Vertiefung des Studiums der rumänischen Sprache lenkt die Aufmerksamkeit Weigands auf deren Beziehungen zu den Nachbarsprachen, in erster Linie zu den Balkansprachen. So wird er einer der Begründer der Balkanlinguistik.

Durch seine Absicht, eine Geschichte der rumänischen Sprache zu schreiben, die die Geschichte des rumänischen Volkes erhellen soll, bringt Weigand die Onomastik, in erster Linie aber die Toponymie, in die Diskussion, deren Rolle ihm bei der Lösung dieser Probleme entscheidend scheint. So leistet Weigand einen Beitrag zur Entwicklung eines anderen Zweiges der rumänischen Linguistik — der Onomastik. Es muss unterstrichen werden, dass auf diesem Gebiet neben Weigand auch Ovid Densusianu, I.-A. Candrea, S. Puşcariu, V. Bogrea, G. Giuglea, N. Drăganu, G. Kisch und der älteste noch lebende rumänische Linguist Iorgu Iordan tätig waren.

<sup>7</sup> Siehe *Der Banater Dialekt* (III. Jb., 1896); *Korosch- und Maroschdialekte* (IV. Jb., 1897); *Samosch- und Theissdialekte* (VI. Jb., 1899); *Die rumänische Dialekte der Kleinen Walachei, Serbiens und Bulgariens* (VIII. Jb., 1902); *Die Dialekte der Moldau und Dobrudscha* (IX. Jb., 1903) usw.

<sup>8</sup> Die teilweise Orientierung auf die Zusammenstellung von Dialektmonographien, von dialektalen Wörterverzeichnissen und Sammlungen, auf die Sprachgeographie und die Namenkunde verdankt die Klausenburger Linguistenschule den Richtungen in denen G. Weigand gearbeitet hat.

Grosse Verdienste hat sich Weigand auch auf dem Gebiet der Bulgaristik erworben. Unter seinen Schülern befinden sich, wie bereits erwähnt, St. Romanski, Al. Doritsch und D. Michow. Stefan Mladenow ist einer seiner aktivsten Mitarbeiter an der Zeitschrift „Balkan-Archiv“. Ab 1906 leitet Weigand auch ein Institut für bulgarische Sprache. Von seinen Hauptarbeiten, die der bulgarischen Sprache gewidmet sind, sei hier eine *Bulgarische Grammatik* (1907), ein *Bulgarisch-deutsches Wörterbuch* (1913) sowie ein *Deutsch-bulgarisches Wörterbuch* (1918) erwähnt. Die beiden Wörterbücher erschienen bis 1944 in 7 bzw. 8 Auflagen, bei denen auch Al. Doritsch mitarbeitete. Zwei wichtige onomastische Arbeiten, eine über Anthroponymie (*Die bulgarischen Rufnamen, ihre Herkunft, Kürzungen und Neubildungen*)<sup>9</sup> und eine über Toponymie (*Die Wiedergabe der slawischen Laute in den Ortsnamen des Peloponnes*)<sup>10</sup>, tragen die Unterschrift Weigands<sup>11</sup>.

Der Name Weigands muss neben die der Begründer der Albanologie gestellt werden: Johann Georg von Hahn, Franz Miklosich, Gustav Meyer und Holger Petersen. Auch auf diesem Gebiet hat Weigand wichtige Arbeiten hinterlassen, wie z.B.: *Albanesische Grammatik im südgeorgischen Dialekt*, Leipzig, 1913, *Albanesisch-deutsches und Deutsch-albanesisches Wörterbuch*, Leipzig, 1914, sowie *Das Albanesische in Attika*<sup>12</sup>. Probleme die die albanische Toponymie betreffen, werden in der Studie *Sind die Albaner Nachkommen der Illyrer oder der Thraker?*<sup>13</sup> und in der *Ethnographie von Makedonien*, Leipzig, 1924<sup>14</sup>.

In der Tätigkeit Weigands könnten wir 3 Hauptetappen festlegen:

a) von 1888 bis 1906 (—1909), in der er sich hauptsächlich mit dem Studium der rumänischen Sprache und in erster Linie mit ihrer Dialektstruktur beschäftigt;

b) von 1906 (als man Weigand die Leitung des Instituts für bulgarische Sprache anvertraut) bis 1914—1916, als er sich besonders für vergleichende Studien der Balkansprachen interessiert;

c) von 1917—1930<sup>15</sup>, die Periode in der er, ohne die beiden oben erwähnten Tätigkeiten zu vernachlässigen, der Balkanonomastik besondere Aufmerksamkeit schenkt.

Man kann eine allmähliche Erweiterung des Forschungsgebietes Weigands beobachten. Das Studium der Dialekte der rumänischen Sprache weckt in ihm den Wunsch eine Sprachgeschichte zu schreiben, wobei die ersten Arbeiten nur als Vorbereitung für das erwähnte Vorhaben dienen. Die Erforschung der rumänischen Sprachgeschichte führte ihn zum Problem der Herkunft des rumänischen Volkes, einschliesslich der Klärung seiner

<sup>9</sup> Siehe XXVI.—XXIX. Jb., S. 104—192. Die Arbeit ist auch übersetzt in bulgarischer Sprache erschienen: *Bългарски собствени имена*, Sofia, 1926.

<sup>10</sup> Siehe „Balkan-Archiv“, I, 1925, S. 1—51 (weiter BA).

<sup>11</sup> Zum Schaffen Weigands in der Bulgaristik siehe Hilmar Walter, *Zu den Traditionen der Bulgaristik an der Karl-Marx-Universität Leipzig (unter besonderer Berücksichtigung der Sprachwissenschaft)*, in „Linguistische Arbeitsberichte“ 15, Leipzig, 1976, S. 34—46.

<sup>12</sup> Siehe BA, II, 1926, S. 167—220.

<sup>13</sup> Siehe BA, III, 1927, S. 227—251.

<sup>14</sup> Weigand übersetzte und gab im Deutschen das Werk von Gjergj Fishta heraus: *Lahuta e Malcis* (Die Laute des Berglandes), BA, I, 1925, S. 173—265, und gemeinsam mit Fr. Markgraf schrieb er eine Studie über *Einige alb. Pflanzennamen*, in BA, II 1926, S. 221—225.

<sup>15</sup> Im Jahre 1917 wird ein Lebenstraum Weigands Wahrheit: die Gründung eines Balkaninstituts. 1930 stirbt Weigand.

Beziehungen und der Beziehungen seiner Sprache zu den Balkanvölkern und -sprachen, besonders zu den Albanern und Bulgaren. Diesbezüglich sagte er: „Wenn wir uns als Hauptziel gesteckt haben die Erforschung der Geschichte der rumänischen Sprache und damit auch die Aufklärung der Herkunft, der Entstehung des Volkes, so ist damit aufs Engste verbunden, auch das Problem über die Herkunft der Albanesen, von dem nur immer klarer wird, dass es gar nicht von den ersten getrennt werden kann“<sup>16</sup> und „Das auch das Bulgarische wie seither besondere Aufmerksamkeit genießen wird... ganz besonders aber wird es uns bei der Ortsnamenforschung in Rumänien sowohl wie in Albanien grosse Dienste leisten“<sup>17</sup> und endlich: „Es ist klar, dass eine erfolgreiche wissenschaftliche Erforschung des rumänischen Problems nur durch vergleichendes Studium der Sprache, Ethnographie, Kultur, Volkskunde und Geschichte der Balkanvölker [...] möglich ist“<sup>18</sup>.

Also fällt der Toponymie bei der Lösung solch wichtiger Fragen, wie der der Entstehung des rumänischen und albanischen Volkes, eine besondere Rolle zu. Auch andere Disziplinen, wie die Ethnographie, die Folklore und die Geschichte, liefern diesbezüglich Beiträge.

Die Erforschung der Ortsnamen klärte ihm nicht nur das Herkunftsproblem der Rumänen und Albanern, sondern weckt in ihm auch den Wunsch, die Grundlagen eines etymologischen Atlas der Toponymie der Balkanländer zu legen: „Überhaupt sollen die Ortsnamen bei allen Balkanvölkern einer eingehenden Untersuchung unterzogen werden und ich mache gleich im ersten Bande des „Balkan-Archivs“ den Anfang. Nicht nur für das Rumänische, sondern auch für das Bulgarische und das Magyarische ergeben sich wichtige Folgerungen. In den nächsten Bänden soll auf diesem Wege fortgefahren werden, bis wir die Grundlagen haben zu einem etymologischen Ortsnamenatlas des Balkangebietes. Ich habe im vorstehenden in grossen Zügen ein Programm geben wollen für die wichtigsten Arbeitsgebiete des „Balkan-Archivs“<sup>19</sup>.

Die erste Arbeit speziell zur Onomastik von Weigand erschien 1919 im XXI.—XXV. Jahresbericht<sup>20</sup> und war den aromunischen Ortsnamen im Pindus-Gebirge<sup>21</sup> gewidmet. Aber seine Beschäftigung mit der Onomastik ist viel älter. Schon im Rahmen der gemeinsamen Tagungen des Instituts für bulgarische Sprache halten Weigand und seine Mitarbeiter im Studienjahr 1906/1907 wissenschaftliche Vorträge über Probleme der Onomastik der Balkanhalbinsel. So untersucht er in 4 Sitzungen im Mai 1906 Fragen zur Herausbildung von Ortsnamen im Bulgarischen, in zwei anderen Sitzungen im Juni des gleichen Jahres spricht er über die rumä-

<sup>16</sup> XVI. Jb., 1910, S. III.

<sup>17</sup> a.a.O., „S. III.

<sup>18</sup> XXI.—XXV. Jb., 1919, S. IX.

<sup>19</sup> BA, I, 1925, S. III. Dieses Vorhaben publizierte Weigand bereits im Vorwort im XXI.—XXV. Jb.: „So werde ich in den nächsten Jahresberichten mehrere Untersuchungen über Ortsnamen bringen als Vorarbeiten für die so unerlässlichen linguistisch-ethnographischen Karten der Balkanländer, eine Aufgabe die ich besonders dem geplanten Balkaninstitute zugedacht hatte“ (S. IX).

<sup>20</sup> Probleme der Namenkunde sind z.B. auch in *Rumänien und Aromunen in Bulgarien*, in XIII. Jb., 1907, S. 1—104, behandelt.

<sup>21</sup> *Die aromunischen Ortsnamen im Pindusgebiet*, in XXI.—XXV. Jb., S. 60—64 u. 174—180.

nischen Ortsnamen in Bulgarien und schliesslich, im Wintersemester 1906/1907, in zwei weiteren Sitzungen über die aromunischen Ortsnamen einschliesslich über die türkische Suffixe, die sich in Ortsnamen finden. Seine deutschen, rumänischen und bulgarischen Mitarbeiter untersuchten; im gleichen Rahmen folgende Themen: St. Romanski: das Suffix *-iǎ*; D. Michow: die bulgarischen Ortsnamen in Serbien; Pericle Papahagi: die romanischen Ortsnamen in Epirus und Thessalien; Th. Capidan: die slawische Ortsnamen in Epirus und Thessalien; Karl Dietrich: die griechischen Suffixe und die älteren Ortsnamen bei den Byzantinern<sup>22</sup>.

Seine Arbeiten zur Onomastik umfassen sowohl die Anthroponymie als auch die Toponymie und dehnen sich auf fast alle südosteuropäischen Sprachen aus: auf das Rumänische, das Albanische, das Bulgarische, das Griechische, das Serbokroatische und das Türkische<sup>23</sup>.

Die grösste Aufmerksamkeit wird jedoch der rumänischen und der albanischen Toponymie geschenkt, weil für die älteste Epoche dieser Völker historische Dokumente fehlen. Weigand bestätigt überzeugt: „Eine besondere wichtige Rolle für die Aufhellung der Vergangenheit eines Volkes, das keine geschichtliche Überlieferung hat, spielen die Ortsnamen“<sup>24</sup>. Das Fehlen oder die geringe Anzahl von historischen Dokumenten kann durch die Erforschung der Etymologie der Ortsnamen ausgeglichen werden. Der etymologische Ursprung der Ortsnamen zeigt uns nach Weigand, „wo bereits Ansiedlungen bestanden haben vor der Ankunft des betreffenden Volkes, welche Völker die Vorgänger waren und mit ihm verschmolzen sind (wenn sie das Land vollständig verlassen haben, lassen sie auch kaum Ortsnamen als Spuren zurück) und wo Neusiedlungen stattgefunden haben“<sup>25</sup>.

Die etymologische Analyse von aromunischen Ortsnamen aus dem Pindus (er diskutiert die Namen von 70 Ortschaften) gestattet ihm festzustellen, dass 15 griechischen Ursprungs sind, 21 aromunischen und 29 bulgarischen Ursprungs, d.h. das Verhältnis von griechisch: aromunisch: bulgarisch ist wie 2: 3: 4, mit bedeutendem Überwiegen des bulgarischen Elementes über das griechische, während das aromunische die Mitte hält. Hieraus ergibt sich, dass das eigentliche Pindusgebiet im Oberlauf des Aspropotamos, das Gebiet das ehemals „Anovlachia“ genannt wurde, eine starke aromunische Bevölkerung haben muss<sup>26</sup>.

Weil bekannt ist, dass im 12. und 13. Jahrhundert das Gebiet Akarnanien und Ätolien (heute vollständig gräzisiert) „Kleine Walachei“ genannt wurde, fragt sich Weigand, ob die Aromunen nicht etwa Spuren in der Toponymie zurückgelassen haben. Wie die Ortsnamen beweisen, fällt die Antwort positiv aus: *Vulpi* am Furkagebirge (arum. *vulpi* < lat. *vulpis*, -em), *Poljakatunon* (< *cătun*), *Lata* (= das Breite), *Guritzza*, *Singrelu* (= Singurelu). Eine Reihe von Namen, die zusammengesetzt sind mit *Vlacho-* oder der Bezeichnung *Katuna* (= *cătun*) erinnern gleichfalls an die aromunische Periode, wenn auch nicht mit vollkommener

<sup>22</sup> Siehe XIV. Jb., 1909, S. IV.

<sup>23</sup> Siehe z. B. seine Arbeit *Das Suffix-ul in den Balkansprachen*, in BA, II, 1926, S. 147 u.f.

<sup>24</sup> XXI.—XXV Jb, 1909, S. IV.

<sup>25</sup> a.a.O., S. 60.

<sup>26</sup> a.a.O., S. 176.

Gewissheit. Da das Gebiet, von dem wir sprechen, heute vollständig gräzisiert ist, geht aus den wenigen o.g. Namen nur hervor, dass die Aromunen hier niemals eine bedeutende Rolle gespielt haben.

Viel zahlreicher sind die Spuren, die die Aromunen in Thessalien zurückgelassen haben, wo im 12./13. Jahrhundert die sogenannte „Grosse Walachei“ entstanden ist. Diese Spuren sind: das Dorf und der Pass *Furka*, das Dorf *Tsopanladhes*, d.h. *Tšoban'li*, also einfach „die Hirten“, das Dorf *Gura*, die Gemeinde *Surpi*, zwei Berge mit aromunischen Namen: *Dumenica* und *Djumanalta*, richtig *Tšuma-nalta*, d.h. „Hoher Gipfel“ und das Städtchen *Diskata*.

Das Ergebnis der toponymischen Forschung beweist, „dass die Besiedlung der Walachen am stärksten im Hochpindus, im Quellgebiet des Aspropotamos und der Vovusa war, dass aber auch dort überall eine vorwiegend slawische, nach der Wortform zu urteilen bulgarische Unterschicht vorhanden war, die, wie die Örtlichkeit verlangte, sich hauptsächlich mit Viehzucht beschäftigte. Die aromunische Siedlung begann im 10. Jahrhundert (976 werden zum ersten Male „walachische Wanderer“ = Wanderhirten bei Kastoria erwähnt), setzte sich im 11. Jahrhundert fort, wurde so stark im 12. Jahrhundert, dass die Walachen ein eigenes Reich gründen konnten, das dann nach kurzer Blüte im 13. Jahrhundert zerfiel, hauptsächlich durch innere Streitigkeiten [...]“<sup>27</sup>.

Von der Feststellung ausgehend: „eine der wichtigsten Quellen für die Erforschung der ehemaligen Besiedlung eines Landes sind die Flussnamen, die mehr als die Ortsnamen stabiler sind, während die Ortsnamen mit jeder neuen Welle eine Unmenge neuerer Namen zeigen, hingegen alte oft spurlos verschwinden“<sup>28</sup>, untersucht Weigand in einer speziellen Studie den etymologischen Ursprung der Flüsse in Rumänien südlich und östlich der Karpaten<sup>29</sup>.

Weigand versucht einen Gesamtüberblick über die Herkunft der 278 diskutierten Flussnamen zu geben und legt folgende Kategorien fest: bulgarisch sind 65 Flüsse, das entspricht 23% der gesamten Anzahl, ukrainisch sind 71, d.h. 27%, sl. sind 8, d.h. 3%, rumänisch sind 45, d.h. 16%, ungarisch 28, d.h. 10%, kumanisch-petschenegisch 24, d.h. 9%, tatarisch 19, d.h. 6%, historisch 4, d.h. 1% und 15 ungelöst, d.h. 5%.

Was in der obigen Statistik auffällt, ist die geringe Anzahl von Elementen rumänischer Herkunft, eine Tatsache die nach Weigand leicht zu erklären ist, wenn man daran denkt, dass „das ganze in Betracht kommende Gebiet nicht vor dem 13. Jahrhundert besiedelt worden ist, so dass alle grossen, mittleren und kleinen Flüsse ihre bereits vorhandenen Namen beibehielten, und nur die Flösschen und grösseren Bäche, die keinen längeren Lauf haben, an denen bereits vorhandene Dörfer die Tradition hätten bewahren können, konnten hier und da einen rumänischen Namen annehmen, oder einen rumanisieren: Cerna = Cernișoara“<sup>30</sup>.

<sup>27</sup> a.a.O., S. 180.

<sup>28</sup> XXVI–XXIX. Jb.

<sup>29</sup> Siehe *Ursprung der sudkarpatischen Flussnamen Rumaniens*, a.a.O., S. 70–103.

<sup>30</sup> a.a.O., S. 94.

Nach Weigand sind somit die Rumänen keine Nachfolger der dakoromanischen Bevölkerung, sondern sie seien von südlich der Donau, aus dem Dreieck Sofia-Niš-Skopje gekommen, wo sich nach dem Leipziger Linguisten auch die Wiege der albanischen Sprache befunden haben soll. Ein Teil der Urrumanen dieses Gebietes „blieb aber noch in den Wohnsitzen, dann lösten sie sich allmählich davon ab und wanderten nach Norden ins Banat, Siebenbürgen, dann in die Marmarosch; noch später drangen diese in die Moldau und Walachei, während am Ausgange des 12. Jahrhunderts die im Balkengebirge zurückgebliebenen Walachen eine Rolle in der Geschichte der Bulgaren bei Gelegenheit der Errichtung des zweiten Zarentums spielten. Gerade dieser Zweig, der alte Hauptzweig, ist derjenige der sich am frühesten verloren hat, denn ausser einer Anzahl von Ortsnamen in der Umgebung von Sofia und im anschliessenden Grenzgebirge in Serbien, von dem ein Teil bezeichnender Weise den Namen „Walachisches Gebirge“ bis Leute bewahrt, ist keine andere Spur von ihnen dort übrig geblieben“<sup>31</sup>.

Das ist die Konzeption Weigands über das Gebiet der Herausbildung des rumänischen Volkes und seiner Sprache. Die ursprüngliche Heimat der Rumänen legt Weigand fest in der Überzeugung, dass das Substrat der rumänischen Sprache thrakisch ist, wie auch das der albanischen Sprache. Aber sogar wenn man annimmt, dass die Albaner Nachfahren der Thraker und nicht der Illyrer wären, muss man das thrakische Substrat der rumänischen Sprache nicht ausschliesslich südlich der Donau suchen, da ja bekannt ist, dass die Daker nichts anderes als der Nordzweig der Thraker waren und die gleiche Sprache sprachen. Schliesslich können die Elemente des Substrats, die auch im Albanischen existieren (das Rumänische hat aber auch andere Elemente des Substrats, die nicht im Albanischen zu finden sind), erklärt werden, ohne unbedingt ein langes und enges Zusammenleben der Rumänen mit den Albanern südlich der Donau vorauszusetzen.

Was die Toponyme rumänischen Ursprungs aus dem Dreieck Sofia-Niš-Skopje angeht, so enthalten diese nicht ein einziges wichtiges Toponym (Flussnamen, Städtenamen, Name einer Gemeinde mit wirtschaftlicher Bedeutung), es sind in erster Linie Namen für Weiler und Berggipfel<sup>32</sup>. Auch die anderen, neueren um Sofia herum entdeckten Namen geben keinen Beweis eines grossen Alters, das hier den Herd der Entstehung des rumänischen Volkes und seiner Sprache belegen könnte<sup>33</sup>. Wollten wir das Gebiet suchen, wo sich die romanische Bevölkerung über längere Zeit in Bulgarien aufgehalten hat, so befindet sich dieses entlang der Donau (in Mösien), denn „alle mösische Nebenflüsse der Donau haben bis zum heutigen Tage Namen, die von den Römern gebraucht wurden. Es sind *Timacus: Timoc, Almus: Lom, Cebus: Cibrica, Augustus: Ogost, Oescus: Iskär, Utus: Vit, Asimus: Osäm, Iatrus: Iantra*. Dazu

<sup>31</sup> G. Weigand, *Ethnographie von Makedonien*, S. 13.

<sup>32</sup> Siehe Emil Petrovici, *Istoria poporului român oglindită în toponimie*, Bukarest, 1964, S. 15.

<sup>33</sup> Iv. Duridanov, *Novi dani ot toponimijata za izčeznalo rumänsko naselenie v Sofijsko*, in *Ezikovedsko-etnografski izsledvanija v pamet na akademik Stojan Romanski*, Sofia, 1960, S. 469–478, apud E. Petrovici, *op. cit.*, S. 15.

kommen die Städtenamen: *Bononia: Bodin: Widin, Florentiana: Florentin, Ratiaria: Arčar, Almus: Lom, Utus: (Somo)vit, Dorostorum: Dristra: Silistra, Nikopolis: Nikip*<sup>34</sup>.

Wir müssen noch hinzufügen, dass im Unterschied zu Griechenland, wo die alte Hydronymie fast vollständig durch eine slawische oder neu-griechische ersetzt wurde, in Mösien, wie wir weiter oben hervorgehoben haben, und in Dazien, wie anschliessend zu sehen sein wird, die Hydronymie in einem bedeutenden Masse erhalten geblieben ist, weil sie ununterbrochen von den Dakern an die Dakoromanen und danach an die Rumänen weitergeleitet wurde.

Auf Grund einer einzigen nichtrumänischen phonetischen Erscheinung in der Entwicklung der rumänischen Sprache, und zwar dem Übergang von betontem *a* zu betontem *o*, wie das in einigen Hydronymen der Fall ist (*Alutus* > *Olt*, *Samus* > *Someș*, *Dana-* > *Dona-* [*\*Donaris* > *Dunăre*], *Maris* > *Moriș* > *Mureș*), hat man die Vermutung ausgesprochen, dass die ganze alte Hydronymie in Dakien den Rumänen von den Slawen vermittelt wurde. Diese Meinung wird auch von Weigand vertreten.

Die Entwicklung *á)ó* ist aber ein spätes dakomösisches phonetisches Phänomen und man trifft es auch in anderen Fällen an, wie es auch die Schwankungen in der Transkription einiger altertümlicher Namen bezeugen: *Potaissa-Patavissa, Porolissum-Civitas Paralissensium* oder Zusammensetzungen mit *-dava, -dova* „cetate“ „Burg“: *Sucidava, Cumidava*, aber *Gildova, Pelendova*<sup>35</sup>. Die Unrichtigkeit der Annahme einer slawischen Vermittlung geht auch daraus hervor, dass in den antiken Hydronymen die Slawen das alte *a* bewahrt haben: vergl. *Marica* in Bulgarien (das aus dem alten *Marisia* entstammt) und *Alta* (Nebenfluss des mittleren Dnepr)<sup>36</sup>. Übrigens zeigte Matteo Bartoli schon 1908, dass in den Anleihen, die von den Slawen im Altertum gemacht wurden, das lange und kurze unbetonte *a* durch *o* wiedergegeben ist, wogegen das betonte als *a* erhalten bleibt (so z.B. in dem Städtenamen *Salona* in Dalmatien, das unbetonte *a)ó* im Serbokroatischen: *Solin*, aber das betonte *a* wurde bei einigen dalmatischen Inselbezeichnungen erhalten: *Bratia* > *Brač* und *Pharia* > *Hvar*)<sup>37</sup>. Schliesslich haben eine Reihe von antiken Hydronymen, die bis heute in der Toponymie des alten Dakiens erhalten blieben, ein *ș* im Auslaut (*Argeș, Timiș, Criș, Mureș, Someș*), das nicht durch das Slawische erklärt werden kann. Das Phänomen des Übergangs von *s* zu *ș* (*Ordos*: *Argeș, Samus: Someș, Tibisis: Timiș, Maris, Marisia: Mureș, Crisia: Criș*) wurde in Zusammenhang gebracht mit dem gleichen Vorgang im Albanischen<sup>38</sup>. Wir befinden uns wahrschein-

<sup>34</sup> Siehe D. Scheludko, *Lateinische und rumänische Elemente im Bulgarischen*, in BA, III, 1927, S. 259; siehe auch N. Drăganu, *Români în veacurile IX—XIV pe baza toponimiei și a onomasticii*, Bukarest, 1933; Vl. Georgiev, *Bălgarska etimologija i onomastika*, Sofia, 1960; E. Petrovici, a.a.O. S. 19.

<sup>35</sup> Siehe Vl. Georgiev, LB, II, 1960, S. 5—7, apud E. Petrovici, a.a. O, S. 21; *Istoria limbii române*, Bd. II (weiter I LR II), Bukarest, 1969, S. 317, 362; Cicerone Poghirc, *L'Hydronymie Roumaine*, in LB, XVII, 3, Sofia, 1974, S. 36—37.

<sup>36</sup> Siehe *L'Hydronymie Roumaine*, S. 37.

<sup>37</sup> Siehe Matteo Bartoli, *Riflessi slavi di vocali labiali romane e romanze, greche e germaniche*, in *Jagić-Festschrift*, Berlin, 1908, S. 34, apud E. Petrovici, a.a.O.S., 21.

<sup>38</sup> Siehe Ivan Popović, *Geschichte der serbokroatischen Sprache*, Wiesbaden, 1960, S. 73, 83; Al. Rosetti, *Istoria limbii române. II. Limbile balcanice*, Bukarest, 1964, S. 63, apud E. Petrovici, a.a.O., S. 19—21.

lich vor der gleichen Tendenz des Wechsels von *s* zu *ș*, der sich im Dakomösischen vom Süden der Donau her vollzog und wo *Naissus* > *Niș* wurde<sup>39</sup>. Wie man feststellen kann, findet die Hypothese der Übermittlung alter Hydronyme vom den Slawen an die Rumänen keine Rechtfertigung. Einen solchen Fall könnte *Cerna* darstellen, der Name des Flusses, der das Banat von Oltenien trennt und der bei Orșova in die Donau mündet, und der eine slawische Adaptierung des antiken schwachenden Namens *Dierna*, *Tierna*, *Zerna*, *Tsiernensis* aber auch *Cenenus* sein kann<sup>40</sup>.

Wenn man die Reihenfolge von West nach Ost einhält, müssen folgende Hydronyme, die von Weigand diskutiert wurden (und eine andere Etymologie bei ihm haben), bei den Rumänen als von den Dakern ererbt betrachtet werden: *Cerna* (im Altertum in verschiedenen Formen notiert: *Dierna*, *Tierna*, *Zerna*, *Tsiernensis*, aber auch *Cernenus*); *Motru* (setzt den antiken Namen *Amoutrion* fort); *Jiul* (altrum. *Jilu*, das die gleiche Wurzel hat wie *Gilort* und das seinerseits im ersten Teil mit dem Stamm des Flussnamens *Gilpil*, *Gilpit* vergleichen wurde); *Lotru* (vergl. thrak. *Latron*, *castellum Latris*); *Olt* (*Alutus*, *Alutum*, *Alutas*, vergl. auch die Ableitung *Oltet*); *Vedea* (wurde von Vl. Georgiev als ein dakischer abgeleiteter Name von ide. \**ued* „Wasser“ erklärt, vgl. phryg. βέδω „Wasser“, arm. *get* „Fluss“); *Argeș* (*Ordessos*, bei Herodot u. Ptolomäus, *Ordesos*, bei Plinius, die eine ungenaue graphische Wiedergabe eines \**Ἀργησσος* darstellen); *Buzău* (*Museos*, mit schwankendem *m/b*, vgl. *Timiș*: *Timesis*/*Tibisia*); *Siret* (stellt unter verschiedenen Formen, die naheliegendste zu *Seretos*); *Prut* (im Altertum *Porata* genannt); *Nistru* (der rumänische Name des alten *Danaster*)<sup>41</sup>. Ebenfalls muss hier einer der grössten Flüsse Europas erwähnt werden, in der die Mehrzahl der oben diskutierten Flüsse mündet, und für den die Rumänen einen eigenen Namen haben (den es nur bei ihnen gibt): *Dunăre*. Er ist zweifellos von der autochthonen dakomösischen Bevölkerung bewahrt worden. Er unterscheidet sich sowohl von dem keltischen Namen *Danubius*, *Danuvius*, der auch von den Römern übernommen wurde, als auch von den slawischen Namen (*Dunav*, *Dunaj*), durch den letzten Teil des Wortes *-ăre*, was entweder ein dakomösisches Suffix sein dürfte, oder — wie Vl. Georgiev vermutet — ein Wort, das im Dakomösischen „Fluss“ bedeutet<sup>42</sup>. Was den Schlussteil des Wortes angeht, so haben auch zwei andere Flüsse in Dakien eine ähnliche Gestalt: *Miliare*

<sup>39</sup> E. Petrovic —, a.a.O., S. 19–21.

<sup>40</sup> Die antike Toponymie Dakiens ist uns nur teilweise bekannt, und nur durch griechische und römische Autoren. Die Transkription dieser Namen wurde mit griechischem oder lateinischem Alphabet vorgenommen, untauglich für die Wiedergabe, aller Laute der dakischen Sprache. So erklären sich die graphischen Schwankungen von weiter oben, die wir noch durch folgende ergänzen würden. *Maris*, *Marisa*, *Marisus*, *Moreses*; *Mureș*; *Tibisia*, *Tibiscus*, *Timesis*; *Timiș*, *Tiarantos*, *Seretos*; *Siret*; *Pathisus*, *Tis(t)a*; *Tisa* usw.

<sup>41</sup> Siehe *L'Hydronymie Roumaine*, S. 36. Zu den anderen dakischen Flussnamen, die von den Rumänen erhalten wurden, siehe ILR II, S. 356–359.

<sup>42</sup> Siehe Vl. Georgiev, *Sur l'ethnogenèse des peuples balkaniques le dace, l'albanaise et le roumaine*, in „*Studii clasice*“, III, 1961, S. 25; idem, *Zur dakischen Hydronymie*, in „*Acta antiqua Scientiarum Hungaricae*“, Bd. X, 1960, S. 111; siehe auch G. Ivănescu, *Origine pré-indoeuropéenne des noms du Danube*, in *Contributions onomastiques*, Bukarest, 1958, S. 125–137; ILR II, S. 357; Gottfried Schramm, *Der rumanische Name der Donau*, in „*Dacoromania*“, 1, 1973, Freiburg-München, S. 228–236.

und *Naparis*. Folglich geht es um eine beträchtliche Zahl von Hydronymen, die vom Altertum bis heute erhalten geblieben sind, zu denen man auch die des Banats und Transsilvaniens noch hinzuzufügen könnte: *Ampoi*, *Criş*, *Mureş*, *Someş*, *Timiş*, *Bîrzava*, *Ibru* usw.

Nach C. Poghirc (*L'Hydronymie Roumaine*) könnte sich die Zahl der Hydronyme autochthonen Ursprungs im alten Dakien sogar auf 70 belaufen (hier wurden die Namen miteingerechnet, die durch andere geographische Objekte übertragen wurden: Städte, Dorfer, Gebirge usw.). Diese Hydronyme sind sehr wichtig, denn: a) sie wiederholen sich manchmal in sehr grossen Abständen, was ein Beweis dafür sein konnte, dass sie als Appellativa in der Sprache der autochthonen Bevölkerung oder sogar in der Sprache der Protodakorumänen existiert haben: *Arieş* (2 Flüsse), *Criş* (4 Flussarme desselben Flusses aus den Westkarpaten), *Ibru*<sup>43</sup> (3), *Nistru* (Name des Stroms, der sich in das Schwarze Meer ergiesst, und Name eines kleinen Flusses in Transsilvanien), *Timiş* (Nebenfluss der Donau im Banat, in Transsilvanien Nebenfluss des Olt), *Tisa* (6 kleine Flüsse in verschiedenen Regionen, neben dem grossen Nebenfluss der Donau); manchmal bezeichnet derselbe Name fast ein ganzes Bassin: *Crişul Alb*, *Crişul Negru*, *Crişul Repede*, *Crişul Pietros*; *Someşul Unit*, *Someşul Mare*, *Someşul Mic*, *Someşul Cald*, *Someşul Rece* usw. b) die Hydronyme thrako-dakischer Herkunft besitzen eine grosse Anzahl von Ableitungen, genau wie die Gattungsnamen aus dem Substrat: *Lotru*: *Lotrioara*, *Lotrişor*, *Latorîta*; *Olt*: *Oltet*, *Oltina*, *Oltişor*; *Siret*: *Sireşul Mic*, *Sireşel* usw. Hinzuzufügen wäre noch, dass die Appellativa *pîriu* „Bach“, *baltă* „Sumpf, Teich, Pflanze“ und *bîlc* „Morast“, die autochthonen Ursprungs sind, sehr häufig als Hydronyme vorkommen (besonders die ersten beiden).

Die vergleichende Analyse der grossen Flüsse (bis zu 200 km.) und der mittleren (zwischen 100 und 200 km.) führt ebenfalls zu interessanten Ergebnissen der Geschichte der Bevölkerung, die irgendwann auf dem Territorium von Dakien gelebt hat. Von den 21 Flüssen, die länger als 200 km. sind, sind 11 (oder 13) autochthonen Ursprungs: *Dunăre*, *Nistru*, *Tisa*, *Mureş*, *Prut*, *Siret*, *Olt*, *Someş*, *Timiş*, *Crişul Alb*, *Crişul Repede* und wahrscheinlich *Jiu* sowie *Bega*. Erwähnenswert ist auch die Tatsache, dass Namen der ersten 7 Ströme (die länger als 500 km sind) alle autochthonen Ursprungs sind. Es folgen nun slawische Namen: *Ialomîta*, *Jijia*, *Bistriţa*, *Dîmboviţa*, *Tîrnava Mare*; ein Name, der wahrscheinlich petschenegisch-kumanischen Ursprungs ist: *Bîrlad*; sowie ein Name, der entweder germanischen oder slawischen Ursprungs ist: *Moldova*. Im Rahmen der Hydronyme von mittellangen Flüssen stellt sich die Situation folgendermassen dar: 6 Hydronyme sind autochthonen Ursprungs: *Siret*, *Chilia*, *Crişul Negru*, *Nera*, *Bîrzava* und *Motru*; *Oltet* ist eine rumänische Ableitung eines autochthonen Namens; rumänische Bildungen sind: *Rîmnicul Sărat*, *Sfîntul Gheorghe*, *Rîul Doamnei* und wahrscheinlich *Borcea*; slawische Hydronyme sind verhältnismässig zahlreich: *Tîrnava Mică*, *Neajlov*, *Suceava*, *Prahova*, *Ilfov*, *Crasna*, *Putna*, *Cîlniştia* und *Teleajen*; 3 Bezeichnungen sind wahrscheinlich petschenegisch-kuma-

<sup>43</sup> Siehe V. Frăţilă, *Die Herkunft des rumänischen Toponyms Ibru*, in *Actes du XI<sup>e</sup> Congrès International des Sciences Onomastiques*, Bd. I, Sofia, 1974, S. 319–320.

nischen Ursprungs: *Teleorman*, *Călmățui* und *Bahlui*; ungarischer Herkunft sind: *Beretău*, *Trotuș* und *Lăpuș*. Die Hydronyme dakischer und rumänischer Herkunft von mittleren und grossen Flüssen sind im gesamten Territorium des alten Dakiens verbreitet, wogegen die Namen fremden (slawischen, ungarischen) Ursprungs von Flüssen derselben Länge nur in einigen Sprachgebieten vorkommen<sup>44</sup>.

Hinzuzufügen wäre noch, dass einige Flüsse mehrere Namen haben: einen für die Quelle, einen anderen für den Mittellauf oder für die Mündung, eine Tatsache, die Weigand nicht beachtet hat. Dieses trifft auf den Fluss *Bistita* zu (slawischen Ursprungs), der an der Quelle rumänischen Namen *Repedea* (< rum. *repede* „schnell“ < lat. *rapidus*, *rapide*) trägt; es gilt für den Fluss *Sebeș* (< ung. *szebes* „frumos“, „schön“) ebenso wie für *Valea Frumoasei* (< rum. *vale* „Tal“ und *frumoasă* „schön“ < lat. *vallis*, bzw. *formosa*), *Sohodol* (< slaw. *suchŭ* + *dolŭ* „Trockental“) bzw. *Valea Seacă* (< rum. *vale* + *seacă* < lat. *vallis sicca*). Gewöhnlich behalten die Quellen die alten Namen. *Bistrita*, *Sebeș* und *Sohodol* sind lediglich Übersetzungen der rumänischen Namen durch die Slawen und Ungarn.

An dieser Stelle möchten wir ein Prinzip erwähnen, das von S. Pușcariu begründet wurde, nämlich dass zwischen der Zahl der slawischen Toponyme auf rumänischen Territorium und der Zahl der slawischen Bevölkerung hier keine direkt proportionale Beziehung besteht, weil viele slawische Ortsnamen eigentlich für früher rumänische Toponyme stehen, und das deshalb, weil die slawischen Bezeichnungen, die nicht als Appellativa bekannt sind, erhalten blieben, da sie besser als Eigennamen funktionierten<sup>45</sup>.

Wir möchten hier keine Korrekturen vornehmen, die man bezüglich der von Weigand festgestellten Etymologien, besonders der slawischen machen könnte. Jedoch können wir nicht das Verdienst Weigands bei der richtigen Bestimmung der Herkunft eines bedeutenden Wasser Namens übersehen. Der Wert von Weigands Studie liegt auch in der Hervorhebung der Tatsache, dass die slawischen Hydronyme auf rumänischem Territorium von unterschiedlicher Herkunft sind und hauptsächlich zweifach bestimmt werden können: einmal als bulgarischen Typ, in Muntenien und Oltenien, und einmal als ukrainischen Typ, in der Moldau und der Bukowina<sup>46</sup>. Ausserdem hat Weigand erstmalig eine

<sup>44</sup> Siehe *L'Hydronymie Roumaine*, S. 62–63.

<sup>45</sup> Siehe S. Pușcariu, *Sohodol-Valea Seacă*, in „Convorbiri literare“ XL, 1906, S. 458–461.

<sup>46</sup> Dieser Aspekt der slawischen Toponymie auf dem Territorium Rumäniens wird von E. Petrovici in einer Reihe von Studien eingehend behandelt. Von diesen möchten wir folgende erwähnen: *Slavjano-bolgarskaja toponimika na teritorij Rumynskoj Narodnoj Respubliki*, in „Romanoslavica“ (weiter RS) I, 1958, S. 9–26; *Toponimicele slave de est pe teritoriul Republicii Populare Române. I. Toponimice prezentind h provenind din g* in RS, IV, 1960, S. 41–61; *II. Toponimice cu polnoglasię*, in RS, VI, 1962, S. 5–17; *Un toponimic de origine sud-slavă orientală în Banat – Liuborajdia*, in RS, X, 1964, S. 185–189; *Toponimice sud-slave occidentale în Oltenia*, in RS, XII, 1965, S. 11–19; *Les hydronymes slaves de Roumanie*, in *VI. Internationaler Kongress für Namenkunde*, München, 24.–28. August 1958, III, München, 1961, S. 826; *Toponymes roumains d'origine slave présentant le groupe „voyelle + nasale“ pour le sl. com. \*o*, in *Contributions onomastiques*, Bukarest, 1958, S. 33–43. Einige davon wurden in dem folgenden Band veröffentlicht: Emil Petrovici, *Studu de dialectologie și toponimie*, Bukarest, 1970. Siehe besonders S. 137–303.

Schicht von petschenegisch-kumanischen Hydronymen bestimmt, z.B. *Călmățui, Desnățui, Teslui, Covurlui* usw.<sup>47</sup>.

Weigands Arbeit *Ortsnamen im Ompoly und Aranyos-Gebiet*, die er in der ersten Nummer der Zeitschrift „Balkan-Archiv“ veröffentlichte (1925, S. 1–42) ist demselben Ziel untergeordnet: einige historische und ethnologische Schlussfolgerungen zu ziehen, diesmal ausgehend von der Toponymie eines begrenzten Gebietes, den Munții Apuseni (Westkarpaten).

Die etymologische Analyse der Toponymie entsprechend der von Weigand aufgestellten Statistik ist folgende: bulgarischen Ursprung haben 32 Orte, die sämtlich rumänisiert oder magyarisiert sind; magyarischen Ursprung zeigen 110 Orte, von denen etwa 70, also 64%, rumänisiert sind; rumänischen Ursprungs sind 87 Orte. Der bulgarische Anteil beträgt also 15%, der magyarische 48%, der rumänische 38%, während die Zahl der rumänischen und rumänisierten Orte 80% ausmacht. Die deutschen Namen machen etwa 3% der Gesamtzahl aus.<sup>48</sup>

Hinsichtlich der Reihenfolge der Bestimmung dieser Bevölkerung auf dem untersuchten Territorium sagt Weigand: „Die ältesten Siedlungen waren Bulgaren, die auch die wenigen erhaltenen antiken Namen überliefert haben, wie *Ompoly, Marisiu, \*Mariš* > sl. *Moriš*, woraus lautgerecht *Möresch*, magy. *Maros* und rum. *Mureș* sich entwickelten (vgl. *Alutus* > sl. *Olt*)<sup>49</sup>. Auf die Slawen folgten die Magyaren, denn eine Anzahl magyarischer Ortsnamen beruht auf slaw. Etymon: *Toroszko, Zalatna, Krakko*<sup>50</sup> und andere, die weniger deutlich sind [...]. Sie haben sich die Slawen schon zum Teil assimiliert, wurden dann aber von der jüngsten Schicht, den Rumänen, im Vordringen flussaufwärts gehindert, allmählich am Oberlauf der Flüsse assimiliert, und dann ging der feierliche Siegeszug der Rumänen flussaufwärts, wo sie die meisten Siedlungen bereits erobert haben, denn die Mehrheit der jetzt rein rumänischen Dörfer hat fremden, teils bulg., teils magy. Ursprung [...]. Die Rumänen kamen ursprünglich als Hirten zugleich mit Albanern aus Mösien und Dardanien, assimilierten sich diese und die noch vorhandenen Bulgaren, und später

<sup>47</sup> Diese Namen wurden sehr oft in der Fachliteratur übersehen. Siehe besonders I. Conea und I. Donat, *Contribution à l'étude de la toponymie pétschénègue-comane de la Plaine Roumaine du Bas-Danube*, in *Contributions onomastiques*, Bukarest, 1958, S. 139–169.

<sup>48</sup> BA, I, 1925, S. 31–32.

<sup>49</sup> Über die Unmöglichkeit einer slawischen Vermittlung mit betontem *a*, das zu *o* geworden ist, siehe weiter oben.

<sup>50</sup> Diese ON haben auch eine rumänische Form: *Trăscău, Zlatna, Cricău*, die dem slawischen Etymon näher sind. Auf jeden Fall würden diese Ortsnamen, die von den Ungarn und Rumanen von den Slawen her übernommen wurden, nicht mehr zeigen, als dass die Rumanen und Ungarn sich hier befanden, als die Slawen nicht vollständig assimiliert waren, und sie lassen keinen Schluss über eine Priorität der Ungarn gegenüber den Rumanen zu. Diese Namen können auch durch die ungarische Verwaltung gegeben worden sein. Die Rumanen haben die slawische Toponymie weitaus besser bewahrt. wogegen die Ungarn und Sachsen oft slawische Namen übersetzt haben. *Belgrad*, der volkstümliche Name des alten Apulum, (<sl. *belu* + *gradu* „Weissenburg“) ung. (*Gyula*) *Fehervár* (< ung. *feher* „weiss“ und *vár* „Burg“); rum. *Tirna* (< sl. *türnū* + *-ava*), ung. *Kukullo*, dt. *Kökel*, die nicht anderes sind als Übersetzungen der slawisch-rumanischen Namen“. Wenn er über den Stadtnamen *Belgrad* (heute Alba Iulia) spricht, gibt Weigand selber zu: „Die Rumanen haben die bulgarische Bezeichnung treu bewahrt bis auf den heutigen Tag“ (BA, I, S. 26).

die kommenden Kleinrussen im Motzergebiet und dann erst die Magyaren, die selbst schon slawisches und deutsches Element aufgesaugt hatten“<sup>51</sup>.

Den Schlussfolgerungen Weigands gegenüber haben wir folgendes hinzuzufügen: 1. Die Existenz der romanisierten Bevölkerung in diesem Gebiet ist durch die archäologischen Ausgrabungen von Alba Iulia belegt, bei denen sich erwiesen hat, dass das alte Apulum im gesamten 4. Jahrhundert und zu Beginn des 5. Jahrhunderts von der romanisierten autochthonen Bevölkerung bewohnt war. 2. Das Vorhandensein der Rumänen auf dem Territorium des heutigen Siebenburgen vor der Landnahme der Ungarn wird von 2 Chroniken bestätigt, die in verschiedenen Gebieten erschienen sind und von Verfassern verschiedener Nationalitäten geschrieben wurden. Die erste Chronik des anonymen Notars des ungarischen Königs Bela (*Gesta Hungarorum*), die im 12. Jahrhundert zusammengestellt wurde und über die Besetzung Transilvaniens durch die Magyaren berichtet, besagt, dass die Ungarn hier mehrere Herzogtümer unter der Führung von Gelu (*Gelu dux Blachorum*), Glad und Menumorut vorfanden. Die zweite Chronik ist die von Kiew, auch Nestorchronik genannt, die erwähnt, dass die Magyaren nach dem Überschreiten der Karpaten mit den „volohii“ (Rumänen) kämpfen mussten, die dort ansässig waren<sup>52</sup>. Wir möchten hinzufügen, dass die Tatsache, dass zwei verschiedene Chroniken, geschrieben von Personen verschiedener Nationalität in verschiedenen Sprachen, die keine Verbindung miteinander hatten, identische Informationen über die Existenz der Rumänen in Transsilvanien bei der Ankunft der Ungarn enthalten, ganz entscheidend für die Kontinuität der rumänischen Bevölkerung auf diesem Territorium ist.

Die Kontinuität der einheimischen Bevölkerung wird auch durch die Hydronyme *Ampoi* und *Mureș* bewiesen, die keine slawische Vermittlung vermuten lassen. Hier könnten auch *Arieșul*, *Crișul Alb*, *Crișul Negru*, *Crișul Repede*, *Crișul Pietros*, *Someșul Cald* und *Someșul Rece* erwähnt werden, deren Quellengebiete in den Munții Apuseni liegen, ebenso auch die Orte *Turda*, *Abrud* und *Albac* (über deren einheimische Herkunft in ILR II, S. 359–361 nachzulesen ist).

In Bezug auf die Toponyme altslawischer Herkunft (er nennt sie bulgarischer Herkunft) muss darauf hingewiesen werden, dass Weigand auch Namen erwähnt, die entweder von rumänischen Appellativa slawischer Herkunft herrühren (*Pojorâta*, *Ponor*, *Seliște* usw.) oder von Personennamen (*Ivăniș*, *Mecea*) und andere, die aus dem Rumänischen stammen könnten (*Ampoița*), obwohl er selbst an anderer Stelle folgenden Grundsatz formuliert hat: „alle fremden Elemente, die bereits in der rumänischen Sprache eingebürgert waren [müssen] als rumänische gerechnet werden, also *Bahna*, *Obedeanca*, *Vîlsan*, *Artașul* sind ebensogut rumänische Bildungen, wie etwa *Doamna*, *Lunga*, *Larga*. Es kommt bei einer derartigen Untersuchung darauf an, festzustellen, wer der Namen-

<sup>51</sup> BA, I, S. 36–37.

<sup>52</sup> C. C. Giurescu, *Formarea poporului român*, Craiova, Editura Scrisul românesc, 1973 p. 112–113.

geber war, nicht woher die Elemente ursprünglich stammen“<sup>53</sup>. Ausserdem fügt er ein wenig weiter gleich hinzu: „[Toponyme] wie *Lunca*, *Grind*, *Poiana*, *Pripior* usw. gehören trotz bulgarischen Ursprungs des Namens nicht hierher, da sie auch im Rumänischen als Lehnwörter üblich sind“<sup>54</sup>.

Bezüglich der ungarischen Toponyme muss gleichfalls gesagt werden, dass die ungarischen Namen nicht immer auch ungarische Siedlungen bedeuten, da diese auch von der ehemaligen ungarischen Administration und Landbesitzern, die in der Mehrzahl der Fälle dem ungarischen Adel entstammten, herrühren könnten. So und nicht etwa durch Assimilierung der ungarischen Bevölkerung erklärt sich die Existenz vieler Dörfer mit ungarischen Namen, die aber ausschliesslich von Rumänen bewohnt sind. In solchen Fällen könnte uns auch in grossem Masse eine etymologische Analyse der Mikrotoponymie (der Flurnamen, z.B.) helfen. Wenn man auf der Grundlage der Toponymie Schlussfolgerungen ethnologischer und demographischer Art zieht, ist es im Prinzip notwendig, eine Analyse der Makrotoponymie in enger Verbindung mit der Mikrotoponymie zu machen. Die Mikrotoponymie ist sehr oft wirklichkeitstreuer als die Makrotoponymie, die, aus verschiedenen Gründen, oft Veränderungen unterworfen ist. Diese Tatsache wurde auch von Historikern beobachtet. Sehen wir, was Akademiemitglied Ștefan Pascu dazu sagt: „Die linguistische und historische Bedeutung der Mikrotoponymie (der Flurnamen) im Vergleich zu der Makrotoponymie (der Ortsnamen) besteht in der Tatsache, dass die Flurnamen das Leben der ansässigen Bevölkerung, die ununterbrochene Kontinuität derselben Menschen in bestimmten Orten, die unzerstörbare Verbindung zwischen Mensch und Ort getreuer widerspiegeln. Die ON unterlagen häufigen Veränderungen, sehr oft von der Verwaltung aus bestimmten Motiven auferlegt: deshalb entsprechen die ON nicht so getreu der lebendigen Realität wie die Flurn, die von Generationen bewahrt und wie ein Schatz materiellen und geistigen Lebens der Massen übermittelt wurden, und sie haben in gewissem Sinne den Wert schriftlicher Chroniken, die öfter und in grösserem Masse das Leben der herrschenden Klasse widerspiegeln“<sup>55</sup>.

Folglich führt uns die Analyse der Makrotoponymie, losgelöst von der Mikrotoponymie, oft zu falschen Schlussfolgerungen in bezug auf die demographischen und ethnologischen Beziehungen eines Gebietes<sup>56</sup>. Der Gebrauch der Toponymie als historisches Dokument muss mit Vorsicht behandelt werden und der Wert des historischen Dokuments der Toponyme darf nicht überwertet werden<sup>57</sup>. Vor allen Dingen dürfen aber nicht die anderen Wissenschaften, wie Archäologie, allgemeine, ortliche, politische

<sup>53</sup> XXVI.—XXIX. Jb., S. 94.

<sup>54</sup> BA, I, S. 27.

<sup>55</sup> Șt. Pascu in *Studii de onomastică*, Cluj-Napoca, 1976, S. III.

<sup>56</sup> Siehe in diesem Zusammenhang E. Janiřšek, *Probleme de interferențe româno-ucrainiene. Relații între macro- și microtoponimie*, in *Studii de onomastică*, Cluj-Napoca, 1976, S. 222—242; siehe auch, E. Petrovici, *Toponimie ungurească în Transilvania medievală*, in „*Transilvania*“, Jg. 74 (1943), Nr. 2, 113—130; V. Frățilă, *Vechimea unor toponime din centrul Transilvaniei*, in LR, XIX (1970), Nr. 3, S. 229—238; idem, *Toponimia văii Secașului-Tirnavei*, in AUT, X, 1972, S. 129—170.

<sup>57</sup> Siehe Albert Danzat, *La toponymie française*, Paris, 1960, S. 27—28.

und ökonomische Geschichte, vernachlässigt werden. Eine Vielzahl dieser Aspekte hat Weigand aus dem Blickfeld verloren.

Als ein Argument für die gleichzeitige Einwanderung von Albanern und Dakoromanen aus dem südlichen Donaugebiet in die Westkarpaten<sup>58</sup> führt Weigand auch einige Personennamen, besonders Familiennamen, an, die den Motzen und Albanern gemein sind. Die von ihm zur Diskussion gestellten Namen trifft man aber auch in anderen rumänischen Gebieten an, ihre Zahl ist jedoch gering. Die Mehrzahl basiert im Rumänischen wie auch im Albanischen auf Hypokoristika slawischer Herkunft: *Balșa*, eine Ableitung aus der konsonantischen Wurzel *Bal* — (vgl. *Balomir*, *Baloslav*) mit dem Suffix — *ș(a)*; *Doda*, eine Ableitung aus der vokalischen Wurzel *Do-* (vgl. *Dobromir*, *Dobroslav*) mit dem Suffix — *d(a)*, *Goia*, eine Ableitung aus der Wurzel *Go-* (vgl. *Goco*, *Goto*) mit dem Suffix — *j(a)*<sup>59</sup>.

Weigand ergänzt die rumänische Toponymie noch durch eine bedeutende Arbeit: *Die Namen der rumänischen Județe im Altreich* („Balkan-Archiv“, IV, S. 168—177). Der methodologische Wert dieser Arbeit besteht in der Tatsache, dass Weigand die volkstümlichen Namen der Județe von den künstlichen, die ihnen von der Verwaltung gegeben wurden, unterscheidet. Er berücksichtigt, wer der Namengeber war und wann diese Namen verliehen wurden. Von den 30 Județen haben ungefähr die Hälfte slawische Namen, aber wenn sie auch in der Zeit, als Slawisch offizielle Sprache war, gegeben wurden, so „ist ein bulgarischer Name noch keine Beweis für die bulgarische Herkunft“<sup>60</sup>. Er stellt noch fest, dass die künstlichen, d.h. auf administrativem Wege eingeführten Namen weit zahlreicher sind als die auf volkstümlicher Herkunft herrühenden.

In einer Arbeit geringeren Umfangs diskutiert Weigand die Herkunft zweier Städtenamen: *București* und *Satmar*<sup>61</sup>. Indem er sich auf ausländische Varianten stützt (frz. *Bucarest*, dt. *Bukarest*), will er den Namen der Hauptstadt Rumäniens aus mblg. *bukar* „grammatikus“ herleiten und nicht von PN *Bucur* mit dem Suffix — *esc*, Pl. — *ești*. Seine Etymologie ist aber nicht vertretbar. Der zweite Name ist nach Weigand eine Ableitung aus einem deutschen PN *Satmar* (zu ahd. *Sato* + — *mar*, vgl. *Dietmar*, *Volkmar* u.a.) wobei er die rumänische Etymologie *Satu* + *mare* „das grosse Dorf“ aus phonetischen Gründen zurückweist, obwohl *satu mare* durch das Übergehen von einem unbetontem *a* zu einem *ă* durch das Synkopieren des *u* leicht zu *Sătmar* werden konnte (vgl. *pățucel* > *păcel*, *sățucel* > *săcel*)<sup>62</sup>.

Weigand bestreitet auch die Sesshaftigkeit der Albaner auf dem heute von ihnen bewohnten Gebiet. Ausgehend von der Annahme, dass

<sup>58</sup> Es ist überflüssig noch zu sagen, dass eine derartige Einwanderung nicht historisch bescheinigt ist; sie hätte auch sehr massiv vonstatten gehen müssen, da die Rumänen in sehr kurzer Zeit gezwungen gewesen wären, in den Westkarpaten derartig viele andere ethnische Elemente zu assimilieren: Bulgaren, Albaner, Sachsen, Kleinrussen, und Ungarn allein in über 70 Ortschaften!

<sup>59</sup> Siehe I. Pătruț, *Despre structura și originea hipocoristicelor slave*, in CL, XVIII, 1973, Nr. 1, S. 75—84.

<sup>60</sup> BA, IV, 1928, S. 169.

<sup>61</sup> *Bukarest, Satmar*, in BA, IV, S. 178 u.f.

<sup>62</sup> Siehe Iorgu Iordan, in ZNF, Bd. XIII, 1937, Heft 2, S. 188.

die Albaner Nachkommen der Thraker und nicht der Illyrer sind, placiert er das Gebiet der Entstehung des albanischen Volkes und seiner Sprache etwas nördlicher und zugleich östlicher im Vergleich zum gegenwärtigen Territorium, und zwar ins Innere der Balkanhalbinsel, genauer gesagt ins Dreieck Sofia-Niš-Skopje<sup>63</sup>, wo seiner Meinung nach (siehe oben) auch der Entstehungsort für das rumänische Volk und seine Sprache anzusiedeln ist. Zugunsten dieser Thesen führt Weigand einen Komplex von Argumenten ethnographischer, folkloristischer, besonders aber linguistischer Natur an und misst der Toponymie des Albanischen besondere Bedeutung unter zwei Gesichtspunkten bei. So zeigen einerseits seiner Meinung nach die lateinischen Ortsnamen nicht die albanische, sondern die lateinisch-dalmatische Lautgestalt, und andererseits „hätten die Albaner immer im heutigen Albanien gewohnt, so müssten die aus dem Altertum überlieferten Ortsnamen die albanische Lautentwicklung mitgemacht haben; dass dieses nicht der Fall ist, sieht man sofort, denn sie zeigen deutlich den slawischen Charakter, an der Küste den italienisch-venezianischen, resp. den altdalmatischen“. Einen anderen Beweis dafür, dass die Albaner sich erst nach der Landnahme durch die Slawen, in der Region angesiedelt haben, in der sie heute leben, würde die gegenwärtige Toponymie, besser die Ortsnamen, aber auch die Flussnamen, die in der Mehrzahl slawischen Ursprungs sind, darstellen. So z.B. sind von 44 ON rings um den Skutarisee nur drei (*Flaka, Shqu, Zogaj*) alb. ON gegenüber 41 srb. ON; unter 11 Fluss- resp. Bachnamen trägt nur einer eine alb. Benennung, sowie von 45 ON in Tomoritza (Mittelalbanien) 22 bulg. sind gegenüber 15 alb., 3 türk., 4 unsicherer Herkunft und 1 arömunischen.

Der ersten Kategorie (Ortsnamen dalmatischer Herkunft) wurden nach Weigand folgende Namen angehören: *Valbona, Domni, Patosa, Surella, Kapra, Oblika, Petrosa* und die Bergnamen *Durmitor* und *Visitor*.

Ohne weiter darauf hinzuweisen, dass Toponyme wie *Durmitor* und *Visitor* den Aromunen zugeschrieben wurden, dass andere wie *Valbona* und *Kapra* ebenfalls aromunisch sein können, zeigen auch die anderen keine phonetischen Züge, die die Herkunft aus der dalmatischen Sprache rechtfertigen könnten. E. Çabej, der sich mit diesen Namen beschäftigt, ist der Meinung, „dass die dalmatischen Reflexe in ganz anderer Gestalt auftreten würden als die tatsächlich vorhandenen Namensformen“<sup>64</sup>.

Bezüglich der zweiten These Weigands zeigt gleichfalls E. Çabej<sup>65</sup>, dass die historische Toponomastik nicht nur nicht gegen die Autochthonie spricht, sondern sie gerade bezeugt. E. Çabej ist der Auffassung, dass Weigand in methodologischer Hinsicht einen Fehler begangen hat, als „er alle Ortsnamen mit demselben Massstabe gemessen, antike, mit-

<sup>63</sup> Siehe G. Weigand, *Ethnographie von Makedonien*, besonders S. 11–14, Kapitel *Ursprung der Walachen und Albanesen*; idem, *Vorwort* zur BA, I, S. XIII, und idem, *Sind die Albaner die Nachkommen der Illyrer oder der Thraker?*, in BA, III, 1927, S. 227–251.

<sup>64</sup> Eqrem Çabej, *Die älteren Wohnsitze der Albaner auf der Balkanhalbinsel im Lichte der Sprache und der Ortsnamen*, in *VII Congresso Internazionale di Scienze Onomastiche. I. Bd. Toponomastica. Parte prima*, Firenze, 1962 S. 243.

<sup>65</sup> a.a.O., S. 241–251; siehe auch idem, *Buletin i Universiteti Shetëror të Tiranës, Seria Shkenca Shoqërore*, 2, 1958, S. 54 ff.; idem, *Die Frage nach dem Entstehungsgebiet der albanischen Sprache*, in „Zeitschrift für Balkanologie“, Jg. X, 1974, Heft 2, S. 7–32.

telalterliche und neuzeitliche Formen als gleichwertig betrachtet hat“.

„Zu diesem Verfahren ist prinzipiell zu bemerken, so Çabej, dass die aus dem Mittelalter und der Neuzeit stammenden topischen Namen für die Frage der Autochthonie gar nicht bedeutend sind, namentlich kommen die Dorfnamen nicht in Betracht, weil die landlichen Siedlungen sich auf der Balkanhalbinsel, diesem ständig von Kriegen heimgesuchten Gebiet, nie von langer Dauer gewesen, und also ihre Namen können daher nicht auf ein hohes Alter zurückblicken“.

Den oben Gesagten Rechnung tragend, erscheint es in methodologischer Hinsicht geboten, bei sprachgeschichtlichen Untersuchungen der Ortsnamen eine gewisse Schichtung innerhalb derselben vorzunehmen. So z. B. seien die Städte-, Berg- und Flussnamen beständiger als die Dorfnamen.

Bei der Behandlung der alten Toponymie Albaniens, der Namen einiger Städte, wie z.B. *Shköder*, *Lesh*, *Vlonë/Vlorë*, *Durrës*, der Flussnamen wie z.B. *Mati*, *Shkumbi*, *Arta*, der Bergnamen wie *Shar* oder Landschaftsnamen wie *Çameria* usw., die alle durch die regelrechte lautliche Entwicklung der albanischen Sprache erklärt werden können, ohne dass es einer slawischen Vermittlung bedurfte, wie Weigand vermutete, kam E. Çabej zu dem Schluss, dass das südliche Adriatische und das nördliche Ionische Meer von jeher zu der Heimat des albanischen Volkes zählten<sup>66</sup>. Auch andere Sachverhalte wie die Terminologie der Seeschifffahrt, Fischnamen, die albanisch-altgriechischen linguistischen Beziehungen widerlegen nicht eine solche Annahme. „Fasst man zusammen, so sind die seit dem Altertum überlieferten Ortsnamen Albaniens im Zusammenhang mit der maritimen Terminologie des Albanischen und der in dieser Sprache fortbestehenden dorisch-nord-west-griechischen Lehnwörter Zeugnisse dafür, dass das adriatische Küstenland seit jeher, mindestens seit der griechisch-römischen Epoche, zur balkanischen Heimat der Albaner gehört. Wenn auch durch fremde Eroberer zeitweilig in gebirgige Zone zurückgedrängt, hat sich dieses Volkselement nie aus dem Blickfeld der Adria entfernt, wie eine Reihe von Ortsnamen beweisen, und wie übrigens auch der altertümliche Charakter der lateinischen Lehnwörter zeigt. Sein Wohngebiet hat somit seit dem Altertum keine wesentliche Verschiebung erfahren“<sup>67</sup>. Es handelt sich auch hier wie im Falle des rumänischen Volkes eher um eine Restriktion seines Entstehungsgebietes, die durch die Ansiedlung der Slawen im Süden der Donau verursacht wurde<sup>68</sup>.

Eine der wichtigsten Quellen für die Rekonstruktion des gesprochenen Idioms der „Balkan“-Slawen, besonders des östlichen Zweigs der Südslawen, woraus das Altbulgarische entstand, ist das Studium der lexikalischen Elemente die von nichtslawischen, benachbarten Sprachen aus dem Slawischen entlehnt wurden (Rumänisch, Griechisch, Albanisch), aber vor allem der Spuren, die die Slawen in der Toponymie der Länder hinterlassen haben, in denen diese Völker leben, in erster Linie in Grie-

<sup>66</sup> *Die älteren Wohnsitze ...*, S. 247.

<sup>67</sup> a.a.O., S. 251.

<sup>68</sup> *Zl Balk.*, S. 32.

chenland und im ehemaligen Dakien<sup>69</sup>. Ein wertvolles Indiz hinsichtlich des Entwicklungsstadiums, zu dem die Sprache dieser Slawen gelangt war, ist die lautliche Form slawischer Ortsnamen, deren Ziel Weigand die Studie *Die Wiedergabe der slavischen Laute in den Ortsnamen des Peloponnes*<sup>70</sup> unterordnet. In dieser Arbeit will Weigand u.a. zeigen, „in welcher Form die Namen der von 6 Jh. ab im Peloponnes angelegten slavischen Siedlungen vom griechischen Volke aufgenommen und umgestaltet wurden, und daraus eventuelle ältere Formen, als sie uns durch das Altbulgarische überliefert wurden, zu gewinnen und auch Schlüsse auf die damalige slavische Aussprache zu ziehen“<sup>71</sup>.

Die erste slawische Siedlung hat in Griechenland in der Zeit vom 6. Jh. bis zum Anfang des 9. Jh. stattgefunden, zu einer Zeit also, als die literarische altbulgarische Periode noch nicht begonnen hatte, eine Tatsache, die von griechischen Toponymen slawischen Ursprungs aus dem Peloponnes bewiesen wird, die vielfach eine ältere Lautgestalt zeigen als die altbulgarischen Formen. Weigand lenkte die Aufmerksamkeit auch auf einen anderen Aspekt, und zwar darauf, dass „zum Teil noch jüngere [Formen] sind, als die urslavischen Elemente, was beweist, dass in Griechenland auch [...] noch spätere, friedliche (slawische) Einwanderungen stattgefunden haben müssen“<sup>72</sup>.

Von grosser Bedeutung, nicht nur für die bulgarische, sondern auch für die rumänische und die albanische Anthroponymie, ist Weigands Schrift *Die bulgarischen Rufnamen, ihre Herkunft, Kürzungen und Neubildungen*<sup>73</sup>, weil ein beträchtlicher Teil der rumänischen Familiennamen seine Herkunft in den bulgarischen Rufnamen hat, wie auch einige albanische Namen. Leider nutzten die rumänischen Anthroponomasten, in erster Linie N. A. Constantinescu, der Autor des *Dicționar onomastic românesc*, Bukarest, 1963, die Arbeit Weigands nicht genügend aus. Erst in unseren Tagen haben die rumänischen Personennamen slawischen Ursprungs den erwarteten und verständigen Forscher gefunden, und zwar in der Person des Professors I. Pătruț aus Cluj-Napoca<sup>74</sup>. Die Arbeit Weigands war die einzig wichtige dieser Art auch in der bulgarischen Onomastik vor dem Erscheinen des Wörterbuches von St. Ilčev<sup>75</sup>.

<sup>69</sup> Siehe z.B. Max Vasmer, *Die Slaven in Griechenland*, Berlin, 1941; E. Petrovici, *Daco-slava*, in „Dacoromania“, X<sub>2</sub>, 1943, S. 233–277; idem, *Les Slaves en Grèce et en Dacie*, in : „Balcania“, VII, 1944, S. 465–473; idem, *Le latin oriental possédait-il des éléments slaves?*, in RRL, XI, 1966, Nr. 4, S. 313–321; I. Pătruț, *Primele relații slavo-romano-grecești și durata limbii slave comune*, in RS, XVII, 1970, S. 21–30.

<sup>70</sup> BA, IV, S. 1–52.

<sup>71</sup> a.a.O., S. 1.

<sup>72</sup> a.a.O., S. 3–4.

<sup>73</sup> XXVI.–XXIX. Jb., S. 104–192.

<sup>74</sup> Siehe I. Pătruț, *Despre structura și originea hipocoristicelor slave*, in CL, 1973, Nr. 1, S. 75–84; idem, *Probleme și metode în antroponimia românească*, in CL, 1973, Nr. 2, S. 253–241; idem, *Nume cu sufixul -ot; Nume cu sufixul -ișt; Nume cu sufixul -s-/-ș-*, alle in I. Pătruț, *Studii de limba română și slavistică*, Cluj, 1974, S. 163–212; idem, *Relații onomastice slavo-române*, in CL, 1975, Nr. 2, S. 137–151; idem, *Relații slavo-române în antroponimie*, in *Studii de onomastică*, Cluj-Napoca, 1976, S. 143–150 usw.

<sup>75</sup> Siehe Ștefan Ilčev, *Rečnik na ličnité i familni imena u bálgarite*, Sofia, 1969.

Am Ende unser Darlegungen ergibt sich die Notwendigkeit einiger Schlussfolgerungen :

1. Weigand hat grosse Verdienste erworben bei der Entwicklung und Förderung einiger Bereiche rumänischer Linguistik, so der Dialektologie, der Sprachgeographie, dem Studium der Beziehungen der rumänischen Sprache zu den balkanischen Sprachen und der Onomastik. Wir können weder seine Rolle bei der Heranbildung von rumänischen und ausländischen Wissenschaftlern zur Beschäftigung mit der Rumänistik und Balkanistik übersehen, noch können wir seine Rolle als Herausgeber von einigen Zeitschriften ausser acht lassen, die ausschliesslich Arbeiten zur rumänischen und den balkanischen Sprachen publizierten. Es geht hierbei um den „Jahresbericht des Instituts für rumänische Sprache (Rumänisches Seminar) zu Leipzig“, von der 29 Nummern erschienen sind (1894—1921), der vom „Balkan-Archiv“ (4 Bde, 1925—1928) weitergeführt wurde.

2. Er macht gleichzeitig im Bereich der Bulgaristik und Albanologie sich aufmerksam, wo er ebenfalls fundamentale Arbeiten hinterlassen, unter ihnen einige, die sich auf die Namenkunde beziehen. Und durch Weigand gingen auch für die bulgarische Linguistik bedeutende Schüler hervor.

3. Seine Forschungen im Bereich der Onomastik umfassen sowohl Anthroponomastik als auch Toponomastik. Sie haben sich fast auf alle Sprachen in Südosteuropa ausgebreitet : Rumänisch, Albanisch, Bulgarisch, Griechisch, Serbokroatisch und sogar auf das Türkische.

4. Die grösste Aufmerksamkeit gewährt Weigand den rumänischen Ortsnamen und auch den albanischen, da für die älteste Epoche dieser Völker historische Dokumente fehlen. Weigand ist davon überzeugt, dass „eine besonders wichtige Rolle für die Aufhellung der Vergangenheit eines Volkes, das keine geschichtliche Überlieferung hat, die Ortsnamen spielen“. Nicht alle Eigennamen haben den gleichen Wert von historischen Dokumenten, aus dieser Reihe lösen sich die Flussnamen, die stabiler als die Ortsnamen sind, während die Ortsnamen nämlich mit jeder neuen Welle eine Unmenge neuer Namen zeigen, alte hingegen spurlos verschwinden.

Ausser diesen theoretischen Prinzipien formuliert er noch andere methodologische Prinzipien, die noch bis heute ihre Gültigkeit besitzen. So zeigt er, dass bei der Erbringung von Belegen über die Existenz der slawischen Bevölkerung auf dem Territorium Rumäniens, Toponyme die aus rumänischen Appellativa slawischer Herkunft oder aus rumänischen Personennamen slawischer Herkunft hervorgegangen sind, nicht in Betracht gezogen zu werden brauchen. (Es müsste hinzugefügt werden, dass zu den nicht zu berücksichtigenden Namen auch jene vom Typ : *Bistrițioara* < *Bistrița*, *Dimbovicioara* < *Dimbovița*, *Cricovekul* < *Cricov*, *Glimbocelul* < *Glimbocul* usw. gehören, weil es bei einer derartigen Untersuchung darauf ankommt, festzustellen, wer der Namengeber war, nicht woher die Elemente ursprünglich stammen <sup>76</sup>. Dasselbe Prinzip gilt auch

<sup>76</sup> Dieses Prinzip wird wiederholt auch von E. Petrovici bekräftigt, der zeigt, dass es um historische, ethnologische und dialektale Schlussfolgerungen über die alte slawische Bevölkerung auf dem Territorium Rumäniens zu ziehen notwendig ist, dass wir uns auf Ortsnamen beschränken, die zweifellos von den Slawen aus lexikalischen Elementen geschaffen

im Fall der künstlichen Toponyme, die von den Verwaltung gegeben wurden, in Vergleich zu den volkstümlichen Toponymen. Weigand wendet dieses Prinzip im Falle der Bezirksnamen aus den ehemaligen Fürstentümern Moldau und Muntenien an, Namen, die in der Zeit vergeben wurden, in der die offizielle Sprache in den beiden historischen rumänischen Provinzen das Altkirchenslawische war. Er zeigt, dass ein solcher bulgarischer Name noch kein Beweis für die bulgarische Herkunft ist. Leider wendet Weigand diese Prinzipien nicht konsequent und ohne die nötige Umsicht und Geschmeidigkeit an.

5. Weigand kommt das Vordienst zu, die Tatsache herausgestellt zu haben, dass die rumänische Toponymie slawischen Ursprungs nicht gleichförmig ist. Es lassen sich zwei Verbreitungsgebiete unterscheiden: eines von bulgarischem Typ in Muntenien und Oltenien, das andere von ukrainischem Typ in der Moldau und in der Bukowina. Es ist nötig hinzuzufügen, dass diese beiden Typen zu unterschiedlichen Schichten gehören, denn die Toponyme bulgarischen Typs sind älter (ihr Verbreitungsgebiet erfasst auch den grössten Teil Transsilvaniens und des Banats).

6. Weigand ist der erste Sprachwissenschaftler, der die Existenz einer Schicht von petschenegisch-kumanischen Hydronymen auf rumänischem Territorium hervorhebt.

7. Einige von Weigands Theorien können nicht akzeptiert werden. Seine These hinsichtlich des Gebietes der Herausbildung des rumänischen Volkes und seiner Sprache ausschliesslich südlich der Donau, in dem begrenzten Raum des Dreiecks Sofia-Niš-Skopje, wo seiner Meinung nach auch das albanische Volk entstanden ist, ist falsch, wie es historische, archäologische und linguistische Argumente beweisen.

8. Die Idee der Übermittlung der antiken Hydronyme in Dakien an die Rumänen durch slawische Vermittlung kann nicht vertreten werden, da die normale phonetische Entwicklung der slawischen Laute einer solchen Behauptung widerspricht. Auch die antike Toponymie auf dem heutigen albanischen Territorium rechtfertigt keine Annahme einer slawischen Vermittlung.

9. Sowohl die rumänischen Hydronyme autochthonen Ursprungs vom Territorium des alten Dakiens als auch die archäologischen Entdeckungen (besonders aus der Zeit nach dem Tode Weigands) sind entscheidende Argumente für die Kontinuität der Rumänen auf diesem Territorium. Die Existenz der rumänischen Bevölkerung in Transsilvanien bei der Ankunft der Ungarn in diesen Gebieten ist durch zwei schriftliche historische Arbeiten aus verschiedenen Gebieten und von Autoren verschiedener Nationalität, die miteinander nicht in Verbindung standen, bewiesen worden. Es handelt sich um die Chronik des anonymen Notars Königs Bela III. und um die Nestorchronik aus Kiew.

10. Weigand hat auch nicht Recht, wenn er das Entstehungsgebiet des albanischen Volkes in das Gebiet Sofia-Niš-Skopje verlegt und wenn

---

wurden, die im Rumänischen nicht existieren, oder aus Derivaten mit Suffixen, die im Rumänischen nicht vorkommen (E. Petrovici, *Românii creatori de toponime „slave“*, in *Studii de dialectologie și toponimie*, 1970, S. 292–303; siehe auch die russische Version der Schrift, die in RS, XVI, 1968, S. 5–18 erschienen ist).

er ausschliesst, dass es im heutigen Albanien einheimisch war. Die Südküste der Adria und die Nordküste des Ionischen Meeres waren vom Altertum bis in unsere Tage von Albanern bewohnt, was auch die Makrotoponymie beweist (einige Städtenamen wie: *Shkodër, Lesh, Vlönë/Vlorë, Durrës* usw. einige Flussnamen wie: *Shkumbini, Mat, Arta*, einige Bergnamen wie *Shar* und Landschaften wie *Çameria*), die in der normalen phonetischen Evolution der albanischen Sprache ihre Erklärung finden. Eine endgültige Lösung der Frage des Entstehungsgebietes des albanischen Volkes wird von den archäologischen Ausgrabungen erwartet.

11. Weigand überschätzte den Wert der Ortsnamen als historisches Dokument. Wenn man Schlussfolgerungen demographischer und ethnologischer Natur auf der Grundlage von Ortsnamen zieht, darf man nicht die Hilfe abschlagen, die die Archäologie, die allgemeine, lokale, politische und ökonomische Geschichte darstellt, und vor allen Dingen darf man das Studium der Makrotoponymie nicht von dem Studium der Mikrotoponymie trennen. Die Mikrotoponymie ist weitaus wirklichkeitsgetreuer als die Makrotoponymie, die Veränderungen meistens durch die Obrigkeit unterliegen kann. Die Flurnamen widerspiegeln weitaus treuer die Verbindung zwischen Mensch und Ort.

12. Einige der Weigandschen Ideen wurden durch spätere Untersuchungen korrigiert, denen umfangreicheres und verschiedenartigeres Material zur Verfügung stand. Man kann Weigand aber nicht das Verdienst absprechen, Wegbereiter bei einer Reihe von Problemen gewesen zu sein, die mit den wissenschaftlichen Anfängen der rumänischen und der Balkanonomastik in Zusammenhang stehen. Seine Arbeiten dienten als Anregungen für diesbezügliche Untersuchungen in den Ländern Südosteuropas.

LES JOURS DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE D'ÉTUDES DU SUD-EST  
EUROPÉEN (A.I.E.S.E.E.) AU XV<sup>e</sup> CONGRÈS INTERNATIONAL  
DES SCIENCES HISTORIQUES  
(Bucarest. 10—17 août 1980)

Une heureuse tradition des Congrès mondiaux des sciences historiques veut que les deux premiers jours de ces grandes réunions scientifiques aient lieu les travaux des organismes internationaux affiliés et des commissions internes du Comité international des sciences historiques. À l'occasion du Congrès de Bucarest, l'A.I.E.S.E.E. a organisé le colloque sur le thème — tellement riche et complexe — *Aspects de la ville balkanique aux XVIII<sup>e</sup>—XX<sup>e</sup> siècles*. Des spécialistes bien connus représentant l'Albanie, l'Autriche, la Bulgarie, les États-Unis d'Amérique, la France, la Grèce, la Roumanie, la Turquie, l'Union Soviétique et la Yougoslavie y ont pris part avec des rapports, corapports et interventions.

Les travaux ont été ouverts par le Pr. Pan. Zepos (Grèce), président de l'A.I.E.S.E.E., les débats étant dirigés à tour de rôle par le Pr. Aleks Buda (Albanie), président de l'Académie des Sciences de Tirana, le Pr. Vasilka Tăpkova-Zaimova (Bulgarie), président du Comité bulgare d'études balkaniques, le Pr. Manolis Chatzidakis (Grèce), président de la Commission de l'A.I.E.S.E.E. d'histoire de l'art, le Pr. Eugen Stănesen (Roumanie), directeur de l'Institut d'études sud-est européennes de Bucarest, le Pr. Nikolaj Todorov (Bulgarie), vice-président de l'A.I.E.S.E.E., le Pr. Georges Castellan (France), vice-président de l'A.I.E.S.E.E., Nicolae Fotino (Roumanie), secrétaire général adjoint de l'A.I.E.S.E.E.

Au début, les participants ont écouté Alexandru Dușu (Roumanie) évoquer la mémoire du grand savant Bedrettin Tunçel (Turquie), ancien président de la Commission nationale turque pour l'UNESCO, ancien vice-président de l'A.I.E.S.E.E., récemment disparu, dont la contribution au développement des activités de l'A.I.E.S.E.E. a constamment été inestimable.

Les rapports, les corapports et les interventions ont mis en relief des aspects importants de l'évolution de la ville balkanique à la veille et au temps de l'époque moderne. C'est ainsi qu'une grande attention fut accordée au développement des structures économiques et sociales et également aux mouvements sociaux: les rapports de N. Todorov (Bulgarie). *Les circonstances historiques de l'évolution urbaine dans la Péninsule balkanique*; de Irwin Sanders (É.-U.A.). *The social stratification of the Balkan town* (en l'absence de l'auteur le rapport a été présenté par Mihaela Iancu); de Aleks Buda (Albanie). *Nouveaux phénomènes socio-économiques et politiques des villes albanaises aux XVIII<sup>e</sup>—XIX<sup>e</sup> siècles*; les corapports du Dr. Avdo Sušeska (Yougoslavie). *Die Aufstände der Reaya in Bosnien und der Herzegowina im 17. und 18. Jahrhundert*; de Arnold Suppan (Autriche). *Probleme der Urbanisierung in den kroatischen Ländern in der 2. Hälfte des 19. Jahrhunderts*; de Stefanq Pollo et Zija Shkodra (Albanie). *Les rapports économiques balkaniques des villes albanaises au XIX<sup>e</sup> siècle*; de Georgeta Penelea (Roumanie). *Structure sociale et économique des villes roumaines aux XVIII<sup>e</sup>—XIX<sup>e</sup> siècles*.

La fonction politique et administrative des villes balkaniques a constitué l'objet des analyses faites par N. Todorov et Aleks Buda dans les rapports déjà mentionnés, mais aussi du corapport de Anca Ghiață (Roumanie). *Les villes du Bas-Danube — centres d'organisation politique et administrative de l'Empire ottoman au XIX<sup>e</sup> siècle*.

L'évolution des villes balkaniques en tant que noyaux de l'activité culturelle a été approchée par le rapport de Georges Castellan (France). *Les fonctions culturelles de la ville du Sud-Est européen aux XVIII<sup>e</sup>—XX<sup>e</sup> siècles*; ainsi que dans les corapports de Siméon Damianov (Bulgarie). *Au sujet de la vie spirituelle des villes bulgares au XIX<sup>e</sup> siècle*; de L. Vranoussis (Grèce). *La contribution de la Diaspora grecque à l'essor du développement intellectuel des villes balkaniques aux XVIII<sup>e</sup>—XIX<sup>e</sup> siècles*; de C. Bușe (Roumanie). *Les villes roumaines — foyers de culture du Sud-Est européen aux XVIII<sup>e</sup>—XIX<sup>e</sup> siècles*; et de Valeriu Râpeanu (Roumanie). *La ville et la conscience de la culture moderne en Roumanie*.

Les aspects artistiques du développement des villes ont été analysés dans les corapports de M. Chatzidakis (Grèce), *L'évolution artistique des centres urbains du Sud-Est européen aux XVIII<sup>e</sup>—XIX<sup>e</sup> siècles* et de Sesil Akgün (Turquie), *Urbanisation Movement of Safranbolu*.

Un grand nombre d'interventions (Aleks Buda — Albanie; N. Todorov et Janka Nikolova — Bulgarie; Hélène Ahrweiler et Georges Castellan — France; Pan. Zepos et Marie Pélekidis — Grèce; Constantin N. Velichi, Cornelia Danielopolu, Olga Cicanci, Răzvan Theodorescu, Theodor Popescu et V. Mirescu — Roumanie; Vladilen Vinogradov et Pavel Sovetov — Union Soviétique; Aleksandar Matkovski — Yougoslavie) ont animé les débats. Elles ont mis en lumière les traits communs de l'évolution des villes balkaniques, les fonctions spécifiques et les particularités du développement des centres urbains du Sud-Est européen, leur rôle dans l'affirmation des cultures nationales à l'époque de la renaissance spirituelle et politique des peuples de la zone.

Les conclusions de Georges Castellan ont nettement souligné le succès de cette réunion scientifique, les contributions présentées tout comme les interventions mettant en relief une connaissance approfondie du thème, les derniers résultats de la recherche comparée, des hypothèses originales et des nouvelles directions à étudier, le caractère interdisciplinaire des analyses. On a également remarqué l'atmosphère de dialogue scientifique authentique, le climat de compréhension et d'amitié toujours présents.

À l'occasion du colloque, Virgil Căndea, président du comité national roumain d'études sud-est européennes, a porté à la connaissance des participants quelques contributions récentes intéressant les spécialistes de l'histoire et de la civilisation du Sud-Est européen.

M. Popa, *La circulation monétaire et l'évolution des prix en Valachie (1774—1831)*. Association internationale d'études du Sud-Est européen. Études et Documents concernant le Sud-Est européen — 8, Bucarest, 1979.

N. Todorov, *La ville balkanique au XV<sup>e</sup>—XIX<sup>e</sup> siècles. Développement socio-économique et démographique*. Association internationale d'études du Sud-Est européen. Études et Documents concernant le Sud-Est européen — 9, Bucarest, 1980.

Ein. Condurachi & C. Daicovicu, *Rumanien*. Die grossen Kulturen der Welt. « Archæologia Mundi », Wilhelm Heyne Verlag, München, 1980.

L. Vranoussis, *Rigas Velestulus*, Bucarest, Ed. Eminescu, 1980.

Virgil Căndea, *Rățiunea dominantă. Contribuții la istoria umanismului românesc* (La raison dominante. Contributions à l'histoire de l'humanisme roumain), Cluj-Napoca, Ed. Da'ia, 1979.

Gheorghe I. Brătianu, *Tradiția istorică despre întemeierea statelor românești* (La tradition historique sur la fondation des États roumains), édition critique avec une étude introductive de Valeriu Râpeanu. Biblioteca de filozofie a culturii românești. Bucarest, Ed. Eminescu, 1980.

Constantin N. Velichi, *La Roumanie et le mouvement révolutionnaire bulgare de libération nationale (1850—1878)*, Bucarest, Ed. Academiei, 1979 (Biblioteca Historica Romaniae — 60).

Constantin N. Velichi, *România și Renașterea bulgară* (La Roumanie et la Renaissance bulgare), Bucarest, Ed. științifică și enciclopedică, 1980.

Constantin N. Velichi, Veselin Trajkov, *Bългарската емиграция във Влахия след руско-турската война от 1828—1829 г. Сbornik of dokumenti* (L'émigration bulgare en Valachie après la guerre russo-turque, 1828—1829), Sofia, 1980.

Valentin Al. Georgescu, *Byzanțul și instituțiile românești pînă la mijlocul secolului al XVIII-lea* (Byzance et les institutions roumaines jusqu'au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle), Bucarest, Ed. Academiei, 1980.

Cette manifestation scientifique a sans doute représenté une grande réussite de l'A.I.E.S.E.E. et son succès doit énormément au Prof. Emil Condurachi, secrétaire général de l'A.I.E.S.E.E., qui fut dès le début jusqu'à la fin l'âme de ce colloque.

Anca Ghață et Constantin Iordan-Sima

## PUBLICATIONS PÉRIODIQUES PARUES À L'OCCASION DU XV<sup>e</sup> CONGRÈS INTERNATIONAL DES SCIENCES HISTORIQUES

Parmi les parutions dédiées au Congrès International des Sciences Historiques de Bucarest rappelons en premier lieu la « Revue des Études Sud-Est Européennes » qui a honoré une fois de plus son caractère spécifique par la thématique du n<sup>o</sup> 2/1980 — *La Roumanie dans le*

*Sud-Est européen* —, numéro sur lequel nous n'insisterons plus, vu qu'il est déjà connu aux lecteurs.

D'autres revues roumaines d'histoire se sont jointes avec les mêmes soins à la rencontre de Bucarest par des numéros spécialement élaborés, intéressants surtout sous deux aspects: d'une part, l'énumération des problèmes fondamentaux déjà abordés, ou bien envisagés par les spécialistes roumains et d'autre part, l'approche de l'histoire de la Roumanie depuis ses débuts jusqu'à nos jours, soit par l'exposé succinct des problèmes d'histoire proprement dits, soit par l'analyse critique de l'historiographie des différentes étapes plus importantes ou des problèmes les plus significatifs de l'histoire de la Roumanie et de ses relations avec l'histoire universelle.

Ces deux tendances sont parfaitement illustrées par le numéro spécial de la *Revista de istorie*, n<sup>os</sup> 7—8/1980, dont les études portent sur le développement de l'historiographie roumaine dans les années du socialisme et nous présentent les principales contributions des recherches archéologiques (ainsi que des sciences apparentées, l'épigraphie et la numismatique) à la connaissance de l'histoire ancienne de la Roumanie (Florentina et Constantin Preda). De la même perspective des réalisations historiographiques sont considérées aussi les études médiévales roumaines (Paul Cernovodeanu et Constantin Rezaelievici); Dan Berindei donne un aperçu sur les réalisations et les perspectives de la recherche de l'époque moderne de l'histoire roumaine. Des coordonnées majeures de l'historiographie contemporaine s'occupent I. Scurtu et Gh. I. Ioniș. L'histoire universelle vue de la perspective historiographique roumaine et présentée par Zoe Petre, Radu Manolescu et Constantin Bușe.

Le numéro soulève encore quelques problèmes spéciaux de l'école d'histoire de la Roumanie qui portent sur l'édition des sources de l'histoire nationale (D. Mioc et I. Chiper), l'historiographie militaire roumaine (C. Nicolae), les recherches sur l'histoire des nationalités cohabitantes (L. Demény), les études de l'histoire de l'historiographie (L. Boia), les recherches de démographie historique (L. Roman) et présente une analyse approfondie du développement des sciences historiographiques spéciaux (Damian Bogdan).

*Revue roumaine d'histoire* 2—3/1980 entrelace dans un riche sommaire tout une série de problèmes d'une importance particulière: à côté des études concernant l'histoire roumaine, le lecteur trouvera un groupement d'études sud-est européennes sur des problèmes aussi variés que nouvelles pour l'historiographie roumaine, ainsi qu'un nombre d'études portant sur la théorie de l'histoire.

La première partie du volume comprend sous le titre *2050 anniversaire de la formation de l'Etat centralisé indépendant gëto-dace de Burebista* un choix d'études signées par Hadrian Daicoviciu (*Burebista roi des Daces*) et Octavian Iliescu (*Questions d'iconographie monétaire gëto-dace: origines et significations de l'effigie à double face*).

Le groupe d'études sud-est européennes ouvre la deuxième partie qui porte sur quelques aspects de la problématique soumise au débat dans le cadre du Congrès international d'histoire par les spécialistes roumains: *Théories et pratiques des réformes agraires dans le Sud-Est européen* (D. Hurezeanu); *Le capital étranger et national dans le Sud-Est de l'Europe dans la période de l'entre-deux-guerres* (V. Avencine) et *The Last Conference of the Balkan Entente and the Problem of Territorial Status Quo in Southeast Europe* (I. Calafeteanu).

La problématique moderne et contemporaine est prédominante aussi dans les études dédiées à l'histoire roumaine: *National et Etat national chez les Roumains* (Dan Berindei), *La Roumanie et le problème de la sécurité entre les deux guerres mondiales* (V. Moisne), *Le régime de la presse de Roumanie pendant la période de l'entre-deux-guerres* (N. Dascălu), *Le rôle de l'armée dans l'histoire du peuple roumain. Son impact sur les facteurs politique, social et culturel en Roumanie et sur les relations avec d'autres pays (XX<sup>e</sup> siècle)* (Ilie Ceaușescu). Deux études portant sur des problèmes d'un intérêt particulier viennent s'y ajouter. *Aspects des relations entre les autochtones et les migrants (III<sup>e</sup>—IX<sup>e</sup> siècles)* (M. Rusu) et *Les survivances du droit romano-byzantin dans la coutume roumaine (XIV<sup>e</sup>—XIX<sup>e</sup> siècles)* (V. Al. Georgescu).

La partie consacrée à la théorie de l'histoire est signée par Al. Zub (*A. D. Xenopol and the New "Serial History"*) et par Andrei Silard qui, dans *Hope in History*, traite du « dialectics and role of human feelings, expectations and plenitudes in the becoming history ».

Nous attirons l'attention sur le bilan ample et minutieux réalisé par Ion Nestor dans la perspective des conceptions plus récentes sur le phénomène: *Nouvelles recherches et conceptions sur les lumières roumaines* ainsi que sur la critique portée par Al. Nienlescu à un ouvrage de désinformation: *Une histoire tendancieuse de la langue roumaine*.

Dans la tendance de rétrospective scientifique sur l'histoire des Roumains s'inscrit aussi — avec deux numéros spéciaux dédiés au Congrès International d'histoire (6 et 8/1980) — la prestigieuse revue « Transilvania » de Sibiu. La première partie (n<sup>o</sup> 6), entièrement consacrée

au monde des Gêto-Daces, nous présente cette civilisation sous ses différents aspects. Les contributions sont signées par des scientifiques de réputation de Cluj-Napoca, Bucarest et Iași. Ainsi, *Premisele civilizației gëto-dace* (Prémises de la civilisation gëto-dace) (A. Vulpe) est suivie d'une recherche sur les sources de l'antiquité, *Tradiția istorică și lumea gëto-dacă* (la langue historique et le monde gëto-dace) (V. Iliescu), d'une étude intitulée *Burebista* (I. H. Crișan), ainsi que d'une autre étude concernant l'époque de Burebista signée par Radu Florescu. Un groupe d'études porte sur la religion: *Zalmoxis și religia gëto-dacă* (Zalmoxis et la religion gëto-dace) (P. Alexandrescu), les monnaies (C. Preda), les parures (L. Marghitan), la langue, considérée tant de la perspective des informations conservées depuis l'antiquité (Dan Șușanski) que du substratum gëto-thrace dans la langue roumaine (Gr. Brăneș). Le tableau est complété par des recherches portant sur les Daces libres (Gh. Bichir), la civilisation thraco-gëte du I<sup>er</sup> millénaire av.n.è. (A. Florescu), les trésors des Gëto-Daces (M. Petrescu-Dimbovița) et le processus de la romanisation de la Dacie (D. Protase).

La deuxième partie de la revue (n° 8), continue par des problèmes concernant le Moyen Âge roumain et la période moderne, circonscrites dans le thème *Transilvania în istoria românească* (La Transylvanie dans l'histoire roumaine).

Parmi les nombreux problèmes concernant l'histoire roumaine transylvaine que nous offre le sommaire, mentionnons: *Transilvania matcă de istorie românească* (La Transylvanie matrice de l'histoire roumaine) (Ștefan Ștefănescu); « *Descălecări* » *transilvănene și întemeieri de țară* (« Descensus » transylvains et fondations d'Etats) (Radu Popa); *O țară românească medievală: a Lăpușului și Cetățu de Piatră* (Une contrée roumaine du Moyen Âge: Lăpuș et Cetatea de Piatră) (Sergiu Iosipescu); *Mihai Viteazul sau complexitatea faptelor istorice* (Michel le Brave ou la complexité des actes historiques) (Andrei Pippidi); *Relațiile dintre populațiile Transilvaniei oglindite în cronicile săsești* (Les relations entre les populations de la Transylvanie projetées par les chroniques saxonnes) (Thomas Nagler); *Transilvania și modernizarea culturii române* (La Transylvanie et la modernisation de la culture roumaine) (Alexandru Duțu); *Țiparul transilvan din secolul al XVI-lea — sferă de afirmare culturală și de contacte între civilizații și culturi* (L'imprimerie transylvaine du XVI<sup>e</sup> siècle — voie d'affirmation culturelle et de contacts entre civilisations et cultures) (Ludovic Demény); *Școala ardeleană și istorismul sud-est european* (« Școala ardeleană » et l'historisme sud-est européen) (Ilya Konev — Sofia); *Politica și cultura în secolul luminilor la românii transilvăneni* (La politique et la culture chez les Roumains transylvains au siècle des lumières) (Poinpiliu Theodor).

Nous ne saurions conclure sans mentionner aussi les pages dédiées à quelques grands historiens de la Transylvanie, notamment à N. Iorga (Ș. Papacostea), Ion Lupas (R. Ardelean), Silviu Dragomir (N. Bocșan).

Elena Siupur

## EQREM ÇABEJ

Le plus grand albanologue de notre temps, Eqrem Çabej, s'est éteint, durant l'été 1980, dans une clinique de Rome. Il était né en 1908, dans la famille d'un magistrat de Gjirokaster, en Albanie méridionale. Ayant poursuivi des études secondaires, puis universitaires à Klagenfurt, Graz et Vienne, en Autriche, il devait fonctionner par la suite comme professeur et chercheur dans son pays même, où il allait s'imposer en tant que savant de haut prestige, consacré par son élection comme membre titulaire de l'Académie de Tiranë. Ses dons intellectuels innés, complétés par une instruction soignée dans un milieu des plus propices et sous la direction de quelques maîtres de renom, tels Paul Kretschmer et Norbert Jokl, étaient destinés à déclencher des changements essentiels dans le domaine de l'albanologie. La qualité de ses travaux lui assura une toute première place dans ce domaine où auparavant s'imposaient d'autorité des savants étrangers tels que: Johann Georg von Hahn, Gustav Meyer, Holger Pedersen, Henrik Barić, Gustav Weigand et Norbert Jokl. Après 1943, le chef de file sera l'Albanais Eqrem Çabej, le guide le plus compétent et le plus apprécié de l'école linguistique de son pays.

Sa formation scientifique repose sur les principes de l'historisme, représenté par l'école des néogrammairiens dans la sphère de la linguistique indo-européenne, avec un regard spécial pour les réalités propres au Sud-Est du vieux continent. Grâce à la gamme variée de ses

vastes connaissances des langues albanaise, grecque, bulgare, roumaine, serbocroate et turque, Çabej devait finir par faire siennes les méthodes les plus aptes à l'aider dans ses travaux, faisant aussi sans cesse appel aux disciplines apparentées — l'etnologie, le folklore, l'histoire sociale, l'onomastique. Dans sa conception, le langage est plus qu'un simple système de signes destinés à faciliter la communication entre humains. Selon lui, le langage représente pour les chercheurs un véritable trésor de connaissances, un dépôt, d'aspirations, de conceptions du monde, d'expériences de vie, de pensées, l'âme de tout un peuple. Aussi, notamment à défaut de documents écrits, l'histoire de la langue peut aider à la restitution du passé d'un peuple.

En 1943, Eqrem Çabej faisait paraître, à Grottaferrata, en Italie, le premier *Atlas linguistique albanais*: cinq fascicules, avec les questions de 1 à 2578. Après 1945, il se donna entièrement à l'enseignement et à la recherche scientifique développés dans son pays. Il ser. l'éditeur, en 1947, d'une *Introduction à l'histoire de la langue albanaise*, collaborant aussi au dictionnaire de cette langue et consacrant à celle-ci de nombreuses études qui devaient lui assurer une renommée mondiale. Mais son ouvrage le plus vaste et le plus utile reste sans doute le *Dictionnaire étymologique de l'albanais*, publié pendant plusieurs années par fascicules dans le « Bulletin de l'Institut linguistique de Tiranë » et dans la revue « Studime Filologjike ». Cet ouvrage comporte un matériel comparatif d'une richesse exceptionnelle, ayant de nombreuses analogies puisées chez les autres langues sud-est européennes, ce qui fait de lui l'instrument de travail indispensable non seulement des albanologues, mais encore des romanistes, hellénistes, slavistes et turcologues. Œuvrant sans cesse pour l'enrichir, il allait le reprendre en 1976, afin d'en donner une nouvelle édition en plusieurs tomes. Malheureusement, il n'est arrivé qu'à l'édition du deuxième tome (les lettres A—B, 615 pages), le reste de l'ouvrage étant conservé en manuscrit dans les collections de l'Institut de linguistique et de littérature de Tiranë. Nous espérons que cette œuvre fondamentale, véritable monument national du peuple albanais, finira par paraître au grand complet quels que soient les sacrifices inhérents à une entreprise de cette envergure. Le savant devait éditer de manière magistrale le tout premier monument de la langue albanaise (*Le Missel* de Gjion Buzuku, imprimé à Bucarest dans deux volumes grand format en 1968). Il a étudié minutieusement les particularités dialectales, y compris le parler des Albanais vivant au Sud de l'Italie. Il y a su également aborder avec intelligence le domaine, si difficile mais en même temps si riche en enseignements, de l'onomastique et surtout la toponymie. Enfin, il a fourni des arguments péremptoires à la thèse du caractère autochtone du peuple albanais. Ses contributions, parues dans environ 30 publications scientifiques de divers pays dans l'intervalle des années 1929—1976, ont été réunies en six volumes, sous le titre de *Studime Gjuhësore* (Pristinë, 1976). De par la richesse de leur information et la clarté du style, ces contributions sont un guide aussi bien pour les spécialistes que pour les professeurs, les étudiants et même pour le grand public attiré par les études d'albanologie. Le cinquième volume de l'ouvrage comporte une bibliographie complète jusqu'en 1976 (p. 349—358). Eqrem Çabej entretenait des relations scientifiques avec les albanologues et les linguistes du monde entier, participant en tant que délégué de son pays à de nombreux congrès internationaux (Amsterdam, Ankara, Athènes, Belgrade, Bucarest, Florence, Graz, Innsbruck, Milan, Munich, Sofia, etc.). Il a collaboré à maints ouvrages publiés en l'honneur des savants étrangers (Wilhelm Brandenstein, Vittore Pisani, Gerhard Rohlfs, Alois Schmaus). Son image restera toujours un magnifique exemple digne d'être suivi.

H. Mihăescu

VASILE CRISTIAN, *Istoriografie generală* (Historiographie générale), București, Ed. didactică și pedagogică, 1979, 309 p.

Écrire une histoire de la pensée historique, voilà une entreprise qui peut décourager même les plus téméraires disciples de « Cléo », une aventure où les dangers guettent partout, les obstacles ne sont ni petits ni faciles, une expédition qui exige un haut degré de préparation théorique, un volume bouleversant d'information, un esprit critique perspicace, de maîtrise dans la science d'organiser et l'absence des préjugés.

Le Pr. Vasile Cristian de l'Université « Al. I. Cuza » de Jassy a assumé cette charge accablante, en élaborant le premier manuel roumain d'historiographie générale, mission extrêmement difficile puisque son résultat — ce livre — doit satisfaire des intérêts et des goûts des plus différents, même si l'ouvrage est, formellement, destiné tout premièrement aux étudiants en histoire.

Connu par plusieurs études publiées les dernières 15 années, Vasile Cristian<sup>1</sup> inclut ses efforts au courant plus large, manifesté dans la même période dans l'historiographie roumaine, intéressé d'une recherche scientifique systématique de l'histoire de l'écriture historique en Roumanie et dans le monde<sup>2</sup>.

Comme manuel universitaire, ce travail devait répondre aux exigences multiples d'ordre didactique, reprendre les lignes générales réelles de l'évolution de la pensée historique, permettre au lecteur de déchiffrer le sens profond de l'idée que « l'acte historiographique est une prolongation de l'acte historique, sa mise en valeur » (p. 5).

Il paraît à la première vue que les règles presque classiques auxquelles doit se soumettre un manuel facilitent l'effort de l'auteur dans le domaine de l'organisation des informations — pierre de touche des travaux d'ensemble — et de la manière dont on aborde la démarche analytique. Vasile Cristian respecte non seulement les règles du genre, mais il fait cette chose-là d'une façon qui confère au contenu les attributs d'une analyse originale avec des interprétations suggestives et des délimitations sans équivoque. On sent partout l'empreinte d'un examen très attentif de l'information, l'appel constant à la source même si les difficultés, pratiquement insurmontables, l'obligent parfois à recourir aux intermédiaires.

La note personnelle, sans ostentation, s'impose à l'attention du lecteur dès les pages de l'*Introduction* (pp. 7-22) où l'auteur insiste naturellement sur la portée, l'objet et les problèmes principaux de l'historiographie, ses rapports avec d'autres disciplines, la division en périodes, les questions de méthode. C'est ainsi que Vasile Cristian justifie l'intérêt pour la connaissance de l'histoire de la discipline historique, comme réponse « à une nécessité objective » soulignant « le caractère de permanent besoin de perfection de l'historiographie » (p. 8). L'auteur attire également l'attention sur le fait que « l'élément essentiel pour expliquer et apprécier le phénomène historiographique est précisément son rapport avec l'époque où il se manifeste », mais que cette liaison « ne doit pas se faire d'une manière simpliste, mécaniste qui mène à une sociologie vulgaire » (p. 12).

Pleines d'intérêt sont les lignes qui mettent en discussion la notion de « philosophie de l'histoire » qui a reçu des définitions et des interprétations différentes en commençant avec Vico ou Voltaire. Retenons l'idée selon laquelle « un penseur qui forge un système de

<sup>1</sup> Voir quelques références dans la bibliographie du livre, pp. 287-297.

<sup>2</sup> Parmi les travaux d'un caractère plus général, voir : Vasile Maciu, Ștefan Pășeu, Dan Berindei, Miron Constantinescu, Vasile Liveanu, P. P. Panaitescu, *Introduction à l'historiographie roumaine jusqu'en 1918*, București, Ed. Academiei, 1964; Pompiliu Teodor, *Evoluția gândirii istorice românești* [L'évolution de la pensée historique roumaine], Cluj, Dacia, 1970; Lucian Boia, *Mari istorici ai lumii* [Grands historiens du monde], București, 1978; *Enciclopedia istoriografiei românești* [L'encyclopédie de l'historiographie roumaine]. Sous la rédaction de Ștefan Ștefănescu, București, Ed. științifică și enciclopedică, 1978.

philosophie de l'histoire peut exercer, dans certains cas (pensons, par exemple, à ceux de Rousseau, Hegel, Comte), une influence beaucoup plus grande sur l'historiographie, qu'un praticien » (p. 14).

Les considérations d'ordre méthodologique dévoilent le penchant de l'auteur pour des nuances dont l'utilité est indiscutable: « Si l'historiographie générale — observe V. Cristian — se propose de dresser un tableau d'ensemble d'une évolution plusieurs fois séculaire de l'écriture historique, de lui établir, pour chaque étape, la détermination sociale, de surprendre les principales tendances et orientations, les influences réciproques, elle ne peut pas toutefois omettre le fait qu'en dernière instance, la création historique, comme toute autre création spirituelle, est un acte individuel » (pp. 18—19). L'auteur plaide, en même temps, résolument pour l'idée que l'analyse historiographique ne doit pas également perdre de vue un autre élément important — le destin de l'œuvre historique après son achèvement, en remarquant, à juste titre, la nécessité de la réalisation d'une histoire sociale de l'historiographie, objectif difficilement encore à accomplir, même au niveau d'une historiographie nationale.

Vasile Cristian avoue, avec lucidité, les difficultés qui l'ont accompagné constamment dans son travail, des obstacles engendrés par l'ambition positive de dépasser la vision « eurocentriste » trop souvent rencontrée, mais il reconnaît en toute sincérité que son accomplissement n'aurait pas été possible sans les contributions des précurseurs roumains ou étrangers.

Tout en partageant l'idée que l'œuvre de Hérodote « constitue un moment essentiel dans l'établissement de l'historiographie comme discipline indépendante » (p. 23), V. Cristian s'arrête préalablement sur la « préhistoire » de l'historiographie (*Les débuts des manifestations historiographiques*, pp. 23—32) nous offrant des repères pour la compréhension de la nécessité de l'apparition de l'écriture historique. Ses opinions concernant la valeur de l'histoire orale, les significations des premières annales écrites dans l'Égypte classique, des archives assyriennes, des inscriptions hittites ou féniennes, la délimitation du caractère historique de la Bible suggèrent de nouveaux angles de vue et contiennent des observations pertinentes sur les débuts lointains de l'historiographie.

Le rapport permanent avec les déterminations socio-politiques et culturelles de l'activité historiographique permet des évaluations plus nuancées et attire l'intérêt du lecteur même dans les pages sur l'*Historiographie grecque et hellénistique* (pp. 33—45) ou l'*Historiographie latine* (pp. 46—57), tellement familières à l'historien. Observons de même le souei de l'auteur de nous présenter des fragments de sources qui suggèrent réellement les progrès de l'écriture historique: sa propension pour la compréhension des causes des phénomènes, l'élargissement de l'information, les liaisons avec d'autres disciplines, les modifications produites dans les conceptions des historiens à l'égard de leur raison d'être et la naissance de l'idée de responsabilité.

Un large espace est consacré à l'*Historiographie médiévale européenne* (pp. 58—95) où trouvent leur place les analyses concernant l'historiographie chrétienne, la littérature hagiographique, les contributions des historiens français, allemands, anglais, polonais, hongrois, scandinaves, italiens, byzantins, russes, arméniens et gruzins, slaves du Sud, ou même éthiopiens et, naturellement, des Pays Roumains. On impose à l'attention les efforts d'individualisation par un examen critique sévère des ouvrages historiques aussi que ceux d'identification des causes profondes qui ont déterminé les évolutions inégales des historiographies des différentes régions du continent, dessinant le décalage bien connu Occident-Orient.

Des informations intéressantes et des considérations subtiles se trouvent dans le chapitre concernant l'*Historiographie islamique* (pp. 96—109), particulièrement riche et variée, malgré l'unité de conception imposée par les préceptes du Coran. L'existence des nombreuses manifestations particulières est considérée « parfaitement explicable, si nous envisageons la grande extension en temps et en espace de l'islamisme » (p. 97). En s'arrêtant aux contributions les plus importantes du développement de l'historiographie musulmane—arabe, persane, turque—Vasile Cristian s'avère un bon connaisseur des chroniqueurs ottomans dont la valeur fut récemment découverte.

Une couleur inédite et originale apportent les pages destinées à l'*Historiographie antique et médiévale de l'Est et du Sud de l'Asie* (pp. 110—120). À côté des informations sur l'évolution de l'historiographie chinoise et indienne, toutes les deux ayant de vieilles traditions, le lecteur prend connaissance des premières écritures historiques mongoles, coréennes, japonaises, vietnamiennes, de Birmanie ou de Cambodge, de Laos ou d'Indonésie.

Les trois chapitres suivants (*Les débuts de l'historiographie moderne. L'humanisme*, pp. 121—143; *L'historiographie européenne au « Siècle des Lumières »*, pp. 144—169; *L'historiographie européenne de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle*, pp. 170—190) offrent à l'auteur l'occasion de souligner amplement les renouvellements apportés à la conception et à la méthodologie

de l'écriture historique par les représentants des courants d'idées qui dominèrent la vie spirituelle du continent dans la première partie de l'âge moderne. L'humanisme, les lumières, le romantisme et le libéralisme.

En se référant à l'humanisme, V. Cristian saisit les implications sur l'historiographie de l'apparition des relations capitalistes de production, de la naissance et du développement de la bourgeoisie, de l'affirmation des nations et des États nationaux, des découvertes géographiques, de la modernisation générale de la culture, de l'invention de l'imprimerie, de l'emploi des langues nationales. L'auteur surprend « le caractère contradictoire » de l'historiographie de l'époque « qui représente toutefois un progrès incontestable », assurant — « le triomphe d'une vision moderne de l'histoire » (p. 124). On assiste à l'épanouissement de certains genres nouveaux (les mémoires, la biographie et l'autobiographie, les descriptions géographiques), au développement de l'érudition, à l'apparition de la critique historique et des premières préoccupations pour la théorie de l'histoire, à l'ascendant de l'historiographie des partis politiques.

Le « Siècle des Lumières », esquisse des tendances nouvelles : l'inclination plus accentuée pour l'histoire des domaines « bourgeois » — industrie, finances, commerce, civilisation, l'exposé plus chargé de problèmes, le renouvellement du style. V. Cristian observe, à juste titre, que des progrès significatifs dans l'activité historiographique se produisent grâce au combat qu'on donne sur le plan idéologique ou à l'impact de la pensée rationaliste. De ce point de vue, les pages dédiées à Voltaire, Montesquieu, Rousseau sont particulièrement denses. Une place est réservée à l'analyse des conséquences de la diffusion des idées éclairées dans le Sud-Est européen, leur rôle dans le processus de formation de la conscience nationale chez les Roumains, les Grecs ou les Slaves du Sud.

L'historiographie européenne de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle gagne de nouvelles dimensions qualitatives, les expériences de la Révolution française, de l'époque napoléonienne, de la lutte pour l'affirmation des nations à l'Est et au Sud-Est du continent stimulant pleinement l'essor de l'écriture historique. La prépondérance des idées romantiques et l'ascension des conceptions libérales qui assimilent aussi certaines tendances rationalistes ont des effets positifs sur le contenu et les formes des ouvrages historiques ; par exemple, le peuple devient un personnage central des événements historiques (Thierry, Michelet). L'auteur saisit les traits communs mais aussi les particularités de l'évolution de l'historiographie française, anglaise, allemande, slave (bulgare, tchèque, polonaise, yougoslave, russe), hongroise et roumaine. L'exposé permet la conclusion selon laquelle cette période « a démontré d'une façon éloquente la double possibilité de l'historiographie de se développer dans une manière scientifique et aussi de servir à la société qui l'engendre » (p. 190).

Des pages suggestives sont consacrées aux *Débuts de l'historiographie marxiste* (pp. 191 — 208), à la révolution opérée dans la pensée historique par l'affirmation de la conception matérialiste-dialectique de l'histoire. La nécessité de décoder le sens de l'évolution humaine, de trouver les voies de transformation de la société déterminèrent Marx et Engels d'accorder une place importante à la recherche historique, à la connaissance approfondie des expériences de la lutte révolutionnaire, notamment de la Révolution française. V. Cristian établit minutieusement les renouvellements radicaux apportés par Marx et Engels dans la recherche et l'interprétation des grands processus historiques et surtout dans la définition d'une nouvelle méthodologie, supérieure du point de vue scientifique à toutes les autres méthodologies antérieures ou contemporaines. L'auteur insiste fréquemment sur les dangers qui peuvent surgir par une interprétation simpliste, dogmatique des idées marxistes, le fait qu'elles contiennent une richesse de nuances qu'on ne doit jamais ignorer. Les portraits de quelques figures prééminentes de l'historiographie marxiste du XIX<sup>e</sup> siècle de France, Grande-Bretagne, Allemagne, Italie, Russie, Roumanie complètent heureusement ce chapitre dont l'élaboration dévoile une méditation attentive sur les sources.

En abordant l'*Historiographie bourgeoise de la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle* (pp. 209 — 235), V. Cristian marque les éléments essentiels qui la distinguent par rapport à celle de la première moitié du siècle, c'est-à-dire : la conception, la méthode, le contenu, l'attitude envers l'objet de l'histoire et sa vocation sociale. L'auteur observe l'évident caractère conservateur de l'écriture historique bourgeoise, le statut de plus en plus officiel de l'historiographie, son caractère anti-philosophique bien censé. On enregistre, en même temps, les progrès sur la voie de la détermination d'une méthodologie concrète de la recherche, l'épanouissement de l'érudition (l'historiographie allemande) qui devient « une composante indispensable du travail de l'historien » (p. 212).

L'importance de l'influence du positivisme sur l'écriture historique dans ses différentes formes de manifestation n'échappe pas à l'auteur. Vasile Cristian souligne de même les facteurs qui ont favorisé le développement de l'historiographie : la création d'un cadre d'organisation

adéquate par l'élargissement de la place de l'histoire dans l'enseignement secondaire et supérieur. la fondation des instituts spécialisés, l'accroissement de l'intérêt des Académies pour l'activité historiographique proprement dite, le renforcement des rapports entre les historiens, la diversité des instruments de communication des résultats de la recherche (des revues), l'inauguration des grandes collections des sources, l'organisation des archives et des musées. Dans ces conditions, les premières grandes synthèses d'histoire nationale et générale voient le jour, la bibliographie historique prend un statut scientifiques, les fouilles archéologiques gagnent en ampleur obtenant des résultats remarquables et la philosophie de l'histoire est illustrée par des noms célèbres (A. D. Xenopol). De même, de nouveaux centres de l'historiographie moderne se développent au Japon et dans l'Amérique du Nord.

L'exposé continue avec la présentation des problèmes fondamentaux de l'évolution de l'*Historiographie bourgeoise contemporaine* (pp. 236—257), notre siècle enregistrant un essor sans précédent de l'historiographie. Vasile Cristian saisit la vérité du fait que « les changements du présent ont plus que jamais stimulé la recherche et l'interprétation du passé », au débat des grands problèmes de l'histoire participant, d'habitude, « des philosophes, des sociologues, des politologues, des économistes » (p. 236).

Ce progrès immense fut facilité par la perfection du cadre des institutions, du développement du système des communications. Par conséquent, l'activité historiographique prend une extension mondiale.

L'historiographie bourgeoise est marquée par les préoccupations de philosophie de l'histoire (agnosticisme, présentisme, intuitionnisme, irrationnalisme, néotomisme, néopositivisme, « l'École de Baden ») mais obtient des succès importants dans la recherche historique (Henri Berr et « l'École des Annales », Pierre Renouvin et l'histoire des relations internationales, etc.). En concentrant son attention sur le monde extraeuropéen également, l'auteur nous offre des données intéressantes sur le développement de l'écriture historique en Amérique latine, en Asie ou en Afrique.

Les conditions générales de l'évolution de la pensée historique contemporaine ont, en même temps, permis l'affirmation puissante de l'*Historiographie marxiste* (pp. 258—281). L'enrichissement créateur de la théorie marxiste, les succès du socialisme, comme idée et comme fait, sont des répers importants pour la compréhension de la diffusion de l'historiographie marxiste, pratiquement dans tous les pays. La contribution de Lénine et des historiens des pays socialistes a été décisive dans cette direction. L'auteur souligne les grands mérites de l'idéologie de la révolution soviétique dans le domaine de la pensée historique et nous présente des détails intéressants concernant les étapes, parfois contradictoires, du développement de la science historique en U.R.S.S. Les réalisations de l'historiographie marxiste tant du monde socialiste que des autres pays (France, Italie, E.U.A.) sont largement discutées.

Un bref bilan — *Les résultats et les perspectives de l'historiographie générale* (pp 282—286) — démontre la précarité de certaines théories qui voient la nécessité de la science historique comme « périmée ». L'idée fondamentale de l'ouvrage met en lumière le fait que: « être historique, l'homme ne peut pas renoncer à la connaissance de son passé. Autant que l'humanité existera et créera l'histoire, elle aura besoin d'historiographie » (p. 286).

Le livre de Vasile Cristian a sans doute nombre de qualités. Sa valeur doit être appréciée avant tout en fonction du but poursuivi par l'auteur et pas des intérêts du lecteur, qui peuvent être extrêmement variés. C'est ainsi qu'un spécialiste de l'histoire moderne du Sud-Est européen pourrait lui reprocher une certaine pauvreté des informations sur le développement de l'historiographie de la zone à l'époque agitée de la lutte pour l'indépendance et l'unité aux débuts des États nationaux. L'évolution de l'historiographie roumaine bénéficie tout naturellement d'une place méritée et, de ce point de vue, nous devons apprécier l'esprit d'équilibre dont l'auteur fait toujours preuve. Cependant, l'historiographie moderne yougoslave, par exemple, doit beaucoup aux contributions des Serbes Ilarion Ruvarac (1832—1905) et Stojan Novaković, ou aux Croates Franjo Rački (1828—1894), Tadija Smičiklas (1843—1914) et Ferdinand Šišić (1869—1940); celle néo-grecque à Constantin Paparrigopoulos (1815—1891) et Spyridon Lampros (1851—1919); celle bulgare au Tchèque Constantin Jireček (1854—1918) ou à Vasil N. Zlatarski (1866—1935); celle turque à Mehmed Fuad Koprulu. Il s'agit seulement de quelques répers<sup>3</sup>

<sup>3</sup> Pour plus de détails, voir George C. Soulis, *Historical Studies in the Balkans in Modern Times*, dans *The Balkans in transition. Essays on the development of Balkan Life and Politics since the Eighteenth Century*, edited by Charles and Barbara Jelavich, University of California Press, Berkeley and Los Angeles, 1963, pp. 421—438.

De telles lacunes ne modifient point la conviction que l'ouvrage de Vasile Cristian — qui contient en outre une ample bibliographie (pp. 287—297) et un index des noms (pp. 198—308)—constitue une contribution d'un grand intérêt didactique et scientifique, incitant le penchant pour la connaissance d'un domaine complexe et important de la science historique.

Constantin Iordan-Sima

**STYLIANOS PELEKANIDIS**, *Studien zur frühchristlichen und byzantinischen Archäologie*, Salonique, 1977, 500 p.

Ce tome réunit un certain nombre d'articles, 'études et rapports préliminaires, rédigés en grec, allemand, italien ou français, publiés par le regretté archéologue et historien d'art Stylianos Pelekanidis dans différentes revues de spécialité.

L'ensemble des thèmes concernant ces contributions est centré — tout comme il résulte du titre même du volume — sur les réalités archéologiques de l'époque du paléochristianisme du Byzance médiéval. Evidemment, les études sont groupées en sections déterminées par le contenu du sujet investigué: peinture, glyptique, microtechnie, etc.

Parcourant les pages de ce volume, le lecteur prendra connaissance de la description mais aussi de l'interprétation historique de certaines mosaïques, peintures, objets de culte, parures, monuments d'architecture, etc. Tous les documents sont traités en parfaite connaissance des monuments présentés. La présentation du matériel est faite d'une manière harmonieuse, sans ostentation. De ce point de vue il est offert au lecteur tant qu'il lui soit nécessaire pour se forger seul une image fidèle de l'objet recherché. La bibliographie est bien équilibrée par rapport à la présentation des monuments. Les conclusions auxquelles aboutit l'auteur sont chaque fois convaincantes.

En partant de ces qualités du livre, nous pouvons affirmer que *Studien zur frühchristlichen und byzantinischen Archäologie*, dans son titre grec ΜΕΛΕΤΕΣ ΠΑΛΑΙΟΧΡΙΣΤΙΑΝΙΚΗΣ ΚΑΙ ΒΥΖΑΝΤΙΝΗΣ ΑΡΧΑΙΟΛΟΓΙΑΣ, est un véritable manuel, par lequel le lecteur s'éclaircit quant aux certains problèmes d'extrême importance pour la connaissance de la vie spirituelle et matérielle du passé très éloigné.

Dans ce sens est édifiante l'étude même qui se trouve en tête du tome: *Die Symbolik der frühbyzantinischen Fussbodenmosaiken Griechenlands*. Présentant les mosaïques de la basilique Démétrios ou de la basilique Ipsilometopon de Lesbos, l'auteur fait une incursion dans le sens et la signification des scènes de la mosaïque, convaincu de la vérité que « Symbolismus und Allegorie sind das Wesen der christlichen Kunst seit der ersten christlichen Zeit bis zu den athonischen heiligen Ikonen ... » et « ... Symbolismus ist Mysterium », et « Allegorie ist Gleichnis ».

Quelques études, comme par exemple « Die Malerei der konstantinischen Zeit » (pp. 77, 96) intéressent aussi directement les régions du Bas-Danube. L'auteur se préoccupe aussi des peintures trouvées dans les tombes de Salonique datées à l'aide des monnaies émises par Valerianus (253—259) et par Crispus (317—326). Le genre et la manière des peintures de Salonique se retrouvent aussi ailleurs, comme par exemple à la basilique de Brauron en Attica, ou à Dion en Perria.

Se rapportant à la peinture trouvée dans la tombe d'Eustargios (p. 94), Stylianos Pelekanidis pose le problème de la sépulture de Durostorum, fouillée comme on le sait déjà, en 1941, par Frova. L'auteur semble ne pas être d'accord avec la datation de cette tombe dans le dernier quart du IV<sup>e</sup> siècle, datation proposée par Dimităr Dimitrov, dans une étude publiée en « Arheologia », 2, Sofia, 1961. Stylianos Pelekanidis attire l'attention que la peinture de la sépulture de Durostorum présente, du point de vue typologique, stylistique et technique, des analogies avec les peintures des tombes de Salonique datées à leur tours par des monnaies émises dans la première moitié du IV<sup>e</sup> siècle.

Un intérêt particulier présente l'étude « Un bas-relief byzantin de Digénis Akritas » (p. 145—160). Il s'agit d'une plaque rectangulaire découverte pendant la restauration de l'église Sainte-Catherine de Salonique. Ses dimensions mesurent 0,97/1,03/0,10 m. En haut de la plaque, à gauche, le coin est brisé, du temps jadis (de toute l'antiquité). La plaque est sculptée sur les deux côtés. Sur l'un de ces deux côtés est réalisée une croix et sur l'autre un personnage luttant avec une lionne derrière laquelle se trouve un lionceau.

Stylianos Pelekanidis exclue la possibilité que la scène représente Heracles, pour la bonne raison que, d'habitude, celui-ci est représenté soit nu, soit portant sur son épaule une

fouurrure d'animal. L'auteur écarte aussi la possibilité que la plaque représente Samson aux prises avec le lion. Le savant hellénique identifie le personnage représenté sur la plaque découverte dans l'église Sainte-Catherine de Salonique avec Digenis Akritas, le héros médiéval byzantin, qui s'est remarqué maintes fois dans les luttes avec les animaux sauvages. Pour une telle identification Stylianos Pelekanidis recourt aux données consignées dans l'épopée de Digenis Akritas.

Dans d'autres articles on nous présente des chapiteaux, des statues, parmi celles-ci se remarquant une découverte de Salonique (p. 161—176), représentant le Bon Berger.

Dans l'étude *Date et interprétation de la plaque en ivoire de Trèves* (p. 209—219), après avoir rappelé que, dans le stade actuel des recherches, il est impossible d'établir le lieu d'origine de cette pièce, l'auteur s'arrête sur la description et l'interprétation de la scène représentée. Dans le rectangle de 0,21/0,13 m, on distingue deux édifices dont l'un a plusieurs étages. L'autre bâtiment a un aspect basilical. Devant la basilique l'on remarque la silhouette d'une impératrice, qui tient une croix dans sa main gauche. Devant l'impératrice on observe un cortège ayant en tête un magistrat, après lequel suit un char tiré par deux chevaux. Dans le char il y a deux prélats tenant un sarcophage de type hellénistique. La procession est suivie des yeux par des personnages qui se trouvent aux fenêtres de l'édifice aux étages. Se préoccupant de déchiffrer cette scène, Stylianos Pelekanidis arrive à l'identifier avec un événement passé sur les rues de Constantinople le 4 septembre 415. Il s'agit du transport des reliques de Joseph et de Zacharie par le patriarche Atticus et l'évêque d'Antaradas — Moïse, vers l'église Sainte-Sofia. Le magistrat qui se trouve en tête du cortège ne serait pas autre que l'évêque Ursus. Dans ce cas le bâtiment multiétagé est le Palais Sacré qui avait au-dessus d'une porte une icône de Christ. Nous avons insisté davantage sur cette étude, non tant pour souligner la réussite de l'auteur dans l'identification d'une scène se trouvant sur une pièce qui a attiré d'ailleurs, depuis longtemps l'attention des chercheurs, mais surtout pour mettre en relief l'importance de telles pièces dans l'interprétation de certains moments de l'histoire ancienne du christianisme.

D'importantes données concernant les réalités archéologiques de Philippi — localité où a prêché Saint Paul aussi sont à la portée du lecteur dans le rapport envisageant les investigations entreprises par l'auteur dans la localité déjà mentionnée (p. 395—399).

Dans la zone *extramuros* Stylianos Pelekanidis a investigué les ruines d'une basilique et les tombes adjacentes, dont quelques-unes avec des inscriptions grecques très importantes "because they help us to understand the life and the people of the city". Nous retiendrons de même les intéressantes données au sujet des thermes découvertes et des autres constructions. Dans le volume de Stylianos Pelekanidis sont publiées aussi certaines inscriptions grecques (p. 401—405, p. 408—463); de même, quelques basiliques de la Macédoine.

Dans notre succincte présentation nous avons mis en relief seulement certains aspects de la problématique abordée par le savant grec, mais ces aspects sont nombreux et variés. Le lecteur trouvera dans ce livre des points de vue et des considérations relatifs à la sculpture, à la fresque, aux arts mineurs. Si on parle de l'art de la fresque on ne peut pas omettre la contribution concernant les plus anciennes fresques de Kastoria (p. 51—65), uniques dans cette région par la conception et la manière de la représentation.

Le dernier chapitre du volume "Die Kunstformen der nach byzantinischen Zeit im nordgriechischen Raum" (p. 465—485), semble être un corollaire de toutes les études du livre de Stylianos Pelekanidis.

L'impression soignée, les dessins et les photographies de première qualité, rehaussent la valeur de ce livre intéressant, qui exprime la pensée d'un érudit et d'un réputé historien. Le lecteur regrettera d'autant plus, au moment où il mettra une fin à ses incursions à travers les riches domaines évoqués dans ce beau livre, la disparition du professeur Stylianos Pelekanidis.

Petre Diaconu

DEMETRIOS J. GEORGAKAS, *Ichthyological terms for the sturgeon and etymological of the international terms botargo, caviar and congeners* (A linguistic, philological and culture-historical study). Athènes, 1978, 330 pp. (Πραγματεῖαι τῆς Ἀκαδημίας Ἀθηνῶν, 43, 1978)

Cette importante monographie, d'une vaste information, procède en tout premier lieu par un historique de la terminologie, remontant aussi loin que possible dans le passé, pour décrire ensuite dans le détail sa diffusion géographique intimement liée aussi bien à la faune respective,

qu'aux diverses activités humaines qui s'y rapportent — la pêche et le commerce du poisson — compte tenu également des principales directions des lignes maritimes. L'auteur postule comme toute première exigence d'une étude de la terminologie la connaissance préalable des objets auxquels elle s'applique. Il s'agit là d'une thèse déjà ancienne de la linguistique, connue sous le nom de méthode des « Wörter und Sachen » ou encore, selon Hugo Schuchardt, des « Sachen und Wörter ».

La philologie, dans son acception la plus large, c'est-à-dire concernant non seulement un lexique spécifique mais l'ensemble de l'activité humaine traduite par la parole écrite, sera mise à contribution par D. J. Georgakas à une très large échelle et d'une manière très pertinente, avec l'appui d'une grande variété de textes, aussi éloignés dans le temps que dans l'espace.

Pour finir, l'auteur expose ses propres recherches, ainsi que les résultats obtenus, tout en faisant la revue des principes fondamentaux d'ordre théorique et méthodologique qui se trouvent à la base de la recherche, afin de servir à étayer l'argumentation développée autour de chaque vérité mise au jour. Il convient aussi de souligner comme vraiment frappantes son information bibliographique ainsi que la minutie de l'exposé des faits: l'auteur semble avoir pris un soin tout particulier à prendre en temps utile les mesures requises pour éviter les éventuelles erreurs ou conclusions hâtives.

En effet, la connaissance scientifique de la terminologie nous permet de dégager les points de départ d'un processus historique, sa diffusion dans l'espace et dans le temps, ses interférences et sa stratification, ses courants et les influences qu'il aura exercées, etc. Autrement dit, l'étymologie peut devenir un auxiliaire précieux de l'histoire matérielle et spirituelle, sous ses formes les plus différentes. Malheureusement, nulle part ailleurs on n'est plus à même de faillir que dans ce domaine là: c'en est aussi bien la faute de sa complexité et de sa grande variété, que celle de la carence des sources disponibles à cet égard. Aussi, ne peut-on que se déclarer d'accord avec l'auteur qui considère l'étymologie une discipline difficile, réclamant une longue expérience et de ce fait généralement hors de la portée des débutants.

Abordons, maintenant, quelques faits concrets. Le poisson dit « esturgeon » vit notamment dans la mer Noire et les grands fleuves qui la nourrissent de leurs eaux, mais aussi dans la Méditerranée et l'Atlantique. On peut délimiter, en ce qui le concerne, au moins six aires linguistiques: a) Celle du latin *acipenser*, *acipensis* ou *acupenser*, passé en grec par la voie populaire sous la forme ἀκκιπήσιος, mais attesté seulement jusqu'au VI<sup>e</sup> siècle. En revanche, quelques dialectes romans du nord de l'Italie le connaissent sous les deux variantes *kopéze* et *kópeze*. Cette aire serait celle de la Méditerranée centrale. b) À l'ouest de cette mer et dans la région atlantique, on use d'un terme d'origine allemande adopté par le latin: *sturio*, *sturionis* et légué à l'italien: *storione*, au français: *esturgeon*, au provençal: *esturjon*, au catalan: *esturio*, à l'espagnol: *esturion* et au portugais: *esturiao*. De l'italien, ce terme devait essaimer dans quelques dialectes néo-grecs, vraisemblablement à partir du XII<sup>e</sup> siècle et surtout dans les îles ou chez les habitants des zones côtières (στουρίονι, στρουγκίονι, στεριόνι, στριόνι). Donc, pour cette deuxième aire, le point de départ de l'activité linguistique se trouve situé dans la zone de l'Atlantique. c) La troisième aire est celle de la Méditerranée orientale et elle s'est développée à partir du terme grec de μύραινα, que les Romains ont emprunté sous la forme *muraena* ou *murena*. Cette forme s'est conservée en Sardaigne (*murena*), Italie continentale (l'ancien it. *morena*), France (*murène*) et sur la côte dalmate (*murina*). La population romanisée de Dalmatie devait la passer, à travers un processus d'adaptation qui transforma le suffixe *-ina* en *-una*, aux Byzantins (μουρούνα, XII<sup>e</sup> siècle), aux Slaves méridionaux et aux Roumains (*morun*). C'est cette démarche qui comporte une plus grande chance de probabilité et non l'inverse, comme le croit l'auteur, car le mot roumain *morun* ne saurait passer comme un héritage direct du latin, vu les lois phonétiques de cette langue. En revanche, le terme roumain de *mreană* pourrait fort bien descendre d'un mot supposé latin vulgaire, *m(u)rena*, et avoir été adopté ensuite par les Bulgares et Serbocroates (*mrena*): il se peut, tout aussi bien, que ce mot ait pour point de départ l'Adriatique, aboutissant dans la langue roumaine après avoir traversé les langues croate, serbe et bulgare. Il en découlerait que nous sommes en présence d'un élément roman parti de l'Adriatique. d) Quant à la quatrième aire, son centre de diffusion se trouve dans le monde slave du littoral septentrional de la mer Noire — tout au moins selon l'ingénieuse démonstration de l'auteur, qui s'essaie aussi de prouver l'origine slave du byzantin βερζίτικον « esturgeon ». C'est un mot attesté pour les X<sup>e</sup>—XII<sup>e</sup> siècles, qui disparaît des textes ultérieurs à cette date, étant concurrencé et remplacé probablement par μουρούνα d'origine occidentale, suite à l'expansion des Républiques italiennes à l'époque des croisades. La forme βερζίτικον serait née du slave *beluga* avec pour complément le suffixe grec *-ίτικον*, après avoir passé par les phases préalables \*βελουζίτικον—\*veldzitikon. Cet étymon semble plausible et il fournirait un témoignage supplémen-

taire en faveur des échanges économiques entre les Slaves et les Byzantins avant le XII<sup>e</sup> siècle. e) Une aire continentale assez réduite est celle couverte par le latin \**calleuca* (cf. \**mat-teuca* — *măciucă*, ensuite *carruca*, \**fesluca*, *lampuca*, *verruca*, etc.) et du roumain *căcușă*, emprunt du hongrois (*kecsége*, *kecsige*), polonais (*czecuga*) et ukrainien (*čecuga*) f.) Enfin, une autre aire de petite dimension est celle d'Italie septentrionale: latin *allilus*, vénitien *ladano*, milanais *laden*, toscan *adato*, avec la variante *allilus*, vénitien \**adello*, italien littéraire *adello*.

Mais encore plus difficile à suivre que la diffusion de la terminologie s'appliquant à la faune marine est la genèse des centres de production, ainsi que le circuit des produits comestibles obtenus de cette faune, et notamment en ce qui concerne les boutargues, caviar et autres espèces apparentées.

Le commerce en Méditerranée a été dominé d'abord par les Phéniciens et les Grecs. Plus tard ce fut le tour des Romains et des Byzantins. Ces derniers ont cédé la place aux Arabes et aux Républiques italiennes. Le trafic des produits piscicoles réclamait un certain degré de développement « industriel », ainsi que les mesures hygiéniques requises, or seuls les ports pouvaient satisfaire à ces exigences, d'où les marchandises étaient ensuite transportées par voie maritime dans différentes directions. A l'époque antique, les routes maritimes gravitaient du côté de l'Égée et d'Athènes, pour se tourner plus tard, à un moment de développement maximum, vers l'Italie et vers Rome. Puis, au moyen âge, elles sont entrées sous le contrôle des Byzantins d'abord, des Arabes et des Républiques italiennes ensuite, notamment Venise et Gênes. Avec les produits piscicoles, les routes de la Méditerranée ont été également sillonnées par la terminologie les désignant, généralement de l'est vers l'ouest, c'est-à-dire dans une première étape vers l'Italie, d'où elle s'est répandue en Espagne, en Europe centrale et dans les pays riverains de l'Atlantique.

Il s'agit là d'une vue schématique, peut-être même trop schématisée, pour ne point dire simpliste, car les réalités étaient de beaucoup plus complexes. Néanmoins, cette vue peut constituer une direction susceptible d'aider à la solution de quelques énigmes.

Pour la notion de « boutargue », on use dans le midi, le centre et l'ouest de l'Europe des termes suivants: italien *bolargo*, espagnol *bolarga*, portugais *bulaiga*, français *boutargue*, allemand *Bulargen*, anglais *bolargo*. On pensait jusqu'à présent que tous ces termes dérivait de l'arabe *bularix* et que leur diffusion a dû avoir lieu graduellement après le VIII<sup>e</sup> siècle. Mais il convient de faire encore un pas dans cette recherche étymologique en tâchant d'apprendre l'origine du terme arabe, tout en étudiant en même temps la conjoncture de l'Empire byzantin à l'époque. Là, on conservait le terme antique de *ἀρίγος*, correspondant du latin *salsamentum* ou *piscis salsus*. L'auteur note d'une manière détaillée ses formes, les composés et les variantes de *ἀρίγος*, sans négliger ni ses synonymes. Il est donc amené à relever la présence du mot *ὠνοτάριχον* (pluriel *ὠνοτάριχα*), fait du nom *ὠον* « œuf » et de l'adjectif *ἀρίγος* « de boutargue », qui aura passé ensuite chez les Arabes sous la forme de *bularix*. Par conséquent, ce terme serait né en grec vulgaire, d'où il a été emprunté par les Arabes et les Italiens. Pour être diffusé en Europe occidentale. Cette hypothèse semble plus vraisemblable par rapport à celle lui attribuant une origine arabe, car le rôle économique de Byzance et des Républiques italiennes s'est révélé de beaucoup plus important que celui des Arabes. Cependant, quelle qu'en soit la valeur de l'étymon suggéré, le présent ouvrage dégage une certitude d'ordre principal, à savoir qu'on ne saurait aborder des recherches lexicologiques sans la connaissance préalable des civilisations matérielles et spirituelles de l'humanité.

L'auteur propose comme étymon du mot *χαβιάριον* « caviar », attesté à partir du XII<sup>e</sup> siècle, le couple *ἀρίγος* « boutargue » + *ἀβγιάριον* « ovarium », ayant revêtu, par apocope, la forme *χαβιάριον* (*caviari*). Ce terme passa en vénitien, par l'adaptation de *kh* devenu *c* (cf. *βάτραχος* — barâcola, *χώρα* — eora), puis en italien (*caviaro*), en espagnol (*caviar*), en français (*caviar*), etc.

Concluons en remarquant que l'ouvrage de D. J. Georgakas montre un penchant très accusé pour l'analyse et l'information plurilatérale — parfois même au dépens de la systématisation et de la cohérence de l'exposé. Il n'empêche que sa haute tenue rappelle quelques personnalités éminentes de la linguistique grecque, un Georgios N. Chatzidakis (1848—1941) ou un Georgios P. Anagnostopoulos (1884—1936) par exemple, à la mémoire desquels le livre est du reste dédié. Nous retiendrons aussi avec intérêt la remarque suivante de l'auteur, bien que d'ordre personnel. « If I come to believe that etymology is nothing but an exercise in futility, I would have never produced the present book or would not contemplate the possibility of undertaking the publication of an etymological dictionary of Modern Greek in future

H. Mihăescu

ZOË MOUROUTI-GHENAKOU, 'Ο Νικηφόρος Θεοτόκης (1731—1800) και ἡ συμβολὴ αὐτοῦ εἰς τῆς παιδείαν τοῦ γένους, Athènes, 1979, 270 pages.

Qu'on nous pardonne de le dire, Nicéphore Théotokis, en dépit de ses mérites admirés par ses contemporains, n'est pas un des auteurs auxquels on aime revenir ou dont on puisse se passionner. Ceci est évident à la lecture de cette thèse de la Faculté de Philosophie d'Athènes, travail honnête et laborieux qui rassemble des informations utiles et plus d'une fois neuves sur la biographie et l'œuvre de Théotokis. Nous aurons, au cours de cette notice, l'occasion de signaler quelques contributions qui éclairent des points obscurs de la vie de Théotokis et qui rendront service aux historiens du milieu phanariote.

Natif de Corfou, d'une famille de la noblesse vénitienne de l'île, le personnage acheva ses études, entre 1749 et 1754, à Bologne et à Padoue (l'allusion à Leipzig semble désigner son séjour ultérieur dans cette ville et l'emphatique éloge funèbre qui lui fut dédié en 1802 par son neveu et élève, Jean Théotokis, ne fait aucune mention de ce « premier » voyage en Allemagne). Rien ne permet de lui attribuer des connaissances spéciales de médecine, qu'il eût acquises à la même époque. Au retour, Théotokis enseigna à l'École de Corfou, le *κοινὸν Φροντιστήριον*, fondé, en 1758, en même temps qu'il accédait à la prêtrise. Il semble qu'il ait été ensuite<sup>1</sup> appelé à Constantinople pour devenir rhéteur de la Grande Eglise et précepteur des fils du grand drogman Grégoire Ghika. Celui-ci étant élevé en 1764 au trône de Moldavie, Théotokis l'accompagna à Jassy, où il devait faire un cours de mathématiques à l'Académie princière.

Au-delà de cette date, il devient nécessaire de confronter la reconstitution des faits par Mme Mourouti-Ghenakou avec celle que Mme Ariadna Camariano-Cioran a proposé dans une ample étude sur l'enseignement grec en Valachie et en Moldavie (*Les Académies princières de Bucarest et de Jassy et leurs professeurs*, Thessaloniki, 1974, pp. 560—569). Or, la plus récente biographie de Théotokis, tout en s'appuyant sur les travaux précédents de Mme Camariano dont le livre à peine cité reprend et développe les conclusions, n'a pas bénéficié des derniers résultats de cette recherche patiente et minutieuse. Publié en Grèce, en français, l'ouvrage n'avait que le tort de paraître après la soutenance de thèse. Oui, mais jusqu'à l'impression cinq ans sont passés — sans rien changer. Donnage.

Reprenons au fil du texte les étapes essentielles de la vie du savant grec. La plupart des érudits, sinon tous, s'accordent pour considérer que Théotokis se trouvait encore à Jassy en 1765, au moment d'une réorganisation des écoles de Moldavie. L'année suivante, lorsqu'il dédiait ses « *Éléments de physique* » (*Στοιχεῖα φυσικῆς*) au prince Grégoire Ghika, l'auteur était déjà à Leipzig et Joseph Moesiodax lui avait succédé comme « *scholarque* ». A. Camariano suppose qu'il soit resté à Leipzig jusqu'en 1773 sans interruption. La datation de l'oraison funèbre pour Héléne Ghika (1767—1768, selon Z. Mourouti, tandis que A. Camariano l'aurait placée entre 1762 et 1764) ne signifie pas nécessairement que Théotokis eût assisté aux obsèques : il pouvait bien envoyer cet hommage au prince sans se déplacer personnellement jusqu'à Constantinople.

Sur l'épisode de son élection en 1772 à l'archevêché de Philadelphie, dignité dont il se démit en 1774, l'auteur apporte des précisions puisées aux archives de l'Institut néo-hellénique de Venise, lesquelles lui ont également fourni plusieurs lettres adressées par Théotokis à ses amis. Au moment de sa démission, Théotokis ayant quitté Leipzig et Vienne, se trouvait à « *Βλατισλαβία* », donc Bratislava, et non à Breslau, l'actuel Wrocław. Son départ pour Jassy a dû se produire après le 2 juin 1775. A. Camariano, soutenant que le second passage de Théotokis par la Moldavie datait de « 1776—1777 (?) », avait invoqué à l'appui l'autorité d'un manuscrit de l'ancienne bibliothèque du *Sylogos*, à présent à Ankara. Z. Mourouti préfère la date d'un autre manuscrit, de la Bibliothèque Nationale d'Athènes. Comme en 1775 le prince régnant était toujours Grégoire Ghika, son protecteur, il est effectivement probable que Théotokis se soit rendu à Jassy à cette époque, pour reprendre la direction de l'Académie. Il allait l'abandonner, selon le témoignage de Moesiodax, d'une manière humiliante, à la suite des intrigues du parti « réactionnaire ». Quoi qu'en dise Mme Mourouti qui cite une trouvaille de son maître, le professeur E. Skouvaras, l'annotation du savant moine Anthime de Livadion sur le manuscrit d'un cours de rhétorique ne prouve pas encore que Théotokis enseignait à Vienne en 1775, mais seulement que ce texte avait connu une très large diffusion dans les écoles grecques.

<sup>1</sup> Sa présence à Constantinople en 1763 est attestée par sa propre déclaration dans *Ἀπόκρισις ὀρθοδόξου*, qui n'a pas été relevée : il aurait alors appris les erreurs des uniates en Transylvanie, en parlant avec des « Byzantins » instruits de ces faits.

Une raison de plus pour croire qu'en 1775 Théotokis vivait et agissait dans un milieu roumain serait l'écrit théologique qu'il fit publier alors à Halle. *Ἐπιτομή τῆς ἀποκριτικῆς ὁρθοδόξου πίστεως*... Cet opuscule connut une adaptation par Polyzois Kontos, publiée à Bucarest en 1829 ainsi qu'une traduction contemporaine en roumain, découverte par N. Iorga, *Donă bibliotecă de mănăstiri Ghighiu și Argeș... catalog și extrase*. Bucarest, 1904, pp. 17—19 (il ne s'agit pas d'un manuscrit, comme l'a entendu A. Camariano, *Les Académies*, p. 568, n. 63). Il serait intéressant d'en savoir davantage sur les motifs de cette prise de position dans une polémique soigneusement entretenue par la politique de l'Empire orthodoxe. Ce qui est certain c'est que Théotokis avait trouvé des arguments contre les uniates dans la situation de Corfon et de Venise, où la communauté grecque subissait la pression des catholiques.

Au sujet de la dernière période de la vie de Théotokis on n'a pas beaucoup d'informations et l'auteur est manifestement moins à son aise sur ce terrain. Pourtant, Théotokis a passé plus de vingt ans en Russie. Après avoir rejoint son ami Engène Voulgaris à Poltava, il obtint le siège archiépiscopal de Kherson en 1779 et, plus tard, de 1787 à 1792, il occupa celui d'Astrakhan. Ensuite, il se retira à Moscou, comme supérieur du convent de St. Daniel. La date de sa mort doit être corrigée: le 31 mai 1800, suivant son oraison funèbre.

Toute la seconde partie du livre est consacrée à l'activité pédagogique de Théotokis. Les pages sur les écoles de Corfon sont d'un intérêt et d'une richesse remarquables. On eût souhaité plus d'attention pour les progrès de l'enseignement dans les pays roumains, dont certains peuvent être attribués aux efforts de Théotokis. Il est inexact que celui-ci soit allé « de temps en temps à Breslau » (p. 121) pendant son deuxième séjour à Jassy: à part la confusion entre Bratislava et Breslau, cette assertion n'est autorisée ni par la chronologie, ni par la vraisemblance.

La liste des œuvres de Théotokis ne comprend pas les traductions, par exemple, celle en roumain du *Kyriakodromiou* (imprimée à Neamț, en Moldavie, en 1799, et à Bucarest en 1801) et elle omet une édition du même ouvrage, celle de 1803, à Bucarest. L'inédit abonde dans le précieux catalogue des lettres de Théotokis, suivi d'une liste des destinataires. Parmi ceux-ci, Néophyte le Kavsokalyvite, le spathaire Jacovaki Rhizo, le « noble et philosophe » Moïse Rašković (1773) etc. A signaler aussi les relations avec le Phanariote réfugié en Russie en 1786 Alexandre Mavrocordato (Firaris): Théotokis l'avait accueilli à Kherson, où s'était également retirée la veuve de Grégoire Ghika. Celle-ci reçut en novembre 1786 la visite de Francisco de Miranda, dont le témoignage est consigné dans son *Diario* (voir *Archivo del general Miranda*, II, Caracas, 1929, p. 204).

Une annexe documentaire reproduit le texte du sermon inspiré par la mort d'Iléène Ghika, la mère du prince Grégoire (notons qu'elle était la fille de Démètre Eupragiotès et de Catherine Rosetti)<sup>2</sup>, ainsi que quinze lettres de 1795—1798 adressées par Théotokis au marchand Théodore Moustatza, à Dubăsari (Τομπουζάρι), et à son oncle, l'hieromoine Théodorète, copiées par un prêtre au nom roumain, Néophyte Scirtu, de la Grande Lavra du Mont Athos. L'identification de ces personnages est aisée et utile: Théodorète, auteur d'une exégèse de l'Apocalypse, doit être l'higoumène du monastère athonite Esphigmenon qui a écrit un pamphlet violent « contre l'athée Voltaire et les fous naturalistes » (A. Camariano, *Spiritul revoluționar francez și Voltaire în limba greacă și română*, Bucarest, 1946, p. 52, n. 1). Théotokis venait de publier en 1794 son *Ἀποδείξις*, traduction d'une réfutation par J. G. Clémence d'un ouvrage antireligieux attribué à Voltaire. Théodorète était originaire de Janina et son neveu, s'étant enrichi en Moldavie, aura pour descendants les barons Moustatza, au titre de noblesse autrichien.

Un mot encore, à propos du portrait de Théotokis gravé en 1804: Scarlate Stourdza en est-il l'auteur ou, simplement, le commanditaire? L'éditeur viennois des « *Éléments de géographie* » savait que ce portrait aurait été exécuté à Jassy. Cependant, nous croyons qu'il l'aît été à Leipzig, lorsque le jeune étudiant moldave s'y trouvait en même temps que son maître, car les matricules de l'Université mentionnent le nom de Stourdza en 1771<sup>3</sup>.

Andrei Pippidi

<sup>2</sup> Dans ce panégyrique de la défunte, Grégoire Ghika est qualifié de βασιλεὺς ὑψιστός, ce qui achève de montrer que certaines formules (Mœsiodax dans son *Apologie* parle de la δυναστεία des Ghika) ne sauraient être considérées comme des preuves de la survivance byzantine: à cette époque, c'est un lieu commun rhétorique, dicté par la flatterie.

<sup>3</sup> C. Amzăr, *Studenții români la Universitatea din Leipzig*, Cercetări literare, V, 1943, p. 21. Dans ses *Souvenirs et portraits* (je cite l'édition des *Œuvres posthumes*, Paris, 1859, p. 272), Alexandre Stourdza affirme, au sujet des études de Scarlate à Leipzig: « là, mon père rencontra Nicéphore » Et d'ajouter, en pensant au destin commun de Théotokis et de Scarlate Stourdza (celui-ci vécut en Russie de 1792 à sa mort en 1816): « Depuis l'illustre Cantemir jusqu'à mon père et aux Ipsilantis, depuis le traité de paix des rives du Prouth jusqu'à celui d'Andrinople, quelle funèbre série d'exilés... » Nous devons au même auteur la précision que Théotokis ignorait le russe et qu'il était obligé de dicter ses homélies en latin à leur traducteur.

GERALD J. BOBANGO, *The Emergence of the Romanian National State*. East European Quarterly, Boulder—Columbia University Press, New York, 1979, 301 p. + index + illustrations

L'Union a été et reste, à juste titre, un sujet de prédilection pour l'histoire de notre nation. Ceci, aussi bien pour la beauté et l'importance de l'acte que pour ses implications internationales qui ont projeté le *problème roumain* au centre de la lutte diplomatique, en le situant, tel un « nœud gordien », parmi les problèmes essentiels de l'équilibre européen.

L'intérêt des Roumains s'est exprimé par une littérature immense, appartenant à tous les genres. La large perspective selon laquelle on analyse aujourd'hui les faits historiques, ainsi que la valorisation, du moins partielle, d'un énorme matériel documentaire des archives du pays ou des pays étrangers, ont permis de saisir et d'ajouter des aspects et des nuances nouvelles, ont mis en relief des implications qui confèrent au phénomène une substance plus dense. Le livre récent de Dan Berindei, l'un des exégètes les plus prolifiques de l'Union<sup>1</sup> offre au chercheur avisé les indices nécessaires pour juger du chemin, parcouru depuis Xenopol jusqu'à nos jours.

Les circonstances importantes, ayant des implications européennes, où s'est formé l'Etat national roumain — l'Union — ont attiré depuis très longtemps l'attention des historiens étrangers. Des recueils de documents<sup>2</sup>, des chapitres substantiels de synthèses plus larges<sup>3</sup> ou des monographies consacrées spécialement au phénomène<sup>4</sup>, en ont souligné la valeur et l'ont situé dans la hiérarchie des grands actes de l'histoire du monde. Parmi ces publications, le livre de l'historien américain T. W. Riker occupe, par la richesse de son information, une place spéciale. Malgré les désavantages dus à la modalité de juger le phénomène roumain *de l'extérieur*, ayant comme étalon presque exclusivement les actes diplomatiques, le travail a mis en valeur un riche matériel, en partie inconnu, et a considérablement élargi le champ de la discussion.

L'intérêt de dimension européenne — qui a dépassé depuis longtemps la sphère de notre continent — s'est de plus en plus accentué. De nouvelles publications de documents révèlent des aspects et des implications qui mettent toujours davantage en lumière la valeur de l'acte énergétique accompli par la nation roumaine dans le contexte de l'histoire de ce temps-là<sup>5</sup>. Des historiens étrangers de grande renommée, par des raisons qui découlent de la nature de leurs propres recherches ou entraînés par leur intérêt et leur sympathie pour le peuple roumain ou pour la personnalité d'Alexandre Ion Cuza — le Prince de l'Union — ont consacré à la période des études d'une valeur incontestable qui complètent de façon appréciable l'image existante sur la période de l'Union<sup>6</sup>, en mettant en évidence certains aspects politiques ou diplomatiques importants.

Mais, dans la plupart des cas, ces travaux abordent surtout les côtés extérieurs du phénomène roumain, à l'exception de l'étude de l'historien polonais Juliusz Demel<sup>7</sup> qui reconstitue l'époque et fait un portrait de la personnalité d'Alexandre I. Cuza sur la base de multiples et sérieuses sources de référence interne.

Dans le cadre de ces préoccupations, du moins jusqu'à présent, le livre de l'historien américain Gerald J. Bobango occupe une place à part. Partisan convaincu d'une vision moderne, intégratrice, selon laquelle les phénomènes nationaux doivent être examinés et jugés dans la contexte large, général, où ils se sont déroulés, sans en estomper la substance et

<sup>1</sup> Dan Berindei, *Epoca Unirii*, Ed. Academiei, București, 1979.

<sup>2</sup> Harold Temperley, *The Union of Roumania in the private letters of Palmerston, Clarendon and Cowley, 1855—1857*, Bucuresti, 1937.

<sup>3</sup> R. W. Setton-Watson, *A history of the Roumanians from Roman Times to the Completion of Units, 106—1920*, London, King's College, 1931.

<sup>4</sup> W. G. East, *The Union of Moldavia and Walachia, 1859*, Cambridge, 1929, T. W. Riker, *The Making of Roumania*, Oxford, 1930.

<sup>5</sup> Voir Carlo Santonocito, *Il contributo della diplomazia e del governo Piemontesi alla causa dell'Unita Romana*, Napoli, 1964, Pasquale Buonincontro, *L'unione dei Principati Dambiani nei documenti diplomatici napoletani (1856—1859)*, Napoli, 1972.

<sup>6</sup> Voir, par exemple, Barbara Jelavich, *Russia and the Roumanian national cause 1858—1859*, Bloomington, Indiana University, 1959, S. V. Vinogradov, *Rossia i obăedinenie Rumânskih Kniazestv*, Maskva, 1964.

<sup>7</sup> Juliusz Demel, *Aleksander I. Cuza, Kniaz Rumunii*, Wroclaw—Varşovia—Cracovia—Gdansk, 1977.

les particularités, G. Bobango se prononce en faveur d'une recherche équilibrée des sources internes et externes, et d'une analyse attentive des tendances et des modalités d'interprétation qui ne sont pas toujours les mêmes, de nature à présenter les faits et les phénomènes sous leur lumière véritable.

Adeptes de cette conception et de cette méthode de recherche, partant de l'analyse des circonstances où s'est constitué l'Etat national roumain — jugées *fondamentales* pour l'histoire de la Roumanie moderne — l'historien considère que le phénomène roumain ne peut être englobé dans le phénomène balkanique sans qu'on insiste sur les particularités qui l'individualisent. Si les tendances générales à la libération et à l'unité peuvent avoir un caractère commun, les voies, les moyens et les objectifs finals ne peuvent être les mêmes. C'est là une réponse aux tentatives assez nombreuses ces derniers temps, qui, sans avoir en vue ou sans connaître le spécifique national roumain, tendent à intégrer le mouvement national du peuple roumain dans des complexes plus larges, dans le but de réaliser une synthèse. Mais celle-ci ne peut être que la somme de certaines tendances générales, au sein desquelles la personnalité de chaque nation doit être bien mise en relief.

Si la lutte nationale des Roumains a eu quelques points communs avec la lutte des peuples balkaniques pour leur unité et leur indépendance, elle s'est réalisée d'une manière spécifique: le fait d'avoir atteint les objectifs nationaux a permis à la Roumanie et cela n'est pas le cas pour les autres nations des Balkans — un *développement constitutionnel ininterrompu* (p. IX).

On ne peut pas parler de l'histoire des Roumains sans connaître ce que les Roumains eux-mêmes ont écrit. Dans le cas de l'Union, se limiter aux travaux anciens ne correspond ni au stade ni aux besoins actuels de l'historiographie. Le livre de l'historien américain est à la fois une invitation et un exemple quant à cette manière d'écrire l'histoire, la seule capable de permettre d'arriver aux conclusions qu'impose l'esprit scientifique.

G. Bobango connaît, en détail presque, toute la bibliographie roumaine de l'époque. Aucune des recherches les plus récentes ne lui sont étrangères. En se rapportant d'une façon juste et équilibrée aux travaux qui envisagent le phénomène roumain de l'Union de l'intérieur et à ceux qui l'abordent de l'extérieur, l'historien cherche à exposer avec rigueur et modération, les circonstances où s'est créée la Roumanie qu'Alexandre I. Cuza a dotée d'institutions modernes en accord avec *l'esprit du siècle*, capables d'en assurer le développement.

Précédé d'une *Introduction* et d'un glossaire explicatif, le livre est divisé en sept chapitres I. *D'Andrinople à la double élection (1829—1859)* (*From Adrianople to the Double Election (1829—1859)*). II. *Le colonel Cuza. La formation d'un prince régnant (Colonel Cuza. The Making of a Hospodar)*. III. *Le chemin épineux vers l'Union (1859—1861)* (*The Thorny Path to Union (1859—1861)*). IV. *La réaction contre le nouveau gouvernement national (1862—1863)* (*Challenges to the New National Leadership — 1862—1863*). V. *Du parlementarisme à l'autoritarisme (From Parliamentarism to Authoritarianism)* VI. *La fin de l'ère de Cuza (The End of the Cuza Era)*. VII. *Conclusions*.

Le livre comprend encore une note sur les sources d'information de la bibliographie roumaine et une substantielle bibliographie qui met clairement en évidence non seulement l'orientation de l'auteur sur le problème abordé mais aussi l'esprit dans lequel il l'a compris. Le travail s'achève par un indice et une annexe où sont incluses des photographies de quelques-unes des personnalités qui ont illustré l'époque.

Ainsi qu'on peut le constater de l'énumération des chapitres, l'ouvrage de l'historien américain n'est pas une simple reconstitution ni relation des événements, enrichies par des références importantes à la bibliographie roumaine. C'est plutôt une discussion des problèmes au cours de laquelle les faits sont évalués, jugés pour permettre au lecteur étranger de se familiariser avec les composantes essentielles de cette époque importante de l'histoire de la Roumanie. Dans une même mesure, en utilisant largement la bibliographie roumaine, l'auteur essaie d'exprimer pour lui-même ses propres opinions surtout lorsqu'il lui semble que certaines affirmations de l'historiographie roumaine seraient formulées avec parti pris.

Le cadre dans lequel s'est déroulée la lutte pour l'Union est reconstitué, les circonstances où elle s'est réalisée sont consignées dans leur ordre ascendant. Au colonel Alexandre I. Cuza on fait le portrait physique et moral, on souligne les qualités de diplomate et de chef et le haut patriotisme qui l'animait. La politique interne d'Alexandre I. Cuza, les actions qu'il a entreprises pour consolider l'Union en dotant le pays d'institutions modernes, les réformes essentielles, sont suivies et appréciées par l'auteur en ce qu'elles ont de significatif, en mettant sans cesse en évidence la lutte politique interne, la position des groupements politiques, les raisons qui ont provoqué la *monstrueuse coalition*, etc. On insiste également sur les actions entreprises par le prince pour renforcer l'autonomie et l'indépendance du pays envers la Porte, on relate et souligne la nature des relations avec les grandes puissances et les pays balkaniques, les rapports avec l'émigration hongroise et polonaise, les motifs du coup d'Etat, etc. De même on indique les circonstances de l'abdication et de la venue au trône de Carol von

Iohenzollern, on explique les causes, les significations et les conséquences de l'acte, l'importance de la Constitution de 1866.

L'historien américain formule des jugements pertinents sur la politique réaliste de Cuza, en montrant l'importance du règne de ce dernier pour le développement intérieur de la Roumanie pour la conquête de son indépendance et la réalisation de l'unité de l'Etat.

Ainsi qu'il résulte des notes succinctes qui précèdent, C. Bobango n'a rien exclu du contenu de son analyse; il a essayé, par une vision moderne, où il a apprécié et interprété un riche matériel, dont il a déchiffré l'esprit, d'offrir au lecteur une histoire capable de répondre aux nécessités de notre temps. Et il faut reconnaître qu'il a réussi dans une mesure qui mérite les plus chaleureux éloges.

Certes, quelques-unes des formulations ou observations de l'ouvrage peuvent être mises en discussion ou complétées, il est naturel que l'analyse n'ait pu être poussée jusqu'à ses extrêmes limites; les actes multiples et complexes du règne d'Alexandre I. Cuza n'ont pas toujours été exposés avec toutes leurs implications et conséquences, tout comme la réaction interne n'a pu être suivie que dans ses aspects généraux.

Dans ce sens il nous semble que les opinions de l'auteur sur les conséquences négatives du détronement de Cuza sont trop catégoriques. Le Prince lui-même a compris qu'en sa qualité de prince roumain, il ne pouvait dépasser certaines limites qu'un prince étranger respectivement Carol I pouvait dépasser sans assumer — pour le pays — les mêmes risques. La valeur *nationale* de l'acte, la mesure dans laquelle il a retardé ou hâté le processus de développement du pays, a renforcé ou a affaibli la cohésion nationale et, en rapport étroit avec elle, les jugements sur le sens de certaines des actions de la *monstrueuse coalition* restent encore des problèmes ouverts à des discussions capables d'approfondir la connaissance d'un aspect important de notre histoire moderne. Devant le jugement de l'histoire Carol ne peut être opposé à Cuza. En tout cas, pour apprécier les faits, *les raisons politiques supérieures* ne doivent pas être subordonnées aux passions, aux intérêts de classe ou aux intérêts individuels. La présence de C. A. Rosetti au centre des événements qui se sont soldés par l'abdication de Al. I. Cuza (il semble que G. Bobango n'agrée pas l'homme politique roumain) étant donné ses traits de caractère peut représenter, d'après nous, un indice de nature à inciter à adopter une position plus nuancée quand il s'agit d'apprécier les mobiles de la *monstrueuse coalition*. Certains travaux récents (nous avons mentionné les études parues dans le volume *Cuza Vodă. In memoriam*, Ed. Junimea, Iași, 1973) offrent quelques points d'appui en ce sens.

De même, les affirmations concernant les objectifs politiques suivis par les conservateurs et les méthodes utilisées dans le but de compromettre et de détroner Cuza ne peuvent pas toujours être acceptées sans un débat plus large (p. 94, 215), tout comme les *profonds ressentiments* provoqués par le transfert de la capitale à Bucarest et les tendances séparatistes de la Moldavie sont exagérés. Les historiens roumains ne les minimisent pas; les rapporter au mouvement d'idées, expression de la conscience nationale, qui a précédé l'époque de l'Union est très concluant en ce sens. La contribution de la Moldavie à la réalisation de l'Union constitue pratiquement la plus noble réplique donnée à ces tendances qui n'avaient aucun fondement réel étant alimentées de l'extérieur (p. 123).

Nous ne pouvons pas reprocher à l'auteur d'avoir sousestimé la révolution de Moldavie et de ne pas croire à la capacité des paysans de 1848 d'exprimer la conscience nationale (bien qu'au cours de la Révolution il existe assez de témoignages qui prouvent clairement ce fait. Les commissaires de propagande ont joué un rôle important en ce sens). Il est pourtant difficile, nous l'avouons, que quiconque qui ne connaît pas *bien* le paysan roumain puisse en saisir les valeurs spirituelles et la capacité affective (p. 58—59). Dans la même mesure, les considérations concernant la loi des accords agricoles sur les effets négatifs de ceux-ci (p. 208) peuvent être rectifiées. On a l'impression que l'auteur considère que le régime phanariote a duré jusqu'en 1829 (p. 1).

Il est certain que C. Bobango, en s'arrêtant à tous les aspects de nombreux et complexes problèmes propres à l'histoire de la Roumanie de la période de l'Union, ne s'est pas proposé de les résoudre. Cette tentative aurait été pratiquement impossible. Il reste à l'auteur l'incontestable mérite de s'être approché de cet important moment de notre histoire, non seulement avec la compétence de l'érudit et le manque de préjugés de l'historien objectif, mais aussi avec la compréhension de l'esprit de l'époque et de l'histoire du peuple qu'il reconstitue. Il nous a offert un travail intéressant, dense, écrit avec intelligence et grande probité; en rendant ainsi un précieux service à l'idée d'histoire en général, il met à la disposition de ceux qui en sont désireux un instrument permettant de mieux comprendre les phénomènes de l'histoire roumaine à un moment où le besoin général de connaître la vérité est si pressant et si nécessaire.

Gh. Platon

MEMORIILE SECȚIEI DE ȘTIINȚE ISTORICE (Les Mémoires de la Section des Sciences Historiques). IV<sup>e</sup> série. tome 11. 1977, Ed. Academiei, Bucarest. 1979, 172 p.

Le deuxième tome des Mémoires de la Section des Sciences Historiques, paru à la fin de l'année 1979, est consacré au centenaire de l'Indépendance de la Roumanie, ainsi qu'il résulte de l'Avant-Propos (p. 7—8) signé par Ștefan Paseu, membre de l'Académie Roumaine, auquel appartient l'initiative de cette publication dont il est le rédacteur en chef. Au sommaire (p. 5—6) de ce volume figurent cinq parties, qui seront présentées ci-après. Une note du collège de rédaction (pp. 169—171), signé par Alexandru Dobre, son secrétaire scientifique, en fin du volume, rend compte de la très riche activité, à l'intérieur comme à l'extérieur, de cette Section de l'Académie en 1977, activité notamment liée au centenaire de l'Indépendance de la Roumanie. Il en résulte qu'une série des communications déjà présentées relatives à cet important événement n'ont pu entrer dans le présent numéro de cette collection, étant confiées à d'autres revues.

### I. COMMUNICATIONS PRÉSENTÉES DANS LES SÉANCES PUBLIQUES DE LA SECTION DES SCIENCES HISTORIQUES DE L'ACADÉMIE

(pp. 9—69)

Thomas Nagler, *Cercetări arheologice în Țara Făgărașului privind feudalismul timpuriu* [Recherches archéologiques au Pays de Făgăraș concernant la haute époque féodale]. L'auteur estime que partant des recherches archéologiques des dernières années on est en droit de parler de la présence dans le sud de la Transylvanie d'une série de documents datables de toute la période représentant l'étape de transition vers un régime féodal, étape moins bien connue par les sources écrites. En même temps, compte tenu de ce que les agglomérations du sud de la Transylvanie de type Ciugud (XI<sup>e</sup>—XIII<sup>e</sup> siècles), attribuées aux Roumains, ont livré une petite quantité de fragments de chaudrons d'argile, l'auteur relève à juste titre la possibilité d'une cohabitation roumano-petchénègue antérieure à l'arrivée des Hongrois. Selon T. N., les trouvailles de la période concernée témoignent de l'orientation du Pays de Făgăraș vers l'Empire byzantin et du fait que, même si au XIII<sup>e</sup> siècle cette région a été prise dans le processus de féodalisation entrepris par la royauté hongroise, il a gardé son autonomie dans sa majeure partie. Entre autres arguments à l'appui, il convient de retenir les résultats des fouilles pratiquées par l'auteur dans la forteresse de Breaza qui a appartenu sans aucun doute aux Roumains de l'ăgăraș. Pour finir, l'auteur reprend la question de la fondation de la Valachie (que les chroniques attribuent au prince Radu Negru), estimant comme possible la descente des communautés roumaines du ăgăraș vers les terres valaques en trois reprises, comme l'indiqueraient les dates proposées (1215, 1241 et 1290). Le terme roumain désignant cet événement — « descălecat » — lui semble tant soit peu équivoque, les circonstances propres au sud de la Transylvanie étant en étroite relation avec le processus de cristallisation de l'État féodal valaque.

Alexandru Dușu, *Formarea culturilor moderne sud-est europene. Tranziția și «durata lungă»* [La genèse des cultures modernes du Sud-Est européen. La transition et la «longue durée»] (pp. 17—26). Cette étude comporte deux coordonnées essentielles: celle de la démonstration et celle de la formulation d'un programme de recherche de perspective. Par la première, l'auteur écarte l'image trop schématisée — due surtout à l'historiographie romantique — selon laquelle l'évolution des cultures respectives aurait traversé deux phases absolument différentes, celle de la « culture ancienne » et celle de la « culture moderne ». A. D. propose de remplacer cette image inexacte par une étude des mentalités et des structures culturelles, susceptible de conduire à une vision des choses plus réaliste, conformément à laquelle les cultures modernes n'ont pu éclore dans un sol vierge. De façon logique et tout à fait convaincante, la seconde coordonnée de l'auteur découle de la première. « la genèse des cultures modernes demande d'être étudiée à partir des témoignages et des mentalités, en suivant le rapport entre le niveau antique et le niveau populaire, de même que le rapport entre le plan des exigences immédiates et celui de la longue durée » (p. 24). C'est pourquoi, préconise l'auteur, il faudrait étudier les textes appartenant à la période 1750—1850 de toutes les cultures sud-est européennes, en les rapportant aux livres des bibliothèques publiques et des cabinets de lecture, tout en suivant aussi l'évolution des diverses sociétés culturelles. Naturellement, comme A. D. le remarque à juste titre, on ne saurait négliger dans une telle perspective le rôle stimulant de la synthèse romantique qui a monté en épingle les traits autochtones du patrimoine folklorique.

Virgil Vătăşianu, membre de l'Académie, aboutit en ce qui concerne *Datarea celor două ctitorii de la Vodiţa*, [La datation des deux fondations de Vodiţa], (pp. 27—34) à la conclusion d'une certaine importance que Vodiţa II ne saurait se dater après le règne de Vladislav-Vlaïcu. Il s'appuie, dans sa démonstration, au même titre sur les données archéologiques, architectoniques et artistiques, ainsi que sur les sources écrites.

Răzvan Theodorescu, « *Monumentum princeps* » și geneze statale medievale în Europa răsăriteană [« Monumentum princeps » et les genèses étatiques médiévales en Europe orientale] (pp. 35—55). Selon la conception de l'auteur, la formule de « monumentum princeps », s'appliquant aux monuments conçus à des fins « de propagande » des peuples non-romains nouvellement fixés dans l'aire de la Péninsule balkanique définit en fait les traits communs (monumentaux) des édifices érigés à l'époque de leur adhésion au christianisme. Cette formule, de même que le phénomène qu'elle désigne — car il s'agit, justement, de ce phénomène, représenté par des autorités étatiques de date récente en quête d'une justification dominatrice au plus haut titre — s'opposent par leur ostentation à la sobriété et à l'élégante simplicité des vieux édifices de culte roumains. L'auteur explique le caractère de ces derniers par la position spéciale de la romanité orientale, vivant dans un horizon chrétien d'origine latine, déjà ancien, horizon qui gardait un ensemble de structures économiques et politiques, religieuses et artistique de l'Antiquité tardive. Aussi, l'auteur en conclut que « un monumentum princeps », n'était point nécessaire dans le cas des Roumains, le christianisme étant connu là depuis des siècles avant la « fondation du pays » (p. 53). De toute évidence, c'est une conception non seulement belle, mais correcte aussi. Toutefois, dans cette différence de position, réelle et soulignée par l'auteur, il conviendrait de ne pas oublier également les facteurs tenant, entre autres, des circonstances même et des possibilités matérielles, que R. T. écarte d'emblée. Or, ces facteurs sont liés, justement, à l'interprétation du devenir historique de la société roumaine au moyen âge, confrontée à tant de vicissitudes dans le cadre généralement connu du Sud-Est européen. Par ailleurs, ce « monumentum princeps », serait à considérer comme le corollaire de coutumes antérieures de l'*imitatio Imperii*, coutumes bien attestées, transformées en tradition et impératif chez les peuples récemment entrés en contact avec Byzance.

Al. Păunescu et V. Chirica, *Cercetări arheologice recente în zona Prutului mijlociu* [Recherches archéologiques récentes dans la zone du Prut moyen] (p. 57—69). Les auteurs ont relevé, en procédant eux-mêmes à la prospection du terrain et à des fouilles archéologiques, la présence dans cette zone d'abondants vestiges remontant au paléolithique inférieur et supérieur, à la période post-paléolithique, au néolithique, aux âges du bronze et du fer, au 1<sup>er</sup> millénaire de n.è., à l'époque du haut-moyen âge et au moyen âge, jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle y compris. L'importance de ces vestiges réside tout d'abord dans la preuve qu'ils donnent de la continuité de l'habitat humain dans le bassin moyen du Prut, continuité qui compte dans les 70—80 millénaires. Les époques évoquées sont illustrées par 9 figures dans le texte. Un pointage sur la carte de cette région des emplacements explorés par les deux spécialistes aurait complété heureusement leur exposé.

## II. LE CENTENAIRE DE LA ROUMANIE EN TANT QU'ÉTAT INDÉPENDANT

### A. LA SESSION SCIENTIFIQUE ORGANISÉE À BUCAREST, (4—6 mai 1977).

C. C. Giurescu, *Lupta multiseclară a poporului român pentru independență națională și dreptate socială* [La lutte pluriséculaire du peuple roumain pour l'indépendance nationale et la justice sociale] (p. 71—76). L'exposé de l'auteur poursuit le long de l'histoire roumaine le développement de deux processus essentiels: celui de l'intégration étatique, directement lié à l'indépendance nationale et celui de la justice sociale. Toute une série de données et de faits historiques, économiques et politiques, exposés avec concision, mais de manière éloquent, servent à l'illustration du thème débattu depuis la fondation des Principautés roumaines jusqu'aux temps modernes.

Vasile Maciu, *Unitatea și libertatea națională, obiective majore ale poporului român în perioada 1878—1918* [L'unité et la liberté nationale, objectifs majeurs du peuple roumain durant la période 1878—1918] (pp. 77—83). Pour commencer, l'auteur définit les événements des années 1877—1878 comme la conclusion d'une nouvelle étape du programme mis en œuvre par la révolution roumaine de 1848, conclusion qui ouvrait en même temps la voie de sa dernière étape, celle de la réunion des territoires roumains qui se trouvaient encore sous une domination étrangère. L'exposé souligne tout particulièrement la portée de l'activité développée par la Société Académique Roumaine, devenue en 1879 l'Académie Roumaine, qui a eu de grands mérites pour la promotion dans le plan de la culture militante de l'unité des Roumains, de leur conscience nationale — avec la mise en lumière de l'apport des hautes person-

nalités de l'époque. Dans la partie finale de sa communication, l'auteur montre que la part prise par la Roumanie à la première guerre mondiale a représenté la continuation de cette lutte de notre peuple pour l'unité et pour la liberté nationale.

#### B. COMMUNICATIONS PRÉSENTÉES A L'ÉTRANGER (USA, Belgique, Turquie).

Stefan Pascu, *The Fundamental Features of the Autonomy of the Romanian Principalities* (pp. 85—89). En se fondant sur l'étude des structures organisationnelles des Principautés roumaines à l'époque médiévale et sur les principaux événements liés à leur autonomie avec lesquels elles se sont trouvées confrontées, l'auteur souligne la lutte incessante du peuple roumain pour s'assurer son autonomie et son indépendance, ainsi qu'en vue de récupérer les territoires lui appartenant de par le droit et de par l'histoire.

Stefan Pascu, *The Independence of Romania an Event of Crucial Importance in the History of the Romanian People* (pp. 91—97). Le mérite de cette communication est d'avoir mis en lumière devant un public non avisé les prémisses et la portée de l'accession à l'indépendance par l'Etat roumain, ainsi que le rôle conscient du peuple roumain, de la nation tout entière, dans l'accomplissement des buts visant à l'indépendance et à l'unité.

Vasile Maciu, *Condițiile internaționale ale Independenței României* [Les circonstances internationales de l'Indépendance de la Roumanie] (pp. 99—111). Compte tenu de la conjoncture internationale en 1877—1878, aboutissant au Congrès qui devait conclure le Traité de Berlin signé le 1/13 juillet 1878, l'auteur estime que c'est à ce moment-là et à partir de ce document — bien qu'il s'agisse en fait de l'œuvre des sept puissances européennes négociée au dépens des petits Etats — que débute l'évolution indépendante de l'Etat roumain.

Ștefan Ștefănescu, *Considerații cu privire la natura relațiilor româno-turce și impactul lor asupra dezvoltării istorice a celor două popoare* [Considérations relatives à la nature des rapports roumano-turcs et leur impact sur le devenir historique de ces deux peuples] (pp. 113—119). Ce qu'on appelait les « capitulations » représentait, de fait, selon la conception et l'élaboration ottomane, plutôt une sorte de « privilèges ». L'auteur relève les nombreuses références à ces « capitulations » dans les documents diplomatiques des XVIII<sup>e</sup>—XIX<sup>e</sup> siècles, pour souligner, finalement, leur utilité et la grande importance qu'elles ont revêtu pour le mouvement de l'éveil national. En même temps, Șt. Ștefănescu remarque le fait que, malgré les adversités qui ont conduit Roumains et Turcs dans des camps opposés sur le champ de bataille lors de la guerre d'indépendance, les contacts entre ces deux peuples ont été toujours fondés sur une estime mutuelle.

#### III. COMMÉMORATION DE VASILE PÂRVAN (pp. 121—143)

Trois historiens roumains, tous anciens étudiants du grand savant, lui ont consacré, le 24 juin 1977, trois évocations. Elles représentent trois hommages rendus dans la perspective de la science contemporaine à celui qui fut une brillante personnalité de la culture roumaine doublé d'un grand patriote (comme le souligne l'exposé de C. C. Giuresen), organisateur et guide de la recherche archéologique en Roumanie, auteur d'une importante œuvre scientifique et fondateur d'école (Gheorghe Ștefan), savant écrivain d'ouvrages essentiels pour l'histoire ancienne de Roumanie (Radu Vulpe).

IV. Dans le cadre de cette quatrième rubrique, à destination documentaire, ainsi qu'il résulte de son titre: *Documentar* (pp. 145—159). Al. Dobre, *Simeon Florea Marian la Academia Română* (Simeon Florea Marian à l'Académie Roumaine), évoque la prodigieuse activité déployée par cet ancien membre du haut forum de la science roumaine dans les différents domaines de l'histoire, de l'ethnologie, du folklore et de la lexicologie, ainsi que les tâches multiples qui lui ont incombé en sa qualité de membre de la Commission des Prix de l'Académie.

V. La dernière rubrique du volume, *Médaille* (pp. 161—167), sous la signature de Florian Gheorghe et de Petre Florea, est consacrée aux grandes pertes enregistrées par l'historiographie roumaine en 1977. Andrei Oțetea, C. C. Giuresen et Petre Constantinescu-Iași, tous les trois professeurs et membres de l'Académie, éminents savants et grands patriotes.

Aussi, peut-on affirmer pour conclure que ce deuxième tome des « Mémoires de la Section des Sciences Historiques » de l'Académie de la République Socialiste de Roumanie offre une illustration assez complète et représentative de la riche et prestigieuse activité développée, à l'intérieur du pays comme à l'étranger, par les membres et collaborateurs de ce forum de toute première grandeur de l'historiographie roumaine.

Alexandru Barnea  
Ștefan Vilcu

## NOTICES BIBLIOGRAPHIQUES

Rédigées par. ALEXANDRU DUȚU (A. D.); II. MIHĂESCU (H. M.); J. IRMSCHER — Berlin DDR (Irm.); CORNELIA PAPACOSTEA-DANIELOPOLU (C.P.-D.); CONSTANTIN IORDAN-SIMA (C. I.-S.); OCTAVIAN ILIESCU (O. I.); LIVIU P. MARCU L. P. M.)

Publiées par les soins de Elena Scărlătoiu

Etudier les aspects militaires, politiques ou sociaux de la guerre de 1877—1878 et du Congrès de Berlin c'est prendre en charge non seulement les rapports entre grandes puissances et peuples en lutte pour leur indépendance, mais aussi entre mentalités traditionnelles et idées nouvelles. En tout cas, ce chapitre de l'histoire européenne n'est pas encore clos : la meilleure preuve nous a été fournie par le rapport du pr Milorad Ekmečić (« Solution of a Crisis. The 1878 Berlin Congress and After ») donné au XV<sup>e</sup> Congrès International des Sciences Historiques de Bucarest, rapport suivi par de nombreuses et intéressantes interventions. Nous signalons ici trois contributions remarquables qui retiendront l'attention des historiens de cette importante période.

N. BĂRBUȚĂ et NICOLAE BOCȘAN, *Independența României în opinia belgiană*, Cluj-Napoca, l'éd. Dacia, 1980, 324 p., un livre qui met à la disposition des chercheurs 81 documents diplomatiques et 41 articles parus dans la presse, donc un groupe imposant de témoignages sur les attitudes des hommes politiques et les réactions de l'opinion publique belge. Tous les textes sont reproduits en langue originale. La première section a été nourrie par les textes conservés dans les Archives du Ministère des Affaires Etrangères belge — « Correspondance politique » et surtout le dossier « La reconnaissance de la Roumanie » —, pendant que la deuxième section reproduit des articles de l'« Indépendance Belge », le « Journal de Bruxelles » ou la « Flandre Libérale ». Un volume qui complète d'une manière heureuse le grand corpus de documents publié par Ed. Academiei en 1977. « Independența României. Documente ». A part les diplomates qui apparaissent en premier plan, comme Frédéric Hoorickx ou J. B. Nothomb, en général favorables aux desiderata roumains, une vive lumière est jetée par les documents sur les progrès faits par le peuple roumain vers son indépendance, ainsi que sur les manœuvres des grandes puissances européennes avant et après le Congrès de Berlin. Si pour les diplomates roumains la Belgique représentait un modèle, un Etat qui jouissait d'un statut enviable au carrefour des empires (d'où les expressions qui ont circulé avec intensité à cette époque : « Belgique du Danube » et « Belgique de l'Orient »), pour les diplomates belges la Roumanie s'avérait être un Etat avec une position géographique favorisée et un marché important. Au fond, il s'agit d'une rencontre des intérêts de deux Etats qui n'entraient pas dans la catégorie des pays puissants. Du côté de l'opinion publique, les attitudes sont plus nettes en faveur de l'indépendance roumaine ; d'un intérêt particulier sont les constatations faites par les correspondants belges habitant l'Autriche qui saisissent les conséquences des événements de 1877—1878. « L'Autriche, constate la « Flandre libérale », compte dans son sein trois millions de Roumains, qui chercheront naturellement à se rapprocher de leurs frères ». D'autant plus que les autorités de Transylvanie encourageaient ce processus en 1877, le même correspondant signalait « les injustices que les Hongrois, seuls frères des Tyres (leur propre expression) exercent contre les Slaves et les Roumains soumis à l'Autriche », surtout par des mesures prises contre les comités institués pour les secours aux blessés. « Qu'un gouvernement prenne des mesures pour dissoudre des comités politiques ou sociaux quand ils menacent l'existence de l'Etat ou mettent en péril l'ordre public, rien de plus juste et de plus raisonnable. Mais quel était le mal que ces comités pour le secours des blessés pouvaient causer à l'Etat? Quel est le péril auquel aurait été exposé l'empire austro-hongrois et la société dont il se compose? Cependant, tout cela loin de décourager les Roumains d'Autriche, aura au contraire pour résultat de cimenter de plus les sentiments de fraternité qui les attachent aux Roumains moldo-vala-

ques », concluait judicieusement la « Flandre Libérale » du 11 juin 1877. Les documents reproduits dans le volume de N. Bărbuță et N. Boeșan dévoilent un phénomène très complexe qui s'encadre dans un grand mouvement européen: c'est le mouvement mis en relief par le pr Jacques Willequet de l'Université Libre de Bruxelles dans la préface: « La guerre d'indépendance roumaine n'est qu'un aspect de ce vaste mouvement qui fut déclenché par la Révolution française à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, se poursuivit en Belgique, en Allemagne, en Italie, puis dans l'Empire ottoman et en Autriche, enfin jusqu'à nos jours dans le cadre de la décolonisation; c'est le passage entre ce qu'on appelait en France l'« Ancien Régime » et ce qu'on appela ensuite l'« ère des nationalités ». Une substantielle introduction, en roumain, signé par les deux auteurs du volume récapitule le fil des événements et leurs significations.

*ROMANIAN HISTORY 1848—1918. ESSAYS FROM THE FIRST DUTCH-ROMANIAN COLLOQUIUM OF HISTORIANS* edited by A. P. van GOUDOEVER, Groningen. Wolters-Noordhoff, 1979. 160 p. contient les actes du premier colloque roumano-hollandais d'histoire organisé à l'occasion de l'anniversaire de l'indépendance roumaine. Très varié, le volume reflète les aspects divers de l'histoire roumaine vue dans un contexte européen qui ont été soumis aux discussions des participants. Deux contributions présentent les orientations générales de la vie politique dans les deux pays, au siècle passé: Alexandru ZUB évoque les mouvements politiques, les déclarations et les attitudes, ainsi que les témoignages des voyageurs étrangers qui parlent de la profonde aspiration vers la liberté et l'indépendance du peuple roumain (*Die Freiheitsidee zur Zeit der rumänischen Wiedererhebung*), pendant que J. C. BOOGMAN brosse un tableau des directions de la politique étrangère hollandaise qui, préoccupée par l'expansion de l'Allemagne, a gardé une attitude inspirée par la précaution, d'où son engagement réduit dans la Question Orientale (*Background and Tendencies of the Foreign Policy of the Netherlands in the Nineteenth Century*). Pompiliu TEODOR souligne dans des pages très denses que les événements de 1877—1878 ont agi comme catalyseur sur l'opinion publique de Transylvanie: les nouvelles répandues par la presse, les mesures absurdes des autorités ont favorisé l'union des deux parts roumaines, en 1881, et un rapprochement de l'élite politique des masses paysannes et citadines. La reprise des idées formulées sur le Champ de la Liberté, à Blaj, en 1848, a donné une impulsion considérable à la lutte contre les privilèges de la noblesse et aux contacts avec la Roumanie (*The Balkan Crisis and Political Life in Transylvania*). De son côté, W. H. ROOBOL reprend le dossier de la Question Orientale pour signaler une série entière de questions qui devrait préoccuper les historiens afin de tirer au clair aussi bien les relations entre politique interne et extérieure de la Roumanie, que les attitudes des grandes puissances face aux mouvements continus de la diplomatie roumaine ayant comme but unique l'indépendance (*Romania and the Powers in 1876—1877*). Dans une note publiée dans cette revue même, en 1977, n° 3, p. 586—587, nous avons formulé la constatation que la grande richesse des sources permet à l'historien de reconstituer la mentalité prédominante au sommet de la hiérarchie militaire, dans les milieux politiques, aussi bien que dans les villages. Sorin ALEXANDRESCU fait une démarcation similaire dans la production littéraire de la période en poursuivant l'évolution du discours socio-culturel inspiré par la guerre d'indépendance roumaine: l'auteur distingue le discours officiel — inspiré par les gouvernants — du discours critique, plus sensible aux souffrances des masses qui ont supporté le poids de la guerre, pour aboutir à la conclusion que le grand événement de la conquête de l'indépendance a donné de nouvelles dimensions au discours socio-culturel de la fin du siècle passé (*War and Significance, Romania in 1877*). A. P. van GOUDOEVER part des relations de Cristian RAKOVSKI avec « Naše Slovo » pour soumettre à une analyse pénétrante les idées du leader socialiste; les articles qui peuvent lui être attribués, ainsi que des matériels mis à la contribution pour la première fois par l'auteur de cette étude démontrent qu'une radicalisation de son internationalisme se laisse saisir à l'époque de ses relations avec le groupe émigré à Paris. En même temps, l'auteur attaque un aspect des plus actuels de la pensée de Rakovski, notamment le rapport entre nationalisme et internationalisme, en offrant des explications à son option pour les formules fédéralistes (*Cristian Racovski and Naše Slovo, 1914—1916*). Le volume contient aussi une étude du pr Z. R. DITTRICH qui met en relief le haut point atteint par le colloque d'Utrecht, car cette étude associe d'une manière plus éclatante encore que les autres contributions l'investigation systématique et convaincante au charme du style. Les historiens de la crise orientale trouveront dans cette étude maintes explications des attitudes de l'homme qui a dominé le Congrès de Berlin et qui a poursuivi avec tenacité les intérêts de la Prusse dans les Balkans. Attiré par le jeu de forces mis en mouvement par les Serbes et par la diplomatie roumaine, Bismarck a soutenu la Roumanie, jusqu'au moment où il a commencé à découvrir dans la politique roumaine une direction qui avait en vue la réalisation de la grande union des Roumains, ce qui aurait mis la Roumanie en conflit avec l'Autriche-Hongrie. Après avoir fourni des armes aux Roumains et après les avoir soutenus diplomatiquement, Bismarck re-

commanda au prince Charles, en 1868, de renoncer aux « agitations » entretenues par le gouvernement Brătianu en Transylvanie, et d'aspirer à un rôle plus innocent, celui de gardien des bouches du Danube, en tant que « Belgique des Bouches du Danube ». Cette modification de son attitude a été décisive et elle explique, d'après l'auteur, la réserve de Bismarck face aux demandes roumaines au Congrès de Berlin. « Zurückblickend auf die Rumänienkrise von 1868 hatte Bismarck nicht gerade einen Anlass, stolz auf seine Leistung zu sein. Oft hat er die Sache falsch beurteilt, zuviel vernachlässigt, und zu lange hat er die für Preussen nicht ungefährliche Situation andauern lassen. Vielleicht kann man darin eine Erklärung finden warum Bismarck, wenn er später mit Rumänien und den Rumänen zu tun hatte — denken wir an seine Rolle während des Berliner Kongresses — sich so auffallend barsch und unnachgiebig benahm. Es ist ja menschlich, und Bismarck war wirklich nichts Menschliches fremd, nicht gerne an seine früheren Fehlleistungen erinnert zu werden » (p. 43). (*Bismarck und Rumänien. Die turbulenten Jahre 1866—1868*).

ECKHARD JÄGER, *Die Südosteuropa-Politik Napoleons III. (1856—1870)*, Lüneburg, Nordostdeutsches Kulturwerk, 1977, 32 p., offre aux lecteurs allemands un bilan précis et compétent des recherches faites sur la politique française dans le sud-est de l'Europe pendant le règne de Napoléon III. L'auteur a fondé son exposé sur une bibliographie de bon choix et l'accompagne de plusieurs illustrations et cartes. Après avoir décrit les lignes de force de la politique française face à l'Empire ottoman, l'auteur met en lumière le rôle joué en France par les émigrations révolutionnaires, surtout, comme de juste, par l'émigration roumaine. Les suites de la guerre de Crimée et les nouveaux intérêts dans les Balkans ont donné à la France un rôle que les peuples du Sud-Est ont essayé de mettre à leur profit. Les conclusions de ce livre dense soulèvent un problème de premier ordre qu'il faudrait, un jour, discuter en prenant en charge tous les aspects capables de l'éclairer; il s'agit d'un problème que les conclusions de l'étude du pr. Z. R. DITTRICH posaient en partant de l'exemple allemand, et notamment savoir dans quelle mesure les intérêts des petits Etats et nations sud-est européennes entraient dans les calculs des grands cabinets impériaux. La réponse d'E. JÄGER est négative: en parlant des réponses de la politique officielle française aux desiderata des émigrations, l'auteur affirme que Napoleon « unterstützte sie sehr, solange sie ihm als nützliche Objekte seiner Aussenpolitik, als Werkzeug zur Lockung oder auch Einschüchterung anderer Mächte (vor allem Österreichs) dienen konnten. War diese Funktion erfüllt, liess das Interesse an den Nationalitätenbewegungen schnell nach: die ungarische Freiheitsbewegung wurde nach dem italienischen Friedensschluss mit Österreich kaltgestellt, die für die polnischen Nationalisten so wichtige Frage Gallziens wurde von Frankreich nach einer Warnung des Zaren ad acta gelegt, und die besondere Unterstützung Rumäniens wurde eingestellt, als sich zeigte dass dieses von Frankreich bislang so bevorzugte Land eine Annäherung an Preussen suchte. Vor die Entscheidung gestellt, die nationalen Bewegungen zu unterstützen oder bei drohender Haltung einer anderen tangierten Macht diese Unterstützung einzustellen, hat sich Napoleon III. niemals für eine konsequente Durchsetzung der nationalen Ziele der kleinen Völker entschlossen » (p. 29).

Il nous semble qu'une analyse poussée de cet aspect essentiel de la diplomatie des grandes puissances ne devrait pas perdre de vue qu'au siècle passé, de même que de nos jours, les actions en dehors dépendaient des réactions prévues de l'opinion publique. Seulement que, dans les grands empires, les citoyens pouvaient influencer dans une moindre mesure que dans les grands Etats de nos jours la politique officielle; mais, de l'autre côté, le côté des gouvernants, un autre facteur entrainait en jeu, un facteur qui s'appelle « climat mental » et qui, dans le cas de la France, est resté, jusqu'assez tard sous l'impact des grands idéaux révolutionnaires. Il nous semble, donc, dans le cas de la France et moins dans le cas de l'Allemagne, que les gouvernants devaient tenir compte des réactions inspirées par le souvenir des grandes campagnes menées pour apporter « la liberté aux peuples ». C'est un thème à reprendre!

En essayant de donner une explication aux lecteurs, l'« Indépendance belge » du 22 septembre 1877 affirmait que les soldats roumains qui avaient prouvé qu'ils savent mourir avaient, en même temps, rappelé au monde que « c'est le sang des anciens Daces qui coule dans leurs veines ». Ce souvenir toujours vif des ancêtres a impressionné tous ceux qui se sont occupés de l'histoire roumaine; les témoignages en sont nombreux et significatifs aussi bien pour mieux connaître l'image que le peuple roumain s'est fait de lui-même, que pour connaître comment les autres ont découvert et ont individualisé les Roumains. Un recueil très intéressant de textes a été publié avec un tel thème à l'occasion du XV<sup>e</sup> Congrès international des sciences historiques: MIRCEA MUŞAT, *Sources et témoignages étrangers sur les ancêtres du peuple roumain*, Bucarest, Ed. Academiei, 1980, XLIII+154 p. Les fragments en français sont extraits (et traduits, en grande partie) des œuvres qui vont de Strabon, Hérodote ou Platon jusqu'à Gebhardi, A. Huszti, Th. Mommsen ou Jérôme Carcopino; ils se trouvent groupés sous les

rubriques. le territoire de la Dacie, le peuple géto-dace, l'Etat dace, développement économique, la spiritualité géto-dace, la lutte pour l'indépendance de l'Etat dace, l'organisation de la province de Dacie après la conquête d'une partie du territoire dace, la permanence de vie et de civilisation géto-dace. C'est dans ce dernier chapitre que se trouvent les textes les plus « engagés » dans le débat historiographique et qui fournissent une argumentation serrée au sujet de la perpétuation des formes de vie et de civilisation ; leur conclusion est celle exprimée brièvement par Iluszi. « les descendants des Gètes vivent aujourd'hui encore là où ont habité leurs ancêtres et parlent la langue que jadis parlaient leurs parents ». Mircea Musat a fait précéder cette anthologie (à laquelle ont collaboré aussi ANNA-MARIA COMAN et VICTORIA ȚÂNDĂREANU) d'une étude qui récapitule les principaux problèmes concernant les ancêtres du peuple roumain et qui précise les positions actuelles de l'historiographie roumaine sur ce sujet qui n'appartient pas seulement à l'histoire antique.

Des questions semblables trouvent une réponse précise et compétente dans la « Revue de la Commission Nationale Roumaine pour l'UNESCO », 3-4, 1979 : *2050 ans depuis la création du premier Etat dace centralisé et indépendant*. Par les soins du rédacteur en chef, ION GRIGORIE SION, qui a mis sur pied d'autres fascicules ayant directement trait à l'histoire des civilisations, ce fascicule part de l'époque de Burëbista, le roi dace, pour arriver au moment actuel, à travers les formes politiques, les œuvres littéraires ou musicales, les indications fournies par l'évolution de la langue. La moitié des articles s'occupent des Gëto-Daces : Hadrian DAJCOVICIU, *L'Etat de Burëbista* ; Ion VERDEȘ, *L'éducation à l'époque de Burëbista et de Décène* ; Emil CONDURACHI, *La Dacie sous Décébate, seconde période d'épanouissement des Gëto-Daces* ; Constantin PREDA, *La continuité géto-dace* ; Dinu ANTONESCU, *Sur certains aspects de l'architecture et de l'urbanisme géto-dace* ; Dumitru BERCIU, *Le parachèvement du processus de formation de la langue et du peuple roumain* ; Ioan I. RUSU, *La langue des Gëto-Daces et la langue roumaine*. Les conclusions de l'étude du pr Emil CONDURACHI s'imposent à l'attention : « Deux siècles d'indépendance font des Daces les protagonistes d'une civilisation avancée et de caractère inédit. L'inédit, l'épithète d'*originale* appliquée à la civilisation dacique ne saurait certes revêtir l'acception étroite du terme, car il serait absurde de prétendre que les Daces ont créé à eux seuls et sans l'apport d'aucune influence extérieure les divers éléments de leur civilisation. Ce serait plutôt le contraire, leur originalité résidant surtout dans l'emploi qu'ils surent donner à des éléments empruntés tantôt aux Scythes, aux Thraces ou aux Illyriens, tantôt aux Grecs, aux Celtes et aux Romains. Leur véritable génie se manifeste, par conséquent, non dans l'invention, mais dans la fusion d'éléments divers, voire disparates, pour en faire un alliage nouveau à couler dans les moules daces, moules typiques et vraiment inédits. On ne saurait, en effet, prendre pour hellénique, celtique ou romain aucun des monuments du massif d'Orăștie (en Transylvanie), malgré les incontestables influences de cette nature entrant dans leur composition. Unique dans son genre, l'ensemble de « Grădiștea Muncelului » est la preuve éloquente de l'aptitude des Daces à assimiler les éléments étrangers, pour les intégrer dans leur propre système de traditions, à une place adéquate. Ce trait caractéristique devait conduire sans faute à la naissance d'une civilisation originale, et il restera typique pour les descendants de ce peuple à travers les âges ».

Pour les relations culturelles sud-est européennes, d'un intérêt particulier s'avère être l'article de Gheorghe CIOBANU, *Les manuscrits musicaux de Putna et la culture médiévale roumaine*. L'auteur passe en revue les contributions récentes qui ont tiré au clair l'activité de l'école musicale de Putna à partir du XV<sup>e</sup> siècle et accentue les présences byzantines dans cette activité, d'où une mise au point des exagérations récentes qui voudraient forcer les données connues pour justifier des revendications culturelles. Les conclusions de l'auteur méritent d'être retenues : « l'opinion que les Roumains ont officié dans l'église, jusqu'au X<sup>e</sup> siècle seulement, en latin ne résiste pas à la critique vu que jusqu'à la fin du IV<sup>e</sup> siècle... tout le monde chrétien, y compris les Latins, ont officié en grec ; la très ancienne population roumaine chrétienne fut attachée du point de vue administratif à l'Archevêché Justiniana Prima, donc à Byzance, en 535 ; après l'adoption du slavon, les Roumains ont continué à employer la langue grecque dans l'église ; les manuscrits de Putna ne sont pas les copies d'autres manuscrits plus anciens, d'origine bulgare, car absolument tous les chants sont en écho byzantins et écrits dans la notation en neumes byzantins, employée à l'époque respective, et parce que les manuscrits contiennent, outre des créations appartenant à quelques célèbres compositeurs byzantins, tels que I. Glykis, I. Kuzizeles, I. Laschares, I. Kladas, Xenos Korones, Manuel Chrysaphes, etc., les créations des chantres de Putna : Ioasaf, Kyr Gheorghe, Eustache le protopsalt, Ioan Diaconu et Domentian Vlahu et d'autres encore non identifiés ; l'origine ethnique d'Eustache nous est révélée par lui-même, par l'emploi de l'article postposé roumain, comme dans alleluia-LE, kratimete, filtele, etc ; le retentissement à l'étranger de l'école musi-

cale de Putna est prouvé, d'un côté, par le fait que des jeunes gens de Przemisl et de Lvov venaient à Suceava pour y apprendre "le chant grec et serbe" et, d'un autre côté, par le fait que dans les manuscrits russes du XVIII<sup>e</sup> siècle se trouve mentionné "raspev putnevsky", c'est-à-dire "le chant de Putna".

Les autres articles parus dans ce même fascicule traitent des questions d'histoire médiévale, moderne et contemporaine Florin CONSTANTINIU, *L'apparition des Etats féodaux roumains*; Vasile DRĂGUT, *Consonances artistiques et littéraires des années de la révolution de 1848*; Adrian FOCII, *Traditions du folklore roumain à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle — l'empreinte de la tradition et le sens de l'innovation*; Andrei PALEOLOG, *Le patrimoine culturel national et l'affirmation de la vérité historique*; Vlad PROTOPODESCU, *Le musée d'histoire de la R. S. de Roumanie—miroir de la lutte du peuple roumain pour l'indépendance nationale et le progrès social*; Nicolae FOTINO et Alexandru CERNATONI, *Permanences de la pensée politique roumaine: unité nationale, indépendance et souveraineté*. Un fascicule, comme on le voit, très varié et enrichissant.

A. D.

ARITON VRACIU, *Limba daco-geţilor (La langue des Daco-Gètes)*. Ed. « Facla », Timișoara, 1980, 218 p.

L'auteur expose de manière concise tout ce qu'il a pu réunir comme connaissance à ce sujet, en embrassant un vaste espace qui comprenait à part le monde thrace d'autres peuples à parler indo-européens. Tout un chapitre de l'ouvrage est consacré à une vue générale du stade actuel des recherches. Un autre chapitre, plus ample, traite des caractères généraux, complétés par la revue des éléments autochtones du roumain étudiés en étroite relation avec l'albanais. D'autre part, une liste de noms propres géto-daces est annexée à cette étude, qui examine aussi l'éventualité d'une écriture à l'usage de la Dacie préromaine. La très riche bibliographie sur laquelle s'achève l'ouvrage comporte tout ce que son auteur a pu réunir durant de longues années de recherche. Enfin, des résumés français, allemand et russe permettent aux spécialistes étrangers d'avoir un aperçu des questions débattues par l'auteur.

Malgré le fait que la recherche dans ce domaine ne peut encore opérer qu'avec un matériel lacunaire et incertain, qui bien souvent entraîne les spécialistes à des conclusions contradictoires, nous pensons qu'il conviendrait de poursuivre les efforts en ce sens à l'échelle mondiale, en mettant à profit la méthode comparatiste exercée sur un matériel aussi variée que possible. Il va sans dire que le problème de savoir si le géto-dace est vraiment une langue indo-européenne ou s'il ne s'agit que d'un dialecte thrace ne saurait être résolu facilement et de manière satisfaisante. De là aussi la grande variété de la terminologie utilisée par les spécialistes. Une divergence d'opinions se manifeste également au sujet des éléments communs de l'albanais et du roumain. Dans la plupart des cas, les spécialistes albanais considèrent les parallélismes relevés entre les deux langues comme des emprunts faits de l'albanais, cependant que leurs homologues roumains estiment qu'il s'agit d'un fonds commun, thrace, autochtone, apparenté au fonds illyrien qui se trouve à la base de l'albanais. Cette controverse se réduit, en fait, à la chronologie, car la question qui se pose est: quand se place la fin de l'illyrien archaïque et quand les débuts de l'albanais? Si l'on considère l'albanais comme représentant une étape d'évolution de l'illyrien antique, alors les parallélismes respectifs représentent des éléments de continuité, autrement dit, illyriens. Ces mêmes éléments représenteraient dans ce cas-là, en roumain des éléments de substrate, c'est-à-dire thraces, car les deux langues s'apparentaient et coiffaient des territoires voisins. Mais leur connaissance approfondie s'impose non seulement pour faciliter l'étude des origines. En effet, grâce à elle on pourra mieux explorer le présent aussi, car la toponymie actuelle du Sud-Est européen ne se laisse guère étudiée en profondeur sans l'apport que le passé peut fournir à une telle étude.

H. M.

HARALD HAARMANN, *Der lateinische Einfluss in den Interferenzzonen am Rande der Romania. Vergleichende Studien zur Sprachkontaktforschung*. Helmut Buske Verlag, Hamburg, 1979, 170 pp. (Romanistik in Geschichte und Gegenwart, 5)

L'auteur a étudié les éléments latins du cimbrique (1970 = 703 éléments), de l'albanais (1972 = environ 600) et du breton (1973 = 471 éléments), qu'il a comparés avec les élé-

ments latins du basque (M. Löpelmann, 1968 = 674 éléments), de l'allemand médiéval (T. Frings — G. Muller, 1966—1968 = 438 éléments), du serbo-croate (P. Skok, 1971—1973) et du grec-byzantin (H. Ziliacus 1935 = environ 3000 éléments), pour tâcher d'en dégager quelques conclusions d'ordre général. Or, le Sud-Est européen se révèle comme une aire linguistique parfaite pour une investigation partant de son point de vue, car il comporte deux langues romanes (le roumain et le dalmate), ainsi que des emprunts latins à relever en albanais, grec, serbocroate et bulgare. En tout premier lieu, l'influence du latin s'est exercée sur le lexique, les structures grammaticales la subissant à un moindre degré. Il est impossible de préciser, par exemple, si l'équivalent de l'expression latine *habeo ad laborare* en albanais, *kam me punue*, représente l'imitation d'un modèle, le résultat d'une traduction ou bien le fruit d'une évolution individuelle. Le pourcentage des mots empruntés du latin se présenterait dans l'ordre suivant : substantifs (plus de 70 %), verbes (jusqu'à 18 %), adjectifs (jusqu'à 6 %), adverbes, prépositions, pronoms, numéraux et conjonctions (moins de 1 %). Quant aux concepts qu'ils couvrent, ces emprunts englobent à peu près tous les compartiments, depuis la nature inanimée, jusqu'à la superstructure idéologique, la religion et les arts. Il va sans dire que chaque époque historique dispose de sa propre culture, d'un lexique typique, d'une expression adéquate. Incontestablement nécessaires et utiles, les études comparées en général doivent néanmoins beaucoup à une recherche de détail satisfaisante. Là où une telle recherche est insuffisante ou fait défaut, les généralisations perdent leur sens. C'est pourquoi il conviendrait de stimuler et de continuer à notre époque l'historisme, par trop négligé ces derniers temps, car il est susceptible de faciliter l'application des méthodes de recherche les plus modernes.

H. M.

FADIL SULEJMANI, *E Mbsuame e krështerë e Lekë Matrëngës* (La dottrina cristiana de Lekë Matrënga). Prishtinë 1979, 296 pp. (Instituti Albanologjik i Prishtinës)

Le petit catéchisme d'une trentaine de pages rédigé par le jésuite espagnol P. Ladesma et traduit tout d'abord en italien allait être rendu en albanais par Lekë Matrënga, d'origine italo-albanaise, en 1592. Son texte s'est conservé dans le codex Barberinianus Latinus 3454 de la Bibliothèque Vaticane, trouvé en 1922 par un autre Italo-Albanais, Marko La Piana. C'est une pièce particulièrement importante pour l'histoire de la langue et de la littérature albanaises de par son antiquité, permettant d'étudier l'évolution des sons et des formes, de la syntaxe, du lexique, de l'orthographe, des variantes dialectales et de son rôle littéraire.

Ainsi que le lexique dont il use le montre, Lekë Matrënga se situe dans un point de rencontre entre l'Orient grec-orthodoxe et l'Occident latin-catholique. Le texte original comporte une terminologie précise et pour une bonne part abstraite, que le traducteur albanais tâche d'adapter en se servant parfois de calques ou faisant appel, le cas échéant, aux équivalents respectifs du grec, auxquels il essaie de donner droit de cité en albanais. En voici quelques exemples : *anastasis-resurrezione*, *apolipsis — modestia*, *apomoni-patienza*, *elpidë-speranza*, *lefteri-temperanza*, etc. Certains latinismes prennent la prononciation italienne : *di shipulj-discipulus*, *kullexhit-del collegio*, cependant que les noms bibliques suivent la prononciation grecque : *Gavrili-Gabriele*, *Isus-Iesus*. Il y a aussi des expressions typiquement byzantines : *heredhespinere — χαίρει, δέσποινια*, *kurora-matrimonio*, *lipsana — λείψανα*, *melani-metánoia*, *mistiri-mjeshtrë-maestro*, roum. : *meșter*; *paterimonë-πάτερι, ἡμῶν μυστήριον* etc.

Il est hors de doute que le traducteur albanais a poursuivi ses études dans quelque école grecque, mais il n'en est pas moins vrai que l'albanais dont il se sert représente une langue authentique, qu'il appelle « la langue des albanais » : *ghuha të arbëreshe*.

Maître de recherches à l'Institut linguistique de Prishtina, Fadil Sulejmani nous présente l'édition critique du texte, avec une étude linguistique exhaustive qui jette le jour sur l'apport de Lekë Matrënga à une meilleure connaissance de l'albanais du XVI<sup>e</sup> siècle. La présente édition fait penser à un autre monument littéraire de l'albanais, celui dû à Buzuku, dans la magistrale édition d'Eqrem Çabej.

H. M.

STELIAN DUMISTRĂCEL, *Lexic românesc. Cuvinte, metafore, expresii* (Lexique roumain. Mots, métaphores, expressions). Avec un résumé en anglais. Ed. științifică și enciclopedică — Bucarest, 1980, 261 p.

Le matériel réuni et étudié dans le présent ouvrage provient de sources aussi riches que variées : atlas linguistiques, dictionnaires, littérature cultivée et populaire, technique et spécialisée, enquêtes de terrain, textes dialectaux, toponymie et folklore — surtout folklore. Afin de saisir le processus génétique, la structure, l'évolution à travers les âges et la diffusion dans l'espace de la création idéomatique et métaphorique si particularisée et typique pour chaque langue, l'auteur analyse et compare sans cesse ses données. Considérée d'un point de vue synchronique, cette création cache généralement fort bien ses secrets, seule l'étude diachronique et dans l'espace permet d'en saisir les repères pour suivre son développement jusqu'au moment actuel. Il s'ensuit que la méthode synchronique doit être corroborée avec les méthodes diachronique et de la géographie linguistique, toutes ces méthodes étant nécessaires et se complétant mutuellement.

Grâce à ce procédé, nous avons la satisfaction de lire des explications véridiques pour bon nombre de mots, de métaphores et d'expressions dont la forme ultime et la sphère d'activité actuelle ne sont pas faciles à comprendre. La clé donc de leur contenu reste l'histoire, autrement dit le passé; leur diffusion dans l'espace avec le transfert d'une sphère à l'autre; les circonstances de la vie sociale et spirituelle. Somme toute, nous disposons de la sorte d'une nouvelle preuve que la langue est un trésor où sont déposés et persistent tenacement les vestiges d'un passé illustré dans les domaines les plus variés, depuis la nature environnante jusqu'aux produits les plus délicats de l'esprit, de la littérature et des arts. Leur état actuel réclame l'investigation du passé et de leur diffusion géographique, cependant que ce passé même et cette diffusion dans l'espace gagnent un grand atout de l'étude de leur état actuel. Ce sont là richesse et la complexité linguistiques qui exigent la mise en œuvre des différentes méthodes complémentaires. Digne d'être souligné comme un grand mérite du présent ouvrage, c'est le fait qu'il s'attache à réunir un nombre imposant d'exemples, mettant à contribution toutes les sources susceptibles d'en fournir, ainsi que l'explication plausible que l'auteur a pu trouver pour chaque cas.

H. M.

*Noul Atlas lingvistic român pe regiuni* (Le nouveau Atlas linguistique roumain par régions). Banat I, sous la direction de Petru Neiescu, par Eugen Beltechi, Ioan Faicluc, Nicolae Mocanu. Ed. Academiei Bucarest, 1980, XXXV, 174 p.

Le nouveau Atlas linguistique s'accompagne d'un volume, format plus petit, dont les 174 pages fournissent certaines précisions sur les diverses localités figurant dans l'Atlas proprement dit, ainsi que sur les informateurs respectifs. Cette sorte d'index pourra également servir aux volumes suivants de l'Atlas. Le nombre des localités enquêtées monte à 100. Elles sont situées dans une région qui, montagnaise vers l'est, se transforme en plaine étale à l'ouest, bien arrosée dans son ensemble par de multiples cours d'eau affluant vers le Danube. Plus dense dans la plaine que dans la région des montagnes, la population dépasse la moyenne dans quelques grands centres tels : Timișoara, Arad, Reșița, Caransebeș, Lugoj, Deta et Moldova Nouă. Ce premier tome de l'Atlas contient 155 cartes et 9 planches. Il est doté d'un riche Index des termes notés sur les cartes, totalisant 16 pages. Mentionnons quelques termes dérivés ou archaïsmes, comme *albat*, *astupăciune*, *birnaci*, *bitnă*, *cure* = *curge*, *lăturoaie*, *negrôn'*, *negroan'e*, *urđina*, *urđin*, *zăbuni*, *zdrumca*. Voici encore quelques mots, soit d'origine latine, soit du fonds autochtone avec une grande variété de sens, c'est-à-dire avec une charge sémantique particulièrement importante : *bucă*, *buză*, *cap*, *da*, *deget*, *face*, *fașă*, *fluier*, *mtnă*, *ocht*, *picior*. Le terme *os*, d'origine latine, est attesté partout, alors que son synonyme d'origine slave, *ciolan*, fait absolument défaut. On notera la distribution tout à fait inégale des variantes *rărunchi* (*renunculi*) et *rinichi* (*remculi*) : la seconde forme, rarissime, semblerait refléter une infiltration de date plus récente, des milieux citadins. Il résulte des diverses variantes pour *subsuoară* (lat. *sub sub ala*) une tendance à user de la répétition de la préposition *sub* : *supsuoară*, *sub susoară*, *susuoară*. Les variantes *caul*, *capt*, *cal* pour "je cherche" suggèrent un étymon latin *captare* au lieu de \**cavitare*. Alors que certains toponymes indiquent les

activités des habitants du lieu (*Cărbunari* — charbonniers; *Pădureni* — gens de la forêt; *Pescari* — pêcheurs), il y en a dont le point de départ est le nom d'un arbre (*Brădișoru* — petit sapin; *Măru* — le pommier).

H. M.

*Politico-historical works of Symeon Archbishop of Thessalonica (1416/17 to 1429)*. Critical Greek text with introduction and commentary by David Balfour. Wien. Akademie der Wissenschaften, 1979. 319 p. (Wiener Byzantinische Studien. 13)

La plupart des œuvres de l'archevêque Syméon de Thessalonique (1416—1429) ont d'abord paru à Jassy en 1683 et ensuite dans le 155<sup>e</sup> tome de la Patrologie grecque de J.-P. Migne, mais l'auteur de la présente édition a trouvé dans un manuscrit de Zagora (au sud-est du Mont Pélion en Grèce), ainsi que dans toute une série de bibliothèques (Athènes, Athos, Cambridge, Oxford et Jérusalem) 20 écrits mineurs, inédits. Il s'agit surtout de quelques lettres, une homélie, un *lóγoc* sur Saint Démétrios le Thessalonicien. Bien que mineurs ces ouvrages ont leur importance en raison des renseignements qu'ils fournissent sur les événements des années 1387—1422 et notamment sur la période 1422—1427, intensément vécue par l'auteur face aux progrès des Turcs en Europe.

A retenu de sa « parole » au sujet de Saint Démétrios, 4, 3 (p. 48. 21—28) le paragraphe consacré aux rapports de Musa, le fils de Bajazet I<sup>er</sup> et lui-même sultan entre les années 1411—1413, avec Mircea cel Bătrîn, le voïvode de Valachie: « Sur ces entrefaites s'est dressée contre nous la créature pleine de méchanceté de la vipère qui avait mordu jadis, de Bajazet. L'infame Musa, appelé par le pieux empereur Emmanuel et honoré avec quantité de bienfaits et avec des avantages suffisants, après avoir passé en Valachie avec le concours impérial et avoir joui de l'aide du prince chrétien de là-bas, qui a rechauffé le serpent tout un hiver, échappé à la pauvreté et ayant repris des forces grâce à la chaleur dispensée par les chrétiens afin de s'assurer avec leur aide le trône, il s'est retourné avec colère et des hueries contre les chrétiens ».

Le même écrit nous apprend la fin de Musa, tué par son frère Mustapha lors d'une bataille en Thrace (3, 2, p. 50. 1—2). « Saint Démétrios n'a pas permis que ces malheurs arrivent, il a dressé contre le scélérat un autre scélérat, c'est-à-dire Mustapha. Celui-ci s'est dirigé depuis le Levant vers la Valachie et entre la Thrace et la Macédoine, il s'est porté au-devant du sultan avec l'armée et l'a défait ».

Ces mêmes événements sont racontés aussi par l'historien Dukas (1400—1470), dont l'édition roumaine soignée par Vasile Grecu a été publiée à Bucarest, en 1958.

Ajoutons encore que le style de ces ouvrages mineurs de Syméon repose sur le langage savant de l'époque, manié avec art et précision.

H. M.

THANAS GJIKA, *Mihail Gramenoja publicist demokrat* (Michel Grameno, publiciste démocrate). Monographie. Tiranë, 1980. 277 pp. (Akademia e Shkencave e RPS te Shqipërisë. Instituti i Gjuhësisëdhe i Letërsisë)

Michel Grameno (1871—1931) devait travailler comme journaliste dans le sud-est de l'Albanie, à Korça, comme directeur des gazettes « Lidhja orthodoxe » en 1909—1910 et « Koha » (Le Temps) en 1911—1926. En tant qu'écrivain et journaliste, de même que les grands poètes roumains, Mihail Eminescu (1850—1889) et Tudor Arghezi (1880—1967), il s'est donné à son travail de publiciste avec passion. C'est un travail qui suppose une culture solide, une information à jour, du courage, un amour ardent pour la vérité et la justice, le tout doublé de dons littéraires. C'est aussi un travail présentant des risques pour celui qui s'y adonne, de grands risques parfois, en raison des adversités politiques ou à cause de l'ignorance des choses de la part des contemporains.

Il va de soi que le nombre de ses lecteurs ne pouvaient guère être fort important, donc son travail n'était pas fait pour lui assurer des avantages pécuniaires. Par contre, l'activité du journaliste était susceptible d'instruire et éclairer le peuple, ce peuple qui accédait justement



par les peuples avec lesquels les Romains sont entrés en contact, selon le processus dialectique qui veut que le peuple exerçant une influence soit lui aussi soumis à l'influence étrangère. Cette conclusion rend nécessaire l'application de la méthode comparatiste, qui donna de si riches résultats dans le domaine de la linguistique. En général, des suggestions peuvent être fournies par différentes disciplines, telles la géologie, la géographie, l'histoire, la linguistique, etc. Les caractères originaux des phénomènes sont mis en lumière par la typologie, qui est, dirions-nous, comme le couronnement des efforts de l'homme de science — à condition, néanmoins, qu'elle soit réalisée avec toute la prudence requise. Etant un produit varié et fort complexe, né du contact direct des hommes dans des espaces considérables, le folklore est susceptible de jeter un jour plus clair sur la vie matérielle et spirituelle de l'humanité, sur sa conception du monde et de la société, sur la position ethnique et les rapports entre les hommes.

La base théorique et bibliographique aussi variée que pertinente de cette étude apporte la preuve que son auteur est bien en mesure d'élargir et d'approfondir cette sorte de préoccupations.

*H. M.*

HERBERT HUNGER, *Stilstufen in der byzantinischen Geschichtsschreibung des 12. Jahrhunderts: Anna Komnene und Michael Glykas*. „Byzantine Studies“, 5 (1978), 139—170

Eingehende Synkrisis der Geschichtswerke der Anna Komnene und des Michael Glykas unter dem Gesichtspunkt, an zwei besonders markanten Beispielen zu erlärten, daß Zeitgeschichte und Weltchronik in Byzanz verschiedenen Stilstufen angehörten (was von besonderer Bedeutung ist angesichts bestimmter Versuche, die Unterschiede zwischen den beiden Genera zu nivellieren).

*Irm.*

Иоанн Скилица. Перевод с оригинала, предисловие и примечания Р. М. Бартияна. Ереван, 1979

Der bekannte sowjetische Byzantinist R. M. Bartikjan erschloß in der Sprache seiner armenischen Heimat das Geschichtswerk des Johannes Skylitzes. Die Einleitung umfaßt mehr als 70 Seiten. An die rund 270 Seiten der Übersetzung schließen sich mehr als 100 Seiten Kommentar, darauf eine gründliche Bibliographie und knapp 30 Seiten Register. Wer vermittelt diese Summe gelehrter Arbeit an jenen großen Kreis byzantinistischer Wissenschaftler, der nicht armenisch lesen kann?

*Irm.*

Ivan Dujčev, *Sur le problème du rayonnement de la culture et de la civilisation byzantine après 1204*. Athènes, 1976 (XV<sup>e</sup> Congrès international d'études byzantines. Rapports et co-rapports. IV 2)

Die Ereignisse von 1204 brachen eine Kulturtradition jäh ab, die vornehmlich mit dem Kaiserhof und dem Patriarchat von Konstantinopel verbunden war. Als Testimonien dafür, daß dessen ungeachtet der byzantinische Einfluß auf die südslawischen Völker anhielt, vermittelt Dujčev zwei Gedichte und einen Brief, die anonym in dem Codex Vaticanus Græcus 307 (olim 668) aus dem 13. Jahrhundert überliefert sind. Der ungenannte Verfasser, offenbar ein griechischer Refugié, wendet sich Hilfe heischend an den Bulgarenzaren, Johannes II. Asen und dessen Gattin Irene (aus dem Komnenenhanse), an deren Hofe er Zuflucht gefunden hat.

*Irm.*

*Из истории культуры средних веков и возрождения* Москва, 1976

Der unter Verantwortung von V. A. Karpušin herausgegebene Band reflektiert die Ergebnisse einer Tagung zum Thema „Probleme der mediavalen und der Renaissancekultur“, die der Wissenschaftliche Rat für die Geschichte der Weltkultur bei der Sektion für Gesellschaftswissenschaften des Präsidiums der Akademie der Wissenschaften der UdSSR im Oktober 1973 durchführte. Von den 11 Beiträgen des Buches sind in unserem Zusammenhang die beiden ersten von Interesse: a) A. P. Každan, „Das Schiff auf dem sturmischen Meere“ (ein Motiv der byzantinischen Literatur, das einerseits aus antiker bzw. neutestamentlicher Tradition oder andererseits aus lebendiger Beobachtung erwachsen sein kann), b) S. S. Averincev, „Die Schicksale der europäischen Kulturtradition in der Epoche des Übergangs von der Antike zum Mittelalter“ (in einer Sicht, die dem lateinisch-keltisch-germanischen Westen und dem griechisch-syrisch-koptischen Osten gleichermaßen Raum gibt).

Irm.

Lars Nørgaard — Ole I. Smith, *A Byzantine Iliad. The Text of Par. Suppl. Gr. 926*. Edited with critical apparatus, introduction and indexes Copenhagen, 1975 (Opuscula Graecolatina 5)

Es handelt sich um die Editio princeps einer selbständigen Bearbeitung des Trojathemas (1165 reimlose Fünfzehsilber); vgl. Hans-Georg Beck, *Geschichte der byzantinischen Volksliteratur*, München 1971, 139. Die Einleitung gibt eine literarhistorische Einschätzung, die Ausgabe selbst ist comme il faut und sprach- wie literaturgeschichtlich (über Byzanz hinaus) gleichermaßen von Bedeutung.

Irm.

Georg Pfligersdorffer, *Ein Vorposten Österreichs in Griechenland zur Zeit seines Wiedererstehens*, in: Helmut Riedl, *Beiträge zur Landeskunde von Griechenland*, Salzburg, 1976, 11–58

Über Georg Christian Gropius, geboren 20. März 1776 in Rabke bei Helmstedt, seit dem 14. September 1816 österreichischer Vizekonsul für Athen und Umgebung. Die besondere Aufmerksamkeit des Verfassers gilt dieser Tätigkeit in politisch entscheidenden Jahren sowie der Zurückweisung, des Gropius gemachten Vorwurfs des Kunstraubs.

Irm.

*Balkan's Südosten, die deutschsprachige Welt und die Völker Österreich-Ungarns während der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts*. Bulgarisches Forschungsinstitut in Österreich. Mittellunge n I 1, Wien 1978, 3 ff.

In einem nicht ganz glücklichen Deutsch legte das Bulgarische Forschungsinstitut in Österreich (damaliger Leiter Ivan Galabov) das Protokoll einer Tagung vor, die aus Anlaß der hundertjährigen Wiederkehr der Befreiung Bulgariens von der osmanischen Herrschaft 1878 durchgeführt wurde. Die neun Hauptreferate wurden von Fachleuten aus Bulgarien, Österreich, Ungarn und der Schweiz gehalten und stellten die Geschehnisse von 1876 bis 1878 in ihren historischen, politischen und rechtlichen Kontext. Offen bleiben muß, ob es zweckmäßig und notwendig war, auch die Diskussion in extenso wiederzugeben!

Irm.

Γλυκερία Πρωτοπαπᾶ-Μπουμπουλίδου, *Ἡ Ἀθηναϊκὴ Σχολή. Γραμματολογικὸ διὰγραμμα. Ἰωάννινα, 1976*

Die Athenische Schule beherrschte fast ein halbes Jahrhundert, um ein Jahr zu nennen, bis 1864, dem Jahr des Anschlusses der Ionischen Inseln, in Dichtung, Prosa, Drama und Kritik die neugriechische Literatur. Ihre Leistungen entsprechen nicht mehr den heutigen

Wertungen, dessen ungeachtet markierten sie notwendige Etappen in jener Literaturentwicklung. In sehr pädagogischer Weise handelt die Verfasserin, stets mit reicher Bibliographie, über die preromantischen Strömungen und sodann über die einzelnen Literaturgattungen der Athener Romantik. Abbildungen verdeutlichen die Darstellung.

Irm.

*Importants sites slaves en Slovaquie. Bratislava, 1978*

Für das Archäologische Institut der Slowakischen Akademie legt dessen Direktor Bohuslav Chropovský eine alphabetisch geordnete Übersicht über die slawischen Fundplätze in der Slowakei vor als stattliche Bilanz der in den letzten Dezennien betriebenen Bodenforschung. Selbstverständlich ist eine Übersichtskarte vorhanden. Wichtige Stücke sind abgebildet. Die Bibliographie ist allerdings sehr knapp gehalten.

Irm.

A. Pippidi, *Mysticisme et rationalisme au Phanar, le cas de Daniel de Fonseca*, dans \* [Νεοελληνικός διαφωτισμός, ἀφιέρωμα στον Κ. Θ. Δημαρά], Athènes, 1977, p. 175—196.

C'est pour un sondage du milieu cosmopolite phanariote qu'Andrei Pippidi prend pour témoin ce personnage complexe et déroutant que fut Daniel de Fonseca. On ne pouvait mieux choisir en vue d'une enquête qui se propose de pénétrer, en même temps que la structure sociale de cette « caste » des Phanariotes et les circonstances qui y favorisaient l'accès, le passionnant problème de leur rôle idéologique aussi. Question ardue pour l'histoire des idées pendant la Turcocratie et pour celle des Roumains et des Grecs surtout! L'ineroyable réseau de liens intellectuels qu'A. Pippidi a fort ingénieusement reconstitué entre Constantinople, Jérusalem, Bucarest, Paris et Amsterdam, ayant généralement pour principal pivot l'actif Fonseca, l'éclaire d'une lumière nouvelle. Ce qui plus est, les résultats de ces recherches, concernant en premier lieu le Sud-Est européen, nous dévoilent aussi l'image que l'Occident se faisait à cette époque de l'Empire ottoman et de la liberté d'esprit qui y régnait.

Pour l'aspect social et politique de la question, la brillante carrière médicale et diplomatique de Fonseca — en dépit de son origine obscure et non grecque — vient confirmer, une fois de plus, le manque de préjugés de cette soi-disant « caste » des Phanariotes. Tour à tour médecin de l'ambassade française à Constantinople, du prince de Valachie et du grand vizir, Fonseca est mêlé à nombre d'intrigues diplomatiques, touchant presque toujours de près aux intérêts des trois pays roumains. D'autre part, c'est un conseiller culturel avisé et extrêmement serviable du roi de France, médiant l'achat de rares manuscrits orientaux pour la Bibliothèque royale, ce qui lui vaut le certificat flatteur de l'antiquaire Sevin. Enfin, bibliophile passionné et particulièrement curieux des choses de l'esprit, ce « moine détroqué » entretient des relations suivies avec Nicolas Mavrocordato, l'abbé Bignon, le Père Le Quien et le célèbre Jean Leclerc, dont les relations épistolaires avec N. Mavrocordato ont été récemment étudiées par l'auteur de cet article et par Jacques Bouchard.

C'est précisément une lettre de Fonseca à Leclerc qu'A. Pippidi produit dans cette fine analyse, afin de surprendre sur le vif l'essence de sa mentalité. La liberté de pensée et de langage en font un vrai document du « libertinage » oriental. En effet, c'est un éloge du Mufti qu'il y fait, le considérant supérieur au Pape (« le Mufti de Rome »), ainsi que celui du Grand Vizir (qui, selon Fonseca, aurait remplacé « l'ancienne barbarie et férocité de l'Empire ottoman » par « la politesse et l'agrément »), dans ce style moqueur et fleuri qu'on ne s'attendrait pas à trouver si loin de Versailles, chez un fidèle du Sultan!

Or c'est justement vers cette conclusion que nous mène cette esquisse du mysticisme et du rationalisme au Phanar. Ce type de phanariote cultivé et sans préjugés idéologiques, fréquentant avec le même intérêt des personnalités représentant des cercles si divers et surtout les options spirituelles les plus irréconciliables, nous en dit long sur l'état d'esprit de toute une catégorie. Décidément, Fonseca se mouvait avec un étonnante aisance dans l'atmosphère intellectuelle de Voltaire et d'Argens, du philosophe Yanali Es'ad Efendi ou des humanistes déjà

cités. Tout en représentant le climat catholique, protestant ou musulman, ses partenaires étaient des érudits aux vues larges, des « brasseurs d'idées » dirions-nous, qui ont largement contribué à nettoyer le climat spirituel de ce début du XVIII<sup>e</sup> siècle des préjugés qui entravaient les progrès de l'esprit humain. On est tenté de se demander, avec l'auteur, si, en explorant davantage la correspondance des Mavrocordato et les lectures de Nicolas Mavrocordato, le fin fond de sa pensée et de sa foi, n'y verrons-nous pas, sinon un signe précurseur des Lumières valaques, du moins cette tendance à la subversion des fondements spirituels traditionnels qui en préparait le terrain.

Aussi, loin de trouver cet article une « esquisse aux contours un peu flous », selon la formule auto-critique de l'auteur, il nous semble que le mérite de ce dernier est, au contraire, d'avoir su appliquer une grille conceptuelle des plus claires à une richesse de données qui, sans les connexions établies, seraient restées de simples renseignements épars.

C. P.—D.

P. D. MASTRODIMITRIS, *Ἑλληνες λόγιοι (ΙΕ'-ΙΘ' αἰῶνες) Μελέτες καὶ κείμενα* I<sup>er</sup> vol., Athènes, Editions M. Kardamitsa, 1979, 202 p. + 9 pl

L'exode des lettrés grecs en Italie, après la chute de l'Empire Byzantin, sauvegarda l'héritage hellénique et assura ces contacts entre le monde grec et l'Occident qui allaient contribuer de façon essentielle à la synthèse de la culture néo-hellénique. Gh. Trapezuntios, Bessarion, Ianus Lascaris, Marcos Mussuros, Antoine Eparchos sont quelques-uns des principaux représentants de cette longue période de l'émigration grecque aux XV<sup>e</sup>—XVII<sup>e</sup> siècles. Continuateurs de la tradition byzantine mais aussi humanistes de l'Occident, ils appartiennent à l'histoire de la culture européenne au même titre qu'à celle de la culture hellénique. Ni le changement de confession — qui leur a valu parfois des fonctions dans l'Église romaine — ni la pratique du latin, dans la plupart de leurs ouvrages, ni l'option catholique de certains d'entre eux, n'ont empêché ces érudits grecs de lutter pour le réveil de leur nation, d'adresser des appels poignants aux princes européens, afin de sauver la grécité menacée de disparaître.

Il est évident que pour l'histoire du peuple grec, ce chaînon précieux de son existence historique demandait à être étudié avec patience et érudition, avec une véritable piété même, puisqu'il s'agit de martyrs condamnés à lutter pour un idéal dont ils n'auront connu que l'amertume de l'espoir inassouvi.

Erudits eux-mêmes, ces chercheurs grecs qui se penchent aujourd'hui avec passion sur toutes les traces que ces grands émigrés ont laissées — en Italie surtout — ont fait école. P. Hiotis, K. D. Mertzios, M. A. Moustoxidis, M. I. Manoussakas, Zah. N. Tsirpanlis, N. M. Panaghiotaelis, A. P. Stergellis, E. Ghiotopoulou-Sisilianou, Elp. Mioni, H. G. Patrinelis, Nic. Moshonas, G. S. Plounidis, Ath. Karathianassis, etc., ont reconstitué, au fil des années, les aspects essentiels de leur œuvre. C'est la même tâche que s'impose P. D. Mastrodimitris dans ce volume. Après sa monographie sur le bien connu humaniste et diplomate Nicolaos Sekundinos (1402—1464), l'auteur nous présente un recueil qui réunit quatorze études sur les érudits grecs vivant en Italie — à Venise surtout — et en Crète. L'intérêt qui s'en dégage est évident, puisqu'il s'agit de cette longue période de gestation de la pensée néo-hellénique moderne des XV<sup>e</sup> — XVII<sup>e</sup> siècles. Le milieu raffiné de l'Italie et de la Crète vénitienne fut pour les Grecs émigrés un vrai laboratoire dans lequel se préparait la fusion des éléments de la culture antique et byzantine avec l'humanisme chrétien et la littérature du Moyen Âge et de la Renaissance d'Occident. Cultivant l'épigramme, l'ode ou les hommages en vers, latins ou grecs, ces érudits font plutôt figure d'épigones, de personnalités de transition. Mais en regardant de plus près, on se rend compte que certains traits essentiels de la culture moderne s'esquissent déjà, qu'ils agissent en tant que représentants de la nation grecque, conscients de leur mission. Leur connaissance du grec, en dépit de la prééminence du latin, en est une preuve convaincante.

En complétant sa monographie sur Sekundinos, P. D. Mastrodimitris publie dans ce volume deux lettres inédites de l'humaniste, dont l'une adressée à Mathaios Asanis Palaiologos. Parmi les 18 ouvrages de Sekundinos que renferme un registre manuscrit de Venise, signalons *De familia Otomanorum* (qui avait intéressé Fr. Babinger), des fragments d'Ovide, de Cicéron, d'Aristote, de Démosthène, des lettres adressées à Bessarion, à Pietro Bembo, etc.

Pour Georgios Trivizios (1423—1485), codicographe du cardinal Bessarion et prêtre des Grecs de Venise, l'auteur de ce volume apporte de précieux renseignements biographiques

C'est à l'actif éditeur des œuvres classiques, Markos Mussonros de Crète (vers 1470—1517) que s'adresse le poète italien Hieronymus Bononius, dont on publie aussi des vers inspirés par le séisme de Crète (1508).

Excellent connaisseur du grec, le cardinal Pietro Bembo était en correspondance avec Démètre Moshos et Antonios Eparchos, ainsi que le prouve la sixième étude de P. D. Mastrodimitris. Avec l'homélie, l'encomion et les épigrammes inédites de Mélétiος Vlastos — le professeur de Cyrille Loukaris — adressés à Alviso Prinli, nous pénétrons dans cette littérature encomiastique que les Crétois dédiaient aux grands prélats et fonctionnaires vénitiens, au XVII<sup>e</sup> siècle. C'est à la même catégorie de textes qu'appartiennent les épigrammes des prêtres de Mandakos au duc de Crète Giovanni Battista Grimani (1636) et les discours panégyriques adressés au même personnage. L'un de ces discours, écrit en latin, quoique tributaire au style de ce genre littéraire, n'est aucunement formaliste, mais au contraire particulièrement vibrant devant l'imminence du danger ottoman et l'impérieux besoin de solidarité des chrétiens.

Des trois derniers textes de ce volume, qui datent des XVIII<sup>e</sup>—XIX<sup>e</sup> siècles, nous signalons une lettre inédite du poète Antonios Martelaos (1751—1819), originaire de Zante, très connu pour ses idées libérales et son activité hétéroclite.

Ce premier volume, dont nous attendons la suite dans un avenir proche, constitue une contribution érudite à l'étude de l'humanisme grec, un modèle de méticulosité et de tenue scientifique.

C. P.—D.

Vasileios Fr. Tomadakis, Γεώργιος Σερουίος (Ἡ Σέρβιος) (1783—1849) Βίος καὶ ἔργον, Athènes, 1977, 245 p.

Cette belle et complète monographie de Georges Seronios est particulièrement intéressante pour les chercheurs roumains. On savait très peu, jusqu'ici sur le traducteur de Voltaire qui a vécu et travaillé en Valachie et en Transylvanie pendant de longues années. *Méropé, Le Phanatisme ou Mahomet. La mort de César* (dans sa traduction) furent jouées à Bucarest, au célèbre Théâtre de la Fontaine Rouge, en 1819—1820, la veille de la Révolution de Tudor Vladimirescu et de l'Hétéairie. D'autre part, Serouios était un intime de la famille du dernier prince phanariote de Valachie, Alexandre Soutzo, ainsi que le précepteur de ses enfants. L'un d'eux, le bien connu économiste roumain Nicolae Soutzo, en parle dans ses Mémoires, en précisant que Serouios leur enseignait, pendant leur refuge en Transylvanie, les auteurs grecs, alors que pour la littérature française ils avaient pour précepteur un certain Vassan.

Une minutieuse reconstitution de la vie et de l'œuvre de l'éminent grec nous offre maints détails précieux sur ses séjours à Bucarest et à Braşov à l'époque de l'Hétéairie et sur son activité en tant que membre du conseil théâtral de Valachie. On peut ensuite le suivre dans son retour en Grèce, après 1827, où il participa à l'organisation du jeune Etat grec, se partageant entre des fonctions administratives et l'activité didactique qui l'attirait davantage. Il se heurta aux difficultés inhérentes de cette période troublée par les dissensions entre différents partis, sa position — hostile à Capodistria — n'étant pas faite pour lui faciliter la situation, au début de sa carrière grecque. Après 1833, sa vie prit un meilleur tournant et il fut nommé directeur de l'École grecque de Halkidi, où il enseignait ce qui était devenu sa spécialité: l'histoire de la littérature grecque. Par la suite il dirigea le Gymnase de Missolonghi et enseigna à Syra, tout en ayant un rôle important dans l'organisation proprement dite de ces écoles et dans la vie littéraire et dramatique.

Un chapitre tout aussi nouveau pour nous est celui de ses relations avec les érudits contemporains (Ilias Tantalidis, Alexandros Rizos Rangavis, Iakobos Rizos Neronios, Alexandros Mavrocordatos, Panaghiotis Nic. Soutsos, Nicolaos Aristarhis, Ioannis Mihailidis, Grigorios Konstandas), dont la plupart ont été très liés à la vie des pays roumains.

V. Tomadakis nous renseigne également de façon très complète sur l'œuvre de Serouios : manuels scolaires, discours, articles, poésies, épigrammes, traductions. Nous avons déjà mentionné l'importance de ces dernières pour les débuts du théâtre bucarestois. C'est une première édition de « La mort de César » dans la traduction de Seronios que nous donne l'auteur de ce livre dans la seconde partie, des Annexes. Nous y trouvons aussi une riche correspondance, intéressant l'histoire des relations roumano-grecques de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle.

L'apport documentaire et la méthode rigoureuse de cette monographie sont complétés par la présence d'un glossaire particulièrement utile et de fac-similés qui nous suggèrent

certaines possibilités d'identification d'autres textes également. Ainsi qu'on peut le voir dans un numéro précédent de notre revue, ou pourrait faire des suppositions sur d'autres traductions de Seronios, puisque l'adaptation du roman *Argenis*. (Τραγωδία τοῦ Μενεάνδρου, βασιλέως τῆς Σικελίας) dont nous nous y occupons, se trouve dans un manuscrit relié contenant également *Mérove* et *Le phanatisme*.

C'est donc avec une vive satisfaction que nous saluons la parution du livre de V. Tomadakis. Nous le recommandons chaleureusement aux néo-hellénistes roumains.

C. P.—D.

N. PETSALIS-DIOMIDIS. *Greece at the Paris Peace Conference (1919)*, Thessaloniki, 1978, 399 p. (Institute for Balkan Studies — 175)

L'Institut d'études balkaniques de Salonique a récemment publié un nouvel ouvrage consacré au problème complexe du bilan de la participation de la Grèce à la première conflagration mondiale. Dans les dernières années deux travaux encore, édités par le même Institut, ont analysé des aspects importants des rapports internationaux du Royaume de Grèce pendant la crise mondiale. Le premier, dû à Christos Theodonlou<sup>1</sup>, apportait des nouvelles données et des interprétations suggestives concernant la question, bien disputée et discutée des relations du gouvernement d'Athènes avec les puissances de la Triple et puis la Quadruple Entente, des rapports qui eurent une évolution agitée et qui entraînèrent le connu « schisme » national des années 1916—1917. Le second, signé par George B. Leon<sup>2</sup>, dont l'accueil de la critique historiographique internationale fut favorable, a eu le mérite d'aborder le développement des relations de la Grèce avec les deux blocs politiques et militaires belligérants et d'avoir donné des explications pertinentes sur les origines du « schisme », le déroulement des conflits intestins entre le roi Constantin et le premier Flethérios Vénizélos, les directions fondamentales de politique étrangère, la place et le rôle de la Grèce dans le système des rapports interbalkaniques dans cette période tellement troublée.

Ce que nous propose N. Petsalis-Diomidis dans son livre — à l'origine une thèse de doctorat soutenue à l'Université de Londres — c'est l'expression d'une vision d'ensemble du processus historique de l'accomplissement de la « Grande Idée », le programme national de la bourgeoisie grecque esquissé dès la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, dont le bilan positif fut enregistré au traité de paix de Sévres (10 août 1920), qui est, toutefois, devenu caduc à cause de l'ascendant et de la victoire du mouvement national turc en tête avec Moustapha Kémal.

Concentrant son attention sur les aspects territoriaux du programme national grec, l'auteur poursuit cette question à travers l'entière évolution historique de l'État moderne depuis la conquête de l'indépendance (1830) jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale, considérant que les négociations de paix de Paris, leur évolution et leur caractère ont eu une signification particulière pour la compréhension de l'histoire de la Grèce de l'entre-deux-guerres, marquée aussi par le désastre militaire de l'Asie Mineure et le traité de Lausanne (24 juillet 1923), par l'expérience républicaine (1924—1935), mais également par la dictature de Ioannis Métaxas.

Pour atteindre cet objectif, l'auteur a fouillé un bon nombre des fonds des archives diplomatiques très précieux conservés à Londres, Paris et Athènes. N. Petsalis-Diomidis a aussi mis en valeur, pour la première fois, des intéressants documents conservés par sa famille; il s'agit de la correspondance privée de deux personnalités grecques de l'époque, proches collaborateurs de Vénizélos: Alexandros Dionidis, ancien gouverneur de la Banque Nationale de Grèce et ministre des Affaires étrangères pendant l'absence de pays du « grand crétois », et Léonidas Paraskévopoulos, ancien commandant en chef de l'armée hellénique.

La complexité du sujet et l'ampleur des sources ont mis des problèmes assez difficiles à l'auteur qui s'est efforcé de trouver la manière la plus adéquate pour organiser l'économie interne de l'ouvrage. Se rapportant constamment à l'histoire du combat pour l'accomplissement des revendications territoriales du programme national grec, N. Petsalis-Diomidis a abordé

<sup>1</sup> Christos Theodonlou, *Greece and the Entente. August, 1, 1914 — September, 25, 1916*, Thessaloniki, 1971, 379 p. (Institute for Balkan Studies — 129).

<sup>2</sup> George B. Leon, *Greece and the Great Powers, 1914—1917*, Thessaloniki, 1974, 541 p. (Institute for Balkan Studies — 143).

la démarche analytique envisageant les périodes suivantes les antécédents de la Première Guerre mondiale, l'évolution de la Grèce pendant la conflagration, l'armistice et l'ouverture de la Conférence de paix et les deux parties de l'année 1919, délimitées par le moment de la conclusion de l'accord Tittoni-Vénizèlos (29 juillet).

Une analyse poussée, des interprétations souvent originales séduisent l'historien et font la lecture agréable. Beaucoup d'idées retiennent l'attention. On peut lire, par exemple, une description détaillée des efforts déployés par Vénizèlos à Londres et Paris, en automne de l'année 1918, après l'armistice de Moudros, pour capter le soutien matériel et diplomatique des cercles politiques occidentaux en faveur du programme territorial grec. Le « grand cielos » avait beaucoup de raisons pour soupçonner que l'achèvement des revendications helléniques se heurtera des obstacles soulevés par les grands Alliés mêmes. Il est intéressant d'observer que parmi les arguments invoqués dans ses plaidoyers en Grande-Bretagne aussi qu'en France, le chef du gouvernement d'Athènes répétait fréquemment l'exemple de la Roumanie, qui, par ses sacrifices, était en train de réaliser ses aspirations séculaires de liberté et d'unité. À son avis, la Grèce devait aussi être soutenue dans cette direction.

Les contacts établis avec son vieil ami Take Ionescu, le président du Conseil National Roumain, et Nikola Pašić, le premier serbe, et leur décision « to live in close union and to abide by the principle of nationality » (p. 74) ont été bien légitimes dans ces circonstances. Ils annonçaient la création de la Petite-Entente, malheureusement sans la Grèce<sup>3</sup>.

Les pourparlers de paix de Paris jusqu'en décembre 1919 ont mis en relief le jeu des puissances occidentales et pour la Grèce un bilan — apprécié par l'auteur — comme insatisfaisant. Il s'agit encore une fois d'un exemple du statut inéquitable imposé aux petits États par les grands Alliés, de l'arbitraire et des pressions auxquelles ceux-ci furent soumis comme « puissances avec des intérêts limités ».

Loin de diminuer la valeur indiscutable du livre, on peut observer que les références au problème des Aroumains (Kontzovalaques) (p. 52, 83-84) auraient pu gagner quelques nuances bien nécessaires si l'auteur avait consulté l'ouvrage de Max Demeter Peyfuss<sup>4</sup>.

Ce livre représente sans doute une contribution précieuse à la connaissance de la place et du rôle de la Grèce dans les rapports internationaux à la fin de la Première Guerre mondiale et le lecteur trouvera nombre de qualités, dont peut-on remarquer la richesse des sources et la clarté du style.

C. I.-S.

*Lexikon des Mittelalters* Artemis Verlag, München und Zürich. Erster Band/Vierte Lieferung: Anchiolos — Apotheker; Fünfte Lieferung: Apotheose — Arques; Sechste Lieferung: Arra — Ausonius; Siebente Lieferung: Auspicius von Toul — Bauherzigkeit, 1979—1980

L'apparition de cet important instrument de travail pour l'histoire du Moyen Âge (signalée dans cette même revue, 17, 1979, p. 661—665) a continué par la publication de quatre nouveaux fascicules. L'histoire et la civilisation des pays du Sud-Est-européen y sont largement représentées, grâce aux efforts collectifs d'une équipe de collaborateurs, érudits réputés dans différents domaines de recherches. Aussi nous bornerons-nous à noter seulement, dans les lignes qui vont suivre, quelques menues remarques.

*Ad vocem Anchiolos*: on devrait y ajouter, à notre avis, le nom de *Castrum Aquile*, sous lequel est désignée cette ville par certains monuments cartographiques du Moyen Âge.

*Ad vocem Arges*: la bibliographie donnée à la fin s'arrête à l'ouvrage publié par O. Tatrafi en 1931; aucune mention du grand nombre de travaux, concernant la cour princière et l'église voïvodale de Curtea de Arges, publiés depuis lors.

*Ad vocem Banat*: en ce qui concerne le Banat de Severin, il n'y a aucune mention relative à son histoire dans l'intervalle qui va de 1260 à 1429. Il est pourtant notoire que depuis 1891 au moins jusqu'en 1429, le Banat et la cité de Severin ont appartenu, avec des interruptions très brèves, à la Valachie.

<sup>3</sup> Voir: Constantin Jordan-Sinna, *La création de la Petite-Entente dans la conception de la Roumanie: projet et réalisation*, dans « R.E.S.E.E. », XIV, 1976, 4, pp. 665—678; idem, *La Grèce à la fin de l'année 1920. Autour d'une mission roumaine à Athènes*, dans « R.E.S.E.E. », XVII, 1979, 2, pp. 283—296.

<sup>4</sup> *Die Aromunische Frage. Ihre Entwicklung von den Ursprüngen bis zum Frieden von Bukarest (1913) und die Haltung Österreich-Ungarns*, Wien, Köln, Graz, 1974.

*Ad vocem Banus*: aucune mention de l'existence de cette dignité en Valachie, où pourtant elle a eu un rôle important, pendant cinq siècles.

D'autre part, certains termes ne figurent pas dans les fascicules dont on rend compte. En voici une brève liste. Anthousa, Asprokastron (mentionné pourtant s. v. Aqkerman), Bacău, Baia de Arieș, Baia Mare, Balëik, Balica. On peut espérer les retrouver dans le volume comprenant les *Addenda*, qui sera publié à la fin de la série en cours.

O. I.

*Ethnographie albanaise*, Tirana, 1976, 282 p.

Le volume contient dix-sept études d'ethnographie extraites des organes scientifiques de l'Institut d'Histoire dans le cadre d'une édition spéciale à l'occasion de la Conférence nationale des études ethnographiques en Albanie, juin 1976.

La première étude porte la signature de Rrok Zojzi et est consacrée à *L'Ancienne division régionale ethnographique du peuple albanais* (p. 7—18). La thèse de l'auteur est qu'à la formation nationale du peuple albanais, qui eut lieu durant le XIX<sup>e</sup> siècle, ont participé les deux grands groupements de régions qu'on appelle Gegerie et Toskerie. Ces deux groupements représentent des formations economico-sociales des XVII<sup>e</sup>—XVIII<sup>e</sup> siècles et chacune de celles-ci a été formée par la fusion des petites contrées des XIII<sup>e</sup>—XV<sup>e</sup> siècles, dont chacune provient à son tour de contrées plus petites; les vestiges de ces régions présentent de l'intérêt non seulement pour l'histoire du peuple albanais, mais servent comme une base méthodique pour le classement des matériaux linguistiques, ethnographiques et anthropologiques aussi.

Pandi Gëço s'occupe de *L'Accroissement de la population urbaine dans la R. P. d'Albanie et sa nouvelle répartition géographique* (p. 19—40) et remarque le fait qu'à partir de l'année 1955 on observe un ralentissement du rythme d'accroissement de la population urbaine, bien que le rythme de l'accroissement de la population rurale n'ait pas diminué; mais après 1960, la supériorité dans l'accroissement de la population urbaine va à l'accroissement naturel de la population au détriment de celui mécanique.

*Le caractère du droit coutumier albanais durant l'occupation turque* est présenté par Ismet Elezi (p. 11—18). D'après son opinion, l'analyse des normes du droit coutumier albanais permet d'entrevoir que la superstructure, en général, et celle politique en particulier, dans les régions de montagne du pays étaient contradictoires et arriérées au XIX<sup>e</sup>—début du XX<sup>e</sup> siècles. Les normes du droit coutumier, d'une part reconnaissent les survivances de l'ordre primitif, comme par ex. à Nikaj-Mertur, Shiale, Shoshi etc, tandis qu'ailleurs elles étaient remplacées par les institutions de la société divisée en classes opposées. La révolution populaire en Albanie renversa depuis ses fondements l'ancienne superstructure politique et juridique et érigea à sa place le droit socialiste et la légitimité socialiste.

Mark Tirtja s'occupe des *Survivances religieuses du passé dans la vie du peuple — objets et lieux du culte* (p. 49—70), remarquant le fait que les grandes transformations économiques et sociales intervenues durant la vie du peuple albanais ont ébranlé la conception des objets de culte et des croyances religieuses périmées. L'activité et l'influence des institutions du culte et des membres du clergé ont été limitées dans la vie du peuple dès les premiers ans qui ont suivi la libération, la séparation de l'Église de l'État et la laïcisation scolaire furent des facteurs importants dans l'éducation athéiste-scientifique des travailleurs, tandis que les programmes scolaires prirent une direction tout à fait scientifique athéiste.

Quant aux *Aspects économiques des laboureurs-citoyens à Vurk de Sarande*, Spite Shkurti (p. 71—90) remarque que les lourdes redevances économiques, les nombreuses restrictions imposées par le propriétaire terrien, le mépris qu'on manifestait envers eux avaient aggravé la condition de ces gens; seulement la révolution populaire réussit à leur assurer une vie heureuse et prospère.

Andromaqi Gjergji nous parle de *L'Évolution de la famille rurale contemporaine* (p. 91—102), institution qui est en rapport avec le niveau social général et les nombreuses caractéristiques locales qui dépendent de facteurs particuliers de développement régional; dans la majorité des familles on trouve les parents et leurs enfants nubile qui vivent ensemble, donc deux générations et la moyenne du nombre des membres pour chaque famille est presque égale à la moyenne de l'échelon national.

*La décomposition physique de la famille patriarcale à la campagne et l'influence de ce processus dans les relations familiales* est présentée par Naumi Guxho (p. 103—112) qui remarque

que les changements dans ce domaine constituent un long processus qui se réalisa graduellement dans le cadre général du développement de la révolution dans le domaine de l'idéologie et de la culture; la connaissance de ce processus est d'une grande importance non seulement pour mieux connaître la famille paysanne, mais encore pour déterminer les mesures concrètes pour l'appuyer, pour la soutenir et pour ne pas laisser à la spontanéité l'approfondissement de son développement.

*La position de la femme en famille et en société dans la contrée de Zagorie* est traitée par Abaz Dojuka (p. 113—121). Dans cette région, comme dans les autres contrées où l'émigration était la pratique courante des hommes aussi, la participation de la femme à la production était une nécessité courante, ce qui empêche dans une certaine mesure sa présence dans tous les domaines politiques et sociaux; de nos jours, la condition de la femme dans cette région est en train de subir des transformations essentielles, tant au sein de la famille que dans la société aussi.

Quant au *Droit de la femme à demander la rupture du mariage*, Bajram Mejdijaj (p. 121—132) montre que ce droit a pour but essentiel la création des familles solides et vivant en harmonie, basées sur le respect mutuel, sur l'amour et les normes de la morale socialiste qui permettent d'élever et de faire l'éducation à la jeune génération. *Les fiançailles et le mariage chez les Lales de la Myzequë* est le titre de l'article de Ilambrini Mitrushii (p. 133—170) qui montre que les traces de ces coutumes représentent des systèmes économique-socials d'époques historiques révolues qui, avec le temps, ont changé leur caractère original et apparaissent aujourd'hui comme des moyens de divertissements.

Deux articles s'occupent de l'ancienne habitation albanaise: *L'Habitation type Gjirokastrite (XVIII<sup>e</sup>—XIX<sup>e</sup> s.)*, par Enin Riza (p. 172—192) et *L'Architecture des habitations paysannes à Has et à Malesie de Gjiakove*, par Pirro Thomo (p. 193—222). Dans le premier article, l'auteur démontre que l'habitation type gjirokastrite occupe une position particulière dans l'architecture des habitations balkaniques et la ville-musée de Gjirokastrer elle-même constitue un témoignage d'un grand intérêt d'urbanisme et, en général, du caractère de la ville albanaise et de celle balkanique au cours des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles. En ce qui concerne l'habitation de la Malesie de Gjiakove, elle a des affinités encore plus grandes avec celle du Rrafsh de Dukagjine; les autres régions du sud-est de l'Europe connues par la construction des maisons fortifiées sont: la Bosnie et Herzégovine, la Laconie et le nord de la Valachie. En ce qui concerne *Les costumes traditionnels albanais*, Rrok Zojzi (p. 223—234) présente deux types fondamentaux: *gunë* et *xhublete*, le premier considéré comme l'ancien vêtement illyrien, long, en laine blanche, ayant comme principaux dérivés la *fustanelle* et les *braies (lirq)*, le deuxième utilisé en Malesie et constituant un vestige des anciens Pélasges.

*L'élevage à Kurvelesh au cours du XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècles* est présenté par Fiqiri Haxhin (p. 235—244) qui insiste sur les particularités spécifiques et sur les formes développées. Les métiers en Albanie forment le sujet des deux articles: *Les poudreries de Mati*, par Dilaver Kurlti (p. 245—256) et *Art paysan en métier d'art en Albanie*, par Andromaqi Gjergji (p. 257—276). Un intérêt pratique présente l'article de Ikbal Bilibiu, *Pour une utilisation plus judicieuse de nos motifs populaires dans les tissages de l'artisanat* (p. 277—281), qui démontre que pour mieux connaître la tradition populaire, les dessinateurs professionnels de l'artisanat doivent établir des contacts étroits avec les maîtres populaires et connaître de plus près les créations populaires, les procédés, les combinaisons de couleurs, la stylisation des motifs, la signification qu'on veut leur emprunter afin de les appliquer non seulement sur des objets de luxe, mais également sur des objets d'usage pratique, quotidien.

Par leur variété, les études de ce volume représentent de vrais jalons destinés à marquer les phases du développement de l'ethnographie en Albanie, le stade actuel et des possibilités d'élargir la thématique des recherches scientifiques.

L. P. M.

## LIVRES REÇUS

- ALIEV, F. M., *Миссия посланика русского государства А. П. Волынского в Азербайджане 1716—1718 гг.*, Baku, 1979, 125 p.
- BALIC, SMAIL, *Die Kultur der Bosniaken (Inventar des bosniatischen literarischen Erbes in orientalischen Sprachen)*, Universitätsbuchdrucker A. Holzhausen, Wien, 1978, 110 p.
- Беседи за пр. Штефан, jubilej по издание*, Skopje, 1980, 163 p.
- CAPPONI, FILIPPO, *Ornithologia latina*, Università di Genova, 1979, 521 p.
- CHIARLONI, SERGIO, *Misure coercitive e tutela dei diritti*, Università di Torino, 1980, 250 p.
- COLONNA, VICENZA, *Lucii Ampellii Lexicon*, Università di Genova, 1980, 233 p.
- CORNAZANI, ANTONII, *Fraudiphila*, Università di Genova, 1980, 139 p.
- DONCEVA-PETKOVA, L., *Знаци върху археологически паметници от средновековна България VII—X век*, Sofia, 1980, 182 p.
- Етнографически и фолклористични изследвания (в чест на Христо Вакарелски по случай 80-годишнината от рождението му)*, Sofia, 1979, 305 p.
- FISCHER, JAN, *Epoque romantique et réalisme*, Univerzita Karlova, Praha, 1977, 305 p.
- FISHA, ILJAZ, *Ndërrhyrja e Kapitalit të huaj dhe pasojat e saj Skllaveruese për shqiperinë (1925—1931)*, Akademia e shkencave e RPSSH, Tirana, 1979, 105 p.
- FRASHERI, KRISTO, *Lidhja ahiptare e prizrenit 1878—1881*, Tirana, 1979, 251 p.
- GARAŠANIN, MILUTIN, *Праисторија на т.н. СР Србије, штампарии а „Кју.тура“*, Belgrade, 2 vol., 1973, 698 p.
- HAKOV, DZENGIS, *Политическата борба в Турция 1960—1971*, Sofia, 1979, 173 p.
- HOFFMAN, STAUBY, *Conditions of World Order*, Rockefeller Center, 1978, 396 p.
- KADUROVA, N. G., *Государственный и общественная деятельность рабочего класса Азербайджана (1946—1975 г.)*, Baku, 1979, 173 p.
- KOFAS, JON, V., *International and Domestic Politics in Greece During the Crimean War*. Columbia University Press, 1980, 174 p.
- KOLEJA, JOSEF, *Balkánská otáčka 1908—1914*, Univerzita J. E. Purkyne, Brno, 1979, 143 p.
- KOLEVSKI, V., ZECHEV, T., BOJADZHEVA V., *Очерци по история на българската литература след девети септември 1944 година*, Sofia, 1979, 380 p.
- KONSIN, K., *Kudumi*, (Kirjastus Kunst), Tallinn, 1979, 240 p.
- KONTETZKI, H., *Agrarpolitischer Wandel und Modernisierung in Jugoslawien*, Verlag der Nürnberger Forschungsvereinigung, 1976, 563 p.
- KRSTIĆ, DURICA, *Први обичаи и код куча*, Belgrade, 1979, 234 p.
- MARCUS, FOUNTAIN II, ALVIN, *Roman Dmowski: Party, Tactics, Ideology 1895—1907*, Columbia University press N. Y., 1980, 240 p.
- NIKOLAIDOU, ELEUTHERIA, *Πιστάση τῆς Τουρκίας ἀπέναντι στους Αλβανούς σέ συνάρτηση μέ τῆ διάμοση τῆς δεγῆλης ἰδέας στήν "Ἰππειρο (μέσα 19ου αι)*
- PETROV, ZD., KONSTANTINOVA, E., KIJUMDZHEV, K., *Очерци по история на българската литература след девети септември 1944 година*, vol. II, Sofia, 1980, 480 p.
- PETSALIS-DIOMIDIS N., *Greece at the Paris Peace Conference 1919*, Institute of Balkan Studies, Thessaloniki, 1978, 399 p.
- POPSTAILOV, ANTON, *Село зарово солунско. Историко-фолклорно и езиковедско изследване (подготовка и редакция К. Димчев)*, Sofia, 1979, 153 p.

PRINTED IN ROMANIA

[www.dacoromanica.ro](http://www.dacoromanica.ro)

TRAVAUX PARUS AUX ÉDITIONS DE L'ACADÉMIE  
DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DE ROUMANIE

- ALEXANDRU DUȚU, *Romanian Humanists and European Culture. A Contribution to Comparative Cultural History*, Collection «Bibliotheca Historica Romaniae», Studies 55, 1977, 196 p.
- ADOLF ARMBRUSTER, *La Romanité des Roumains. Histoire d'une idée*. Collection «Bibliotheca Historica Romaniae», Monographies XVII, 1977, 279 p.
- H. MIHĂESCU, *La langue latine dans le sud-est de l'Europe*, 1978, 401 p. Coédition avec «Les Belles Lettres».
- PETRE DIACONU, *Les Coumans au Bas-Danube aux XI<sup>e</sup>-XII<sup>e</sup> siècles*, Collection «Bibliotheca Historica Romaniae», Etudes 56, 1978, 158 p.
- ZAMFIRA MIHAIL, *Terminologia portului popular românesc în perspectivă etnolingvistică comparată sud-est europeană* (Terminologie du costume populaire roumain dans la perspective ethnolinguistique comparée sud-est européenne), 1978, 255 p.
- PETRE ALEXANDRESCU, *La céramique d'époque archaïque et classique (VII<sup>e</sup>-VI<sup>e</sup>s.) Histria IV*, 1978, 253 p.
- MARIA COJA et PIERRE DUPONT, *Histria V. Ateliers céramiques*, 1979, 169 p.
- C. VELICHI, *La Roumanie et le mouvement révolutionnaire bulgare de libération nationale (1850-1870)*, 1979, 231 p.
- ELIZA CAMPUS, *The Little Entente and the Balkan Alliance*, Collection «Bibliotheca Historica Romaniae», Etudes 59, 1979, 207 p.
- EUGEN STĂNESCU et NICOLAE-ȘERBAN TANAȘOCA (sous la direction de), *Etudes byzantines et post-byzantines*, 1979, 310 p.
- \* \* \* *Nouvelles études d'histoire*, 1980, vol. I, 326 p.; vol. II, 385 p.
- V. MIHĂILESCU-BÎRLIBA, *La monnaie romaine chez les Daces Orientaux*, 1980, 312 p.
- \* \* \* *Actes du II<sup>e</sup> Congrès International de Thracologie, Bucarest, 4-10 septembre 1976*, 1980, vol. I, 486 p.; vol. II, 461 p.; vol. III, 461 p.
- \* \* \* *L'affirmation des Etats nationaux indépendants et unitaires du centre et du sud-est de l'Europe (1821-1923)*, Collection «Bibliotheca Historica Romaniae», Etudes 62, 1980, 362 p.

ISSN 0035-2063

REV. ÉTUDES SUD-EST EUROP., XIX, 1, P. 1-210, BUCAREST, 1981



I. Pi Informația c. 2779

43 456

Lei 40-